

---

# **L'Europe et ses *think tanks* : un potentiel inaccompli**

---

Une analyse des *think tanks* spécialistes de l'Europe  
au sein de l'Union européenne élargie

sous la direction de Stephen BOUCHER

Etude disponible en français et Anglais sur le site <http://www.notre-europe.asso.fr>

© Notre Europe, octobre 2004

Cette publication a bénéficié d'un soutien financier de la Commission européenne. Cependant, elle n'engage par son contenu que son auteur. La Commission européenne et Notre Europe ne sont pas responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans le texte.

La reproduction est autorisée moyennant mention de la source.

## Stephen Boucher, auteur et coordinateur

Franco-américain, actuellement consultant en matière de politiques énergétiques, ancien conseiller pour les affaires européennes et internationales auprès de la vice-première ministre et ministre fédérale belge de la mobilité, titulaire d'un Master in Public Administration de Harvard, anciennement maître de conférence sur le lobbying en Europe à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

## Benjamin Hobbs, co-auteur

Titulaire d'une maîtrise de sciences politiques européennes en 2000 (London School of Economics), il a été chercheur auprès du député britannique Mark Lazarowicz de 2001 à 2004. Il s'intéresse spécialement à la question de la réforme des structures de l'Union européenne et aux sujets comparatifs dans la politique européenne actuelle.

## Juliette Ebélé, stagiaire

Diplômée en maîtrise de russe à l'Université de Paris IV- Sorbonne, elle est également titulaire d'un DESS en Traduction ès Relations internationales (ISTI, Bruxelles), en français, anglais et russe. Elle se destine à une carrière internationale en traduction et recherche appliquées aux affaires européennes et internationales, et plus particulièrement à la Russie (relations EU-Russie, politique étrangère russe).

## Charlotte Laigle, stagiaire

Titulaire d'un diplôme en Traduction anglais-allemand (ISIT, Paris) et d'un Dess de Traduction ès Relations Internationales (ISTI, Bruxelles), elle a effectué, au cours de l'année 2004, un stage de deux mois et demi chez GreenFacts Foundation. Elle se destine désormais à une carrière de traductrice ou de chercheuse dans le domaine des relations internationales, plus particulièrement au niveau européen.

## Michele Poletto, stagiaire

Né en 1979 à Milan, diplômé d'une licence en sciences sociales des universités de Milan et Paris VII-Denis Diderot en 2002, il a ensuite rejoint le Collège de Bruges à Varsovie pour suivre une maîtrise d'Etudes européennes avancées (Promotion John Locke, 2003-2004). Il est actuellement chercheur à l'Institut Universitaire d'Etudes européennes de l'Université Autonome de Barcelone.

## Radoslaw Wegrzyn, stagiaire

Diplômé du Programme d'Etudes européennes organisé par l'IEP (Paris), de l'Ecole Centrale de Commerce de Varsovie et du Cycle supérieur d'études européennes de l'Ecole Doctorale de l'IEP (Paris). Il a travaillé dans le domaine de l'intégration européenne, à la Chaire des Organisations Internationales de l'Ecole Centrale de Commerce de Varsovie comme assistant de recherche ; à l'Euroscript Polska, en traduisant des textes de droit communautaire; et en effectuant un stage à la Représentation de la Commission européenne en France.

## Notre Europe

*Notre Europe* est un groupement indépendant d'études et de recherches sur l'Europe, son passé, ses civilisations, sa marche vers l'unité et ses perspectives d'avenir. L'association a été créée par Jacques Delors à l'automne 1996. Elle se compose d'une petite équipe de chercheurs originaires de divers pays. En tant que laboratoire d'idées sur la construction européenne, le groupement souhaite apporter une contribution aux débats d'actualité avec le recul de l'analyse et la pertinence des propositions.

*Notre Europe* participe au débat public de deux manières : en publiant des études sous sa responsabilité et en sollicitant des chercheurs et des intellectuels extérieurs pour contribuer à la réflexion sur les questions européennes. Ces documents sont destinés à un certain nombre de décideurs, académiques et journalistes dans les différents pays de l'Union européenne. Ils sont aussi systématiquement mis en ligne sur le site Internet. L'association organise également des rencontres et des séminaires, le cas échéant en collaboration avec d'autres institutions ou des organes de presse.

*Notre Europe* prend aussi position sur des sujets jugés primordiaux pour l'avenir de l'Union européenne, par la voix de son Président ou de son Conseil d'Administration, qui a en charge, outre la gestion de l'association, la fonction d'orientation et d'impulsion de ses travaux. Un Comité International, composé de personnalités européennes de haut niveau, se réunit une ou deux fois par an afin de traiter d'une thématique européenne importante .

## Avant-propos

Il est toujours intéressant d'observer l'entrée progressive d'un terme sur la scène politique et médiatique européenne. Celui de « *think tank* » - qui n'a pas encore trouvé en français d'autres équivalents que sa traduction littérale, « réservoir de pensées », ou la version un peu réductrice de « laboratoire d'idées » – semble en voie d'acquiescer ses lettres de noblesse dans le champ lexical (d'aucuns diraient jargon) de la sphère européenne.

Paradoxalement, on a très peu « pensé » le phénomène – relativement récent - du développement des *think tanks* en Europe. En se penchant sur ceux qui sont établis dans les 25 Etats membres de l'Union Européenne et qui s'intéressent à l'analyse des institutions et des politiques de l'Union, ce travail cherche à défricher un terrain encore largement vierge.

L'exercice a été mené par une équipe de chercheurs extérieurs sous la direction de Stephen Boucher et avec la collaboration de Gaëtane Ricard-Nihoul, Secrétaire Générale de Notre Europe. Il n'est pas, bien sûr, étranger à une volonté d'auto-questionnement sur le rôle que peut avoir aujourd'hui une organisation telle que Notre Europe. Mais il va largement au-delà en présentant le panorama le plus exhaustif possible du paysage des *think tanks* dans l'UE, tant d'un point de vue descriptif (quelle mission, quelles activités, quelles ressources ?) que d'un point de vue analytique (quelles forces, quelles faiblesses, quelle influence, quels défis, quelles pistes pour l'avenir ?).

Dans cet enchevêtrement complexe aux équilibres fragiles que sont aujourd'hui nos démocraties d'opinion publique, les groupements qui se consacrent à la recherche indépendante et à la formulation de propositions de politiques publiques innovantes ne sont-ils pas devenus des maillons indispensables ? N'ont-ils pas dès lors le devoir de (re)penser leur action ?

Cette question n'est-elle pas encore plus pertinente dans le cadre de l'Union européenne depuis trop longtemps critiquée pour le manque d'adhésion de ses citoyens, pour ce que l'on appelle - un peu trop hâtivement sans doute - le déficit démocratique européen ?

Les *think tanks* ont-ils un avenir florissant devant eux ? Seront-ils des cercles fermés d'influence ou des architectes de la démocratie européenne ? Comment concilieront-ils rigueur scientifique et impératifs de communication ? Comment relèveront-ils le défi de leur « européanisation » tant dans leur organisation interne que dans les collaborations transnationales ?

Voilà quelques questions sur lesquelles Notre Europe souhaitait apporter un éclairage, avec l'ambition de contribuer au développement du secteur et d'ouvrir la voie à d'autres sujets de recherche dans ce domaine.

Avec 10 nouveaux Etats membres et la perspective d'autres adhésions, l'Union européenne vit sans doute la plus grande mutation de son histoire et devra plus que jamais puiser dans son « réservoir de pensées ».

Je crois que cette analyse des *think tanks* intéressera les observateurs comme les acteurs de la construction européenne, ceux qui savent que tout grand projet commence par une idée qui ouvre le chemin.

Jacques Delors

# Table des matières

Résumé	1
Introduction	3
I Les <i>think tanks</i> européens : une connaissance limitée, des enjeux importants	8
1.1 L'étude des <i>think tanks</i> est tardive, surtout en Europe	8
1.2 Les <i>think tanks</i> font partie intégrante de l'histoire de l'intégration européenne	10
1.3 Le rôle potentiellement important des <i>think tanks</i> dans le processus de décision politique et de construction communautaire	13
2 Présentation et analyse de l'offre <i>think tanks</i> qui s'intéressent à l'Europe dans les 25 Etats membres	18
2.1 État des lieux général	18
2.1.1 Faits essentiels	18
2.1.2 Quand et pourquoi ont-ils été créés	21
2.1.3 Missions	24
2.1.4 Domaines de recherche	27
2.1.5 Publics visés	31
2.1.6 Activités	33
2.1.7 Publications	37
2.1.8 Financement	39
2.1.9 Personnel	40
2.1.10 La perception que les Euro- <i>think tanks</i> ont de leur travail	41
2.1.11 L'indépendance, valeur essentielle	42
2.1.12 La mesure de la performance	45
2.2 La situation dans chaque État-membre	47
2.3 Spécificités des <i>think tanks</i> dans les dix nouveaux États-membres	87
2.4 Conclusion provisoire : un manque d'offre relatif aux besoins de l'Europe	88
3 Le point de vue des destinataires et observateurs	95
3.1 Décideurs, journalistes et universitaires trouvent-ils les <i>think tanks</i> spécialistes de l'Europe utiles ?	95
3.2 Conclusion provisoire : combler le « déficit de la demande » de l'UE pour la recherche en politique indépendante	103
4 Défis, dilemmes et choix stratégiques	106
4.1 Menaces et opportunités	106
4.2 Dilemmes et choix stratégiques	111
4.2.1 Indépendance, rigueur académique et impératifs croissants d'influence politique	111

4.2.2 Les <i>think tanks</i> et le déficit démocratique : entre opinion publique et élites politiques	115
4.2.3 Développer les synergies en contexte de compétition accrue	118
5 Pistes de réflexion et de recherche	129
<hr/>	
5.1 Leçons possibles à tirer des Etats Unis	129
5.2 Encourager le développement des Euro- <i>think tanks</i>	132
5.3 Pistes de recherche	134
Conclusion	137
Annexe 1 : Liste récapitulative des <i>think tanks</i> étudiés	139
Annexe 2 : Principaux réseaux de <i>think tanks</i> européens rencontrés	145
Annexe 3 : Questions méthodologiques, liste des entretiens, questionnaires	150
Annexe 4 : Références bibliographiques	161
Etudes de cas	
<hr/>	
Cas : Exemple de la Friedrich Ebert Stiftung : dans quelle mesure les fondations allemandes sont-elles des <i>think tanks</i> ?	21
Cas : Le Centre for European Reform, un ' <i>advocacy</i> ' tank crédible et influent	115
Cas : Friends of Europe, quasi-Think Tank comblant le déficit démocratique de l'UE par satellite ?	116
Cas : Le Lithuanian Free Market Institute évalue sa notoriété auprès du grand public	118
Cas : Le Centre for Economic Policy Research, premier 'réseau de pensée' européen	123
Tableaux :	
<hr/>	
Tableau 1 : "Les Euro- <i>think tanks</i> "	5
Tableau 2 : Vue d'ensemble des <i>think tanks</i> avec un intérêt pour l'Europe recensés par l'étude	20
Tableau 3 : Les <i>think tanks</i> spécialistes de l'Europe : périodes de création	23
Graphiques :	
<hr/>	
n°1 : Mission déclarée des <i>think tanks</i> (UE à 25)	25
n°2 : Mission déclarée des <i>think tanks</i> (anciens Etats membres)	26
n°3 : Mission déclarée des <i>think tanks</i> (nouveaux Etats membres)	26
n°4 : Domaines de recherche sur lesquels les <i>think tanks</i> européens déclarent se concentrer	28
n°5 : Think tanks neutres - pro - anti UE	30
n°6 : Principaux publics de 41 <i>think tanks</i> (RU, Allemagne, Italie et Bruxelles)	31
n°7 : Types de décideurs politiques cités par les <i>think tanks</i> comme principale audience (RU, Allemagne, Italie)	32
n°8 : Activités principales des Euro- <i>think tanks</i>	33



## Résumé

Les idées et les concepteurs d'idées se sont toujours trouvés au cœur du "projet" européen. Ils peuvent jouer un rôle important dans la formulation des politiques publiques, dans le processus décisionnel démocratique, et pour soutenir les efforts diplomatiques des Etats membres et de l'Union européenne. Cependant, les groupes qui cherchent à produire et à diffuser des idées stratégiques liées au continent européen, que nous appelons dans cette étude les «Euro-*think tanks*», n'ont jamais fait l'objet d'une étude en tant que groupe distinct au sein des 25 Etats membres de l'UE.

A l'aide de neuf critères provenant d'anciens ouvrages, nous avons identifié et analysé 149 *think tanks*. 36 *think tanks* sont des organisations « spécialistes de l'Europe », c'est-à-dire des questions de politique publique européenne, les 113 autres sont des *think tanks* qui ont d'autres centres d'intérêt tout en menant d'importantes recherches sur l'Europe.

Ils emploient près de 3 000 chercheurs qui travaillent de plus ou moins près sur les politiques liées à l'Europe. Les communautés de chercheurs travaillant dans des « Euro-*think tanks* », particulièrement importantes en Allemagne, Autriche, Pologne et au Royaume-Uni, sont plutôt sous-développées en France et en Italie. Seuls 5% d'entre elles travaillent de Bruxelles avec des acteurs européens, le reste étant situé dans les Etats membres.

En général, « l'offre » de *think tanks* est relativement limitée, le secteur étant quelque peu fragmenté et se concentrant sur des problèmes – comme les questions institutionnelles – où il y a un chevauchement important, tout en négligeant certains domaines comme l'environnement. Leurs types d'audience sont limités, ainsi que le type de méthodes utilisées. Il semble que les organisations fonctionnant selon la pratique anglo-américaine dominent.

Les interviews qualitatives confirment le fait que les Euro-*think tanks* n'ont pas encore trouvé complètement leur place dans la politique européenne, bien qu'ils soient accueillis favorablement par les décideurs et autres observateurs du secteur : leur valeur ajoutée n'est pas encore clairement perçue, et ils sont considérés comme moyennement utiles, voire élitistes. L'opinion dominante est qu'ils n'ont qu'un impact limité sur les politiques et l'opinion publique.

L'élargissement n'a pas fondamentalement changé les activités des Euro-*think tanks*, mais l'esprit d'entreprise croissant du monde universitaire en Europe, la compétition accrue au sein du secteur et celle venant de l'extérieur, et surtout les difficultés financières dues à la diminution des fonds publics restructurent actuellement le marché.

Les Euro-*think tanks* cherchent à faire face à ces évolutions de leur environnement opérationnel en s'investissant de manière plus délibérée dans la recherche de financements, la mise en réseau et la coopération, en se spécialisant davantage, et en faisant preuve de plus de transparence financière, voire en évaluant leurs performances. Leur conception traditionnelle de l'indépendance et de leur rôle vis-à-vis du grand public est remise en question.

En même temps, le secteur se renforce grâce au fait que des groupes moins importants, mais plus spécialisés et militants, rejoignent le « marché des idées ». Les acteurs s'adaptent aux nouvelles contraintes financières, apprennent à jouer un rôle plus « revendicatif » (d'« advocacy ») et à mieux utiliser les médias.

# Introduction

L'Union européenne telle que nous la connaissons aujourd'hui est avant tout une construction intellectuelle. L'entreprise d'unifier les pays européens que l'histoire avait divisés et opposés et de si nombreuses reprises est née dans l'esprit de quelques visionnaires, a été soutenue par des organisations militantes, et mise en œuvre par des gouvernants volontaires. Malgré de nombreux obstacles, le modèle institutionnel unique et complexe que nous connaissons aujourd'hui et qui régleme l'essentiel de la vie quotidienne de quelques 450 millions de citoyens est ainsi l'illustration unique d'un projet politique porté par l'analyse et traduit dans les faits. Certains ajouteront que ce projet a atteint ses objectifs de paix, voire, malgré ses imperfections, de promotion de l'intérêt général. On trouve donc au cœur du processus communautaire l'action décisive d'un nombre limité d'experts, d'universitaires et de grands intellectuels au service de la société.

La construction européenne est donc aussi l'illustration de l'ambition des "*think tanks*" qui s'intéressent aux questions européennes, ces organes dédiés à la recherche et à la diffusion de solutions qui aident au processus d'élaboration de politiques publiques, notamment dans le cadre communautaire. Hormis quelques études nationales, que connaît-on pourtant de ces groupes au sein de l'Union européenne ? Notre Europe, elle-même cellule de réflexion basée à Paris et créée par Jacques Delors, a souhaité s'y intéresser au lendemain de l'élargissement de l'Union européenne à 25 États membres. Elle a donc demandé à une équipe externe "d'analyser les *think tanks* basés dans l'Union européenne, qui s'intéressent aux questions européennes. Soit des *think tanks* qui traitent, même partiellement, de questions liées à la construction européenne et montrent une volonté d'influence transnationale, soit des *think tanks* purement nationaux mais qui orientent leur recherche principalement vers les questions européennes."

Au cours des mois de juillet, août et début septembre 2004, les auteurs de ce rapport ont donc essayé de recenser et décrire rigoureusement ces organisations. Qui sont-elles ? Quelle est leur contribution aux processus de construction et de prise de décision communautaires ? Comment opèrent-elles ? Quels en sont les organes influents et les facteurs d'influence ? L'élargissement de l'Union européenne à 25 États membres a-t-il affecté leur rôle ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles nous avons tenté de répondre.

## **NEUF CRITERES D'IDENTIFICATION DES THINK TANKS**

Avant de rentrer dans le vif du sujet, précisons ce que nous entendons par "*think tank*." Cette notion est en effet très malmenée, tant par les acteurs du secteur eux-mêmes que par les médias et parfois les ouvrages spécialisés. Celle retenue s'efforce ici d'être précise et exhaustive et repose donc sur les travaux antérieurs de plusieurs universitaires (Weiss, 1992 ; Stone, Denham, Garnett, 1998 ; McGann, Weaver, 2000 ; Sherrington, 2000 ; Stone, 2000a/b).

Elle comprend neuf critères : les *think tanks* sont [1] des organismes permanents, [2] qui se spécialisent dans la production de solutions de politique publique, [3] grâce à un personnel propre dédié à la recherche. [4] Ils fournissent une production originale de réflexion, d'analyse et de conseil, [5] qui a vocation à être communiquée aux gouvernants et à l'opinion publique (et disposent donc d'un site Internet). Ces *think tanks* ne sont [6] pas chargés d'accomplir des missions gouvernementales. [7] Ils s'efforcent plus généralement de maintenir leur liberté de recherche et de ne pas être liés à des intérêts spécifiques. [8] Ils n'ont donc pas non plus pour tâche principale de former ni d'accorder des diplômes. [9] Enfin, leur travail a l'ambition, explicite ou implicite, d'œuvrer au bien public, par opposition aux organes à but uniquement commercial et lucratif.

L'Annexe 3 explique le choix de ces critères. Ils ont été appliqués le plus rigoureusement possible, afin de distinguer de manière cohérente pour nos besoins les *think tanks* d'autres organisations proches, tels que les centres de recherche avant tout académiques (le CAP de Munich est inclus mais pas le CERI de Paris), les organes chargés de missions gouvernementales (EIPA n'est pas repris comme *think tank* mais mentionné comme institution présentant des caractéristiques proches), et les groupes d'intérêt et de pression (l'International Crisis Group à Bruxelles ne figure pas dans notre liste, contrairement à ISIS Europe).<sup>1</sup> Nous avons toutefois également

**Nos neuf critères : les *think tanks*...**

- sont permanents
- se spécialisent dans la production de solutions de politique publique
- ont leur propre équipe de recherche
- proposent des idées, des analyses et des conseils
- ont comme objectif principal de communiquer les résultats de leur recherche aux décideurs et à l'opinion publique (et ont donc un site Internet)
- ne sont pas responsables des actions du gouvernement
- cherchent à maintenir leur liberté de recherche et à ne représenter aucun intérêt en particulier
- ne donnent pas de diplômes et n'ont pas comme activité première de former les gens
- cherchent, de façon explicite ou implicite, à agir dans l'intérêt général

appliqué ces critères avec flexibilité, ce qui peut paraître à première vue paradoxal mais s'impose dans la pratique. En effet, la rigueur absolue par rapport à des critères qui conservent une part de subjectivité n'est pas possible. L'omission d'un critère a parfois aussi été privilégiée à l'exclusion artificielle d'un organisme important. La Friedrich Ebert Stiftung (Section 2.1) est un exemple de ce double impératif de rigueur et de flexibilité. Notre sélection, malgré les précautions prises, reste donc partielle, mais soulignons clairement qu'elle n'a pas pour prétention de décerner un quelconque label mais, de façon plus réaliste, de permettre une présentation aussi cohérente que possible d'un secteur très hétérogène.<sup>2</sup>

**LES 'EURO-THINK TANKS' DES 25 ÉTATS MEMBRES**

Parmi les quelques 670 'réservoirs de pensée' recensés dans les 25 États membres actuels de l'Union européenne par McGann et Weaver en 2000, l'enquête s'est concentrée sur ceux qui s'intéressent aux affaires européennes au sens large. Nous appellerons "Euro-*think tanks*" les instituts qui analysent les problèmes politiques, quels qu'ils soient, ayant trait à l'espace géographique européen, y compris dans sa dimension internationale. Nous les avons étudiés selon deux cercles, selon la distinction suivante qui sera utilisée tout au long du rapport :

TABLEAU N°1

## "Euro think tanks

LES INSTITUTS SPECIALISTES DE L'EUROPE 'EURO-SPECIFIC' :	LES INSTITUTS AVEC UN INTERET POUR L'EUROPE 'EURO-ORIENTED' :
<p>se consacrent <i>principalement</i> aux questions européennes,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>soit en général (comme Notre Europe, le Centre for European Reform en Grande-Bretagne ou le Centre for European Policy Studies à Bruxelles),</li> <li>soit par le biais d'une politique sectorielle (comme IRI aux Pays-Bas).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>traitent de l'Europe comme programme de recherche distinct et significatif parmi d'autres questions, comme le font de nombreux <i>think tanks</i> spécialistes de relations internationales (tel l'Institut d'Etudes Stratégiques Internationales de Lisbonne).</li> </ul>

Armé des critères décrits ci-dessus, il est également utile de définir une typologie des *think tanks* pour analyser le secteur, tout en reconnaissant que la réalité ne correspond jamais parfaitement à des catégories générales. Les analystes distinguent habituellement quatre catégories de *think tanks* (notamment Weiss, 1992; McGann, Weaver, 2000) :

1. **Les *think tanks* universitaires / universités sans étudiants**, ou ce que Weiss appelle des « organisations analytiques », qui mettent un point d'honneur à ce que leurs équipes de chercheurs produisent de la recherche universitaire de haute qualité. Ils « examinent l'ensemble des éléments probants disponibles, et pas uniquement ce qui est compatible avec des conclusions privilégiées en politique. De plus, ils vérifient systématiquement les éléments qu'ils avancent, appliquant des méthodes logiques » (Park, 2004)
2. **Les instituts de recherche sous contrat** sont semblables aux *think tanks* universitaires, mais sont surtout différents en raison de leurs sources de financement, qui proviennent essentiellement de contrats avec des agences gouvernementales.
3. **Les *advocacy* tanks** produisent des idées et des recommandations qui adhèrent de façon logique à un ensemble précis d'opinions et de valeurs de base. « Ils ont tendance à envisager leur rôle dans le processus d'élaboration des politiques comme s'il s'agissait de gagner la guerre des idées plutôt que de chercher les meilleures politiques de façon désintéressée. »
4. **Les *think tanks* de partis politiques** « sont organisés autour des débats et du thème d'un parti politique et ont souvent un personnel composé d'employés, de politiciens et de membres du parti anciens ou actuels. Il est fréquent que leur programme soit très influencé par les besoins du parti. »

Pour des raisons pratiques de temps et de moyens, l'étude se limite à l'Union européenne à 25. Il est clair que des organismes importants, qu'il conviendrait d'étudier ultérieurement, existent au-delà des frontières actuelles de l'Union.<sup>3</sup> Notons aussi que notre étude ne prend pas en compte les nombreux groupes de réflexion dédiés à l'Europe qui ont été créés et ont

disparu au cours des années passées, en raison des mêmes contraintes pratiques. Une telle analyse serait pourtant riche d'enseignements. Tout en étant circonscrite aux *think tanks* existants s'intéressant aux questions européennes et dont le siège est basé dans les Etats membres actuels, cette étude offre, nous semble-t-il, des pistes de réflexion et des enseignements plus généraux sur les *think tanks* en Europe et dans le monde.

#### **UNE ETUDE EXPLORATOIRE ET INDEPENDANTE**

Les auteurs de ce rapport sont seuls responsables des choix méthodologiques et du contenu de ce rapport. L'enquête a été menée pour le compte de Notre Europe mais de façon indépendante. Les renseignements collectés proviennent d'informations fournies publiquement par les *think tanks* retenus, notamment sur leurs sites Internet et dans leurs rapports d'activités, ainsi que d'entretiens individuels avec des représentants de la quasi-totalité de ces organismes. Au total, 129 interviews ont été menées avec des observateurs spécialistes de l'Europe et des destinataires potentiels des travaux des *think tanks* de toute l'Union européenne (87 responsables de *think tanks*, 21 décideurs politiques, 11 universitaires et 10 journalistes, cf. Annexe 3). Nous avons donné la possibilité à tous les organismes étudiés de vérifier l'information publiée. Malgré tout, il est possible que des renseignements aient été omis ou nécessitent d'être précisés, et que certains choix de classification semblent contestables, sans compter que certaines données devront par la force des choses rapidement être mises à jour. Nous espérons néanmoins présenter ici une étude du secteur, certes exploratoire, mais aussi complète et juste que possible. Nous invitons les lecteurs à nous communiquer toute correction qu'ils jugeraient nécessaire.

#### **CINQ PARTIES POUR UNE ANALYSE SECTORIELLE PRELIMINAIRE**

Le rapport comprend cinq parties :

1. Une mise en contexte historique et théorique succincte souligne le décalage entre la place théoriquement significative de ces organismes dans le processus de construction communautaire et la méconnaissance relative de leurs activités.
2. Un état des lieux et une analyse transversale de la famille des *think tanks* étudiés permettent ensuite de mieux comprendre qui sont ces organismes, comment ils fonctionnent, quels sujets ils étudient, et quelles sont les spécificités nationales de chaque Etat membre. L'Annexe 1 complète cette section par la liste des 149 *think tanks* recensés, décrit en détail sur le site de *Notre Europe* ([www.notre-europe.asso.fr](http://www.notre-europe.asso.fr)).
3. L'étude présente ensuite le point de vue des destinataires et observateurs potentiels des *think tanks* : décideurs politiques, journalistes et universitaires spécialistes de questions européennes.
4. Puis l'étude examine l'environnement opérationnel des *think tanks* spécialistes de l'Europe pour identifier les principaux défis et dilemmes qui se présentent à eux.

5. Enfin, nous esquissons quelques pistes de réflexion concernant l'avenir du secteur et de possibles futures recherches, dans la mesure où cette étude ne pouvait prétendre couvrir tous les aspects relevant de son objet.

Les Annexes 2, 3 et 4 présentent respectivement des éléments relatifs aux réseaux de *think tanks*, et des informations méthodologiques et bibliographiques. Ces différents éléments ont pour objectif de permettre une première analyse structurelle du secteur selon le cadre conceptuel fourni par Oster (1995).

L'enjeu de cette étude, menée dans un esprit à la fois pratique et académique, est de permettre aux responsables de *think tanks* européens, ainsi qu'aux décideurs et universitaires qui s'y intéressent, de mieux connaître ce secteur et ainsi, nous l'espérons, d'identifier de nouvelles occasions de collaboration, de nouveaux projets de recherche, de susciter d'éventuelles vocations, et d'encourager le dialogue et la diffusion des meilleures pratiques. Nous espérons ainsi permettre aux acteurs du secteur de participer un peu plus pleinement au processus de construction communautaire. Nous croyons en effet que les *think tanks* peuvent contribuer à créer une Europe prospère, proche des citoyens et innovante.

---

<sup>1</sup> Ces différents critères ont été vérifiés auprès des instituts étudiés ou directement sur leur site internet. Le tableau joint sur le site Internet de Notre Europe ne fournit ainsi pas l'ensemble des données collectées, qu'il aurait été matériellement difficile de fournir ([www.notre-europe.asso.fr](http://www.notre-europe.asso.fr)).

<sup>2</sup> De nombreux 'creusets de la pensée' (Féat, 2004) aux activités intéressantes ne se retrouvent ainsi pas au cœur de notre travail. Les groupes institutionnels, tels le Conseil Scientifique pour la Politique Gouvernementale des Pays Bas (WRR), principalement universitaires comme le European University Institute à Florence, ou qui ne s'intéressent qu'indirectement aux questions européennes, comme la Fondation Jean Jaurès seront néanmoins évoqués, parce qu'ils ont des fonctions complémentaires ou concurrentes des organismes étudiés ici. Notons enfin qu'ont été exclus de l'étude deux ou trois organismes ne disposant pas de site Internet, signe selon nous d'une absence de volonté - ou capacité - de mener à bien l'un des deux aspects essentiels de l'activité d'un *think tank* aujourd'hui, celle de dissémination de ses idées.

<sup>3</sup> Citons en exemple la Fondation EURISC à Bucharest (European Institute for Risk, Security and Communication Management), la Fondation pour le 21ème siècle à Sofia (Center for Strategic Studies-21st Century Foundation), l'Institute for International Relations (IMO) à Zagreb, ou encore l'Institut norvégien des Affaires Internationales (NUPI). Les *think tanks* qui ont choisi de se baser à Bruxelles mais qui ont clairement des attaches et une vocation européenne plutôt que belge - tels que le European Institute for Asian Studies par opposition par exemple à l'IRRI, l'institut de recherche belge spécialisé dans les affaires internationales - n'ont pas été classés en tant que *think tanks* belges, mais relevant plus généralement de l'Union européenne. Nous avons ainsi 26 fichiers "pays".

# 1 Les *think tanks* européens : une connaissance limitée, des enjeux importants

L'étude des *think tanks* est une discipline encore relativement neuve. Au sein de l'Union européenne, elle l'est encore plus. Nous évoquons ici le parallèle entre l'étude académique des *think tanks* et leur émergence au niveau européen (1.1). Puis nous replaçons l'étude dans son contexte historique (1.2), et enfin soulignons les enjeux que représente une meilleure compréhension de la contribution des *think tanks* aux processus de décision communautaires (1.3).

## 1.1. L'ETUDE DES *THINK TANKS* EST TARDIVE, SURTOUT EN EUROPE

L'étude spécifique des cercles de réflexion en tant qu'acteurs politiques à part entière est très récente. Alors qu'aux États Unis, le premier ouvrage consacré spécifiquement aux *think tanks* remonte à seulement une trentaine d'années (Dickson, 1971, d'après Stone, 1996), une consultation rapide de notre bibliographie (Annexe 3) ou de celle d'autres études montre que, hormis quelques ouvrages et monographies consacrées à des instituts de recherche spécifiques datant des années 1980, presque toute la recherche a moins de huit ans.<sup>4</sup> Une proportion importante de celle-ci est d'abord américaine, puis britannique et se concentre donc sur ces deux zones géographiques, même si un certain nombre de publications récentes a compensé cette exclusivité anglo-américaine (Stone, Denham Garnett, 1998; McGann, Weaver, 2000). En tout état de cause, si certains chercheurs se sont intéressés aux *think tanks* au sein de l'Union européenne (notamment Sherrington, 2000) et si d'autres ont regardé au-delà d'un ou deux États, personne n'a encore examiné spécifiquement ceux qui s'intéressent aux questions européennes dans l'Union européenne à 25.

**« Le manque d'attention pour les *think tanks* illustre autant les partis pris des spécialistes en sciences sociales que le développement tardif et les caractéristiques de ces organisations »**

Cela reflète-t-il l'influence limitée des *think tanks* sur la politique européenne ou plutôt un manque d'intérêt universitaire ? Stone (2000a)

explique que « le manque d'attention pour les *think tanks* illustre autant les partis pris des spécialistes en sciences sociales que le développement tardif et les caractéristiques de ces organisations. » En effet, les *think tanks* se sont faits de plus en plus remarquables aux États-Unis et en Europe occidentale seulement après le milieu des années 1970, lorsqu'ils sont devenus de plus en plus '*advocacy*' et tournés vers les médias. « Ces organisations étant très peu nombreuses », elle ajoute que les spécialistes avaient « peu de raison de s'adresser à ces organisations. » En effet, dans le cas de l'Europe, « la plupart des *think tanks* avec un intérêt exclusif pour l'Europe ne sont apparus que dans les années 1980. » (Sherrington, 2000). Elle prétend également que la difficulté à définir et à classer les *think tanks* a dissuadé les spécialistes d'expliquer le rôle des *think tanks* en politique. Cependant, cet argument « est



une idée fausse », répond Stone (1996), qui rappelle que « les *think tanks* ont été présents dans la majeure partie de ce siècle. » En effet, plusieurs organisations parmi notre échantillon, comme le Royal Institute of International Affairs et le Federal Trust au Royaume-Uni, ont été établis respectivement il y a 85 et 60 ans de cela. Selon Stone, « la récente vague d'ouvrages sur les *think tanks* indique qu'ils ont été redécouverts et considérés comme importants » et « le mythe selon lequel les *think tanks* sont des instituts de recherche objectifs et apolitiques a autrefois encouragé beaucoup de spécialistes à ignorer leur participation dans la sphère politique. »

En revanche, les recherches sur le rôle joué par les groupes d'intérêt dans la formulation des politiques au niveau de l'UE sont, en comparaison, importantes et variées (Greenwood 1997 ; 2003).<sup>5</sup> De même, il y a eu relativement peu de recherche sur les *think tanks* de l'UE et sur le rôle qu'ils jouent dans la construction européenne par rapport aux Etats-Unis. Sherrington (2000), dans un des ses nombreux rapports sur les *think tanks* de l'UE, considère en fait que « l'ampleur de l'activité des *think tanks* au niveau de l'Union européenne a été largement ignorée. » Cette étude, bien que de nature prospective, cherche à s'inscrire dans un nombre croissant d'ouvrages sur les *think tanks* et à aller dans le sens des recherches récentes à ce sujet<sup>6</sup>.

- Elle apporte des données sur des organisations récentes et des pays peu (ou pas) pris en compte jusqu'ici, et ce dans une démarche de nature comparative. Nous mesurons toutefois qu'une analyse comparative rigoureuse requerrait un examen plus systématique des contextes politiques et institutionnels dans lesquels les *think tanks* opèrent dans chaque État membre et au niveau communautaire.<sup>7</sup> Elle s'inscrit donc dans l'approche relativement descriptive qui caractérise encore l'étude des *think tanks* en Europe.
- S'inspirant du modèle épistémique, ce rapport tente également de présenter les *think tanks* dans la communauté politique plus large des affaires européennes, en donnant quelques aperçus des relations des *think tanks* avec d'autres élites européennes et de la façon dont ils tentent d'influencer les politiques officielles à différents stades du cycle politique.
- Elle s'inscrit enfin dans la lignée des études les plus récentes qui se sont attachées à la dimension transnationale croissante du travail des *think tanks*. En effet, alors que les travaux initiaux examinaient leur action avant tout dans leur cadre national, plusieurs études récentes ont examiné les efforts d'internationalisation des *think tanks* (Stone, 2000a and b; Sherrington, 2000).<sup>8</sup>

## 1.2 LES *THINK TANKS* FONT PARTIE INTEGRANTE DE L'HISTOIRE DE L'INTEGRATION EUROPEENNE

L'histoire de l'intégration européenne est avant tout une histoire d'idées. Des premiers espoirs d'une unité européenne, après la guerre, de la part des combattants de la résistance au cours de la Seconde guerre mondiale, à l'idée de Jean Monnet d'une Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, qui a posé les fondements de la CEE, en passant par l'Union économique et monétaire dans les années 1990, le processus d'intégration a toujours progressé grâce aux idées. De telles idées ont été importantes car elles ont souvent entraîné des expériences uniques, qui n'avaient jamais été tentées ailleurs dans le monde. Le rôle des *think tanks* dans ce contexte est clair. Contribuant aux nouvelles idées en politique, ils peuvent stimuler le débat entre les dirigeants européens et l'opinion publique à propos de la forme que l'Union européenne pourrait prendre à l'avenir.

### CROISSANCE ET DIVERSIFICATION DES *THINK TANKS* APRES LA GUERRE

Le nombre de *think tanks* européens a considérablement augmenté au 20<sup>ème</sup> siècle. En 1998, McGann et Weaver ont estimé leur nombre dans les 25 Etats membres de l'UE à environ 670. La majorité d'entre eux ont été créés dans la période d'après-guerre. En raison du changement de régime en Europe de l'Est après 1989, le nombre de *think tanks* a aussi rapidement augmenté dans cette région. Pourquoi cette croissance significative du nombre de *think tanks* ? Il est évident qu'un facteur important a été l'apparition de gouvernements démocratiques stables en Europe occidentale au cours de la période d'après-guerre. Les *think tanks* ont besoin de la démocratie pour fonctionner car ils doivent pouvoir exprimer leurs points de vue librement. Ainsi, l'effondrement de régimes totalitaires en Allemagne, en Autriche et en Italie de 1943 à 1945, la fin de la dictature en Espagne, au Portugal et en Grèce dans les années 1970, et les évolutions politiques en Europe de l'Est après 1989 ont favorisé la création de *think tanks*.

Un second facteur important est la complexité toujours plus grande du système gouvernemental dans la période d'après-guerre. L'augmentation de la taille et des fonctions de l'État a entraîné un besoin accru de connaissances techniques en politique, auquel ne répondaient pas toujours les responsables traditionnels. Les *think tanks* ont en partie comblé ce manque en agissant en tant que sources de conseil politique pour les gouvernements. Le processus de "désengagement" de beaucoup de fonctions étatiques au cours des années 1980 et 1990, par exemple la privatisation des agences gouvernementales, a également accru la dépendance des gouvernements envers des acteurs privés et autres acteurs non-étatiques, comme les consultants, les auditeurs, les *think tanks* et autres conseillers, afin d'obtenir une évaluation indépendante des résultats des politiques.

Un troisième facteur est le caractère plus ouvert des gouvernements ces dernières décennies. Ils tentent désormais de s'engager davantage auprès des groupes de la société civile, par exemple grâce à des exercices de consultation au cours du stade de planification des politiques. Ce phénomène a donné plus l'occasion aux *think tanks* d'influencer la réflexion des gouvernements. On a pu observer une telle tendance dans les Etats membres et à Bruxelles,

où la Commission européenne a poursuivi une politique active d'intégration de la société civile et d'autres groupes, comme les ONG et les *think tanks*, dans le processus décisionnel.

#### LA « TRANSNATIONALISATION » EUROPEENNE DES *THINK TANKS*

Les *think tanks* créés au début du 20<sup>ème</sup> siècle étaient, pour l'essentiel, des instituts de recherche nationaux.<sup>9</sup> Leurs noms indiquaient une perspective internationale (par exemple le Royal Institute for International Affairs en Angleterre, créé en 1920, ou le Kiel Institute for World Economics en Allemagne, créé en 1914), mais leur domaine d'activité principal était l'état nation et sa place dans le monde à côté d'autres états-nations. Cette situation a probablement marqué l'évolution des *think tanks* jusqu'au début des années 1970. Bien que quelques *think tanks* « régionaux » aient été créés dans les années qui ont suivi la guerre, avec comme objectif d'examiner et de promouvoir l'intégration européenne, comme le Federal Trust (1945), l'Institut für europäische Politik (1959) ou l'Institut für europäische Politik (1959), très peu d'organisations avaient développé des liens dépassant leurs frontières nationales.

Pour expliquer pourquoi les principaux sujets de recherches et publics des *think tanks* européens se sont de plus en plus « transnationalisés » à partir des années 1970, il faut examiner deux questions : l'importance croissante de forums internationaux, qui contribuent à l'élaboration des politiques, et l'augmentation du pouvoir et des compétences de l'UE.

Tout d'abord, les politiques publiques sont de plus en plus déterminées par des gouvernements qui collaborent au sein de forums internationaux, comme l'OMC, l'ONU, le G8, ou bien évidemment l'UE. Il s'agit d'un élément du processus de mondialisation. Les *think tanks* cherchant à influencer les centres de décision, et ces forums gagnant en prestige, il était logique que les activités des *think tanks* s'orientent vers ces lieux de pouvoir. De nombreux *think tanks* visent également les décideurs internationaux, en plus des nationaux : les diplomates, les politiciens nationaux et experts en politique travaillant à ce niveau, ainsi que les fonctionnaires d'organisations intergouvernementales ou supranationales.<sup>10</sup> Le nouvel intérêt des *think tanks* pour des activités au niveau international n'est bien évidemment qu'un simple exemple de la récente expansion, de façon plus générale, du secteur à but non lucratif sur la scène internationale, processus qui a entraîné une croissance aussi rapide des ONG et autres groupes de lobbying agissant à ce niveau.

Certains facteurs structurels plus généraux ont également facilité ce processus de transnationalisation. Par exemple, la réduction des temps de déplacement et l'amélioration des réseaux de transports signifient que les gens peuvent facilement passer les frontières pour assister à des réunions, des séminaires et des conférences. Le développement des technologies de l'information a aussi eu un impact essentiel, permettant, par exemple, qu'une collaboration au niveau de la recherche et des projets ait lieu par e-mail.

Ce processus de transnationalisation du travail des *think tanks* a été plus marqué en Europe qu'ailleurs en raison du développement de l'Union européenne. Cette dernière a créé un environnement de gouvernance à plusieurs niveaux, où les décisions sont de plus en plus souvent prises entre (plutôt que simplement par) les gouvernements au sein des institutions

européennes, et où les *think tanks* qui cherchent à influencer les décideurs ont de multiples occasions de le faire. On comprend mieux ce processus en observant les conséquences que les événements économiques et politiques extérieurs ont toujours eu sur l'évolution des *think tanks* au 20<sup>ème</sup> siècle (que ce soit au niveau national ou mondial). Par exemple, les premiers *think tanks* étudiant les affaires internationales sont apparus dans les années 1920, à une époque où les gouvernements d'Europe étaient préoccupés par la stabilité de l'ordre international. Les *think tanks* étudiant le désarmement mondial, la paix et les questions de stratégie sont apparus durant la guerre froide. Au Royaume-Uni, les 'advocacy' tanks libéraux, comme l'Institute of Economic Affairs (1955) et le Centre for Policy Studies (1974) n'ont gagné en importance que lorsque l'élite gouvernementale anglaise a cessé de croire aux théories keynésiennes, dans les années 1970.<sup>11</sup> Il en va ainsi de même pour les *think tanks* spécialistes de l'Europe, dont le nombre ne s'est accru qu'à partir des années 1980, tandis que le pouvoir de la Communauté européenne grandissait (la seconde catégorie de *think tanks* a également commencé à cette époque à se concentrer beaucoup plus sur les questions européennes). Cependant, d'autres facteurs expliquent la transnationalisation dans le contexte de l'UE. L'un d'entre eux est la question du financement. La disponibilité des fonds européens pour des *think tanks* qui établissent des partenariats de recherche avec d'autres *think tanks* et organisations à travers l'Union a fait progresser la collaboration dans ce secteur (ce fait a été établi par des directeurs de *think tanks* et sera approfondi dans la Section 4). Un autre facteur est la demande accrue de la part d'acteurs sur la scène politique nationale, notamment les gouvernements, de recherche sur l'Europe ou avec une orientation internationale. Ce facteur les encourage également à plus collaborer car il est nécessaire de connaître les idées de chercheurs d'autres pays pour obtenir un résultat équilibré. Une troisième raison est la compétition. Les *think tanks* peuvent améliorer leur statut sur la scène politique nationale en s'engageant auprès d'élites politiques internationales. Ils gagnent ainsi le respect de leur gouvernement et sont davantage perçus comme influents.

#### **LA SCENE BRUXELLOISE : UNE OPPORTUNITE POUR LES THINK TANKS**

CEPS, fondé en 1983, est l'un des premiers exemples à Bruxelles d'un *think tank* visant exclusivement les décideurs de l'UE, bien qu'il y ait également des exemples au niveau national (ex : l'IEEP, 1980). Le nombre de ce nouveau type de *think tanks* a régulièrement augmenté au cours des années 1980. Cependant, comme la section 2.1.2 le montrera, le nombre de *think tanks* travaillant sur des questions liées à l'Europe a surtout augmenté dans les années 1990, au cours d'une période de réforme politique et institutionnelle et d'intégration économique et monétaire. Comme l'explique Sherrington (2000), la nature du processus décisionnel à Bruxelles facilite les activités des *think tanks* au niveau de l'UE. Parce que les structures de pouvoir de l'UE sont diffuses (Commission européenne, Conseil des Ministres, Parlement européen), il existe de multiples « points d'entrée » pour les *think tanks* et les groupes d'intérêt souhaitant influencer les décideurs. De plus, rendre le processus de consultation politique aussi ouvert et participatif que possible s'inscrit dans la stratégie de la Commission. Cette approche « néopluraliste » qui consiste à encourager activement la participation des groupes d'intérêt à l'élaboration des politiques a donné aux *think tanks* un plus grand accès aux décideurs, et a légitimé leur présence sur la scène bruxelloise.

## EXAMINER L'INFLUENCE DES *THINK TANKS* ET D'AUTRES EXPERTS DE LA POLITIQUE DE L'UE

Les *think tanks* ont sûrement eu un impact sur le processus décisionnel dans le passé, ainsi que d'autres groupes d'experts en politique qui ont fait pression pour faire évoluer les choses, bien que l'ampleur de cet impact soit difficile à mesurer. Sherrington (2000), dans son analyse des *think tanks* de l'UE, identifie certains cas importants où de telles organisations ont contribué à définir la future politique de l'UE. Par exemple, le Kangaroo Group, groupe de lobbying autrefois influent «établi pour défendre les quatre principes fondateurs de l'UE, à savoir la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux », a contribué à créer un effet de dynamisme pour relancer la CE dans les années 1980, donnant une impulsion au Livre blanc sur la réalisation générale du marché intérieur de 1985. Des éléments de l'étude de CEPS en 1988 sur l'Union économique et monétaire ont été inclus dans le Rapport Delors publié l'année suivante. Le Forward Studies Unit (propre "*think tank*" interne de la Commission, désormais connu comme le Groupe des conseillers politiques) a contribué de façon essentielle au Livre blanc sur la politique industrielle de 1993. Son rapport sur Europe 2000 a également été utilisé par la présidence belge comme base pour le Livre blanc sur la Croissance, la Compétitivité et l'Emploi, publié en 1993.

Il est évident que des trois cas mentionnés ici, seul CEPS est un *think tank* indépendant du type de ceux que nous retiendrons dans notre étude. Cependant, ces exemples indiquent comment les principaux *think tanks* ou groupes d'experts travaillant en étroite collaboration avec la Commission peuvent influencer l'orientation de la politique de l'UE.

### 1.3 LE ROLE POTENTIELLEMENT IMPORTANT DES *THINK TANKS* DANS LE PROCESSUS DE DECISION POLITIQUE ET DE CONSTRUCTION COMMUNAUTAIRE

Au-delà du rôle d'individus et d'organismes de défense d'intérêts particuliers dans la construction de l'Europe, celui des *think tanks* mérite, selon nous, d'être étudié parce que les *think tanks* ont une action potentiellement importante de soutien à la formulation de politiques publiques ; de contribution à la vitalité de la vie politique en démocratie ; et de soutien à la diplomatie intellectuelle et culturelle en Europe. Comme son titre l'indique, un des objectifs de ce rapport sera de comprendre dans quelle mesure les *think tanks* qui s'intéressent au sein de l'Union européenne aux questions politiques communautaires répondent en pratique à ces attentes.

#### L'IMPACT DES *THINK TANKS* SUR LES PROCESSUS DE DECISION EST INCERTAIN

Avant de développer ces différents points, soulignons qu'il est illusoire de vouloir cerner avec certitude l'impact des *think tanks* dans les processus de décision, conclusion à laquelle sont arrivés plusieurs auteurs, en contradiction bien souvent avec les *think tanks* eux-mêmes, qui aiment évoquer dans leurs rapports annuels des exemples d'influence supposée de leur action sur l'agenda ou les alternatives politiques.

En fait, Abelson (2002) soutient dans «Do Think Tanks Matter ? Assessing the Impact of Public Policy Institutes », que déterminer « dans quelle mesure les *think tanks* ont influencé l'opinion publique et la politique du gouvernement » est « une lourde tâche » et « connue

pour sa difficulté ». De plus, il est encore plus difficile de répondre à la question « les *think tanks* ont-ils de l'importance ? » en raison des différences institutionnelles d'un pays à l'autre et de la diversité des *think tanks* et des stratégies utilisées. Abelson indique deux principales barrières méthodologiques qui nous empêchent de déterminer comment les *think tanks* peuvent être influents : la difficulté d'évaluer l'influence sur les politiques et d'établir qu'une idée vient de tel individu, ou de telle organisation. Il conclut que « discuter de la pertinence des *think tanks* dans le processus d'élaboration des politiques peut s'avérer plus opportun que de spéculer sur l'ampleur de l'influence qu'ils exercent sur les politiques. »

On peut ajouter à ces observations prudentes que, même si universitaires et responsables de *think tanks* parviennent occasionnellement à donner des exemples de démarches influentes, on s'attarde rarement sur les cas d'analyses ou de recommandations erronées, sauf lorsqu'ils sont particulièrement flagrants, comme ce fut le cas lorsque plusieurs *think tanks* occidentaux se sont récemment aventurés à démontrer l'urgence d'une intervention occidentale en Irak.<sup>12</sup>

#### **LA DIFFICULTE DE MESURER LEUR IMPACT NE CONTREDIT PAS LEUR ROLE POTENTIEL D'AIDE À LA FORMULATION DE POLITIQUES PUBLIQUES...**

Au delà de telles difficultés méthodologiques, plusieurs études universitaires ont démontré l'importance théorique des *think tanks* pour que les processus décisionnels soient démocratiques et sains. Comme Wallace (1998) l'a judicieusement souligné, « les *think tanks* exercent un 'pouvoir discret' - l'expression « soft power » vient de Nye (2000) – en traçant les contours de l'agenda des politiques publiques, en questionnant le langage et la terminologie du débat public et en redéfinissant les « cartes mentales » des décideurs. Il s'agit là de processus subtils, dont le mécanisme est plus difficile à déceler que l'impact direct de négociations politiques après, mais qui déterminent les conditions dans lesquelles les négociations politiques sont menées dans les systèmes politiques modernes. » McGann et Weaver (2000) définissent en fait six rôles importants joués par les *think tanks* et liés à la formulation des politiques : ils mènent « des recherches de base sur des problèmes et des solutions politiques » ; ils donnent « des conseils sur des préoccupations de politiques publiques immédiates qui sont prises en considération par les responsables gouvernementaux » ; ils « servent de sources de personnel pour le gouvernement et de lieu où les politiciens et les décideurs qui ne sont plus au pouvoir peuvent recharger leurs batteries » ; et ils aident à interpréter « les politiques et l'actualité pour la presse écrite et la presse électronique. »

Kingdon (1984) a lui même souligné le rôle joué par les universitaires, chercheurs et consultants pour inscrire de nouvelles questions à l'agenda, et surtout pour offrir d'autres solutions variées aux décideurs. Il a notamment décrit en quoi les universitaires et chercheurs étaient indispensables pour préparer la déréglementation de divers secteurs économiques. Kingdon a également établi que, sur le long terme, « les universitaires peuvent avoir bien plus d'influence sur des solutions alternatives que sur des programmes gouvernementaux ». Selon la conclusion de Wallace (1998), « de nouveaux problèmes s'accumulent sur l'agenda du gouvernement (...), pour lesquels les décideurs généralistes doivent se tourner vers les recommandations opposées d'experts avant de pouvoir déterminer les choix à faire. La

demande politique pour les services que les *think tanks* peuvent offrir va ainsi probablement augmenter de plus en plus dans toutes les sociétés industrielles et post-industrielles très développées. Il est par conséquent probable que l'offre d'expertise institutionnalisée, qui est présentée de multiples façons pour remplir les conditions du débat politique et des décideurs, continue d'augmenter en réponse à cette demande accrue. »

#### ...AU DEBAT DEMOCRATIQUE...

De façon plus générale, comme l'ont de nouveau souligné McGann et Weaver dans « Think Tanks and Civil Societies » (2000; voir également Smith, 1991), les *think tanks* ont le « potentiel d'apporter un élément important de ce que l'on appelle la société civile ou le secteur tiers », dont la contribution à la démocratisation, quelle que soit la difficulté pour l'évaluer, est aussi largement reconnue. McGann et Weaver insistent : « Nous soutenons que les *think tanks* font partie intégrante de la société civile et servent d'importants catalyseurs d'idées et d'action dans des démocraties naissantes et avancées à travers le monde. » L'exemple très clair de contribution des groupes d'intérêt proposé par Greenwood (2003), où ces derniers aident les institutions décisionnelles de l'UE à concevoir les politiques et à « présenter les problèmes aux portes des gouvernements des Etats membres et aux citoyens » peut-il être prolongé aux *think tanks* de l'UE ?

Plus généralement, aussi incertaine que puisse être la mesure de leur impact, on peut présumer que les *think tanks* contribuent à la vitalité des débats en démocratie. Ils participeraient ainsi, pour reprendre l'expression consacrée, au "marché des idées" (« marketplace for ideas ») qu'ils alimenteraient. Dans cette optique, plus il y aurait de *think tanks*, plus la compétition entre eux et avec les autres institutions chargées de formuler des visions et des stratégies politiques, stimulerait cette production intellectuelle. Sans préjuger de leur réelle capacité à renouveler la pensée politique, soulignons d'ailleurs que la plupart des *think tanks* affiche une telle ambition d'innovation intellectuelle. Comme le relève Wallace (1998), deux fonctions essentielles des *think tanks* sont, a priori, de "remettre en cause les idées reçues" et "la formulation et la dissémination de concepts et d'agendas politiques alternatifs". On peut espérer que cette volonté de remise en cause des schémas de pensée, de "penser en dehors de la boîte" ("think outside the box"), de travailler à l'avant-garde de la pensée politique (EPC prétend travailler "at the 'cutting-edge' of European policy-making"), de penser "en avant" (le slogan de CEPS est "thinking ahead for Europe"), d'encourager la classe politique à agir avec audace (le « Lisbon Council for Economic Competitiveness » veut encourager "politicians to be bold and to take more effective action") contribue à combattre une éventuelle apathie politique et un certain conformisme des idées qui peuvent nuire à la santé de nos démocraties. Comme le souligne Sunstein (2003) dans « Why Societies Need Dissent », ce sont de tels acteurs qui, potentiellement, rendent réelle la liberté de pensée et de parole et permettent la dissidence et l'anticonformisme qui font vivre la démocratie. Enfin, l'importance des *think tanks* est peut-être encore plus justifiée par ce qu'on qualifie de « déficit démocratique » entre les institutions européennes et les citoyens de l'UE, un souci commun dans la politique de l'UE. Sans amorcer une discussion approfondie sur ce sujet, décrit de façon plus adaptée ailleurs (Baun, 1996; Dinan, 1999; McCormick, 2002), on peut

noter que le manque de responsabilité publique dans l'Union influe clairement sur le fonctionnement des *think tanks* de l'UE qui suivent les affaires européennes. Beaucoup de gens considèrent l'Union comme distante, croient que les décisions importantes sont prises derrière « des portes fermées » et pensent que leur capacité à influencer et à surveiller les institutions européennes sera encore plus menacée par l'adhésion de toujours plus d'États à l'UE et le transfert de plus d'éléments de souveraineté nationale au niveau de l'UE. Comme nous le verrons, beaucoup de *think tanks* croient qu'ils ont un rôle à jouer dans ce domaine.

### ... ET A LA DIPLOMATIE DES ÉTATS MEMBRES ET DE L'UNION EUROPEENNE

Au sein d'une Union fondée sur la négociation et le compromis et qui vise un plus grand rayonnement extérieur, l'enjeu est également international. Le 'soft power' d'un pays est en effet a priori stimulé s'il dispose d'un secteur de *think tanks* dynamique. Pierre Lepetit, directeur exécutif de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), estime ainsi qu'il "apparaît désormais un marché international des idées sur ce que doivent être les politiques publiques et sur lesquelles s'exerce désormais une vive concurrence." (Gadault, 2004)<sup>13</sup> L'échange des idées et des options politiques d'un pays à l'autre étant facilité par les mêmes mécanismes qui stimulent les phénomènes de globalisation, on peut présumer que les recommandations politiques bénéficient effectivement d'un impact croissant au-delà du pays où elles ont été formulées. Face à la domination des *think tanks* américains sur la scène internationale, l'enjeu concerne l'Union en tant que telle.

En règle générale, les *think tanks* peuvent donc représenter une forme concrète et variée d'engagement des citoyens dans la bonne marche de la Cité et être le gage, du moins en théorie, d'une démocratie et d'un processus de construction communautaire durables. C'est à ce titre que le critère selon lequel un *think tank* a vocation à contribuer à l'intérêt général nous semble faire partie intégrante de la définition des *think tanks*. Il s'agit en effet d'une aspiration commune à tous les *think tanks*, quoique souvent implicite (cf. Section 2.1.3.) mais qui les distingue des organisations à finalité purement commerciale.<sup>14</sup> Enfin et surtout, c'est dans cette perspective qu'il nous a paru légitime d'essayer de mieux comprendre qui sont ces *think tanks* et comment ils fonctionnent afin de comprendre s'ils sont à la hauteur de leurs promesses. C'est l'objet de la prochaine section.

---

<sup>4</sup> James Allen Smith, *The Idea Brokers : Think Tanks and the Rise of the New Policy Elite*, New York : The Free Press, 1991. R. Kent Weaver, "The Changing Work of Think Tanks", in *PS : Political Science and Politics*, XXII (3), September 1989. Les études antérieures s'intéressaient à des cas spécifiques, comme D.T. Crichtlow, *The Brookings Institution, 1916-52 : Expertise and the Public Interest in a Democratic Society*, Dekalb : Northern Illinois Press. La plupart des autres ouvrages sur la question datent néanmoins également de la dernière décennie, tel Jeffrey Telgarsky et Makiko Ueno, eds. *Think Tanks in a Democratic Society : An Alternative Voice*, Washington DC : The Urban Institute, 1996; Richard Cockett, *Thinking the Unthinkable : Think Tanks and the Economic Counter Revolution, 1931-1983*, London : Harper Collins U.K., 1994.

<sup>5</sup> La recherche sur les groupes d'intérêt est relativement riche et comprend des analyses sociologiques (fonctions symboliques d'un groupe, mobilisation de ressources), psychologiques (ce que les membres cherchent en participant à des activités politiques, comment les groupes à revendications particulières peuvent motiver les membres) et politiques (les relations entre l'état et les organisations de la société civile, et quel rôle les groupes jouent dans le processus décisionnel).



- . . . . .
- <sup>6</sup> Pour une vue d'ensemble des études sur les *think tanks*, voir Abelson (2002, pp.49-57). Il explique comment de telles études ont été organisées autour de trois écoles de pensée : les communautés élitistes, pluralistes et épistémiques.
- <sup>7</sup> Sherrington (2000) offre une telle analyse au niveau européen. Les articles contenus dans McGann, Weaver (2000) et Stone, Denham, Garnett (1998) mettent également davantage en relation les *think tanks* et le contexte politique et institutionnel dans lequel ils opèrent.
- <sup>8</sup> Comme le souligne Stone : "Il est de plus en plus évident que certains *think tanks* sont devenus des acteurs politiques mondiaux, ou au moins des informateurs politiques. De nombreux *think tanks* établissent des réseaux régionaux et internationaux. Alors que les réseaux de *think tanks* ne sont pas nouveaux, l'échelle et la densité des échanges au sein de ces réseaux ont augmenté de façon considérable ces deux dernières décennies. De plus, ces échanges s'étendent désormais des instituts d'Amérique du Nord aux instituts européens pour inclure une série d'organisations plus universellement variées." (Stone, 2000a). Comme nous le verrons, il s'agit en effet d'un aspect important des évolutions des *think tanks* européens.
- <sup>9</sup> Day fait référence à ces *think tanks* en tant que '*think tanks* de l'establishment'.
- <sup>10</sup> Un bon exemple d'une organisation vraiment transnationale est l'International Institute for Strategic Studies (1958), qui a des bureaux à Londres, Washington et Singapour et dont l'analyse des 'conflits politico-militaires' est destiné aux décideurs internationaux. Ses membres sont installés dans plus de 100 pays.
- <sup>11</sup> Ceci serait un cas typique du problème de l'oeuf et de la poule : ces *think tanks* sont-ils à l'origine du changement de politique du gouvernement ou ont-ils simplement offert une légitimité intellectuelle *ex-post* aux politiques de Thatcher ? Le problème est le suivant : ces *think tanks* voudraient obtenir le crédit de ces changements mais il est difficile d'évaluer leur impact.
- <sup>12</sup> Relevons enfin que nombre de *think tanks* soulignent que leurs idées, lorsqu'elles sont reprises, leur sont rarement attribuées, puisque, selon eux, les responsables politiques n'aiment pas avouer qu'ils n'ont pas le temps de réfléchir sur tout et qu'ils ont donc besoin de l'aide de chercheurs extérieurs. Comme le soulignait Kingdon, la généalogie d'une idée politique n'est pas aisée à déterminer.
- <sup>13</sup> L'IFRI a d'ailleurs consacré l'expression 'diplomatie intellectuelle' pour valoriser sa contribution au rayonnement intellectuel et politique international de la France. Rôle que soulignent d'ailleurs d'autres centres de recherche. Plaidant ainsi pour le secteur, Gadault (2004) affirme que "ces instituts de recherche spécialisés dans les relations internationales et la défense sont des pièces essentielles dans le rayonnement diplomatique d'un pays et sa capacité à influencer les décisions prises dans les grandes organisations internationales."
- <sup>14</sup> Beaucoup affichent d'ailleurs explicitement la volonté de contribuer à "l'intérêt général européen" (Cf. site Internet de l'Institut Choiseul par exemple).

## 2 Présentation et analyse de l'offre des *think tanks* qui s'intéressent à l'Europe dans les 25 Etats Membres

Cette section résume l'information collectée (présentée en détail sur le site Internet de *Notre Europe*) tout d'abord par une vue d'ensemble de la situation dans l'UE (2.1), puis en observant la situation individuelle des Etats membres (2.2) et ce qui est spécifique aux dix nouveaux Etats membres (2.3). Nous tirons enfin quelques conclusions préliminaires (2.4).

### 2.1 ÉTAT DES LIEUX GENERAL

L'analyse proposée dans cette section repose sur l'ensemble des *think tanks* retenus dans ce rapport. Il s'agit donc d'un aperçu basé sur nos propres critères, quelque peu subjectifs.

L'étude de cas sur la Friedrich Ebert Stiftung illustre le caractère complexe de la réalité des *think tanks* qui traitent des questions stratégiques sur l'Europe. Bien qu'il soit probablement impossible de collecter et de présenter les données de façon totalement uniforme, nous reconnaissons les limites d'un tel exercice mais croyons également que les catégories et tendances identifiées ici seront utiles pour le lecteur.

#### 2.1.1 FAITS ESSENTIELS

L'annexe 1 présente la liste des *think tanks* étudiés qui ont un intérêt pour l'Europe dans les 25 Etats membres et à Bruxelles et qui sont décrits en détail sur le site Internet de *Notre Europe*. Nous avons étudié 149 *think tanks* dans l'UE qui travaillent actuellement sur des questions européennes. Un quart (36) sont « spécialistes de l'Europe », les 113 autres (les *think tanks* « avec un intérêt pour l'Europe ») travaillent sur d'autres questions mis à part l'Europe. Le Tableau 2 ci-dessous présente une vue d'ensemble de nos résultats. L'Allemagne compte le plus grand nombre de *think tanks* agissant dans ce secteur : 23, dont 4 spécialistes de l'Europe. Cela reflète le fait que l'Allemagne a plus de *think tanks* en général que n'importe quel autre pays européen, en raison de la taille de sa population et de sa plus grande « tradition » de *think tank*. Elle compte également certaines des plus grandes organisations, avec une moyenne de 48,5 chercheurs par institut. Le Royaume-Uni vient en deuxième position avec 16 *think tanks* (dont 7 spécialistes de l'Europe), l'Autriche en troisième position, avec 11 *think tanks* (dont 3 spécialistes de l'Europe), malgré sa plus faible population (8,1 millions d'habitants). La Grèce (dont la population est de 10,6 millions d'habitants) compte 8 *think tanks* sur l'Europe, c'est-à-dire plus que la France (7, dont toutefois 5 « spécialistes ») et que l'Italie (7). Comme l'indiquent les rapports par pays, ces chiffres ne disent bien sûr pas tout (Section 2.2).

En observant le nombre d'employés (avec précaution compte tenu de son manque relatif de précision et du fait que les chercheurs retenus ne travaillent pas tous sur les questions européennes), il semblerait que le Danemark, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Pologne aient des équipes de recherche plus grandes que la moyenne (moyenne de l'UE : 20). Les

*think tanks* spécialistes de l'Europe, qui sont apparus pour la plupart ces 20 dernières années, ont tendance à être plus récents que les *think tanks* avec un intérêt pour l'Europe. A l'opposé, des pays comme le Portugal, l'Espagne, la Slovénie, la Slovaquie, les États Baltes, Chypre et la République tchèque ont des équipes de chercheurs relativement petites. En général, l'effectif des *think tanks* à Bruxelles est aussi relativement réduit.

Nous avons aussi été en mesure de collecter des informations sur le budget des *think tanks* de certains pays. Ces informations ont de nouveau révélé que l'Allemagne est une exception sur la scène des *think tanks* européens : en-dehors des fondations, dont les budgets sont souvent dix fois plus grands mais ne sont pas uniquement utilisés pour des activités de *think tank*, le budget moyen des *think tanks* allemands dans notre étude est de €8,9 millions. En comparaison, le budget moyen des *think tanks* d'autres pays est bien plus réduit : par exemple, en Autriche : €2,2 millions ; en France : €2,3 millions ; au Royaume-Uni : €2,8 millions ; en Suède : €3,3 millions.

Enfin, le tableau présente également le nombre de *think tanks* pour chacune des quatre catégories de McGann and Weaver. Mettre chaque *think tank* dans une seule de ces catégories s'est avéré un exercice difficile car beaucoup de *think tanks* ont les caractéristiques de plusieurs catégories. On peut observer qu'en règle générale, les *think tanks* de type universitaire, typiques des premiers *think tanks* américains comme la Brookings Institution ou le Hoover Institute, semblent dominer. Viennent ensuite les '*advocacy*' tanks et les instituts de recherche sous contrat. Il existe peu d'instituts de recherche indépendants sur les questions européennes qui soient affiliés à un parti. La plupart des pays ont un mélange des trois premiers types : universitaire, '*advocacy*' et recherche sous contrat. L'Allemagne et l'Espagne comptent quelques *think tanks* de partis. Des pays comme l'Allemagne, l'Autriche et la Suède ont tendance à avoir un plus grand nombre de *think tanks* universitaires et de recherche sous contrat, et relativement peu de '*advocacy*' tanks. Le Royaume-Uni et Bruxelles comptent un grand nombre de '*advocacy*' tanks. Cela révèle une différence importante entre le modèle de *think tank* anglo-américain (qui semble aussi s'être répandu à Bruxelles), qui est plus typiquement tourné vers la « revendication », et le modèle traditionnel en Europe continentale, qui consiste en un institut de recherche de type universitaire.

Le nombre de '*advocacy*' tanks semble toutefois augmenter : les *think tanks* de type universitaire ont été créés en moyenne il y a 25 ans, les chercheurs sur contrat il y a 23 ans, et les groupes de type «*advocacy*» il y a 16 ans. Même si ces moyennes cachent des différences importantes, elles semblent indiquer une tendance qui, si elle était confirmée, serait semblable à la situation observée aux États-Unis depuis le début des années 1950 (voir la Section 4.2.1).

TABLEAU N°2

Vue d'ensemble des *think tanks* avec un intérêt pour l'Europe recensés par l'étude

Etat Membre	Think tanks étudiés	Think tanks « spécialistes de l'Europe » identifiés	Effectifs des <i>think tanks</i> sur l'Europe (personnel)	Nombre total de chercheurs	Nombre moyen d'employés	Nombre moyen de chercheurs internes permanents	Population du pays (m)	Nbre selon les types de McGann & Weaver*				
								uni: <i>think tank</i> universitaire	adv: " <i>advocacy</i> " tank	con: institut sous contrat	par: <i>think tank</i> de parti	
EU. Brussels	10	7	175	100	17.5	10	-	4 uni	4 adv	2 con		
Austria	11	3	348	271	31.5	24.5	8.1	6 uni	5 con			
Belgium	2	0	34	19	17	9.5	10.3	2 uni				
Cyprus	3	1	68	15	22.5	5	0.78	1 uni	2 adv			
Czech Rep.	5	1	97	37 (in 4 TT)	19.5	9	10.3	2 uni	3 adv			
Denmark	1	0	118	78	118	78	5.3	1 uni				
Estonia	4	1	61	22 (in 3 TT)	15	7	1.4		2 adv	1 con	1 uni/con	
Finland	6	0	141 (in 5 TT)	72 (5 TT)	28	14.5	5.2	2 uni	4 adv			
France	7	5	145	82	21	12	58.8	1 uni	4 adv	2 con		
Germany	23	4	1925 (20 TT)	1065 (22 TT)	96	48.5	82.1	17 uni	1 adv	2 con	3 par	
Great Britain	16	7	366 (14 TT)	175 (14 TT)	23	11	59.7	5 uni	6 adv	5 con		
Greece	8	3	143 (5 TT)	Ap. 77 (5 TT)	28.5	15.5	10.6	5 uni	3 adv			
Hungary	5	0	140 (4 TT)	90 (4 TT)	35	22.5	10.0	2 uni	3 con			
Ireland	2	1	93	42	46.5	21	3.8		1 adv	1 con		
Italy	7	0	160	115	23	16.5	57.7	6 uni	1 con			
Latvia	5	1	105	55	21	11	2.3	1 uni	3 adv	1 con		
Lithuania	4	0	69 (3 TT)	48	23	12	3.6	1 uni	1 adv	1 con	1 uni/con	
Luxembourg			See country reports					0.4			-	
Malta			See country reports					0.4			-	
Netherlands	4	1	90	57	22	14	15.9	2 uni	2 con			
Poland	6	0	236	173	39	29	38.7	4 uni	2 adv			
Portugal	2	0	26	18	13	9	10.0	2 uni				
Slovakia	5	0	49 (4 TT)	27	12	6.75	5.4	4 uni	1 adv			
Slovenia	1	0	23	17	23	17	2.0	1 con				
Spain	7	0	155	55 (6 TT)	22	9	39.5	2 uni		2 par 2 uni/adv	1 uni/con	
Sweden	5	1	183	74	36.5	15	8.7					
<b>E.U. total</b>	<b>149</b>	<b>36</b>	<b>4950 (139 TT)</b>	<b>2784 (140 TT)</b>	<b>31.5</b>	<b>18</b>	<b>453</b>	<b>71</b>	<b>37</b>	<b>26</b>	<b>5 par 5 other</b>	

## Etude de cas

### Exemple de la Friedrich Ebert Stiftung : Dans quelles mesures les fondations allemandes sont-elles des *think tanks* ?

La Friedrich-Ebert-Stiftung est la fondation politique allemande proche du SPD (parti socialiste allemand). On compte sept fondations politiques en Allemagne : la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), proche du SPD, la Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS), proche du CDU, la Hanns-Seidel-Stiftung (HSS), proche du CSU, la Friedrich-Naumann-Stiftung (FNS), proche du FPD, la Hans-Böckler-Stiftung (HBS), proche du DGB, la Heinrich-Böll-Stiftung (HBS), proche des Verts et la Rosa-Luxemburg-Stiftung (RSL), proche du PDS. Les deux plus grandes sont la FES et la KAS, créées dans les années 1960. Les deux plus récentes sont la HBS (1996) et la RSL (1998).

Les activités de la FES sont divisées en trois cercles distincts : les activités internationales, la formation politique et les travaux scientifiques. Elle propose également un programme de bourses et de séminaires destiné à des étudiants et des scientifiques allemands et étrangers.

Près de la moitié des dépenses actuelles de la Fondation est consacrée aux activités internationales. La FES a des activités dans les pays en développement, qui visent à promouvoir la paix et l'entente entre les peuples et à l'intérieur des pays partenaires, faire avancer la démocratisation de l'État et de la société, renforcer la société civile, améliorer les conditions politiques, économiques et sociales, faire respecter les droits de l'homme... Pour ce faire, elle a des bureaux dans 70 pays d'Afrique, d'Asie, du Proche-Orient et d'Amérique latine. De plus, environ 70 collaborateurs délégués y encadrent – avec l'aide de nombreux recrutés locaux – des projets de développement politique et social et d'aide économique et sociale. Ses activités internationales consistent également à promouvoir un dialogue international. Ainsi, elle dispose de bureaux dans 33 pays d'Europe occidentale et orientale, les États de la C.E.I., ainsi qu'aux États-Unis et au Japon. Elle y encourage le dialogue entre les forces démocratiques, pour parvenir à un équilibre des intérêts, résoudre les conflits et élaborer des options politiques. Pour remplir ces missions, elle travaille en coopération avec des partenaires de différentes organisations et de différents acteurs de la société (syndicats, partis politiques, instituts de formation et de recherche, administrations, villes et communes).

Le deuxième cercle d'activités de la FES est le travail de formation politique, qui vise à aider les citoyens de la République fédérale d'Allemagne à réagir aux transformations de la politique et de la société, et à leur permettre ainsi de prendre part de façon active et avec un esprit critique à la vie politique.

Enfin, la FES a des activités de recherche et de conseil assurées par ses groupes de réflexion sur la politique économique, les technologies, le monde du travail et la politique sociale, ainsi que l'histoire contemporaine. Elle dispose d'une équipe de 60 chercheurs permanents et d'environ 40 chercheurs temporaires. Seuls 10 à 15% (20% maximum) de son budget sont ainsi alloués à des activités de recherche et de conseil de type « think tank ». Parmi celles-ci, en règle générale, 20 à 25% de ses recherches se concentrent sur l'Europe. La FES s'intéresse notamment au rôle de l'Allemagne dans l'Union européenne et au rôle de l'UE en Allemagne. Elle mène également des projets de recherche sur la nouvelle politique étrangère de l'UE, l'Europe centrale et orientale, et l'élaboration des politiques de l'Union. Ce pourcentage est en augmentation en raison du caractère de plus en plus européen des sujets et questions traités. A travers de nombreuses publications, les analyses et ébauches de solutions, élaborées grâce aux projets, colloques, conférences et débats, sont mises à la disposition d'un cercle élargi de spécialistes politiques, économiques et scientifiques, et de citoyens intéressés. On peut donc considérer que les activités de recherche de la FES sont en partie celles d'un think tank.

Cependant, il est également important de rappeler avec cet exemple que les fondations politiques ne sont pas des think tanks à part entière. En effet, leurs activités de think tanks sont assurées par leurs unités internes de recherche, mais il ne s'agit là que d'une partie secondaire de leurs activités. L'essentiel de leur financement provient de ministères fédéraux et doit être alloué à leurs activités de formation politique et de promotion de la démocratie dans les pays en développement. Leur travail de think tank ne peut donc être ignoré mais ne doit pas non plus être surestimé.

### 2.1.2 QUAND ET POURQUOI ONT-ILS ÉTÉ CRÉÉS ?

Les raisons de création les plus courantes citées par les *think tanks spécialistes de l'Europe* sont d'abord :

- Pour aider un pays à préparer son adhésion à l'UE.
- Sur initiative du gouvernement, pour améliorer le niveau d'analyse de la politique de l'UE dans un pays.
- Pour proposer un forum pour l'analyse de la position d'un pays au sein de l'UE (et/ou sa relation avec ses voisins dans la région).
- Pour examiner un domaine particulier de la politique de l'UE (par ex. la politique sociale ou environnementale).
- Pour améliorer la qualité du débat sur les questions européennes.
- Pour créer une plate-forme où les chercheurs et les étudiants peuvent exprimer leurs points de vue sur l'Europe.
- Pour soutenir l'intégration européenne (ou, plus rarement, pour s'y opposer).
- Pour encourager les réformes économiques dans l'UE.
- Pour accroître l'intérêt des entreprises pour les affaires politiques de l'UE.<sup>15</sup>

De nombreux *think tanks* ont été créés en anticipant l'adhésion d'un pays à l'UE, ou pour étudier la position d'un pays au sein de l'Union et l'impact des politiques de l'UE sur ce pays. Cela s'explique mieux du fait que tous les instituts situés au niveau national, c'est-à-dire la majorité de ceux étudiés, ont besoin d'une raison d'être nationale et se doivent d'être considérés comme importants par leurs propres publics et décideurs. Ils se concentrent donc tout naturellement sur des questions européennes dans une perspective nationale.<sup>16</sup>

Le tableau ci-dessous montre l'augmentation du nombre de *think tanks* spécialistes de l'Europe créés chaque décennie de la période d'après-guerre dans les 25 États membres.

On a observé une augmentation dans les années 1980 (10 nouveaux *think tanks*) de trois types distincts de « cellules de réflexion » : (1) de nouveaux instituts se concentrant sur des domaines de compétence de la CE en expansion (ex : le CEPR, en 1983, sur la politique économique ; l'IEEP, en 1980, sur la politique environnementale ; l'OSE, en 1984, sur la politique sociale) ; (2) des *think tanks* cherchant à rejoindre le nombre en constante augmentation des groupes d'intérêt présents à Bruxelles (ex : CEPS, en 1983) ; et (3) des instituts liés à l'entrée de leur pays dans la CE (ex : l'EKEME, en 1980 en Grèce ; l'Institut d'Études européennes<sup>17</sup> en 1989 en Finlande).

TABLEAU N°3

**Think tanks spécialistes de l'Europe : périodes de création**

Décennie	Think tanks créés *
années 1940	1
années 1950	1
années 1960	1
années 1970	2
années 1980	10
années 1990	24
années 2000-04	6

\* C'est-à-dire seul le premier tiers des *think tanks* traités par notre étude qui sont dédiés aux questions stratégiques sur l'Europe. Chiffres seulement à partir de 1989-90 pour les nouveaux Etats membres en Europe de l'Est. Ces chiffres ne tiennent pas compte des *think tanks* qui ont disparu, bien que dans le cas où un *think tank* est le produit d'une fusion de deux anciens instituts ou plus, l'ancien institut (s'il était spécialiste de l'Europe) est inclus.

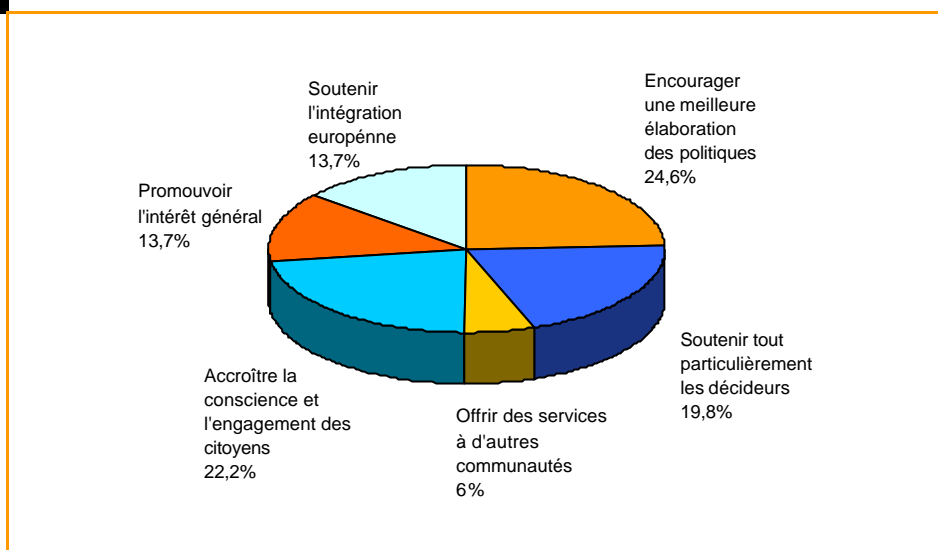
Cette augmentation soudaine est devenue une véritable explosion dans les années 1990. Trois facteurs essentiels expliquent ce phénomène. Tout d'abord, la transition démocratique en Europe de l'Est au début des années 1990 a créé un environnement politique complètement nouveau, qui a permis aux *think tanks* de cette région, pour la première fois depuis la guerre, de s'établir sans craindre d'obstacles de l'État.<sup>18</sup> Un second facteur a été l'adhésion des pays Nordiques et de l'Autriche en 1995. Cette adhésion a donné une impulsion à la création de nouveaux *think tanks* dans ces pays pouvant explorer et expliquer les défis de l'adhésion et d'autres thèmes européens, notamment dans la période juste après l'adhésion (ex : l'Austrian Institute for European Security Policy, en 1996 ; le SIEPS en Suède en 2002). Le troisième facteur, et peut-être le plus important des trois, déjà mentionné dans la section 1.2, a été l'augmentation considérable du pouvoir et des compétences de l'UE. A chaque nouvelle étape du développement des compétences stratégiques de l'UE (l'Acte Unique Européen, en 1986, entraînant le Marché Unique en 1992 ; le Traité de Maastricht en 1992, l'Union économique et monétaire, le Traité d'Amsterdam en 1997), les *think tanks*, ainsi que les élites politiques et les groupes d'intérêt, ont été de plus en plus intéressés par les politiques de l'UE. Ce fait est, par exemple, clair pour la France, où cinq *think tanks* spécialistes de l'Europe ont été créés dans les années 1990, mais également pour la Grande Bretagne et l'Allemagne.<sup>19</sup> L'augmentation du pouvoir législatif de l'UE explique également pourquoi le nombre de *think tanks* spécialistes de l'Europe a rapidement augmenté à Bruxelles au cours des années 1990 et au début des années 2000 (cinq en tout<sup>20</sup>).

### 2.1.3 MISSIONS

Les missions évoluent nettement avec le temps. Aujourd'hui (voir le Graphique 1 ci-dessous), les *think tanks* qui traitent des affaires européennes désirent, par ordre de priorité :

- Encourager une meilleure élaboration des politiques en diffusant de « meilleures pratiques », en « appliquant les résultats de recherche de façon pratique », et en encourageant la « rationalité en politique » et des « décisions qui reposent sur une meilleure analyse. » Le désir de CEPS de « mener des recherches pertinentes en politique offrant des solutions constructives aux défis auxquels l'Europe est aujourd'hui confrontée » est un exemple de ce type de mission.
- Faire en sorte que les citoyens soient plus conscients et plus engagés en politique, en « informant le public et d'autres acteurs », en « développant une meilleure compréhension », en « encourageant le débat public », en « améliorant la qualité du débat », en « encourageant la participation du public au processus politique », et plus généralement en favorisant le « débat. » Europe 2020 en France ou [www.policy.lv](http://www.policy.lv) en Lettonie illustrent ce type d'approche. L'IFRI à Paris veut également « structurer le débat sur les questions internationales et contribuer au développement d'une société informée et responsable. »
- Aider les décideurs dans leur travail, généralement par des contacts avec des universitaires, en proposant une plate-forme, une « interface » ou un forum pour permettre un débat avec des experts, et par des services comme la formation. L'Allemagne compte un nombre relativement important de ce type d'instituts : « Officiellement, la mission première des Stiftungen (fondations) est de s'engager dans ce que les allemands appellent 'politische Bildungsarbeit' (le travail de formation politique), concept qui couvre une grande variété d'activités de formation politique visant en règle générale les 'façonneurs d'opinion' et autres citoyens avec un intérêt actif pour la politique (European Voice, 1998a).
- Promouvoir l'intérêt général : parmi les organisations étudiées, un nombre important d'entre elles ont pour ambition de contribuer à « résoudre les problèmes de société », grâce, par exemple, à « un meilleur environnement », la sécurité, la paix, et la prévention des conflits, la liberté économique, la démocratie, le développement, le multilatéralisme ou la justice sociale. Le Stockholm International Peace Research Institute et l'Austrian Sustainable Europe Research Institute, qui visent à « développer le concept d'espace environnemental et à indiquer les voies du développement durable » sont des exemples de ce type de mission.
- Soutenir le projet européen, en général ou en relation avec l'intégration de leur propre pays.
- Certains font en particulier mention d'autres communautés qu'ils souhaitent satisfaire, notamment le monde des affaires (par des contacts avec les décideurs), le monde académique (débouché en recherche, plate-forme etc.) et les ONG (information, analyse).



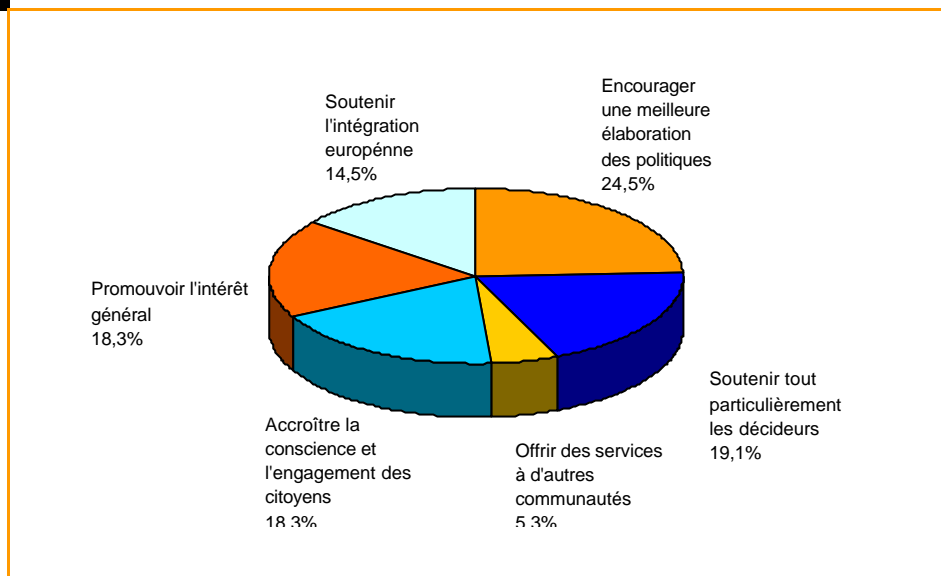
Mission déclarée des *think tanks* – UE à 25

Les graphiques présentent les différentes catégories de missions déclarées. Ils ne reflètent pas la production en recherche effective des *think tanks*, mais leurs ambitions affichées. Ces catégories, bien que quelque peu subjectives, couvrent l'ensemble des missions déclarées des *think tanks*, hormis quelques exceptions. Il est clair que certains *think tanks* affichent plus d'un type de mission ; nous en avons donc tenu compte et les chiffres ci-dessous n'indiquent pas le nombre relatif de *think tanks* qui ont une mission spécifique, mais le nombre relatif de fois où un type de mission apparaît dans les déclarations publiques des *think tanks*.

On peut identifier, dans ce contexte général, plusieurs différences intra-européennes, notamment une tendance à trouver plus de *advocacy tanks* dans les 15 anciens Etats membres que dans ceux qui ont récemment adhéré à l'Union. Dans les 15 anciens Etats membres, les *think tanks* cherchent à soutenir le processus décisionnel de façon proactive et créative, notamment en défendant des politiques précises ou en encourageant une approche particulière traitant d'un problème précis, tandis que les *think tanks* des nouveaux Etats membres d'Europe centrale et orientale ont tendance à plus se concentrer sur des activités qui donnent des informations et offrent une aide pratique. Des exemples de ces deux tendances sont d'une part l'Institut d'Etudes de la politique internationale (ISPI) en Italie, d'autre part le Centre de Politique publique Providus en Lettonie ou l'Institut d'Affaires publiques en Pologne. De même, les instituts de recherche dans les Etats membres avec une population de *think tanks* plus ancienne et diversifiée, comme les Etats membres fondateurs de l'UE, conçoivent plus souvent leur rôle comme consistant à « orienter l'action ». Par exemple, l'IWG Bonn « tente, par les conseils qu'il donne, d'orienter les choix politiques du gouvernement dans un sens libéral. » Les *think tanks* des nouveaux Etats membres, qui sont confrontés aux défis multiples de l'intégration européenne, sont de plus en plus enclins à proposer une expertise de base et de l'aide aux décideurs.

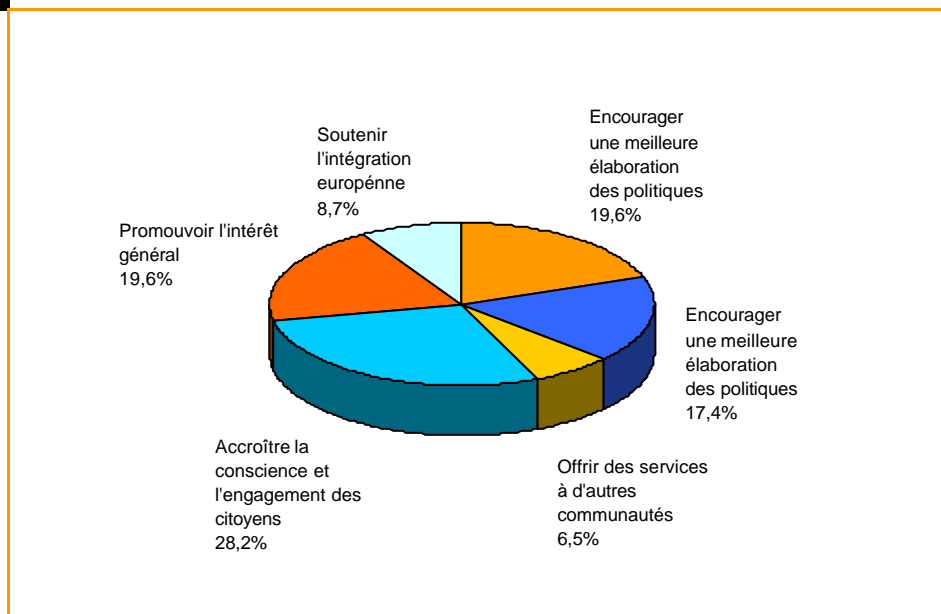
GRAPHIQUE N°2

**Mission déclarée des *think tanks* – 15 anciens Etats-Membres**



GRAPHIQUE N°3

**Mission déclarée des *think tanks* – 10 nouveaux Etats-Membres**



#### 2.1.4 DOMAINES DE RECHERCHE

Dans le cadre de leur mission générale, environ 54% des organisations étudiées sont soit des *think tanks* multidisciplinaires, qui se consacrent à l'Europe sans centre d'intérêt particulier (comme Notre Europe en France ou le Centre for European Policy Studies à Bruxelles), soit des instituts qui abordent plusieurs questions (i.e. qui se concentrent sur trois sujets de recherche ou plus, comme l'ELIAMEP à Athènes ou l'Instituto Elcano à Madrid). 46% peuvent être considérés comme des *think tanks* spécialisés ou à vocation unique, même dans le contexte d'un sujet large, comme la politique macroéconomique de l'UE dans le cas du futur European Centre for International Economics (UE) ou l'environnement pour l'Institute for European Environmental Policy (GB).

Pour décrire plus précisément les sujets de recherche sur lesquels les *think tanks* européens se concentrent, quinze catégories ad hoc ont été définies, qui reposent sur les interviews que nous avons faites et l'information que nous avons collectée sur les sites Internet des *think tanks* :<sup>21</sup>

- Les affaires constitutionnelles (dont le droit communautaire, la constitution européenne, le processus de construction européenne)<sup>22</sup>
- L'élargissement
- Les relations extérieures et la politique commerciale
- La sécurité et la défense
- La politique monétaire, financière et économique
- La politique environnementale
- La politique sociale
- La politique de développement et les droits de l'homme
- La politique de cohésion et les affaires régionales
- La politique industrielle
- La politique d'éducation et de culture
- La politique des transports
- La société d'information et le développement technologique
- La réflexion sur le rôle ou les intérêts nationaux respectifs au sein de la communauté<sup>23</sup>
- Autre

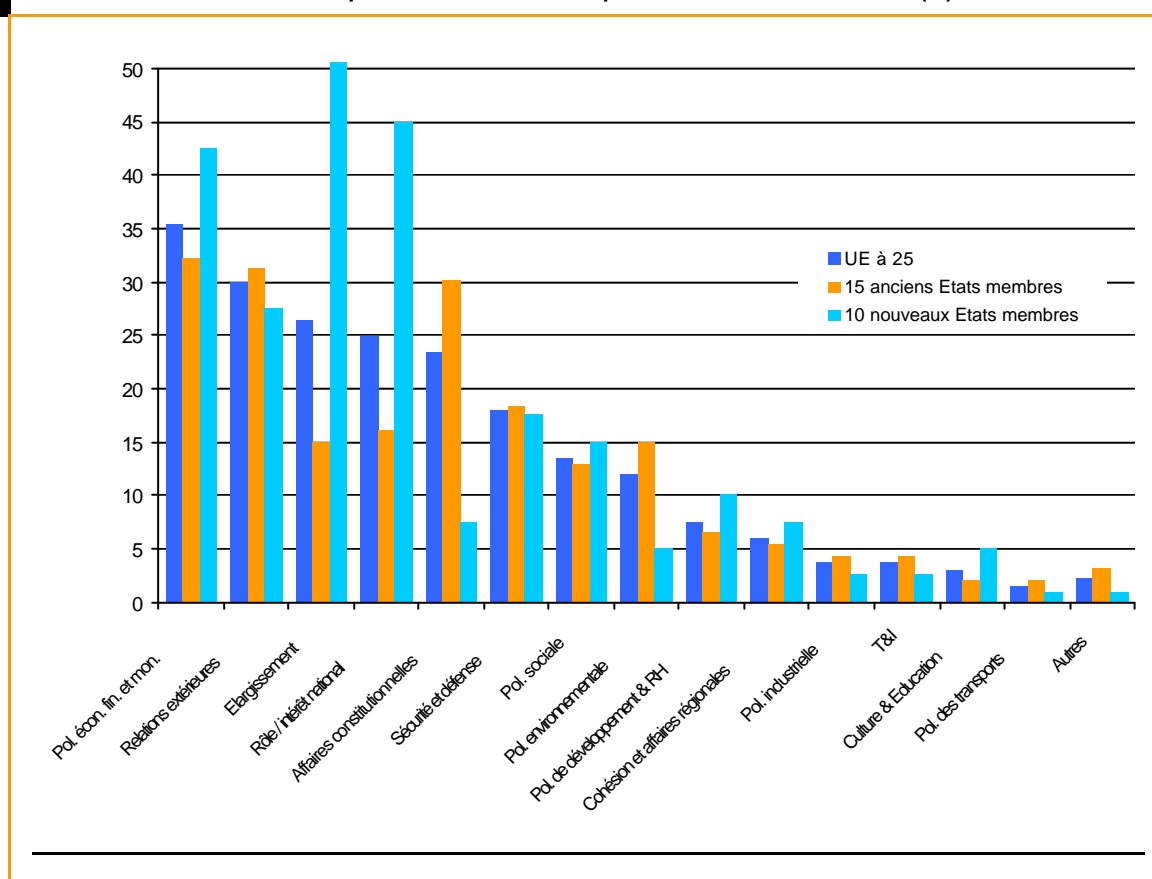
A première vue, les sujets listés correspondent en gros, malgré d'importantes différences, aux domaines stratégiques de l'UE. Ceux familiers des « cerveaux » européens seront cependant conscients du fait que des questions telles que la politique étrangère ou la sécurité et la défense font l'objet de bien plus d'attention que cela pourrait se justifier en termes de compétences et d'activité législative de l'UE. Est-ce le signe que les *think tanks* européens

font plus qu'une simple analyse des politiques et cherchent à proposer des options politiques sur le long terme pour l'avenir de l'Union ? Nous n'avons pas de réponse à cette question, mais nous avons essayé d'analyser l'incidence relative de chaque sujet, en évaluant leur récurrence parmi les *think tanks* étudiés (il faudrait, pour une analyse plus précise, observer la production actuelle des *think tanks*, et pas simplement leurs intentions officielles).

Les deux domaines de recherche les plus importants sont la politique monétaire, financière et économique et les relations extérieures. Ils sont considérés par respectivement plus de 35% et 30% des *think tanks* comme des domaines de recherche essentiels. Viennent ensuite trois sujets : l'élargissement (26,3%), les affaires constitutionnelles (23,3%) et les rôles nationaux (24,8%). La recherche sur l'UE est en effet caractérisée par un fort intérêt pour les intérêts nationaux au sein de l'UE, ce qui explique dans une certaine mesure pourquoi plus de 95% des chercheurs des *think tanks* travaillent non pas à Bruxelles, mais dans les Etats membres. Le Graphique 4 ci-dessous indique les domaines de recherche sur lesquels les *think tanks* européens déclarent se concentrer.

GRAPHIQUE N°4

**Domaines de recherche sur lesquels les *think tanks* européens déclarent se concentrer (%)**



Opérer une distinction entre les dix nouveaux pays membres de l'UE et leurs pairs donne davantage d'informations. L'élargissement a clairement été une priorité et un centre d'intérêt essentiel (52,5%) des instituts de recherche des nouveaux Etats membres, alors que les 15 anciens Etats membres se sont plus intéressés aux questions constitutionnelles (30%). Enfin,

les recherches sur le rôle et les intérêts nationaux d'un pays au sein de l'UE sont particulièrement importantes dans les nouveaux Etats membres, sans doute en conséquence de leurs efforts pour profiter des négociations d'adhésion. Il s'agit aussi d'un sujet très important au Royaume-Uni et au Danemark, probablement en signe de leur statut spécial et à part au sein de l'Union. Cette perspective nationale est également visible en Espagne et en Grèce.

Un troisième groupe comprend la sécurité et la défense (18%), la politique sociale (13,5%) et la politique environnementale (12%), sans différence significative entre les anciens et nouveaux Etats membres, bien que les anciens Etats membres s'intéressent plus à la politique environnementale, notamment les pays scandinaves et l'Allemagne. Viennent ensuite les autres catégories avec des pourcentages décroissants.

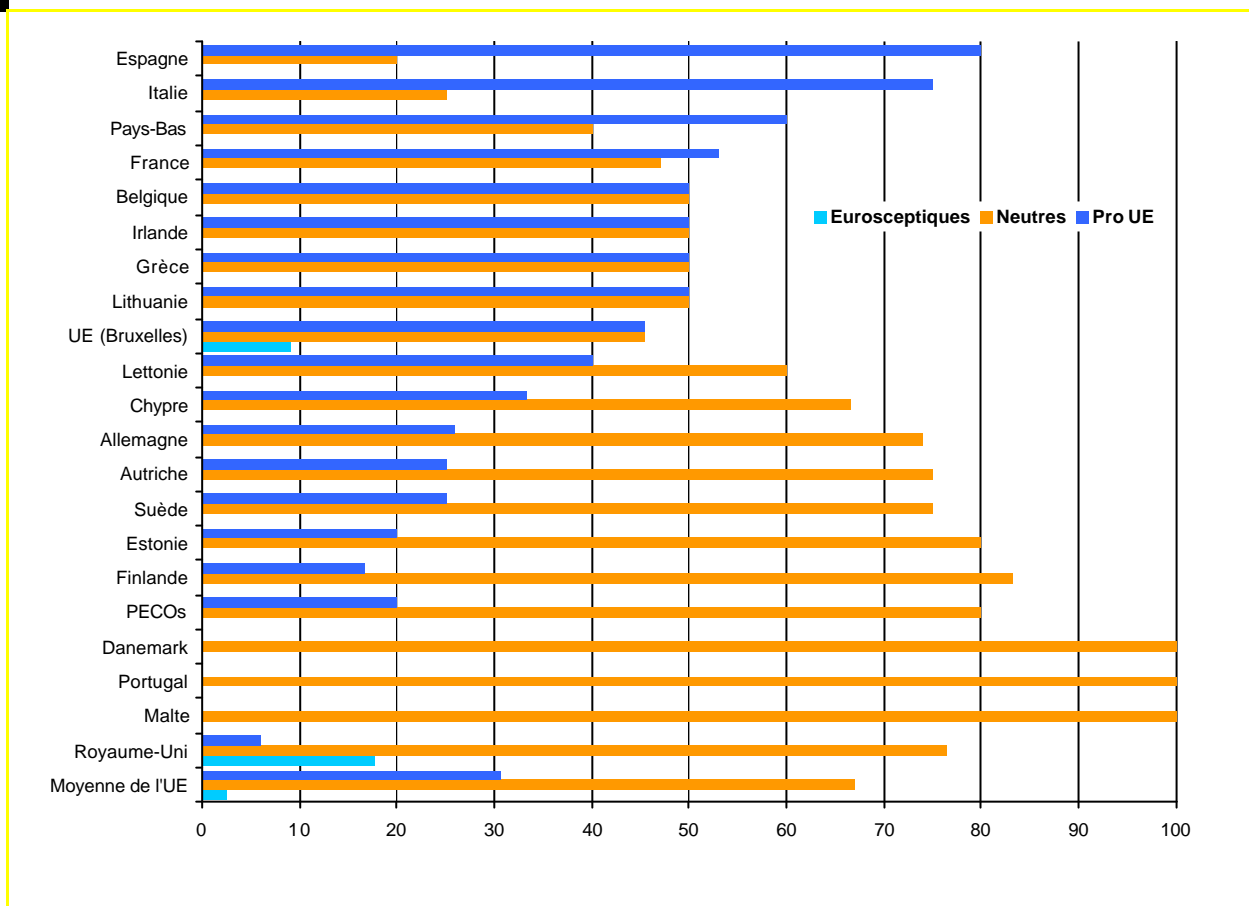
Il n'est pas surprenant de constater que la géographie et l'histoire ont également influé sur les priorités de recherche des *think tanks*. Hormis l'Europe et l'Union européenne élargie, qui sont pour tous des sujets primordiaux, les Etats-Unis et les relations transatlantiques sont un domaine de recherche essentiel en France, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. La Russie et les pays de l'Est avoisinants comme l'Ukraine et la Biélorussie sont une priorité pour la Pologne et les États Baltes, ainsi que la Finlande et la Suède. La Méditerranée est un domaine de recherche clé pour l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Grèce et Chypre. L'Espagne et le Portugal s'intéressent également aux relations avec l'Amérique latine. Enfin, le Moyen-Orient est un sujet clé pour la plupart des *think tanks* spécialistes des questions de sécurité. En revanche, l'Afrique (sauf pour les instituts portugais) et l'Asie semblent des domaines de recherche moins traités.<sup>24</sup>

En général, on observe une relative concentration de la recherche des Euro-*think tanks*, renforcée par le fait que la recherche universitaire est aussi importante dans certains des domaines favoris des *think tanks*, comme les questions institutionnelles et les affaires étrangères. Cependant, d'autres domaines comme la politique de la concurrence ou les questions de commerce extérieur sont l'objet de moins d'intérêt malgré leur importance cruciale pour la politique de l'UE. De même, les *think tanks* mènent relativement peu de recherches sur beaucoup de questions pour lesquelles s'applique la co-décision, et qui sont donc particulièrement importantes pour les membres du Parlement européen, comme par exemple le transport, la recherche et la politique de la santé, avec bien évidemment quelques exceptions.

### **NEUTRE, PRO- OU ANTI-UE ?**

Enfin, une question que beaucoup auront à l'esprit : combien de *think tanks* sont pour l'intégration européenne, et au contraire, combien sont eurosceptiques ? Dans notre groupe de *think tanks*, la majorité présente une perspective neutre ou positive vis-à-vis du processus d'intégration européenne. Selon notre définition, les *think tanks* "pro-UE" cherchent à promouvoir et / ou à faciliter le processus d'intégration européenne. Cette approche est généralement explicite dans la mission des organisations, dans les déclarations qu'elles nous ont faites, ou selon l'angle sous lequel elles abordent leurs recherches. On peut comprendre par extension les expressions "neutre" et "anti".

## Think tanks neutres / pro / anti Union Européenne (%)



Des pays traditionnellement enthousiastes au sujet de l'Europe, comme la France, l'Espagne et l'Italie ont les plus hauts pourcentages d'instituts pro-UE. Les *think tanks* néerlandais semblent aussi avoir, en général, une attitude positive. Un deuxième groupe de pays, qui comprend la Belgique, l'Irlande et la Grèce, présente des chiffres plus modérés, tandis que la plupart des autres pays ont une population de *think tanks* plus neutre. De manière significative, le seul pays à avoir une communauté distincte de *think tanks* anti-européens semble être le Royaume-Uni, bien que (voir le rapport sur le R-U) les *think tanks* eurosceptiques agissent plus en tant qu'organisations de lobbying pour un groupe précis de politiciens anglais eurosceptiques. L'objectivité de leur recherche est, par conséquent, sérieusement compromise. Les positions des nouveaux Etats membres d'Europe centrale et de l'Est (la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie et la Slovénie) sont moins clairement définies, ce qui est peut-être dû au fait qu'ils se sont intéressés aux affaires communautaires bien plus récemment. Néanmoins, l'orientation générale semble être plutôt neutre et on constate l'absence de *think tanks* ouvertement anti-UE.

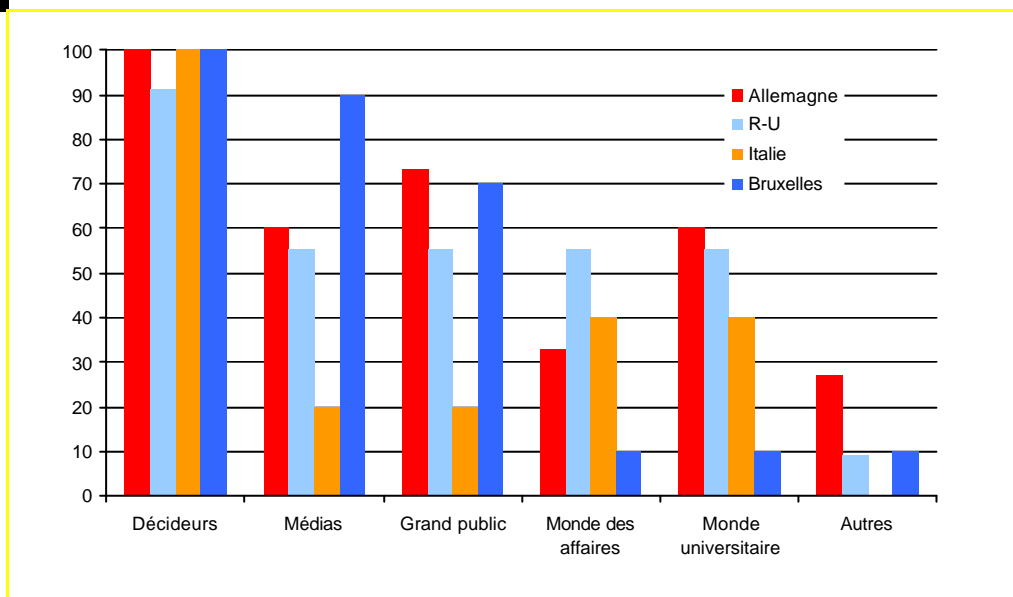
En général, il semble donc qu'il y ait une relative conformité des efforts à la fois au sujet de l'étendue des recherches et de l'approche prise par les *think tanks* qui se concentrent sur les questions stratégiques sur l'Europe. Tandis qu'en moyenne, nous avons constaté que la plus grande majorité des *think tanks* étudiés peut être considérée comme neutre (68%), plus de 30% ont un parti pris très clair en faveur de l'intégration européenne.

### 2.1.5. PUBLICS VISES

Nous avons demandé aux *think tanks* étudiés d'identifier leur principal public visé. Le Graphique 6 ci-dessous présente des données pour les *think tanks* de trois Etats membres essentiels et de Bruxelles. Le principal public visé des *think tanks* en Italie, en Allemagne, au Royaume-Uni et à Bruxelles semble être les décideurs (98%), suivi des médias (61%), du monde universitaire (44%), du monde des affaires (34%) et autre (15%), comme d'autres *think tanks* ou des syndicats.

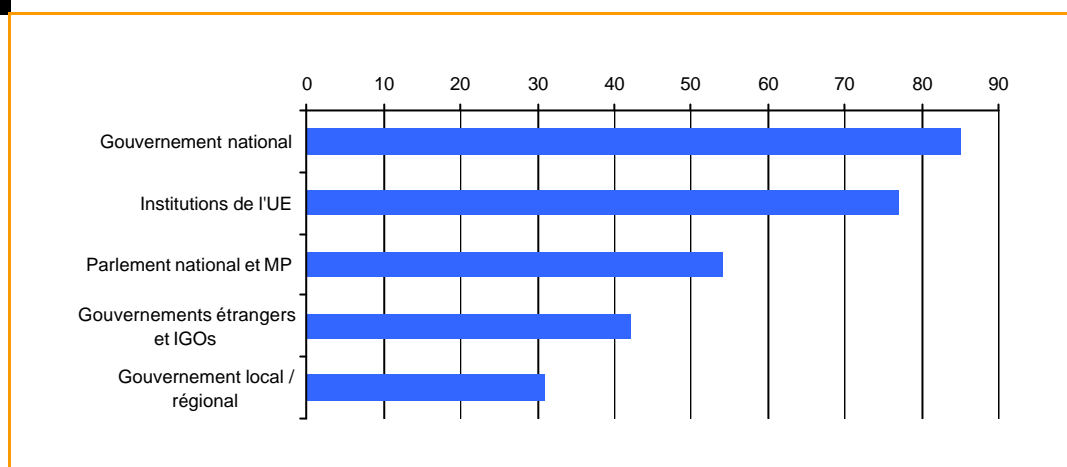
GRAPHIQUE N°6

**Principaux publics de 41 *think tanks* au Royaume-Uni, en Allemagne, en Italie et à Bruxelles<sup>25</sup>**  
(% de *think tanks* indiquant leur type de public dans les interviews)



Le fait que les *think tanks* soient attirés par les décideurs n'est bien évidemment pas une surprise, il s'agit en fait d'un facteur de sélection clé. Ce qui est plus intéressant, en revanche, est le fait que les *think tanks* de ces pays semblent clairement viser les décideurs travaillant dans l'exécutif, plutôt que ceux travaillant dans les législatures nationales ou européennes. Ainsi, les pourcentages du graphique 7 ci-dessous indiquent que, parmi les décideurs visés, les *think tanks* en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni sont plus intéressés par les gouvernements nationaux (85%) que par les parlements ou les politiciens nationaux (54%). Les *think tanks* visent aussi plus souvent la Commission européenne que les autres institutions : 11 *think tanks* sur les 26 indiquant leur public visé ont cité la Commission.

**Types de décideurs cités par les 26 *think tanks* comme public principal au Royaume Uni, en Allemagne et en Italie (% des *think tanks* donnant cette information supplémentaire)**



Cela illustre sans doute le fait que les *think tanks* préfèrent généralement intervenir “en amont” du processus décisionnel ou au stade d’initiation des politiques. Ils sont moins intéressés par l’examen des politiques existantes, rôle traditionnellement joué par d’autres acteurs, comme les parlements nationaux ou les groupes de pression (voir la Section 2.1.6). La majorité des organisations étudiées déclarent que leur priorité est d’influencer la formation des politiques en amont, avant que la Commission européenne élabore les livres verts ou les lois et avant que les parlements tiennent des audiences ou que les gouvernements s’attaquent aux problèmes. Ils ont un parti pris clair pour les politiques prospectives. Un nombre relativement faible de *think tanks* déclarent chercher à surveiller la mise en œuvre des politiques,<sup>26</sup> ce qui semble indiquer que, du moins en terme d’aspirations, l’ambition d’introduire de nouveaux sujets sur l’agenda politique et de concevoir d’autres solutions l’emporte sur celle d’offrir d’autres types de services aux décideurs et de viser d’autres publics comme les médias.

De plus, il semblerait que les *think tanks* adoptent une position ambiguë lorsqu’il s’agit de s’engager auprès du grand public. Un grand nombre d’instituts étudiés ont déclaré que l’engagement auprès du grand public était une part considérable de leur travail ; mais nous avons souvent constaté qu’en réalité, de telles activités étaient d’une portée limitée. Les *think tanks* ont souvent cité le manque de ressources comme l’une des raisons pour cela. Il n’est pas surprenant que les *think tanks* bénéficiant des plus grands financements, i.e. ceux en Allemagne, sont également ceux qui s’engagent le plus auprès du grand public. Nous reviendrons sur ce sujet dans la Section 4.2.2.



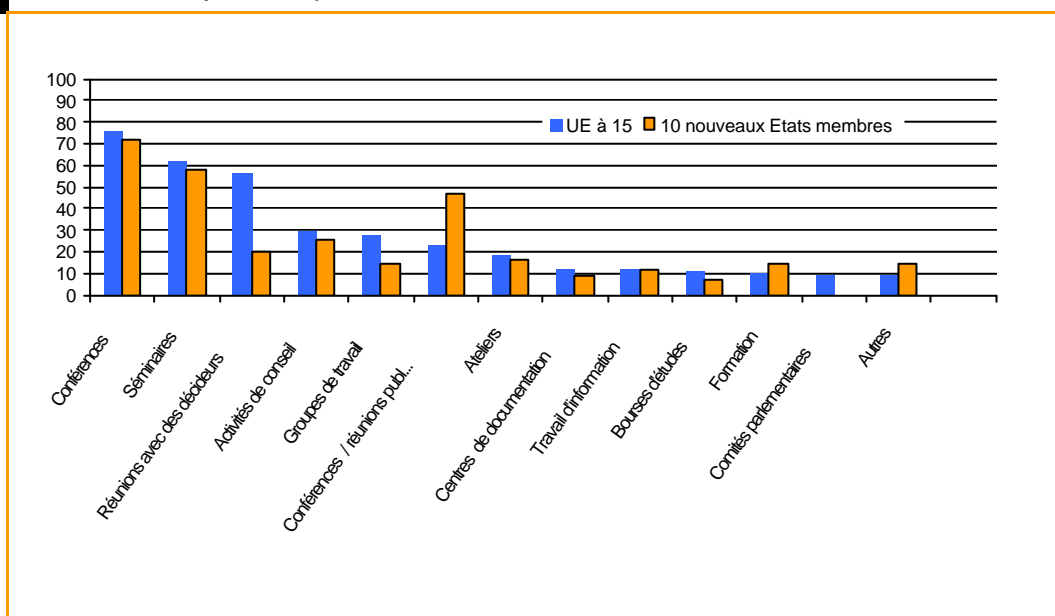
## 2.1.6 ACTIVITES

Les “cellules de réflexion” ont des activités d’analyse des questions politiques et de production de nouvelles options politiques, mais comment les *think tanks* européens réfléchissent-ils ? Comme mentionné précédemment, la créativité, l’innovation, l’originalité et la « valeur ajoutée » sont caractéristiques d’un *think tank* efficace aux yeux des représentants du secteur. Il s’agit d’une œuvre de taille pour tout secteur économique. Notre étude confirme que les *think tanks* européens cherchent à encourager la création d’idées essentiellement par les activités suivantes :

- Recherche universitaire : pour produire de la valeur ajoutée, les dirigeants des *think tanks* cherchent en général à attirer des chercheurs avec de bonnes références universitaires ou, quand ils sont plus tournés vers la politique, des chercheurs qui ont à la fois des compétences universitaires et beaucoup d’expérience dans l’élaboration des politiques, y compris, dans certains cas, le travail d’information. Tandis que le besoin d’expertise et de méthodologies de recherche formelles tirées des sciences sociales peut sembler évident pour les gens du secteur des *think tanks*, il suffit d’observer des secteurs hautement créatifs comme le design, l’architecture, le marketing, l’art ou la publicité pour réaliser que ce besoin, dans une telle proportion, de recherche universitaire et d’expertise sectorielle pour « réfléchir » est en effet très spécifique.

GRAPHIQUE N°8

**Activités principales des *think tanks* de l’UE à 15 et des nouveaux Etats membres (% de *think tanks* mentionnant chaque activité)**



- L’échange et la diffusion des idées par des groupes de travail, des séminaires, des conférences et des réunions avec les décideurs : un élément clé de l’activité des *think tanks* est de réunir des gens de divers horizons.<sup>27</sup> Ce faisant, les *think tanks* ont aussi l’occasion de diffuser leurs idées. Nous avons constaté que, en plus de produire des

publications et d'avoir recours aux médias, les séminaires et conférences constituent la base du travail de débat et de diffusion des idées des *think tanks* interviewés (en effet, les conférences sont la principale source de financement de plusieurs *think tanks*).

SEMINAIRES, CONFERENCES ET AUTRES MANIFESTATIONS : plus de deux-tiers des *think tanks* ont déclaré avoir organisé des conférences en 2003, et 62% des séminaires. Il est évident que le nombre de ces manifestations varient considérablement d'un *think tank* à l'autre, allant d'une à deux manifestations par an (peut-être une conférence annuelle), à plus de cent pour certains grands instituts (bien qu'il ne s'agisse pas de ceux spécialistes de l'Europe). Le RIIA à Londres organise par exemple environ 140 manifestations par an et l'IIPW à Hambourg 130. Cependant, les *think tanks* spécialistes de l'Europe organisent, en règle générale, environ 20 à 40 conférences et séminaires par an. Les conférences et réunions publiques ont tendance à être moins fréquentes : légèrement moins d'un quart des *think tanks* ont déclaré organiser des manifestations pour le grand public, qui comprennent des forums de débat et des conférenciers invités devant un public large. Il est intéressant de noter que ces manifestations sont beaucoup plus fréquentes dans les nouveaux Etats membres (47% des *think tanks* de ces pays). Cela reflète peut-être le fait que les *think tanks* des nouveaux Etats membres ont moins de contacts avec les décideurs au sein du gouvernement et se consacrent donc au grand public.

REUNIONS AVEC LES DECIDEURS : après les séminaires et les conférences, il s'agit de l'activité la plus fréquente des *think tanks* de l'UE à 15 (56%). Elles peuvent comprendre des réunions en tête-à-tête avec des ministres et des fonctionnaires du gouvernement, et d'autres réunions comme débats de type 'table ronde' impliquant des experts politiques. Il est intéressant de noter que, parmi les *think tanks* des nouveaux Etats membres, seul un sur cinq a déclaré avoir ce type d'activité. Cela suggère en effet que les *think tanks* de ces pays n'ont pas encore le même niveau de contacts avec des politiciens et fonctionnaires que la plupart des *think tanks* d'Europe occidentale.

ACTIVITES DE CONSEIL : De nombreux *think tanks* ont décrit leur travail comme consistant en grande partie à donner des conseils, notamment aux dirigeants, sur divers sujets politiques. Un grand nombre de ces conseils sont proposés par les voies décrites ci-dessus ; i.e. par les séminaires, les réunions, etc. Cependant, un nombre assez considérable d'instituts dans l'étude (29% dans l'UE à 15; 26% dans les 10 nouveaux Etats membres) sont allés un cran plus loin et proposent un véritable travail de conseil pour le gouvernement, le secteur privé ou les deux. Ce fait est important car il indique qu'une grande part des *think tanks* dépendent d'autres activités, hormis la recherche, pour leur financement. Les activités de conseil sont particulièrement importantes en Allemagne, où les 'Denkfabriken' offrent une grande variété de services au monde des affaires, dont des activités de prévision et d'enquête. Il s'agit également d'une importante activité auxiliaire d'organisations à Bruxelles comme l'EPC et CEPS. Ce phénomène pose des questions intéressantes quant au statut futur des *think tanks* en tant que (normalement) acteurs à but non lucratif sans intérêts commerciaux (voir la Section 4.1.1).

PRESENTATIONS DEVANT DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES : de façon surprenante, seul un faible nombre de *think tanks* ont déclaré dialoguer avec les parlements nationaux dans les auditions de commissions (seul un sur dix parmi les *think tanks* de l'UE à 15 et aucun dans les nouveaux Etats membres). Cela reflète peut-être le fait que, comme indiqué ci-dessus, les principaux publics des *think tanks* ont tendance à être des décideurs nationaux de l'exécutif plutôt que du législatif. Cependant, ce manque apparent d'engagement formel dans l'examen parlementaire des lois ne signifie pas que les *think tanks* ne cherchent pas à influencer des parlementaires et des partis politiques ; ils le font, mais plus souvent par des voies informelles, par exemple lors de manifestations, de dîners et d'autres réunions politiques. Leur participation au travail de commission est cependant plus fréquente à Bruxelles, où les *think tanks* sont souvent appelés à contribuer aux auditions de commissions du Parlement européen, qui financent même parfois de la recherche indépendante.

L'absence d'instituts de recherche à ces audiences est particulièrement frappante dans les nouveaux Etats membres. Les gouvernements d'Europe de l'Est, peut-être en raison de l'héritage politique soviétique, ne sont pas encore tout à fait prêts à intégrer une contribution « étrangère » à leur processus d'élaboration des politiques. La société civile est encore un phénomène émergent et à ce jour, son rôle n'est pas encore bien défini. Par conséquent, en Lettonie par exemple, « étant donné que l'élaboration des politiques n'a pas toujours lieu d'une façon transparente et bien planifiée, les *think tanks* se retrouvent souvent à réagir à des propositions qui sont déjà examinées à un stade plus avancé du processus politique. » Il ne s'agit pas de dire que les *think tanks* étudiés n'exercent pas d'influence sur leur législature nationale. Ils le font, mais en passant plus par des voies moins formelles, comme des réunions avec des politiciens en particulier lors de manifestations publiques, et via les documents d'information et les mises à jour qu'ils envoient aux politiciens sur diverses questions.

LES AUTRES ACTIVITES PRINCIPALES que les *think tanks* de l'UE à 15 ont déclaré avoir sont, par ordre d'importance : les groupes de travail (27%), les ateliers de recherche (18%), le travail d'information (12%), les centres de documentation (12%), la formation de fonctionnaires gouvernementaux et de l'UE et d'autres professionnels (10%), et autres (9%). Ces autres activités comprennent les lancements de livres, les expositions et les activités de prévision et d'enquête.

Des personnes au sein des *think tanks* étudiés exercent souvent aussi d'autres activités "d'engagement auprès du grand public", parfois sur base bénévole, par exemple en tant qu'experts et conférenciers lors de conférences publiques ou de séminaires de formation. Il s'agit d'une part informelle de la mission de 'service public' de nombreux *think tanks*. Il est également assez fréquent pour les *think tanks* (notamment en Scandinavie) d'avoir un centre de documentation où le grand public peut consulter des livres sur le domaine d'expertise du *think tank*.<sup>28</sup> Cependant, seul un *think tank* sur huit propose actuellement ce service. Un certain nombre de *think tanks* étudiés offrent également des bourses à des étudiants (ex : la Friedrich Ebert Stiftung), à de jeunes économistes (ex : l'ODI en Grande Bretagne) ou à des universitaires pour de la recherche sur des questions européennes (ex : le SIEPS en Suède).

Certains *think tanks*, notamment en Allemagne, organisent également des stages pour des membres du public intéressés par des sujets en particulier, tandis que d'autres ont donné du matériel pédagogique à des écoles dans le passé (ex : le Federal Trust sur la citoyenneté internationale). De nombreux *think tanks* étudiés offrent aussi des postes de stagiaires au sein de leur organisation (bien que nous n'ayons pas de chiffres précis sur ce sujet).

En général, on peut observer que les instituts de recherche européens ont tendance à réfléchir plus avec les décideurs et les politiciens de leur entourage qu'avec des types d'acteurs moins conventionnels, voire avec le grand public (voir les Sections 2.1.5 et 4.2.2).<sup>29</sup> L'essentiel des activités déclarées, comme les séminaires, les conférences et les réunions avec des décideurs, sont conçues pour permettre aux *think tanks* de diffuser leur message précis auprès d'un cercle relativement restreint de décideurs et de journalistes. Les conférences publiques et les autres types d'engagement auprès du grand public ont tendance à venir en deuxième place, à l'exception des Etats membres scandinaves et de l'Allemagne, où ce rôle semble être pris plus au sérieux. Une forme d'engagement auprès du grand public qui semble cependant augmenter est le forum de débat en ligne (ex : l'EU Policy Network en Angleterre ; où l'objectif d'Europhilia, le futur *think tank* français à organiser des « connections Internet »). L'organisation de ces débats coûte relativement peu chère et ils permettent aux *think tanks* de se positionner sur le marché en tant qu'organisation ouverte et diversifiée.

De façon assez légitime, les "cellules de réflexion" européennes font beaucoup plus que simplement réfléchir. Le nom créé par deux ou trois nouveaux acteurs (*think* et *action tanks*) reflète probablement plus la vraie nature de beaucoup d'instituts. Il correspond en effet à la double mission des *think tanks*, qui consiste à proposer et à diffuser d'autres solutions en politique, et qu'on attend donc d'eux. Un fait plus surprenant est que les dirigeants des *think tanks* interviewés ont rarement eu une réponse claire lorsqu'on leur demandait quelles méthodologies leur organisation utilisait pour stimuler au maximum la créativité collective, bien qu'une poignée ait cité des techniques comme la conception de scénarios. Ce fait a été particulièrement frappant dans le cas d'un important *think tank* français, dont le représentant a commencé l'interview en insistant sur le fait que les vrais *think tanks* produisent des concepts innovants, tandis que les « faux » *think tanks* ont plus « des activités de compilation. » A la question «quels processus avez-vous mis en place pour encourager la création de nouvelles idées dans votre institut ? », le même dirigeant a répondu : « C'est une question intéressante, je n'y ai jamais pensé... » Cette personne interrogée candide, bien que dirigeant d'un des instituts les plus prestigieux et productifs, croit que « peu de gens peuvent produire de nouvelles idées, et que même nous sommes limités. » Il attribue ce manque de créativité à l'engagement insuffisant des universitaires dans la recherche appliquée en politique, la tendance des autorités étatiques de beaucoup de pays à monopoliser l'expertise en politique, ainsi que la réticence des *think tanks* à recruter d'anciens hauts fonctionnaires et responsables, contrairement aux centres de recherche américains. Ce manque de circulation « limite la capacité à innover, car l'échange d'idées n'a pas lieu. » Au-delà de cet exemple, d'autres signes convergents indiquent que la production de perspectives novatrices en politique au sein des *think tanks* en tant qu'organisations repose essentiellement sur trois éléments :

- Des personnes relativement isolées qui sont reconnues comme particulièrement brillantes dans leur propre domaine;
- Un processus général de recherche qui repose surtout sur des méthodes de recherche universitaires et une spécialisation croissante; et
- Une méthode d'échange de points de vue orchestré au sein de communautés relativement limitées.

Tout en gardant à l'esprit les multiples contraintes auxquelles sont confrontés les *think tanks* pour produire des solutions alternatives durables en politique, on peut donc légitimement se demander qui réfléchit : les *think tanks* européens ou seules des personnes isolées au sein de ces organisations ? Contrairement à d'autres secteurs créatifs cités précédemment, l'étendue des méthodes systématiques et collectives pour produire des idées au sein des *think tanks* et de leurs communautés scientifiques semble relativement limitée.

### 2.1.7 PUBLICATIONS

Les *think tanks* que nous avons étudiés proposent une large gamme de publications, chaque type de publication portant un nom différent selon les *think tanks*. Nous avons observé sept types principaux :

- De courts dossiers politiques sur l'actualité, destinés principalement aux politiciens et aux responsables gouvernementaux (et journalistes) qui ont peu de temps pour lire. Ils sont généralement produits en grande quantité et souvent disponibles en ligne.
- Des documents politiques plus longs, appelés "rapports de recherche", "articles de recherche", "documents hors-série", "livrets" et "brochures", qui présentent des résultats de recherche et donnent des recommandations pour les mesures à venir. Il s'agit des publications principales de la plupart des organisations de l'étude. Les *think tanks* spécialistes de l'Europe en produisent généralement entre 10 et 20 par an,<sup>30</sup> souvent sous la forme d'une collection.
- Des rapports de conférence et des comptes rendus de manifestations, souvent publiés sur une base ad hoc.
- Des livres : si nous ne tenons pas compte dans cette catégorie des volumes de conférence et autres grands rapports, le nombre de livres publiés est en fait relativement faible. Les *think tanks* « avec un intérêt pour l'Europe » publient généralement surtout des livres, car ils ont tendance à avoir plus de ressources financières. En revanche, les *think tanks* spécialistes de l'Europe préfèrent généralement se concentrer sur la production de documents politiques. S'ils publient des livres, il s'agit souvent d'un à deux par an.
- Des revues : la plupart des revues, souvent trimestrielles, sont publiées par les *think tanks* « avec un intérêt pour l'Europe » (ex : au Royaume-Uni, l'ODI, la Chatham House et l'IHSS), bien qu'un certain nombre d'entre elles soient également publiées par les *think tanks* spécialistes de l'Europe.<sup>31</sup>

- Des points de vue et des articles, qui paraissent dans des journaux ou uniquement sur Internet, et sont rédigés par différents collaborateurs du *think tank*, à la fois internes et extérieurs.
- Des lettres d'information : elles ont tendance à être hebdomadaires ou mensuelles, et informent surtout les membres et autres abonnés des manifestations, publications et autres nouvelles politiques importantes.

Beaucoup de ces publications sont disponibles sur les sites Internet des *think tanks*, gratuitement ou avec des cotisations. Elles sont également utilisées comme « incitants » pour encourager les abonnés à s'inscrire. Certaines offrent des services d'information à d'autres institutions.<sup>32</sup> Les publications de recherche sont la première étape de la stratégie pour influencer les décideurs. Les *think tanks* les plus réputés ont développé des stratégies de diffusion sophistiquées, dont des communiqués de presse et des conférences de presse, des apparitions dans les médias et des manifestations pour lancer les publications (voir l'étude de cas sur le CER).

### 2.1.8 FINANCEMENT

Les *think tanks* de notre étude sont financés par une grande variété de sources, à la fois publiques et privées, dont la Commission européenne, les fondations, les universités et les donations privées. Le financement sert souvent soit à des activités de base, soit à des projets de recherche précis. Les propres activités des *think tanks* sont aussi souvent sources de revenu, grâce, entre autres, aux manifestations et conférences, aux stages de formation et aux activités de conseil. Les types de financement varient considérablement d'un pays à l'autre, avec différents modèles régionaux.

Les informations présentées ci-dessous sont un résumé des résultats de notre étude concernant les sources de financement principales. Le lecteur doit noter que les pourcentages donnés ici sont uniquement liés au nombre de fois où un *think tank* a indiqué une source de financement en particulier, et n'indiquent pas la proportion du financement de chaque source soit pour chaque *think tank*, soit pour l'ensemble des *think tanks*. Les principaux résultats sont :

- FINANCEMENT DE L'ETAT : le financement de base des *think tanks* par l'Etat est fréquent en Scandinavie, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Autriche et, dans une moindre mesure, en France. Les pays où les *think tanks* semblent moins dépendants du financement public sont le Royaume-Uni, l'Irlande, les Pays-Bas et la Grèce. Les *think tanks* européens situés à Bruxelles reçoivent aussi rarement leur financement de base de l'Etat. Au total, un peu moins de la moitié des *think tanks* étudiés (48%) reçoivent certaines parts de leur financement de base des autorités étatiques. Un tel financement est de types variés : il peut s'agir d'une ligne du budget d'un ministère particulier (le plus souvent le Ministère des Affaires étrangères ou le Ministère de l'Education / de la Recherche d'un pays) ; ou d'argent de fonds de recherche du gouvernement central (il s'agit par exemple en Suède de fonds pour la recherche

stratégique sur les marchés du travail) ; ou encore de financement par un conseil de recherches financé par l'État (ex : l'Economic and Social Research Council au Royaume-Uni) ; ou enfin de fonds au niveau du gouvernement régional (financement le plus répandu pour les *think tanks* allemands et espagnols).

- LA COMMISSION : le budget de la Commission européenne de 2004 prévoit un montant de 3,5 millions d'euros dédié aux *think tanks* sur un total de près de €20 millions pour « le dialogue avec les citoyens » (dont une ligne spéciale du budget (15 06 01 03) « Subventions aux *think tanks* européens et organisations faisant progresser l'idée de l'Europe » et une autre ligne (15 06 01 05) pour les « *think tanks* européens ») 15% des *think tanks* étudiés ont déclaré recevoir une part de cette allocation pour leur financement de base, généralement sous forme de subventions. Dans les 15 anciens Etats membres de l'UE, nous avons trouvé douze de ces *think tanks*. Ils se concentrent tous sur la recherche stratégique sur l'Europe et / ou sur l'étude des affaires internationales. La Commission apporte également un financement de base à un certain nombre de *think tanks* situés à Bruxelles, dont CEPS. Le financement de base proposé par la Commission à des centres de recherche des nouveaux Etats membres est souvent une aide pour la création d'activités, par exemple à travers le programme Phare.<sup>33</sup>
- LE SECTEUR PRIVE : ce type de financement est l'une des sources de financement principales pour les *think tanks* avec un intérêt pour l'Europe, surtout en Angleterre, en Allemagne et à Bruxelles. 44% ont déclaré recevoir un financement de base du secteur privé, dont 10% de banques. Les entreprises qui financent des recherches indépendantes en politique sont très souvent de grandes multinationales, dont une part considérable de leurs activités se fait au niveau de l'UE.
- LES FONDATIONS ET LE TRUST : il s'agit d'une autre source de revenu importante. Environ un quart des *think tanks* reçoivent de l'argent de cette façon, généralement pour leurs activités de base.<sup>34</sup>
- CONTRATS DE RECHERCHE : une part croissante du financement provient d'argent pour des projets de recherche en particulier. Les fournisseurs de fonds les plus fréquents pour ces projets sont les gouvernements nationaux et étrangers, la Commission européenne, le secteur privé et les universités. Le financement de projets est cité comme source de revenus par près de 40% des *think tanks* étudiés, bien que le véritable pourcentage puisse être bien plus élevé.
- AUTRES SOURCES : elles comprennent la vente des publications (il s'agit généralement d'une faible part des revenus totaux, rarement plus de 20%), le revenu des manifestations, des stages de formation et des activités de conseil,<sup>35</sup> les cotisations et les donations privées. La dernière catégorie (les donations) est évidemment importante pour beaucoup de *think tanks*. Cependant, une analyse plus détaillée des comptes des *think tanks* (et également plus d'ouverture de leur part) serait nécessaire pour estimer quelle part du financement cela représente.

Il n'est pas évident que nous puissions parler d'un « modèle de financement européen » pour les *think tanks* en raison de la grande diversité des modèles de financement de chaque pays (voir la Section 2.2). Les *think tanks* européens, comme leurs équivalents dans d'autres régions du monde, cherchent cependant tous à obtenir leur financement de la plus grande variété de sources possible. Nous avons rarement constaté qu'un *think tank* dépendait soit à 100% de l'État, soit à 100% du secteur privé pour ses revenus. Même dans des pays où l'on s'attend moins à un financement de la part de l'Etat, comme, par exemple, en Angleterre, la plupart des *think tanks* reçoivent une somme d'argent considérable du gouvernement et / ou de la Commission pour des projets de recherche. Les défis du financement et ses conséquences sur l'activité des *think tanks* seront analysés plus en détail dans la Section 4.1.1.

### 2.1.9 PERSONNEL

Le nombre moyen d'employés des *think tanks* européens agissant dans les 25 Etats membres et à Bruxelles a déjà été évoqué dans la section 2.1.1. Nous présentons ici les informations collectées sur le profil des chercheurs des *think tanks* (nationalités, parcours universitaires et professionnelles).

Tout d'abord, les employés des *think tanks* européens sont déjà très "européanisés", et, bien que ce soit dans une moindre mesure, "internationalisés", beaucoup de chercheurs étrangers travaillant dans les *think tanks*. Ces chercheurs viennent surtout d'autres pays européens mais certains viennent également de plus loin, notamment de Russie, des Etats-Unis et du Canada. Observer la nationalité d'origine des employés de trois *think tanks* illustre bien ce point : à l'ODI au Royaume-Uni, les chercheurs viennent du Royaume-Uni, d'Irlande, des Pays-Bas, d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, de Finlande, d'Inde et du Kenya. A l'ETUI à Bruxelles, nous avons trouvé des chercheurs français, allemands, hongrois, bulgares, belges, danois et néerlandais. Enfin, à SIPRI en Suède, le directeur de l'institut est anglais et a été ambassadeur anglais en Finlande. Il n'est pas sûr que cette mobilité soit la même dans tous les pays (par exemple ce ne serait pas le cas des chercheurs français, Féat, 2004).

Les chercheurs européens ont généralement un master ou un doctorat. De nombreux chercheurs travaillant dans des *think tanks* plus de type universitaire, comme ceux en Allemagne et en Scandinavie, ont une formation post-doctorale. En effet, les chercheurs au Danemark doivent, selon la loi, avoir un doctorat s'ils veulent obtenir un poste de chercheur permanent auprès d'un institut de recherche.<sup>36</sup> Les *advocacy tanks* de notre étude, en revanche, vont probablement plus embaucher des chercheurs avec un master ou des diplômes de premier cycle. Ici, l'accent est moins sur l'excellence universitaire d'un chercheur que sur son ou sa capacité à reformuler une idée et à la vendre aux décideurs et aux médias.

Malheureusement, notre recherche ne nous a pas permis d'obtenir des chiffres détaillés sur le nombre d'employés ayant auparavant occupé des postes au gouvernement, ou encore sur le nombre de chercheurs ayant quitté un *think tank* pour retourner au gouvernement. Ce processus d'échange, qu'on appelle processus de 'chassés croisés de personnel' ('revolving doors') est un phénomène intéressant car il montre le lien intime entre les *think tanks* et les



autorités au pouvoir. Notre étude établit cependant clairement que les entrepreneurs politiques qui créent des *think tanks* sont eux-mêmes des politiciens, qui cherchent peut-être un moyen d'améliorer leur propre réputation politique dans leur pays, et peut-être à soutenir une cause en particulier.<sup>37</sup>

#### 2.1.10 LA PERCEPTION QUE LES EURO-THINK TANKS ONT DE LEUR PROPRE TRAVAIL

Malgré les efforts fait par des universitaires pour clarifier cette notion, les *think tanks* sont un concept complexe en évolution. Nous avons donc demandé quelles sont, selon les dirigeants des « cerveaux » européens, les principales caractéristiques de leurs activités et d'un centre de recherche indépendant efficace, crédible et influent. Sur la base des résultats de nos recherches et de nos interviews de dirigeants, les caractéristiques principales d'un *think tank* semblent être dominées par un modèle traditionnel de centres de recherche universitaires, tout en évoluant vers un modèle plus tourné vers la revendication :

- Un fort accent (bien que de moins en moins important) sur des REFERENCES UNIVERSITAIRES : les directeurs de *think tanks* insistent sur l'importance du style universitaire de leurs publications (livres et articles), d'une méthodologie de recherche rigoureuse et d'un personnel avec une expérience solide dans la recherche et / ou dans l'enseignement au niveau universitaire, notamment pour les chercheurs confirmés. Nous avons également trouvé des instituts dont l'équipe comporte plus de chercheurs avec une orientation vers certaines politiques publiques (ex : l'EPC, le CER, l'ISIS). L'EPC, par exemple, met l'accent sur son désir premier d'être influent en politique, de donner « le bon message, aux bonnes personnes, au bon moment » plus que sur la recherche de type universitaire. Un observateur français de la scène européenne a confirmé le fait que les *think tanks* « sont de plus en plus politiques. »
- L'INDEPENDANCE : comme cela sera analysé plus en détail par la suite, cet aspect de leur activité et de leurs institutions est considéré comme crucial, bien que certains centres de recherche reconnaissent que les critères de neutralité traditionnels peuvent nuire à leur capacité à contribuer aux processus décisionnels. Selon un dirigeant, « les *think tanks* européens ont en effet très peu d'influence, en partie car ils ne sont pas politisés. » Un groupe minoritaire d'instituts de recherche européens prétendent qu'être proche des cercles politiques et adopter une position politique claire est une évolution nécessaire (l'étude de cas sur le CER illustre cette tendance), qui n'implique pas nécessairement de perdre son indépendance, ni sa capacité à donner des conseils politiques solides.
- ENCOURAGER LE DEBAT ET DIFFUSER LES CONNAISSANCES : cette mission est considérée comme particulièrement importante pour les questions européennes. Selon un institut de recherche tchèque, « connaître le plus d'opinions et de points de vue possibles avant que les responsables ne prennent des décisions est meilleur pour le processus décisionnel. »<sup>38</sup> La visibilité, et plus particulièrement la couverture médiatique, sont également citées comme des attributs de *think tanks*, notamment des plus influents.

- **APPORTER UNE VALEUR AJOUTÉE DE FAÇON OPPORTUNE** : pour beaucoup de dirigeants du secteur, les « bons », voir simplement les « vrais » *think tanks* sont ceux capables de produire de nouvelles options stratégiques qui correspondent au programme politique actuel. Il existe un nouveau débat concernant la meilleure approche dans ce domaine, notamment pour déterminer si les “cellules de réflexion” devraient se spécialiser ou rester multidisciplinaires. Un institut danois déclare par exemple : « les *think tanks* généralistes sont un modèle en voie de disparition... Alors que le débat démocratique en Europe se développe, il faudra plus d’expertise spécialisée (...). » Des dirigeants de *think tanks* multidisciplinaires, bien qu’enclins à vanter la grande variété de compétences de leur personnel, reconnaissent qu’un vrai *think tank* de qualité a besoin de chercheurs très spécialisés qui peuvent apporter « une véritable valeur ajoutée. » De plus, ce qui distingue les *think tanks* de leurs pairs dans les centres de recherche universitaires est leur capacité à réagir à de nouveaux sujets très rapidement. Selon le fondateur d’un nouveau *think tank*, « la vitesse de réaction est essentielle pour contribuer au débat, il faut être en mesure d’anticiper et de réagir. »<sup>39</sup>
- **AGIR EN TANT QU’INSTITUTION DU SERVICE PUBLIC** : il s’agit d’un modèle souvent observé dans les pays scandinaves et en Allemagne.<sup>40</sup>
- **ÊTRE INNOVANT ET TOURNER VERS L’AVENIR** : en lien avec le point précédent, les *think tanks* aident à traiter les problèmes émergents. Un directeur portugais prétend que la tâche principale d’un *think tank* est de « produire de l’information qui anticipe les besoins futurs des décideurs. »<sup>41</sup>
- **PROPOSER UN FORUM DE DÉBAT ET DE RÉSEAUX SUR LES QUESTIONS EUROPÉENNES** : l’IEA à Dublin, par exemple, conçoit son rôle comme consistant à faciliter le débat en réunissant sous son toit divers acteurs, des politiciens irlandais, des universitaires et des journalistes, qui, sinon, ne se rencontreraient pas.<sup>42</sup>

L’accent mis sur la qualité de la vitesse de réaction, de l’influence et du travail en réseau, parallèlement à ce qui semble être un accent de moins en moins important sur les références universitaires et l’indépendance idéologique, reflète probablement la tendance naissante soulignée précédemment à plus de « revendication ». Nous reviendrons sur ce sujet et les questions qu’il soulève pour le secteur dans les Sections 4 et 5.

### 2.1.11 L’INDEPENDANCE, VALEUR ESSENTIELLE

#### L’INDEPENDANCE DE QUI ET DE QUOI ?

Pour tous les ‘Euro-*think tanks*’ interrogés, l’indépendance est perçue comme une valeur et un gage d’efficacité importants.<sup>43</sup> Cette notion est toutefois conçue différemment par les responsables de *think tanks*. Elle revêt essentiellement trois aspects : intellectuel, structurel et idéologique.

Pour la majorité des personnes interviewées, c’est l’indépendance intellectuelle qui importe avant tout, avec ses canons de recherche scientifique. Un professeur d’université qui a fondé un *think tank* réputé pour la qualité de ses recherches insiste ainsi sur l’indépendance de la

conduite de la recherche, de la définition de son propre agenda, et de la liberté de position qui est donnée aux chercheurs de son institut. Si ces critères sont respectés, la prépondérance de certaines sources de financement, voire l'approche militante, ne sont pas, selon lui, incompatibles avec la liberté de proposition. Un critère essentiel pour de nombreux *think tanks* est de déterminer son propre programme. De plus, quand le conseil ou d'autres autorités donnent des conseils, ils insistent sur le fait que l'indépendance nécessite que personne n'affecte les conclusions des recherches. En fait, les résultats de recherche devraient être rapportés de façon indépendante, même lorsque la recherche est menée au nom d'une organisation extérieure ou payée par cette dernière. L'IWE (Forschungsstelle für institutionelle Wandel & europäische Integration), située à Vienne, débat toujours de ses conclusions avec les gens qui ont commandé un projet de recherche, mais souligne qu'elle « ne les change jamais. »

D'autres rappellent aussi l'importance de l'autonomie organisationnelle et financière d'un *think tank* afin de protéger son pendant intellectuel. L'indépendance universitaire et l'indépendance matérielle sont donc distinguées.

#### COMMENT MAINTIENT-ON SON INDEPENDANCE ?

En général, cependant, on s'accorde sur les principales caractéristiques d'indépendance suivantes :

- Le facteur d'indépendance clé pour presque tous les *think tanks* interviewés est la diversité, l'équilibre et le caractère permanent des sources de financement. Le futur European Centre for International Economics, qui commencera ses activités à Bruxelles à l'automne 2004, illustre par exemple ce modèle, car il tente actuellement de s'assurer que les fonds apportés par les douze Etats membres originaux qui participent à ce projet sont égaux à ceux apportés par divers donateurs du secteur privé. Ces fonds seront complétés par le revenu des publications et des manifestations.<sup>44</sup> Trouver un créneau, grâce à des activités ou des sujets spécialisés, est donc une stratégie importante (voir la Section 4). Plusieurs personnes interrogées, comme des membres de Notre Europe, ont souligné la nécessité de trouver un financement sur le long terme pour ne pas avoir besoin de chercher constamment de nouveaux financements. La définition du mélange idéal de sources de financement varie cependant selon les différents arrangements particuliers des *think tanks*. Chose intéressante, certains *think tanks* prétendent que grâce à des liens étroits avec les autorités publiques, ils n'ont pas besoin de chercher un financement des entreprises et que cela contribue donc à garantir leur indépendance.<sup>45</sup> Fait également révélateur de la relation ambiguë au financement, quelques équipes de recherche sous contrat, comme MESA 10 en Slovaquie, cherchent à développer en parallèle des activités de conseil, qui les aident à financer leurs activités de recherche.
- La plupart des *think tanks* adoptent un statut juridique qui les protège de pressions extérieures. En tant qu'associations, fondations, ou autre, ils cherchent à rester « indépendant », « à but non lucratif », voire « apolitique. » L'indépendance est parfois mentionnée explicitement dans leur énoncé de mission ou leur statut.<sup>46</sup> Il

n'apparaît pas de modèle clair concernant le meilleur type de structure pour protéger l'indépendance d'un *think tank*, bien que plusieurs indiquent qu'un environnement universitaire est plus favorable.

- Certains ont des mécanismes complexes de « contrôle » du processus décisionnel, conçus afin de garantir que les directeurs et les différentes parties prenantes d'un institut de recherche aient besoin de l'accord des autres parties pour prendre des décisions, et que les membres du conseil d'administration soient choisis avec précaution. La diversité des points de vue représentés à leur conseil, le rôle du conseil consistant à garantir l'intégrité intellectuelle de l'institut, la capacité à entretenir des contacts avec différents partis politiques et secteurs professionnels sont importants pour empêcher des recherches biaisées. Plusieurs *think tanks* ont un comité scientifique.<sup>47</sup>
- Contrairement au Kiel Institute for World Economics (IfW) ou à l'ISPI (Istituto per gli Studi di Politica Internazionale) à Milan, peu de *think tanks* font explicitement référence à une « méthodologie empirique rigoureuse » ou déclarent « respecter des critères de recherche universitaire » (Observatoire Social Européen), avoir « une approche objective pour mener des recherches sans préjugés politiques », ou « des critères de recherche de type universitaire. » Très peu expliquent sur leur site Internet si leur recherche est contrôlée, et si oui grâce à quelles méthodes, ni comment les critères de base de la recherche universitaire sont respectés, bien que l'IFO-Institut (Institut für Wirtschaftsforschung à Munich) nous a expliqué que ses recherches sont « contrôlées dans une certaine mesure par des pairs. »
- Certains *think tanks* expliquent que c'est plus souvent la qualité de leur recherche, leur "transparence", leur "compétence" et leur "bon travail" qui protègent le mieux leur réputation sur le long terme et garantissent qu'ils "ne peuvent pas être utilisés facilement. » (IRI Europe)<sup>48</sup>
- La réputation et le prestige des fondateurs et des dirigeants actuels des *think tanks* contribuent également à garantir une image de recherche sérieuse. Pour beaucoup, il est vital d'avoir, parmi ses membres du conseil, des « personnalités au-delà de tout soupçon, » comme le souligne un *think tank* allemand. Cet aspect est particulièrement marqué en Italie.
- Les liens étroits avec des institutions publiques (sur le plan financier ou organisationnel) sont perçus par certains comme compromettant l'indépendance et la crédibilité, bien qu'aucun ne se plaigne ouvertement des décideurs cherchant à influencer leur travail. D'autres cependant considèrent que de tels liens renforcent leur indépendance. La plupart, voire tous les *think tanks*, se perçoivent en fait comme indépendants, même quand ils ont des liens étroits avec des institutions (ex : l'European Centre for Social Welfare Training and Research à Vienne) et quand ils dépendent de sources de financement limitées, voire, dans certains cas, d'une source publique.<sup>49</sup> De nombreux '*advocacy*' tanks anglais financés par le secteur privé

soulignent cependant que la meilleure façon de maintenir son indépendance est de ne pas recevoir de financement de l'Etat.

- Les dirigeants des *think tanks* sentent cependant que la coordination et l'approbation de leur programme par des partenaires institutionnels n'impliquent pas le contrôle du contenu intellectuel de leur recherche, même quand le programme de recherche est approuvé par une académie ou le groupe de revendication (« advocacy ») auxquels les *think tanks* sont affiliés (ex : la campagne « Europe durable » des Amis de la Terre dans le cas du Sustainable Europe Research Institute à Vienne). Les partenariats ne sont pas considérés comme affectant la capacité des *think tanks* à protéger leur indépendance. Même ceux qui ont des liens étroits avec des partis politiques, comme certaines des grandes Stiftungen (fondations) allemandes, font attention à protéger leur image d'indépendance, en impliquant dans le débat des politiciens de divers bords. L'Institut für europäische Politik (IEP) à Berlin «fait participer au débat les principaux décideurs pour ne pas être perçu comme unilatéral. » (voir également la Section 2.4)<sup>50</sup>

Plusieurs *think tanks* ont exprimé combien il est difficile de maintenir l'indépendance d'un centre de recherche, bien que « l'indépendance n'ait jamais été un problème jusqu'ici » pour une poignée d'entre eux.<sup>51</sup> Nous irons plus loin dans le débat sur l'indépendance dans la Section 4 (concernant les défis que représentent la revendication, les pressions financières et la proximité avec les décideurs).

#### 2.1.12 MESURE DE LA PERFORMANCE

Tous les *think tanks* examinés contrôlent et rapportent leurs activités plus ou moins en détail sur leurs sites Internet et dans leurs rapports annuels, sans doute pour promouvoir ces activités et guider leur travail. Au-delà du contrôle, la plupart des *think tanks* sont intéressés par la mesure de l'impact de leurs activités sur l'agenda européen et les alternatives débattues, mais peu ont élaboré des moyens appropriés pour le faire. Un dirigeant a répondu à notre questionnaire : « Aucun mécanisme précis en place pour mesurer la performance ; il y a tellement de compétition, un test simple est la capacité à survivre ! »

De façon plus générale, « la mesure de la performance » est généralement limitée à l'identification de cas où les messages d'une organisation ont, selon les *think tanks*, contribué à l'élaboration des politiques. Comme souligné précédemment (Section 2.1.3), les *think tanks* examinés ici ont en effet une variété de missions et d'objectifs, dont l'accomplissement est un défi pour tout *think tank* et est particulièrement difficile à évaluer. Les *think tanks* qui souhaitent influencer l'élaboration des politiques directement auprès des décideurs cherchent généralement à prouver l'importance de leur travail, en identifiant des exemples précis d'idées qui ont été promues par l'organisation, et débattues ou appliquées plus tard par des décideurs. Même « s'il y a toujours une différence entre les résultats de recherche et les politiques approuvées par l'État, on peut tout de même constater la contribution d'un *think tank*, » selon l'un des dirigeants de *think tank* interviewés. Beaucoup font alors la publicité de ces prétendues réalisations. Un exemple souvent cité est CEPS et EMU en 1998 (voir la

Section 1.2). Ceux qui cherchent à diffuser des idées plus largement s'intéressent généralement à leur couverture médiatique.

La perspective est souvent à court terme, car les *think tanks* espèrent une réponse rapide à leurs efforts, même si les personnes interrogées dans le cadre de cette étude insistent sur le fait qu'il est nécessaire d'adopter une perspective à long terme pour influencer le processus décisionnel et l'opinion publique. « Diriger un *think tank* n'est pas comme diriger un restaurant où vous pouvez proposer vos plats au menu, et où les gens passent et choisissent alors de manger là ! » a déclaré le dirigeant d'un *think tank* anglais pour illustrer l'argument selon lequel changer les esprits peut prendre beaucoup de temps. Dans les nouveaux États membres, où on nous a répété que les *think tanks* créés après les évolutions politiques des années 1990 ont un contact direct limité avec les autorités publiques, des instituts de recherche trouvent plus difficile de mesurer leur influence sur le processus décisionnel, car leur impact ne peut être que très indirect. Certains donnent néanmoins des exemples de lois approuvées sur la base, selon eux, de projets élaborés par leur organisation. Outre des exemples indirects, les *think tanks* étudiés cherchent à mesurer leur impact en observant surtout :

- L'évolution de leur nombre d'adhérents : « si le nombre d'adhérents augmente, cela signifie que notre travail est utile. »
- Le nombre de personnes assistant aux conférences et séminaires
- L'évolution des achats de leurs publications
- Les visites et les téléchargements sur leur site Internet.<sup>52</sup>
- Leur couverture médiatique, bien que très peu d'entre eux n'aient de chiffres précis.

Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des détails plus précis, qui nous auraient permis de comprendre quelles conclusions les *think tanks* tirent de telles données, concernant à la fois l'évolution de l'opinion et l'impact sur l'élaboration des politiques. Les études de cas dans les Sections 4 et 5 sur les efforts du Free Market Institute lithuanien pour mesurer sa notoriété et l'auto-évaluation de l'Institut d'Études européennes en Estonie sont un peu exceptionnelles. Comme nous le développerons davantage dans la Section 5, il faut regarder au-delà de l'UE pour trouver des *think tanks* qui ont cherché et tenté de mettre en place des mécanismes de mesure de la performance plus élaborés.

## 2.2. LA SITUATION DANS CHAQUE ETAT MEMBRE

Dans cette section, nous présentons les résultats de notre étude par pays pour mieux comprendre les facteurs sociaux, politiques et institutionnels spécifiques à chaque pays, qui façonnent le développement des Euro-*think tanks*. L'ensemble des 25 Etats membres est traité dans l'ordre suivant, avec un rapport à part pour les instituts européens à Bruxelles :

- 
- |                                |            |                      |
|--------------------------------|------------|----------------------|
| ▪ Union européenne - Bruxelles | ▪ Finlande | ▪ Portugal           |
| ▪ Allemagne                    | ▪ France   | ▪ République tchèque |
| ▪ Autriche                     | ▪ Grèce    | ▪ Royaume Uni        |
| ▪ Etats baltes                 | ▪ Hongrie  | ▪ Slovaquie          |
| ▪ Benelux                      | ▪ Irlande  | ▪ Slovénie           |
| ▪ Chypre                       | ▪ Italie   | ▪ Suède              |
| ▪ Danemark                     | ▪ Malte    |                      |
| ▪ Espagne                      | ▪ Pologne  |                      |
-

## UE - BRUXELLES

### DES *THINK TANKS* EUROPEENS AU COEUR DE L'UE

C'est à Bruxelles, au coeur de la machine à élaborer les politiques européennes, qu'on trouve quelques-uns des *think tanks* transnationaux les plus influents et renommés se concentrant sur des questions européennes. Bruxelles abrite actuellement dix *think tanks* qui satisfont nos critères, dont deux parmi les plus réputés : CEPS (Centre for European Policy Studies) et l'EPC (European Policy Centre), ainsi que de nombreuses organisations qui assurent des fonctions semblables.

Un premier groupe s'est formé au début de l'intégration européenne (comme l'European Trade Union Institute en 1978 et CEPS en 1983). La plupart, dont l'EPC (1996) sont récents. Leur nombre risque probablement d'augmenter à l'avenir. Certains *think tanks* ont été créés en fait très récemment (ex : le Lisbon Council for Economic Competitiveness, lancé durant l'été 2003). D'autres doivent encore être lancés officiellement (comme le European Centre for International Economics, dont Jean Pisani Ferry est à l'origine). Tandis que certains pourraient disparaître, il est probable que d'autres soient créés dans les années à venir.

Les *think tanks* à Bruxelles ont plus tendance à suivre le modèle anglo-américain que leurs pairs dans les Etats membres. Presque tous sont établis sous la loi belge en tant qu'associations indépendantes à but non lucratif et proposent des services semblables. Les conférences, séminaires et groupes de travail en particulier sont d'importantes plates-formes pour travailler en réseau avec d'autres acteurs et débattre d'alternatives de politiques publiques. Ils permettent aux participants du secteur privé de se rencontrer et de réfléchir avec des personnes venant des institutions européennes dans un « environnement neutre », comme le souligne CEPS. Beaucoup à Bruxelles ont des membres et cherchent en particulier les affiliations d'entreprises. Leurs publics sont également très semblables, étant donné que le travail de tous ces *think tanks* est destiné aux décideurs européens, à la Commission en premier lieu, de plus en plus au Parlement européen, puis aux gouvernements nationaux et aux médias. Tous ont un programme neutre, ou de plus en plus souvent pro-européen, hormis le Centre for the New Europe, qui est eurosceptique. Tous, d'une façon ou d'une autre, ont l'ambition de contribuer à combler le déficit démocratique entre l'UE et ses citoyens. Tous cherchent à diversifier leur base de financement pour préserver leur indépendance et certaines organisations à Bruxelles ont des mécanismes de financement très sophistiqués. L'EPC et CEPS ont particulièrement bien réussi à cet égard, avec des fonds relativement importants provenant de cotisations, de revenus liés à des services, de contrats et de subventions. D'autres ont des stratégies différentes, allant de fonds personnels dans le cas du Lisbon Council, à des abonnements de des Etats et associations membres dans le cas du futur European Centre for International Economics.



Cependant, au-delà de ces ressemblances générales, la concurrence est forte à Bruxelles et certaines organisations cherchent à développer un créneau. Tandis que les plus grands *think tanks* ont tendance à être multidisciplinaires, le domaine de recherche des Euro-*think tanks* peut être spécialisé, comme les questions de défense pour l'International Security Information Service (ISIS Europe), l'Asie pour l'European Institute for Asian Studies et les « implications sociales de la construction européenne » pour l'Observatoire Social Européen. Les *think tanks* tentent également de proposer différentes approches aux questions européennes. L'EPC, par exemple, est fier d'être tout d'abord « une plate-forme accueillante pour un débat équilibré », tandis que CEPS cherche à produire « de la recherche stratégique solide » et « d'atteindre un haut niveau d'excellence universitaire. » Ils proposent des activités différentes, comme les forums de l'EPC. Par conséquent, Bruxelles a un mélange de *think tanks* universitaires, de 'advocacy' tanks et d'instituts de recherche sous contrat.

La concurrence à Bruxelles est bien évidemment accrue par le grand nombre d'organisations qui n'ont peut-être pas d'équipes de chercheurs internes, mais assurent les mêmes fonctions que celles des *think tanks*. Proposer une liste exhaustive serait une tâche considérable. Il faut cependant citer des forums de débat comme Friends of Europe et Forum Europe, ainsi que des concepts novateurs qui enrichissent le secteur comme The Centre, hybride entre le *think tank* et le cabinet-conseil, créé début 2004. Ce type d'organisation joue un rôle important en tant « qu'incubateur d'idées, en proposant des séminaires, des tables rondes, des lancements de livre, des débats et une variété de manifestations sociales » et en tant « qu'instigateur d'idées, en collaborant avec des *think tanks*, des fondations et d'autres communautés de pensée en Europe » (The Centre). Ces organisations ne sont cependant pas retenues dans notre liste car elles ne mènent pas de recherche en interne. Les organisations bruxelloises comprennent également des réseaux comme TEPSA (Trans-European Policy Association), EPIN (European Policy Institutes Network) et l'European Ideas Network (« un processus ouvert de *think tanks* pan-européens sponsorisé par le groupe [conservateur] PPE-DE, le plus grand groupe politique du Parlement européen. ») Créé en 1998, la Fondation Européenne Madariaga réunit également les anciens élèves du Collège d'Europe « pour mettre la capacité de recherche du Collège au service du débat européen. »

Bruxelles abrite bien sûr également des dizaines de groupes variés, capables de produire des propositions de politiques publiques alternatives. La Commission a son propre « cerveau » sous la forme du Groupe des conseillers politiques, créé en 1992 par Jacques Delors, ancien président de la Commission, que nous n'avons pas retenu dans notre étude car il appartient aux structures de la Commission. Il existe également des dizaines de groupes de lobbying / d'hybrides de *think tanks* qui contribuent à l'élaboration des politiques européennes, comme le « European Round Table of Industrialists » (ERT), le Bureau Européen de l'Environnement (BEE), « l'International Crisis Group » (ICG), la « European Federation for Transport and Environment » (T&E), et le « European Citizen Action Service » (ECAS), pour n'en nommer que certains.<sup>53</sup> Le groupe de lobbying industriel UNICE et le groupe de lobbying syndical ETUC, qui ne sont pas à proprement parler des *think tanks*, proposent aussi régulièrement des rapports détaillés sur comment, selon eux, l'économie de l'UE et les marchés du travail devraient évoluer.

Il faut également citer les bureaux européens de *think tanks* américains situés à Bruxelles ou dans l'UE, comme « RAND Europe », « l'East West Institute » (EWI) et « l'Aspen Institute ». Il s'agit là d'organisations puissantes, et qui le sont de plus en plus. L'EWI, qui a un bureau à Bruxelles, est « une institution euro-américaine indépendante et à but non lucratif dont les activités visent à identifier les écueils les plus dangereux du 21ème siècle et à contribuer à créer des sociétés civiles justes, prospères et pacifiques dans ces zones. » Elle réalise « des projets sur le long terme qui créent la confiance et la compréhension et cherchent à réduire les tensions depuis l'Eurasie jusqu'à la région transatlantique, en utilisant son réseau unique de dirigeants des secteurs public et privé dans plus de 40 pays. » RAND Europe, qui fait surtout de la recherche sous contrat, ne compte pas moins de 56 chercheurs à plein temps au total à Leiden, Cambridge et Berlin, qui aident « les gouvernements européens, les institutions et les entreprises grâce à une analyse impartiale et rigoureuse des problèmes les plus sérieux auxquels ils sont confrontés. »<sup>54</sup> L'Aspen Institute, qui a des bureaux à Lyon, Berlin et en Italie (Milan), agit particulièrement pour encourager les relations régionales et transatlantiques, en examinant le rôle des pays où ils sont établis en Europe et en abordant d'importants problèmes éthiques, économiques et politiques.

## ALLEMAGNE

### UN DISPOSITIF ATYPIQUE

L'Allemagne se caractérise par un dispositif pluraliste d'organismes indépendants, situés à l'extérieur des structures gouvernementales, mais qui sont soutenus, financés et parfois même organisés par celles-ci. On compte ainsi une vingtaine de *think tanks* en Allemagne qui font preuve d'un intérêt pour les questions européennes et sont à ce titre retenus dans cette étude.

Le dispositif de *think tanks* en Allemagne est très particulier et ne trouve d'équivalent dans aucun autre pays européen. En effet, leurs types sont très variés. On trouve tout d'abord un nombre élevé d'universités sans étudiants, dont l'activité principale est la recherche académique. Cette catégorie comprend les grands instituts qui s'occupent de politique extérieure, de paix et de sécurité comme la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) et la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), à vocation internationale et dont une grande part des activités portent sur l'Europe. La SWP et la DGAP ont chacune un programme de recherche sur l'UE qui se concentre, respectivement, sur l'intégration européenne, les relations extérieures de l'Union et la sécurité européenne pour la première, et sur les relations franco-allemandes et l'Europe centrale et orientale pour la seconde. A la différence de la SWP, dont la mission première est de conseiller le gouvernement fédéral, la DGAP est une organisation indépendante non partisane, similaire au Council for Foreign Relations à New York et au Royal Institute for International Affairs à Londres.

On compte également parmi les universités sans étudiants les six grands instituts de recherche et de conjoncture (DIW-Berlin, IFO-Institut, HWWA de Hambourg (Hamburgischen Welt-Wirtschafts-Archiv), RWI d'Essen (Rheinisch-Westfälisches Institut für

Wirtschaftsforschung), IFW de Kiel et IWH de Halle), dont la recherche académique porte sur l'intégration européenne d'un point de vue économique, exception faite du RWI. Ces instituts mettent ainsi en perspective avec l'Union européenne les résultats de leur recherche sur l'économie en Allemagne. Le financement de ces *think tanks* économiques, à la fois par le gouvernement fédéral et par celui des Länder, reflète la structure fédérale allemande.

Il existe par ailleurs un autre groupe de *think tanks* caractéristiques de la structure politique de l'Allemagne : les 'Stiftungen' ou fondations politiques. En effet, selon Martin Thunert (interview), elles n'ont aucun équivalent dans le monde, exception faite peut-être de l'Autriche, des Pays-Bas, et dans une moindre mesure, de la France. Il s'agit là de laboratoires d'idées qui défendent des intérêts et des idéologies. On compte aujourd'hui sept fondations politiques, dont les deux principales sont la Friedrich-Ebert-Stiftung, proche du SPD, et la Konrad-Adenauer-Stiftung, proche du CDU. Ces fondations ont été créées dans les années 1960, hormis deux plus récentes : la Heinrich-Böll-Stiftung (1996), proche des Verts, et la Rosa-Luxemburg-Stiftung (1998), proche des socialistes du PDS.<sup>55</sup> Ces fondations ont des activités essentiellement à l'étranger, consistant par exemple à promouvoir la démocratie en Afrique et en Amérique Latine. Leurs activités de recherche ne représentent en fait que 20% maximum de l'ensemble de leurs activités. Elles ne sont donc que des *think tanks* « partiels ». Elles sont entièrement financées par l'État et sont toutes liées aux partis politiques représentés au Bundestag, mais ne sont en aucun cas des instruments du leadership de ces partis, ni des prolongations des départements de recherche internes des partis.

Jusqu'aux années 1970, le développement des *think tanks* était entièrement lié aux demandes de l'État ou des organisations corporatistes proches de celui-ci. Aujourd'hui encore, le gouvernement fédéral ou celui des Länder continue d'être la principale source de financement ou d'infrastructure de la majorité des *think tanks*. Ainsi, des instituts de recherche sur la paix ont été créés par des gouvernements socialistes des Länder, comme la Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung (HFSK), créée en 1970 à Francfort et l'Institut für Friedensforschung und Sicherheitspolitik (IFSH), créé en 1971 à l'université de Hambourg, qui se concentre exclusivement sur la Politique Étrangère et de Sécurité Commune de l'Union.

En Allemagne, de grandes entreprises développent également des réflexions prospectives ou sont à l'origine de fondations, lesquelles confient à l'extérieur (souvent à des centres universitaires) des exercices de réflexion et d'anticipation, notamment sur l'Europe. La plus connue est la Fondation Bertelsmann, qui comprend parmi ses six grands domaines d'intervention les relations internationales, et donc l'Europe. Dans les années 1990, la Fondation Bertelsmann est apparue comme un acteur essentiel de la recherche politique à financement privé, disposant de ressources équivalentes voire supérieures aux plus grands instituts politiques financés par l'État. Même si la Fondation Bertelsmann est avant tout une organisation qui accorde des subventions pour la recherche, elle s'apparente à un *think tank* par son mode opératoire. En effet, elle organise son travail de sa propre initiative, conçoit ses propres priorités de recherche et participe de façon active aux projets, qui sont initiés par elle. Ainsi, contrairement à de nombreuses autres fondations, ses activités de dialogue ne sont

qu'un moyen pour réaliser ses objectifs. Ses activités sont essentiellement nationales et internationales, avec un intérêt particulier pour l'intégration européenne.

L'Allemagne étant de tradition universitaire, on trouve également un grand nombre de *think tanks* liés à des universités. De nombreux *think tanks* allemands sont ainsi affiliés à des universités ou agissent dans un environnement semi-académique, comme le Max-Planck-Institut für Gesellschaftsforschung, qui étudie les questions communautaires sous l'angle de l'intégration européenne. Dans les années 1990, certaines universités sont allées plus loin et ont créé des unités de recherche politique universitaires, comme le Zentrum für europäische Wirtschaftsforschung (ZEW) et le Centrum für angewandte Politikforschung (CAP), dont le principal sponsor est la Fondation Bertelsmann. L'un des plus récents *think tanks* universitaires est le Zentrum für Europäische Integrationsforschung (ZEI, créé en 1995) de l'université de Bonn, qui a reçu une subvention gouvernementale substantielle pour sa création pour compenser le fait que Bonn n'était plus la capitale.

Bien que tous les *think tanks* allemands aient été créés après la Seconde Guerre mondiale, la création de certains instituts de recherche économique remonte à la République de Weimar et même à l'Allemagne impériale. Ainsi, quatre des six grands instituts de recherche économique, les HWWA (Archives d'économie mondiale de Hambourg, créées en 1908), l'Institut für Weltwirtschaft (IFW, Institut d'économie mondiale, créé en 1914) et le Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW, créé en 1925), ainsi que le RWI (créé en 1926, non retenu ici en raison de son activité purement nationale) ont été relancés après la guerre, mais existaient déjà auparavant. Certaines fondations politiques, telles que la Friedrich-Ebert-Stiftung (proche du SPD), existaient également avant la période nazie.

Les *think tanks* allemands ont tendance à être importants par la taille de leur personnel et surtout par la variété de leurs activités. En effet, seuls deux *think tanks* se concentrent exclusivement sur les questions européennes, l'IEP (Institut für europäische Politik) et le ZEI, tous les autres ayant des domaines de recherche tournés vers l'international dans son ensemble, et portant donc seulement en partie sur l'Europe.

On observe plusieurs tendances concernant le développement des *think tanks* en Allemagne. Ils deviennent, en général, de plus en plus visibles. Le fait que Berlin soit devenue la capitale leur offre une audience qui n'existait pas à Bonn. Les médias allemands font par ailleurs de plus en plus appel aux *think tanks* pour des commentaires d'experts, au détriment des professeurs d'université. Par ailleurs, de plus en plus d'acteurs et de financements privés s'y intéressent. La Fondation Bertelsmann en est le principal, mais il existe un ensemble de fondations plus petites qui permettent aux instituts de recherche allemands de ne plus dépendre uniquement des fonds publics. Ils accueillent qui plus est un nombre croissant de jeunes entrepreneurs dynamiques, qui tentent parfois de créer leur propre groupe de réflexion (par exemple le BerlinPolis ou le Global Public Policy Institute). Les *think tanks* allemands ont aussi tendance à devenir moins idéologiques et plus pragmatiques, axés sur les réformes politiques. Les fondations politiques par exemple soulignent qu'elles ne soutiennent pas un seul point de vue ou une seule source d'idées en dépit de leurs liens avec un parti politique particulier. Enfin, les décideurs politiques n'attendent plus seulement d'un *think tank* qu'il leur

apporte des idées novatrices au niveau politique, mais également qu'il les aide à définir une stratégie de communication de ses idées. On assiste ainsi à un rapprochement des mondes de la consultation et du conseil en politique.

L'Allemagne abrite une communauté riche et multiple et par certains côtés atypique d'instituts de recherche sur les questions européennes. En dépit de leurs liens avec de nombreux instituts dans le monde et de leurs activités très internationales, les *think tanks* allemands restent ainsi typiques du parlementarisme et du fédéralisme allemands et profondément ancrés dans la culture et la structure de leur système politique national.<sup>56</sup>

## AUTRICHE

### UN PAYSAGE VARIE, DES *THINK TANKS* RECENTS

On compte en Autriche treize *think tanks* qui montrent un intérêt pour les questions européennes. Parmi ceux-ci, deux se consacrent exclusivement à l'Union européenne : la Forschungsstelle für institutionellen Wandel und europäische Integration (IWE-ICE) et l'Österreichisches Institut für europäische Sicherheitspolitik (ÖIES), qui s'intéresse plus particulièrement aux questions relatives à la PESC. Après l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne en 1995 et le transfert de compétences politiques à Bruxelles, plusieurs *think tanks* ont été créés et se sont spécialisés sur les questions communautaires, comme l'IWE-ICE, établie en tant qu'institution indépendante en avril 2004, et l'ÖIES, dont la création remonte à 1996.

On trouve également en Autriche un important institut de politique internationale, l'Österreichisches Institut für internationale Politik (OIIP), qui s'intéresse surtout au développement politique de l'Union européenne, et un institut de politique appliquée, le Zentrum für angewandte Politikforschung (ZAP), qui propose une analyse comparée des tendances actuelles des principales institutions politiques et économiques en Autriche et dans l'Union. L'Autriche compte également deux grands instituts de recherche économique, l'Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung (WIFO) et le Wiener Institut für internationale Wirtschaftsvergleich (WIIV), dont une part des activités porte sur l'intégration européenne. A ces deux instituts de recherche économique vient s'ajouter un nouveau *think tank*, Austria-Perspektiv, créé en 2002 pour "combler le manque d'analyses et de perspectives à long terme." En effet, selon cet institut, ni les académies politiques des partis, comme le Renner-Institut proche du SPÖ ou Modern Politics proche de l'ÖVP,<sup>57</sup> ni les partenaires sociaux n'offrent de réflexions sur le long terme. Les conséquences des décisions politiques ont donc été longtemps sous-estimées en Autriche et le but d'Austria-Perspektiv est de prévoir quelles conséquences ces décisions peuvent avoir.

Enfin, un institut de recherche comparée dans les sciences sociales, l'Interdisciplinary Centre for Comparative Research in the Social Sciences (ICCR), comprend dans sa structure un *think tank* consacré à l'Europe, EURO : European Developments – Policies and Politics, dont les activités portent entre autres sur le processus d'élargissement de l'UE et la création d'une politique européenne.

Le financement des *think tanks* autrichiens se fait essentiellement grâce au gouvernement fédéral et aux gouvernements des Länder, auxquels s'ajoute un financement des institutions européennes ou des ministères. La recherche sous contrat permet également aux *think tanks* autrichiens de varier leurs sources de financement.

Le développement des *think tanks* en Autriche a été facilité par la baisse d'influence des partenaires sociaux, longtemps détenteurs du monopole de la consultation. Cette baisse a créé un vide que des institutions indépendantes ont pu combler. Ainsi, des instituts de consultation en matière de politique économique tels que l'Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung (WIFO) et l'Institut für Höhere Studien (IHS), ou l'Europäische Zentrum für Wohlfahrtspolitik und Sozialforschung, dont la création remonte aux années 1960-1970, sont désormais des institutions reconnues par les décideurs.

Hormis les institutions reconnues citées précédemment, qui comptent toutes une équipe d'au moins 20 chercheurs, l'effectif des *think tanks* autrichiens est très modeste, en général d'une dizaine de personnes. Elles entretiennent des contacts très informels avec les décideurs. En effet, tandis qu'aux États-Unis, les conseillers du président sont connus et chaque changement politique donne lieu à des rapports et à des commentaires, les noms des conseillers politiques en Autriche sont relativement tus et le dialogue se fait plutôt en coulisse. Ces contacts reposent parfois sur une certaine amitié entre les conseillers politiques et les décideurs, et pourraient s'expliquer par la petite taille du pays. De plus, l'influence des *think tanks* se heurte aux complexités du système fédéral autrichien. On observe en effet parfois un consensus au niveau fédéral et un blocage au niveau des Länder, dans le cas où ces derniers prennent la décision finale.

Au total, malgré l'apparition récente de certains instituts après l'adhésion de l'Autriche à l'Union et un processus d'élaboration des politiques aujourd'hui plus souple, pluraliste et ouvert aux experts extérieurs, on compte en Autriche un nombre relativement faible de *think tanks* s'occupant des questions européennes. En raison de leur taille et de leur influence, ceux-ci sont néanmoins pris au sérieux par les décideurs comme partenaires dans le processus décisionnel.

Mentionnons au passage un quasi-*think tank* virtuel basé sur Internet, le Sustainable Europe Research Institute, créé en 1999, paneuropéen et dont l'objectif est d'explorer les options de développement durable pour les sociétés européennes (son organisation originale—une société travaillant en réseau sans chercheurs en interne—contribue à diversifier le paysage des organismes de recherche local mais ne répond pas entièrement à nos critères).

## ETATS BALTES

### UNE SOCIETE ET UNE ELITE POLITIQUE EN TRANSITION

Quatre *think tanks* répondent à nos critères en ESTONIE, dont un seul s'intéressant spécifiquement aux questions européennes (Institute for European Studies, rattaché à l'Université Audientes de Tallinn), un second dont l'un des programmes de recherche porte en particulier sur l'intégration européenne et l'élargissement (Estonian Foreign Policy Institute), deux autres qui ne s'intéressent que ponctuellement à certaines politiques européennes (The Estonian Institute for Future Studies, Praxis Center for Policy Studies)<sup>58</sup>.

En LETTONIE, nous avons recensé cinq *think tanks* également : le Centre for European and Transition Studies a une activité exclusivement sur l'Union européenne; trois (Latvian Institute of International Affairs, Institute of Economics - Academy of Science, et le Baltic International Center for Economic Policy Studies - BICEPS) se rangent dans notre seconde catégorie, et le dernier, policy.lv, représente un cas particulier de *think tank* en ligne uniquement, mais serait plutôt à classer dans la seconde catégorie.

En LITUANIE, quatre *think tanks* ont été identifiés : l'Institute for International Relations and Political Science, le Lithuanian Regional Research Institute, le Lithuanian Free Market Institute, l'Institute of Labour and Social Research. Il n'existe en Lituanie aucun *think tank* exclusivement consacré à la question européenne.

Il existe deux types principaux de *think tanks* dans cette région : des centres de recherche sans étudiant, majoritairement composés de personnalités académiques et associés aux universités dont ils reçoivent une partie de leurs fonds tout en restant indépendants (ils sont souvent créés par un petit groupe d'universitaires réunis par un intérêt commun pour une ou des question(s) particulière(s); ces centres ne comptent pas parmi les facultés ou les départements des universités), et des centres indépendants qui se sont spontanément développés dès 1991, parfois à l'initiative d'organes gouvernementaux<sup>59</sup>, ou avec l'aide de diverses fondations, souvent la fondation Soros. Ils se situent généralement entre les centres de recherche sur contrat et la diffusion d'opinion. Tous se revendiquent indépendants, et non affiliés à un quelconque parti politique, même ceux qui leur doivent leur création.

Pour la plupart, ces instituts de recherche ont été créés dans les années 1990, conséquence directe de la chute du bloc soviétique, avec cependant quelques nuances. La Lituanie, forte de sa tradition indépendantiste plus marquée et de son statut de premier état balte émancipé de la tutelle soviétique, a développé tous ses *think tanks* dès le début des années 90, tandis que la Lettonie a attendu 2000, sans doute en raison de sa plus lente adaptation aux critères d'adhésion à l'UE. Mais en moyenne, chacun des trois États a vu se créer au moins un *think tank* en 1991, date officielle de leur indépendance. On remarque néanmoins une forte croissance de leur nombre entre 1995 et 2000, période d'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE à l'échéance 2004.

Les organismes spécialistes de l'Europe effectuent des recherches axées principalement sur l'élargissement de l'UE et l'intégration européenne, par le biais d'une approche générale ou nationale pour des domaines particuliers (questions européennes générales, processus d'intégration dans l'UE pour le pays donné, relations avec les autres pays non membres, comparaison des trois États baltes dans la perspective de leur adhésion à l'UE, etc.) dans le cadre de l'Union élargie. Les autres instituts et centres de recherche se concentrent sur leur sphère d'activité précise (sécurité dans la région de la Mer Baltique, coopération régionale, marché commun, prévisions économiques, perspectives futures, approche sociale, environnementale ou autre) dans la perspective d'une nouvelle législation et de nouvelles normes européennes à intégrer au niveau national. Les priorités de recherche sont largement déterminées par les besoins et exigences spécifiques des programmes de développement nationaux, dans la mesure où nombreux sont ceux qui effectuent des recherches sur contrat, fréquemment commandées par les ministères ou autres institutions officielles.

La taille des *think tanks* baltes, en terme de personnel, oscille entre une dizaine et une quarantaine, suivant les cas. Il n'est pas rare que des membres du gouvernement soient également membres d'instituts de recherche indépendants, souvent au sein des conseils d'administration, plus rarement en tant que chercheurs. En revanche, le potentiel humain reste un défi à relever, dans la mesure où la langue fait souvent barrage et où les équipes de chercheurs manquent parfois de spécialistes sur certaines questions. De plus, les contraintes budgétaires les empêchant souvent d'embaucher le personnel nécessaire, et il n'est pas rare que les chercheurs cumulent les fonctions, même administratives, ce qui nuit à leur capacité de recherche et à l'organisation de ces centres.

Les *think tanks* baltes coopèrent particulièrement avec des institutions scandinaves en général et finlandaises en particulier, coopération basée sur une communauté d'intérêts économiques, politiques et stratégiques due à leur proximité géographique, doublée d'une proximité linguistique et ethnique.

La tradition de financement philanthropique étant encore très peu développée dans les anciens pays communistes, ces organismes sont régulièrement confrontés à des problèmes de pérennité, de manque de fonds de projets de financement à long terme. Ils multiplient souvent les sources de revenus. Les contraintes budgétaires nationales empêchent un financement conséquent de la recherche et les subventions publiques sont parcimonieuses, exception faite des *think tanks* créés à l'initiative des gouvernements, ou des études commandées par des organes gouvernementaux, ministères, le plus souvent. Les autres financements proviennent de fondations ou d'organisation internationales (Fondation Soros, Commission, Banque mondiale, OCDE), voire parfois de gouvernements étrangers (Suède).

Les *think tanks* baltes tendent à viser principalement les décideurs politiques nationaux et tous ont été créés à la même fin : fournir aux gouvernements nationaux l'expertise requise par le nouveau contexte politique et économique résultant de l'après-guerre froide d'une part, et de l'adhésion à l'Union européenne d'autre part. En effet, la période soviétique ayant profondément marqué les mentalités, la situation exigeait un réajustement total dans de nombreux domaines (gouvernance, processus institutionnels, économie de marché, etc.) pour



lequel la classe politique en place manquait réellement d'expérience. Un besoin d'analyse et d'expertise scientifique s'est alors fait ressentir, créant une nouvelle demande pour les *think tanks*.

Cependant, le contexte historique joue un rôle important dans leur développement et influence. Libérés de la tutelle soviétique et de son système politique centralisé et totalitaire depuis seulement une quinzaine d'années, le phénomène de société civile et le processus de consultation et de participation à l'élaboration des politiques nationales est encore très récent pour les gouvernements baltes. Il n'existe pas toujours de circuits institutionnalisés permettant de tels procédés, pas plus qu'il n'existe une réelle tradition - voire volonté du gouvernement de consulter la société civile ni de tenir compte de ses recommandations et/ou attentes. Les *think tanks* financés majoritairement par les fonds publics sont régulièrement confrontés au problème de l'instrumentalisation. Mais cette tendance évolue, et les *think tanks* sont de plus en plus employés comme consultants par le gouvernement, qui de son côté cherche moins à influencer les résultats des recherches de *think tanks* qu'il finance. De la même manière, le phénomène des *think tanks* dans les États baltes est encore tout à fait émergent et se développera certainement davantage à l'avenir.

## **BELGIQUE, PAYS-BAS, LUXEMBOURG**

### **UNE CONTRIBUTION AUX POLITIQUES EUROPEENNES VARIEE ET BIEN ETABLIE**

Les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, qui, sur le plan géographique et historique, sont au coeur du processus de construction européenne, ont à eux trois six *think tanks* avec un intérêt très vif pour les affaires européennes, qui satisfont nos critères. Les Pays-Bas ont toujours été ouverts sur le reste du monde et ont toujours soutenu l'intégration européenne, pour des raisons historiques et géopolitiques. Ce soutien se reflète aujourd'hui dans la force de ses *think tanks* spécialistes de l'Europe et des affaires européennes et internationales plus générales.

Un des quatre *think tanks* néerlandais listés, la Fondation Cicero, est un centre de recherche européen généraliste, tandis que les trois autres ont des domaines de recherche précis sur les relations internationales, la sécurité et la démocratie participative. La Belgique compte deux *think tanks* importants pour notre étude, l'un étant un centre de recherche sur les relations internationales et l'autre se concentrant sur des questions de paix et de sécurité. Le Luxembourg n'a pas de *think tank* correspondant à nos critères, bien que son Institut d'Etudes Internationales et Européennes aient quelques fonctions d'un *think tank*.<sup>60</sup> En général, la majorité des *think tanks* du Benelux et ceux décrits comme influents au niveau européen, comme le prestigieux institut Clingendael, sont situés aux Pays-Bas.

Bien que presque tous soient des organisations indépendantes à but non lucratif, ces *think tanks* brosent un tableau varié.<sup>61</sup> La plupart ne sont pas cependant des Euro-*think tanks* typiques, en raison de leur intérêt spécialisé (ex : l'IRI Europe qui se concentre sur « la pratique de l'initiative et du référendum » en Europe) et de leurs activités (ex : l'institut Clingendael a des activités de formation importantes).<sup>62</sup> Fondés en moyenne il y a plus de 20

ans, la plupart des *think tanks* du Benelux sont bien établis, même si le dernier en date (l'IRI Europe) n'a été créé qu'en 2001. Les grandes organisations ont de nombreux chercheurs permanents (ex : l'institut Clingendael, 25), tandis que les organisations plus petites ont moins de cinq chercheurs (ex : en Belgique, le GRIP, Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité). Plusieurs sont très influents et travaillent activement, notamment l'institut Clingendael, la Fondation Cicero, le Centre for European Security Studies (CESS) et le GRIP, grâce à leur proximité géographique à la fois avec les institutions européennes et leurs gouvernements nationaux. Tous cherchent à s'engager dans le processus décisionnel en amont et aux plus hauts niveaux de l'UE et des décideurs nationaux.

Les *think tanks* du Benelux agissent dans des environnements politiques déjà dotés d'organisations de partis, d'institutions gouvernementales et de centres universitaires influents. En effet, d'autres organisations non retenues ici ont des activités importantes. Elles comprennent la Fondation Alfred Mozer, qui se concentre surtout sur l'Europe de l'Est, et la Netherlands Atlantic Association, qui n'a pas d'équipe de chercheurs interne mais propose un forum utile pour étudier les problèmes concernant les questions de sécurité transatlantique, l'OTAN et la sécurité européenne. Les principaux partis néerlandais ont des fondations qui travaillent de temps à autre sur des questions européennes, comme par exemple les Chrétiens Démocrates, la Fondation Anne Vondeling des Socialistes, la Fondation Telders des Libéraux et le 66's Scientific Institute des Démocrates.

Le Netherlands Scientific Council for Government Policy (WRR), "*think tank* indépendant du gouvernement néerlandais", écrit parfois sur les affaires européennes. L'IEAP, l'Institut Européen d'Administration Publique est une organisation importante. Sa principale mission n'est pas de mener des recherches et il est lié aux institutions européennes, mais il a néanmoins une production en recherche très conséquente.<sup>63</sup> La Fondation Culturelle Européenne mène par intermittence des recherches stratégiques influentes sur des questions liées à la culture européenne, notamment il y a peu pour la présidence néerlandaise de l'UE.<sup>64</sup> En Belgique, le GEPE (Groupe d'Etudes Politiques Européennes), fédération de centres universitaires, ainsi que l'ULB et la KUL (les universités de Bruxelles et de Louvain) viennent compléter le secteur des *think tanks* belges indépendants sur l'UE.

## CHYPRE

### UN PHENOMENE EN DEVELOPPEMENT CERTAIN ET UNE DEMANDE IMPORTANTE

Dans le cadre de cette étude, Chypre compte trois *think tanks*, dont un se consacre exclusivement à l'Europe (European Institute of Cyprus), et deux comportent au moins un programme conséquent sur l'Union (The Research and Development Center - Intercollege, et Civilitas Research). L'activité de recherche sur l'Europe est donc très dynamique, proportionnellement à la taille et à la population de l'île. En effet, l'héritage historique de Chypre en fait une société hautement informée et politisée, au fait des questions et enjeux nationaux et régionaux. Cependant, l'étude portant uniquement sur les pays membres de

l'Union européenne, il faut noter que seuls les *think tanks* localisés dans la partie grecque de Chypre ont été comptabilisés.

Ces trois organisations ont été créées dans la seconde moitié des années 1990, en amont des négociations d'adhésion qui se sont officiellement ouvertes en novembre 1998. Leurs centres d'intérêt gravitent beaucoup autour de la question de la partition de Chypre, surtout à la lumière de l'adhésion de la partie grecque à l'Union européenne; en effet, la mauvaise situation économique de la partie turque de l'île contraste avec le décollage économique de la partie grecque, ce qui ne contribue pas à l'amélioration du climat politique à Chypre (alors que une semaine avant l'adhésion de Chypre à l'UE en mai 2004 65 pour cent des électeurs turcs ont approuvé par référendum le plan Annan de réunification, 75 pour cent des électeurs grecs de l'île l'ont rejeté).

Les trois types majeurs de *think tanks* sont présents à Chypre : centres de recherche indépendants, l'un est de type institution universitaire et est associé à Intercollege (l'université la plus reconnue de Chypre), un autre a été créé sur une initiative commune de la République de Chypre et de l'UE (European Institute of Cyprus), et enfin le dernier est le produit de l'initiative privée de ses fondateurs (Civilitas Research). Ils fournissent des analyses économiques, politiques et sociales de qualité aux décideurs nationaux et européens, tant au niveau des relations entre Chypre et la région méditerranée, qu'au niveau de sa politique envers l'UE. L'activité de conseil est développée, pour des institutions publiques et des organismes privés, parfois même prestigieux, comme c'est le cas de Civilitas Research (qui a comme clients les Nations Unies, le Romanian Foreign Ministry, l'Economist Intelligence Unit, McKinsey & Co., British American Tobacco, Lukoil, BBC World et la Barclays Bank). La particularité de la question chypriote, ainsi que la situation géographique de l'île au carrefour de plusieurs civilisations, font des *think tanks* de Chypre des interlocuteurs privilégiés.

De taille respectable (entre 15 et 50 employés permanents), ils disposent de sources de financement essentiellement privées ou générées par leurs propres activités. Le gouvernement chypriote et la Commission européenne financent massivement le European Institute of Cyprus, qui espère pouvoir élargir le champ de ses ressources financières dans les années à venir. Tous bénéficient donc d'une grande indépendance d'esprit et de recherche, dans la mesure où les deux premiers ne dépendent d'aucun donateur en particulier, et où le troisième, à vocation didactique, se doit de par sa mission d'être le plus objectif et impartial possible.

## DANEMARK

### LE MYSTERE DES *THINK TANKS* QUI DISPARAISSENT

Seul un *think tank* danois a été retenu dans notre étude des Euro-*think tanks* : le Danish Institute for International Studies (DIIS), qui, selon notre définition, n'est pas « spécialiste de l'Europe ».

Le DIIS a été constitué en janvier 2003 à la suite de la fusion controversée, par le gouvernement danois en 2002, de quatre instituts internationaux existants : le Danish Institute of International Affairs (DUPI), le Copenhagen Peace Research Institute (COPRI), le Danish Centre for Genocide and Holocaust Studies, and le Centre for Development Studies (le DIIS constitue désormais la moitié du Danish Center for International Studies and Human Rights).<sup>65</sup> Cette fusion a déclenché une controverse au Danemark car elle a été considérée comme une attaque politique par le nouveau gouvernement de droite contre ceux qu'on appelle les "taste judges", qui dirigeaient ces instituts et avaient auparavant critiqué la politique du gouvernement sur divers sujets, dont la politique d'asile et le conflit au Kosovo. Cependant, il s'agissait également sans doute d'une tentative du nouveau gouvernement de réduire les coûts liés au secteur de la recherche financée par l'État (les conséquences de cette fusion sur la scène des Euro-*think tanks* au Danemark seront évoquées plus loin).

Le DIIS est un institut de recherche propre au secteur et financé par l'État. Il ressemble aux autres instituts qui existent au Danemark, comme le National Institute of Social Research (SFI). Environ deux-tiers de son budget de 58 millions de DKK proviennent du Ministère des Affaires étrangères et l'autre tiers de différents ministères du gouvernement, ou de la Commission européenne pour certains projets. Il comporte cinq départements de recherche principaux, dont l'un traite de la politique européenne. 14 des 78 chercheurs du DIIS travaillent pour ce département. Son travail actuel sur l'UE comprend les thèmes suivants : l'UE en tant qu'acteur international ; la relation entre le Danemark et l'UE ; les évolutions du système international après le 11 septembre et ses conséquences pour l'UE. Le DIIS organise en moyenne environ 75 séminaires et conférences par an.

Nous ne sommes pas parvenus à interviewer le responsable du département européen du DIIS, il est donc difficile d'évaluer l'influence qu'il a actuellement sur l'élaboration des politiques danoises. Cependant, l'ancien directeur du DUPI nous a déclaré que le DIIS est encore dans un processus de réajustement à la suite de la fusion, et que son influence est par conséquent diminuée. Il nous a indiqué que très peu de recherches sont actuellement menées par le département, et que depuis la fusion, le parlement danois n'a officiellement demandé aucun rapport au DIIS sur des questions européennes (comme cela s'était auparavant produit pour le DUPI, au sujet, par exemple, de l'option de non-participation - « opt-out » - à la monnaie unique du Danemark).

Un certain nombre de facteurs explique le faible nombre de *think tanks* travaillant sur des questions européennes au Danemark :

LE MANQUE DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES POUR SOUTENIR LE TRAVAIL DES *THINK TANKS* : actuellement, les fonds publics pour les activités des *think tanks* au Danemark sont limités, ce qui signifie que les nouveaux *think tanks* doivent chercher ailleurs un financement éventuel. En effet, il n'y a pas de véritable tradition de financement des *think tanks* par le secteur privé au Danemark. Libertas, *think tank* libéral, et CEPOS, *think tank* récemment créé également à droite sur le plan politique, sont les deux seuls *think tanks* que nous avons trouvés à être financés par le secteur privé). Par conséquent, une « ossification » des structures de *think tank* a sans doute eu lieu, où les instituts de recherche liés au gouvernement ont monopolisé à la fois l'espace de la recherche et le financement du gouvernement dans leur secteur particulier (ex : le DIIS pour les affaires internationales, le SFI pour la politique sociale). Ainsi, un nombre relativement faible de nouveaux *think tanks* peuvent se créer en raison du manque d'autres mécanismes de financement.<sup>66</sup>

L'EFFET PROLONGE DE LA FUSION DE 2002 : cela a réduit de façon considérable le nombre de *think tanks* travaillant sur des questions stratégiques européennes ou internationales. Par exemple, le Centre for Development Studies et COPRI avaient exécuté auparavant un travail important sur l'Europe dans leur secteur respectif avant la fusion. Une grande partie de cette expertise et de cette recherche a donc été perdue, et il faudra du temps au DIIS pour atteindre de nouveau un tel niveau de travail.<sup>67</sup>

LA CONCURRENCE DU SECTEUR UNIVERSITAIRE : il existe au Danemark un certain nombre de centres universitaires avec un intérêt pour la politique européenne. Un exemple important est le Centre for European Studies de l'université du sud du Danemark. Le Centre, en plus de son programme de Master, fait également de la recherche semblable à celle menée par les *think tanks* (ex : documents de travail) et destinée à un même public (ex : le grand public, les entreprises et les décideurs). De telles activités constituent un défi pour tout *think tank* de style universitaire spécialiste de l'Europe, qui chercherait à s'établir au Danemark à l'avenir. Un autre exemple est EPRU, un groupe de recherche universitaire (mais pas un *think tank* selon nos critères). Fondé en 1991 par un groupe d'économistes danois de la Copenhagen Business School et de l'université de Copenhague, l'EPRU mène des recherches sur des questions de politique macroéconomique internationale. L'une des raisons de sa création est l'évolution de l'économie internationale en cours à cette époque, ainsi que l'intégration économique croissante de l'Europe. Beaucoup de ses activités sont importantes pour les décideurs européens.<sup>68</sup>

## ESPAGNE

### DES *THINK TANKS* RECENTS, UN SECTEUR EN EVOLUTION

Le paysage des *think tanks* de la Péninsule ibérique, comme cela est également le cas au Portugal, est relativement récent et peu développé en Espagne. Les représentants de *think tanks* que nous avons interviewés ont confirmé cette situation, et ont souvent mentionné ce manque comme l'une des principales raisons de création de leurs propres instituts. Cependant, certaines indications issues d'interviews d'observateurs du secteur portent à croire

que les choses évoluent malgré de sévères contraintes et que beaucoup de *think tanks* espagnols cherchent à innover.

Sept instituts de recherche indépendants, comportant un programme de recherche conséquent sur l'Europe, ont été identifiés en Espagne. Cinq sont basés dans la capitale, à Madrid, et deux sont à Barcelone. Aucun n'est spécialiste de l'UE, l'Union ne représentant qu'un aspect de la recherche s'inscrivant dans un complexe plus vaste de sujets internationaux. Une des caractéristiques commune est l'attention particulière portée aux intérêts espagnols au sein de l'UE. La majorité des *think tanks* considérés ici sont organisés en associations privées à but non lucratif, à l'exception du IEMED (Institut européen pour la Méditerranée), un consortium d'acteurs à la fois publics et privés. Néanmoins, la plupart d'entre eux reçoivent des fonds publics substantiels, aussi bien au niveau régional et national que communautaire. L'institut Elcano, qui limite sa part de contributions publiques à 15 %, est un cas particulier.

Tous les *think tanks* étudiés ont été créés après 1978, peu après la mort de Franco et l'adoption d'une nouvelle Constitution démocratique. Bon nombre d'entre eux sont donc récents et ont été fondés entre 1989 et 2001. La plupart des *think tanks* ont été créés afin d'encourager un débat public sur des questions de portée internationale ou européenne et sur l'intégration toujours plus poussée de l'Espagne à l'UE, et évaluent d'ailleurs très positivement ce processus. Leurs ressources sont en général relativement limitées. Le nombre de leur personnel oscille entre 15 et 20, universitaires et employés administratifs inclus. L'institut Elcano fait là encore exception avec plus de 40 employés réguliers et son vaste réseau de collaborateurs externes.

En terme d'audience, tous les *think tanks* étudiés cherchent à toucher l'opinion publique en général, via un large échantillon de publications. Certains ciblent la communauté universitaire (CIDOB), tandis que d'autres aspirent clairement à plutôt influencer la communauté des décideurs politiques (IPAE, IEMED, Elcano). De plus, un tiers d'entre eux affichent ouvertement une orientation politique définie, et travaillent donc de manière plus rapprochée avec certains groupes politiques (Fundación FAES and Fundación Pablo Iglesias). Tous les organismes étudiés effectuent des recherches et publient leurs résultats. Presque tous organisent des événements publics, tels que conférences et séminaires. Deux d'entre eux proposent régulièrement des programmes d'éducation, principalement sous forme d'études de troisième cycle (FOG, CIDOB), tandis que d'autres (IPAE, IEMED, Elcano) mettent l'accent sur les séminaires monographiques et le contact direct avec les décideurs. Suivant les catégories de McGann et Weaver, deux sont des « *think tanks* académiques/universités sans étudiants »; trois se situent à mi-chemin entre les *think tanks* académiques et militants; deux se consacrent à la recherche sur contrat dans le cadre d'une coopération avec les autorités publiques; les deux restants sont typiques des « *think tanks* de partis », associés au Parti Populaire (PP) et au Parti Socialiste (PSOE).

Enfin, il est important de mentionner l'existence d'organisations espagnoles qui ont des activités semblables à celles des *think tanks* et qui exercent une influence significative. Certains départements d'universités développent d'importantes activités de recherche sur l'UE

comme la Fundación Ortega y Gasset (une association privée à but non lucratif et fondation culturelle renommée, ayant ouvert d'autres bureaux en Espagne et à l'étranger et effectuant des recherches sur le droit, l'économie et le commerce européens), l'IDEE (Institut d'études européennes de l'Université de San Pablo CEU), l'UNISCI (Unité de recherche sur la sécurité et la coopération internationale de l'Université Complutense de Madrid) et l'IUEE (Institut universitaire d'études européennes de l'Université Autonome de Barcelone). Deux fondations bancaires (BBVA et La Caixa) jouissent d'une influence non négligeable sur la communauté scientifique du pays. Elles n'effectuent aucune recherche en interne, mais sponsorisent d'autres instituts, proposent des bourses d'études et font la promotion des publications. Elles organisent des activités purement désintéressées, orientées vers la recherche et le développement. Elles utilisent leurs propres ressources financières et ne dépendent donc d'aucune institution publique ni d'aucun parti politique. Bien qu'il contribue à la recherche dans les domaines du droit et de la politique européenne appliqués à l'environnement, l'IPAE (Instituto para la Política Ambiental European) a également été exclu car il ne possède pas de site Internet.

## FINLANDE

### UNE APPROCHE MODERNE, DES PERSPECTIVES VARIEES

En 1997, neuf *think tanks*, tous domaines confondus, avaient été recensés en Finlande (McGann, Weaver, 2000). Trois d'entre eux étaient des centres de recherche affiliés à des partis politiques (K.J. Stahlberg Foundation, Labor Institute for Economic Research, National Coalition Institute). Aujourd'hui, six (dont cinq nouveaux) s'intéressent aux questions européennes, de près (Pan-European Institute, Finnish Institute of International Affairs, The Research Institute for the Finnish Economy - ETLA) ou de loin (EVA - Finnish Business and Policy Forum, Pellervo Economic Research Centre - PTT, Labor Institute for Economic Research).

La tradition des *think tanks* en Finlande est relativement ancienne, dans la mesure où parmi les neufs mentionnés, un avait été créé avant 1945 et six entre 1945 et 1974. Pour ce qui est de ceux qui font partie de notre champ d'étude, cinq sur six remontent aux années 1960-70. Le plus récent (Pan European Institute) s'intéresse plus spécifiquement aux questions européennes, mais plutôt dans une perspective d'Europe en tant que continent, englobant naturellement l'UE, et mettant l'accent plus particulièrement sur la partie orientale de l'Union (nouveaux États membres) et ses pays voisins, surtout la Russie. Cette dernière fait d'ailleurs l'objet de programmes de recherche et d'études dans la majorité des *think tanks* finlandais, souvent dans le cadre de la Dimension Septentrionale ("Northern Dimension") ou de ses relations avec l'UE.

Trois différents types de *think tanks* sont représentés : des instituts universitaires (Pan-European Institute), des organismes privés totalement autonomes, avec un angle d'étude de la question européenne bien défini (contexte international, commerce, économie, agriculture/bois, secteur alimentaire) et un *think tank* affilié au parti politique social-

démocrate (Labor Institute for Economic Research-PSTL) qui a pour mission de proposer son expertise, principalement économique, aux décideurs politiques finnois. Les publics visés varient donc beaucoup suivant la nature de leur recherche; ils ont naturellement vocation à proposer leurs analyses aux décideurs, mais cela ne représente qu'une petite partie de leurs activités. Ils sont également très engagés dans l'information au public, le conseil d'entreprises privées, la recherche sur certaines questions spécifiques et notamment dans le cadre d'activités de prévisions économiques pour le pays (PTT, EVA, ETLA).

Leurs sources de financement dépendent elles aussi de leur public : les instituts universitaires reçoivent essentiellement des subventions publiques ou une partie des fonds alloués à l'université dont ils dépendent, tandis que d'autres centres plus spécialisés bénéficient plutôt de fonds alloués par des coopératives et syndicats propres à leur secteur d'activité. Le Ministère de l'Éducation de Finlande reste néanmoins l'institution gouvernementale qui finance le plus activement et régulièrement les centres finnois.

Cette approche moderne et spécifique de l'étude des questions européennes, ainsi que le relatif effacement du gouvernement finnois à financer les groupes de recherche, témoignent de la modernité et de la forte politisation de la société finnoise qui fait montre d'un droit de regard et de cité bien établi sur les questions de politique nationale (80.2% de participation aux élections présidentielles de 2000), tous secteurs confondus. Cependant, la recherche indépendante dans la sphère politique a longtemps été dominée dans les pays nordiques par des *think tanks* institutionnels, établis après la seconde guerre mondiale par des législations parlementaires et principalement financés par l'État. Ils étaient chargés par la loi de fournir une recherche objective et non partisane dans leur domaine d'expertise, sans que l'État interfère dans leurs activités. C'est notamment le cas du Finnish Institute of International Affairs.

La Finlande ayant adhéré officiellement à l'Union européenne en janvier 1995 avec une candidature approuvée par referendum à 57% de suffrages favorables, les *think tanks* finnois auraient plutôt tendance à être europhiles.<sup>69</sup> Notons enfin que, selon les responsables interrogés, le contexte de représentation proportionnelle dans lequel ils évoluent leur permettrait d'être le plus objectif possible : gouvernement de coalition droite-gauche allant des communistes aux conservateurs en 1999, une coalition gouvernementale groupant sociaux-démocrates, conservateurs et Verts aux élections législatives de 2000, le Parti du centre, vainqueur des élections législatives en 2003, rassemblant centristes, sociaux-démocrates et un parti représentant la minorité suédoise. Tous les partis étant représentés, aucune tendance politique auxquels les *think tanks* seraient forcés de se soumettre ne domine.

Notons de même que la volonté d'entente du gouvernement finlandais avec les États voisins, incarnée de 1956 à 1981 par Urho Kaleva Kekkonen et qui remonte à l'après-guerre ne se dément pas. La clef de voûte de la politique étrangère finlandaise a d'ailleurs toujours été le maintien d'une stricte neutralité et de bonnes relations avec l'URSS. Dès 1991, la Finlande a commencé à développer ses relations avec les anciennes républiques soviétiques. Aujourd'hui,



cette volonté se reflète notamment par la quantité de programmes de recherche sur certains aspects de collaboration régionale, en particulier avec les États baltes.

## FRANCE

### FACE A UNE NOUVELLE REVOLUTION ?

Actuellement, seules sept organisations françaises peuvent être considérées comme des *think tanks* avec un intérêt prononcé pour des questions stratégiques sur l'Europe, selon les critères de cette étude. Cinq sont des *think tanks* spécialistes de l'Europe : Confrontations Europe, qui cherche à créer de nouvelles idées plus « contradictoires » sur l'Europe en réunissant des représentants de différents secteurs ; Europe 2020, qui cherche à encourager le développement de la démocratie par des études prospectives ; la Fondation Robert Schuman qui se bat pour la réunification du continent européen ; et Notre Europe, qui agit dans « l'esprit d'une Union plus étroite de l'Europe comportant une défense commune, une monnaie commune, respectant l'acquis communautaire et reposant sur des politiques communes qui favorisent le plein emploi, la compétitivité et la solidarité. » L'Institut d'Etudes de sécurité de l'Union européenne (IES) est un cas limite car il s'agit d'une agence européenne autonome spécialiste des questions de sécurité.<sup>70</sup> Les deux derniers sont des instituts d'affaires internationales qui ont des programmes importants consacrés à l'Europe : l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), avec des domaines de recherche variés, et la Fondation pour la Recherche stratégique (FRS), qui se concentre plus sur les questions militaires et de défense. De nombreuses autres organisations en-dehors des sept mentionnées jouent un rôle semblable en termes de recherche et de planification des politiques sur les affaires européennes. La France va également accueillir un nouvel Euro-*think tank* généraliste à l'automne 2004.

Presque tous les *think tanks* français sur l'Europe sont établis en tant qu'associations à but non lucratif, sous un statut général français flexible datant de 1901, sauf pour deux d'entre eux : l'un est une fondation et l'autre une agence européenne. Ils sont tous situés à Paris. La plupart sont très dépendants des fonds publics, européens mais également français. Hormis l'IFRI, qui a récemment connu une réduction de son financement public mais est une grande organisation bien établie, peu ont réussi à développer des sources de financement privés durables. Malgré l'investissement intellectuel de longue date de la France dans le processus de construction européenne, les sept organisations mentionnées sont très récentes. Hormis de nouveau l'IFRI, qui a célébré il y a peu son 25ème anniversaire et est considéré comme l'un des premiers *think tanks* français créés sur le modèle anglo-américain, la création des six autres ne date, en moyenne, que de neuf ans.<sup>71</sup> Les « boîtes à idées » françaises ont également tendance à être relativement petites par leur taille. Les équipes de recherche internes travaillant sur des questions européennes comptent généralement moins de dix chercheurs et les budgets sont assez limités. La France ne compte pas de *think tanks* eurosceptiques. Près de la moitié recommandent en fait plus d'intégration européenne et d'engagement des citoyens dans les affaires européennes, comme cela sera le cas pour

Europhilia, qui doit être créée plus tard cette année. Les autres *think tanks* sont plus de nature universitaire.

L'impact de la France sur la scène européenne est considéré comme insuffisant, comme l'a récemment souligné le député français Jacques Loch (2004), la Représentation permanente de la France auprès de l'UE (Féat, 2004) et le Ministre des Affaires étrangères Michel Barnier (août 2004). Les *think tanks* français publient trop souvent en français, et pas systématiquement en anglais ou d'autres langues de l'UE. Ils ont tissé des liens très étroits avec leurs interlocuteurs dans les institutions françaises et européennes et ont des programmes de travail solides avec des instituts allemands, mais ont encore des difficultés à aller au-delà de leurs réseaux d'influence traditionnels. Ils ne sont pas très visibles dans les médias européens. Un *think tank*, Confrontations Europe, a un bureau permanent à Bruxelles (depuis mai de cette année), un autre, la Fondation Robert Schuman suivra l'exemple de Confrontations en 2005. Ce manque de visibilité et de présence sur le terrain explique, selon la Représentation permanente de la France, pourquoi les *think tanks* français ne peuvent pas tester et diffuser leurs idées de façon aussi efficace que leurs collègues allemands ou anglais, même si les sept *think tanks* mentionnés qui se consacrent aux affaires européennes représentent une part importante des 70 *think tanks* identifiés en tout par McGann et Weaver en 2000.

Cependant, la "diplomatie intellectuelle" de la France repose également sur un nombre important d'organisations actives, qui contribuent de façon conséquente aux efforts français de recherche et de communication sur les politiques européennes :

- Des organismes institutionnels du gouvernement et de l'UE comme le « Centre d'Analyse et de Prévision », le *think tank* officiel interne au Ministère des Affaires étrangères.
- Des quasi-*think tanks* / forums de débat récents, comme A Gauche, en Europe et Europartenaires, qui sont très actifs au niveau de la formation et de la diffusion d'idées au niveau européen, mais n'ont pas d'équipe de recherche interne.
- Des centres universitaires actifs et influents qui traitent régulièrement des affaires européennes, comme le Centre d'Etudes des Relations Internationales (CERI), le Centre Interdisciplinaire de Recherches sur la Paix et d'Etudes Stratégiques (CIRPES), le Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII); et l'Institut de l'Europe, situé à l'école de commerce française HEC et dirigé par l'ancien Ministre des Affaires européennes (devenue professeur) Noëlle Lenoir. Ces centres universitaires sont de plus en plus engagés, comme nous le verrons dans la Section 4.1.
- Beaucoup d'associations, soit pro-européennes, comme l'Association Jean Monnet ; l'Association Française d'Etudes pour l'Union Européenne; et Europe et Sociétés ; soit beaucoup plus critiques, comme le groupe contre le commerce mondial Attac.
- Des fondations : la Fondation Jean Jaurès par exemple, bien qu'elle ne se consacre pas à l'Europe, donne souvent une dimension européenne à ses études.

- D'autres *think tanks* plus généralistes, comme Polemia, l'Institut Montaigne et Prométhée (branche française d'un *think tank* international), s'intéressent à des questions européennes, et ce de plus en plus. Ils n'ont pas été retenus car l'Europe n'est pas un sujet de recherche explicite. Deux *think tanks* dans les domaines des relations internationales et des études stratégiques, hormis l'IFRI et le FRS, produisent de la recherche stratégique solide liée aux affaires européennes : l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques), et l'Institut Choiseul.<sup>72</sup>

Il apparaît clairement que, lorsqu'on les réunit, ces différents organismes de recherche complémentaires compensent nettement la pénurie relative d'Euro *think tanks* français. D'un autre côté, le fait que tant de structures, notamment les cabinets ministériels, les clubs politiques, les instituts de recherche nationaux et les groupes de recherche en politique jouent un rôle semblable aux *think tanks* dans le paysage politique français, empêche aussi l'émergence de centres de recherche puissants, selon Fieschi et Gaffney (dans Stone, Denham, Garnett, 1998). En général, on reconnaît que la France n'a pas une forte culture des *think tanks*. Gadault (2004) établit un lien entre cette situation et le sous-investissement général dans la recherche en France. Selon un professeur français d'affaires européennes, les autorités publiques françaises, traditionnellement très centralisées, ne sont également pas ouvertes à des contributions extérieures. Il prétend « qu'en France, tout le monde croit qu'il ou elle a toutes les réponses. Bercy (le Ministère des Finances) a son propre *think tank*, et ils n'ont confiance que dans ce qu'ils produisent en interne. Certains pays sont plus ouverts (...), leurs bureaucraties ont tendance à moins penser qu'ils n'ont pas besoin de soutien extérieur. » Un autre chercheur ajoute qu'il s'agit « d'un problème culturel des élites françaises. »

On peut néanmoins observer des signes encourageants indiquant que cette culture évolue. « Nous comprenons vite le problème, même s'il faut beaucoup de temps pour trouver la solution, » observe un responsable français. Les décideurs réalisent de plus en plus l'importance de l'Europe, et de jeunes générations d'étudiants et de dirigeants du secteur privé trouvent actuellement leur place sur la scène européenne et internationale.

## GRECE

### DES *THINK TANKS* PERTINENTS, A LA HAUTEUR DES ENJEUX NATIONAUX, REGIONAUX ET EUROPEENS

Selon la dernière étude en date, il existait 16 *think tanks* en Grèce, tous domaines confondus (McGann & Weaver, 2000). La tradition des *think tanks* y est d'ailleurs ancienne, puisque les premiers identifiés comme tels ont été créés entre 1945 et 1974. La chute du régime militaire de 1967-73, puis l'accession à l'Union européenne en 1981 ont stimulé leur développement. Les principaux domaines d'investigation des *think tanks* grecs s'intéressant à l'Europe concernent les perspectives d'avenir du pays en tant que membre de l'UE, ainsi que ses relations avec la Turquie et la future "communauté hellénistique"<sup>73</sup> (McGann, Weaver, 2000). Même si certains *think tanks* reçoivent des subventions publiques, la recherche indépendante pour la sphère politique demeure relativement peu développée mais est en plein essor. L'état

actuel des *think tanks* en Grèce peut être considéré comme la "première vague" du stade de leur développement, avec la création d'instituts de recherche de type académique d'orientation non partisane. D'autres *think tanks* sont affiliés à des partis politiques, comme l'Institute of Strategic and Development Studies - Andreas Papandreou (créé en 1995, socialiste).

Aujourd'hui, huit *think tanks* "européens" ont été recensés en Grèce : trois s'intéressent exclusivement aux questions européennes (Hellenic Center for European Studies - EKEM, Greek Center of European Studies and Research - EKEME, Hellenic Foundation for European and Foreign Policy - Eliamep), trois autres se concentrent plus particulièrement sur les questions internationales et européennes d'ordre économique ou judiciaire (Institute for International Economic Relations, Centre for European Constitutional Law-CECL, Center for International and European Economic Law - CIEEL), et deux enfin ciblent des questions beaucoup plus précises comme le libre marché, intégrant parfois la dimension européenne (Research Institute for European and American Studies - RIEAS, Society for Social and Economic Studies - EKOME).

Les trois plus "européens" ont été créés dans les années 1980 pour combler le manque d'expertise sur les questions européennes et pour répondre à un besoin de centres de recherche indépendants (ELIAMEP). En effet, PASOK, un des partis dominants de la vie politique en Grèce (au pouvoir de 1981 à 1989 et de 1993 à 2004) a toujours attaché une importance primordiale à l'intégration européenne de la Grèce et au respect des critères de convergence définis par le traité de Maastricht. De plus, au moment de la candidature grecque à l'adhésion, la teneur du débat public était souvent manichéenne, et se partageait essentiellement entre pro- et anti-intégration, n'accordant que peu de considération aux vraies questions que soulevait l'adhésion.

Ces centres axent principalement leur recherche sur l'élargissement de l'Union et le processus d'intégration européenne (application du droit communautaire par les administrations publiques, l'impact de l'élargissement, etc.). Non retenue pour faire partie du premier groupe de pays adhérant à l'Union économique et monétaire (UEM) en 1999, la Grèce a ratifié le traité d'Amsterdam courant 1999. Afin de satisfaire aux critères de convergence définis par le traité de Maastricht, le gouvernement avait alors lancé un vaste plan d'austérité au début de l'année 1998 : relance des privatisations, réduction des dépenses publiques, réforme du système de protection sociale, ainsi qu'une plus grande flexibilité du travail. En dépit de la contestation qu'ont suscité ces mesures, Costas Simitis (leader du PASOK depuis 1996) avait poursuivi son plan de convergence européen qui lui a permis de faire, en mars 2000, une demande officielle de candidature à l'UEM. Dans ce contexte, l'objectif des euro-*think tanks* grecs était, et demeure, de proposer une évaluation rationnelle des perspectives d'avenir pour la Grèce au sein de l'UE, de répondre aux besoins et intérêts spécifiques des décideurs politiques et de participer à l'élaboration et à la formulation des politiques nationales.

EKEME et Eliamep sont des centres indépendants, tandis qu'EKEM opère sous la supervision institutionnelle du Ministère des Affaires étrangères et en reçoit régulièrement des subventions; il n'est donc que semi-indépendant, mais si les priorités de recherche sont

définies par le Ministère, il n'interfère pas, en théorie, dans la conduite et le résultat des travaux.

De type "recherche sur contrat" la plupart du temps, les autres organismes vivent par ailleurs de subventions communautaires ou internationales, mais aussi des dons de leurs membres (EKEME) et de la vente de leurs publications (Eliamep). Les subventions nationales ne s'effectuent que ponctuellement, dans le cadre d'activités de conseil commandées par divers ministères (Affaires étrangères et Défense principalement). Marquées par une histoire jalonnée d'instabilité et de renversements politiques, il est logique et légitime que ces institutions recherchent un degré d'indépendance maximum vis-à-vis de leur gouvernement.

La position géographique de la Grèce la situe à un carrefour de civilisations et d'enjeux stratégiques (OTAN, question Chypriote, Turquie, Balkans), théâtre de nombreuses luttes d'influence. De plus, malgré une tentative de rapprochement avec la Turquie en 1997, les dissensions restent toutefois importantes, les Turcs accusant la Grèce non seulement de bloquer toute négociation avec l'Union européenne (UE) en vue de leur intégration, mais aussi d'avoir favorisé l'adhésion à l'UE de Chypre sans que soit au préalable trouvé un statut pour la partie nord de l'île aux mains des Chypriotes turcs. Cela pourrait en partie expliquer la prolifération de centres d'études judiciaires, économiques et stratégiques (CECL, CIEEL, RIEAS, EKOME), qui représentent des préoccupations primordiales pour la Grèce.

## HONGRIE

### DE LA DEPENDANCE ENVERS L'ETRANGER AU MARCHÉ EUROPEEN : UN PAYSAGE ATYPIQUE POUR UNE POSITION NOUVELLE DE LEADER

Nous avons identifié cinq *think tanks* « avec un intérêt pour l'Europe » en Hongrie, qui ont actuellement des activités de recherche importantes sur l'Europe, surtout sous un angle économique. Deux d'entre eux ont été créés avant 1989 : l'Institut d'Economie (1954) de l'Académie des Sciences hongroise et le prestigieux Institut d'Economie mondiale (1973) de l'Académie des Sciences hongroise, alors centre de propagation de l'idéologie soviétique. Trois sont des centres de recherche indépendants bien plus récents (créés dans les années 1990). L'ICEG European Center (centre de recherche et de réseaux) a été créé en 1998, le Centre d'analyse politique de la Fondation Századvég en 1996, et la Fondation for a Market Economy en 1992.

Tous les cinq se concentrent sur des questions économiques aux niveaux national, régional ou international : les développements économiques de l'Europe centrale et orientale, dont tous les problèmes liés à l'adhésion à l'UE et la transition économique, l'analyse de l'économie de marché contemporaine et la transformation de l'économie hongroise, soulignant les tendances et facteurs derrière les développements économiques régionaux et mondiaux, et leur impact actuel et futur sur l'économie hongroise, etc. Quant à la recherche portant sur l'UE, elle se concentre sur l'intégration européenne, le processus d'élargissement et l'UEM, dans le contexte des relations politiques et économiques de la Hongrie avec l'UE et les états voisins.

L'ICEG, la Fondation Századvég et la Foundation for a Market Economy sont de petites organisations à personnel limité (6-7), alors que les deux *think tanks* universitaires ont des équipes de recherche beaucoup plus grandes (une moyenne de 38 chercheurs en interne), et ce en raison de leur statut d'instituts de recherche universitaire ou sous contrat. En effet, 45% à 55% des organisations liées aux deux Académies des Sciences hongroises obtiennent leur financement des institutions étatiques, tandis que les trois autres *think tanks* dépendent de la recherche sous contrat et de financement de projets, ce qui implique un budget beaucoup plus instable, entraînant souvent de plus petites structures.

Les *think tanks* en Hongrie ont souvent été créés sous le régime précédent. Aujourd'hui, la plupart des *think tanks* hongrois sont toujours financés par des parts budgétaires directs ou des contrats de services. Ils ont aussi été les premiers bénéficiaires des subventions du programme PHARE de l'Union européenne. Cependant, l'Occident a de plus en plus cherché à financer des *think tanks* indépendants des institutions gouvernementales, ce qui s'est révélé plus difficile à trouver en Hongrie que dans tous les autres pays de la région, puisque le financement de l'Etat continue d'être une source financière essentielle. En effet, la plupart des penseurs influents sont restés dans des organisations financées par l'Etat au lieu de créer leurs propres *think tanks* indépendants et à but non lucratif. Aujourd'hui, la majeure partie des *think tanks* hongrois non associés aux institutions gouvernementales exercent des formes d'activités à but lucratif, la recherche sous contrat et le conseil étant devenus une part essentielle de leur travail (Kimball, dans McGann & Weaver, 2000). Les *think tanks* hongrois, qui se sont assurés des fonds substantiels d'Europe occidentale et des Etats-Unis ces dernières années, pourrait être touchés par le retrait du soutien occidental. En fait, selon Kimball, « les forces du marché vont sans doute réduire le champ, mais les activités de conseil qui se sont développées dans les années 1990 garantiront la survie des organisations les plus avancées. »

Le développement important des *think tanks* hongrois « avec un intérêt pour l'Europe » dans les années 1990 vient probablement du fait que la Hongrie a été le premier pays d'Europe centrale à rejoindre le Conseil de l'Europe (en 1990), ainsi que le premier pays d'Europe centrale à demander d'adhérer à l'UE. Ils ont ensuite bénéficié du fait que la Hongrie a joué un rôle majeur en termes de recherche tournée vers l'UE pour toute la région, d'autant plus qu'elle avait été choisie par le sommet de l'OTAN de juillet 1997 pour adhérer à l'Alliance en 1999. De plus, le socialiste Peter Medgyessy, alors Premier ministre en 2002, a fait de l'adhésion de la Hongrie à l'UE son principal objectif. A cet égard, il a réussi, car la Commission européenne a accordé à la Hongrie en 2002 le statut de pays le plus avancé en termes de réformes. Elle a également invité la Hongrie à adhérer à l'Union en 2004. 83,76% des Hongrois ont approuvé l'adhésion de leur pays à l'UE lors du référendum d'avril 2003. Une étude plus détaillée pourrait montrer le rôle que les *think tanks* hongrois ont joué dans le processus d'adhésion.<sup>74</sup>

## IRLANDE

### UN PAYS QUI RATTRAPE SON RETARD PEU A PEU ?

Deux *think tanks* en Irlande ont été retenus dans notre étude : l'Institute of European Affairs (IEA) et l'Economic and Social Research Institute (ESRI). Les deux sont situés à Dublin. L'IEA est un *think tank* spécialiste de l'Europe, tandis que l'ESRI a un programme de recherche qui comprend les affaires européennes.

L'IEA est le seul *think tank* spécialiste de l'Europe en Irlande. Créé à Dublin en 1991 par l'ancien député et président du Parti travailliste irlandais, Brendan Halligan, il propose un forum où les décideurs irlandais peuvent se rencontrer et débattre des questions européennes. Il s'agit d'une organisation relativement petite, avec seulement 10 employés à plein temps, bien qu'elle compte jusqu'à 100 collaborateurs temporaires.<sup>75</sup> Elle compense sa petite taille par les liens très étroits qu'elle entretient avec l'establishment politique irlandais. Elle propose, par exemple, des manifestations de type officiel en partenariat avec le gouvernement irlandais lors de visites de dignitaires étrangers à Dublin (par exemple lors de la présidence irlandaise de l'UE au cours du premier semestre 2004). De plus, elle informe régulièrement le parlement irlandais sur des sujets européens. Les décideurs nationaux et européens sont son principal public, comme par exemple le bureau du Premier ministre, le Ministère des Affaires étrangères et les responsables irlandais travaillant dans les institutions européennes.<sup>76</sup> Les récentes activités de l'IEA ont particulièrement porté sur le traité de Nice et le débat sur l'avenir de l'Europe.

Ce *think tank* a pu être influent pour deux raisons essentielles : tout d'abord, parce qu'il agit au centre d'un réseau relativement restreint de décideurs en Irlande qui traitent régulièrement des affaires européennes. Son rôle de coordination dans le débat politique de ce secteur lui a permis d'établir des relations personnelles étroites avec d'importants politiciens et entrepreneurs en Irlande, qui comptent eux-mêmes sur l'institut en tant que source d'information sur l'Europe. Deuxièmement, ses activités sont bien couvertes par les médias irlandais, que l'IEA considère comme relativement « branchés » sur les questions européennes.

L'ESRI est l'autre *think tank* retenu dans notre étude. Établi en 1960 avec le soutien de la Fondation Ford, l'ESRI ressemble aux vieux instituts de recherche liés au gouvernement créés en Allemagne, aux États-Unis et en Angleterre. Une grande part de ses activités consiste en de la recherche sous contrat et du conseil pour les départements gouvernementaux irlandais, ainsi que pour la Commission européenne et ses agences spécialisées (dont Eurostat et la European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions à Dublin). Ses domaines de recherche sur l'Europe comprennent des programmes sur les marchés du travail et la migration de travail, le développement industriel et la macroéconomie. Une part de ses activités les plus influentes a consisté dans le passé à proposer des cadres au sein desquels les investissements du Fond Structurel pouvaient être évalués, et a porté sur la participation de l'Irlande à l'UEM.

Il existe aussi un certain nombre d'autres organismes en Irlande qui mènent de la recherche sur les affaires européennes mais qui n'ont pas été retenus dans notre étude (car ils ne correspondaient pas à notre concept de *think tank* indépendant, comme il est défini dans l'introduction). Un exemple de ces organismes est le Dublin European Institute (DEI), qui fait partie de l'University College Dublin). Le DEI invite des conférenciers extérieurs, organise des tables rondes et deux conférences annuelles sur des thèmes européens. Il participe également aux projets de recherche du programme cadre VI. Un autre exemple est le National Committee for the Study of International Affairs, basé à la Royal Irish Academy. Le comité, dont les membres comprennent le ministre des Affaires étrangères, des professeurs d'université et des employés de l'IEA et de l'ESRI, est actuellement en cours de restructuration et désire augmenter sa proportion de recherche politique à l'avenir.

Harvey (2001) relève le nombre relativement faible de *think tanks* en Irlande (seulement cinq selon ses estimations).<sup>77</sup> Une des raisons est le manque de financement disponible pour de telles organisations. Il n'existe qu'un faible nombre de trusts nationaux et étrangers soutenant les activités des *think tanks* dans le pays (Harvey, 2001). Les *think tanks* sont cependant financés en partie par le secteur privé, surtout l'ESRI et l'IEA, qui sera la plus probable source de financement des nouveaux *think tanks* à l'avenir.

## ITALIE

### UN MANQUE FRAPPANT D'EURO *THINK TANKS* VU LE ROLE HISTORIQUE DE L'ITALIE DANS LES AFFAIRES EUROPEENNES

Etant donné que l'Italie a été l'un des « pays fondateurs » du projet européen, le fait qu'il n'existe aucun *think tank* avec le mot « Europe » ou l'adjectif « européen » dans son nom est surprenant.<sup>78</sup> Actuellement, on compte six *think tanks* relativement importants en Italie, qui ont un intérêt prononcé pour les questions européennes : Istituto Affari Internazionali (IAI), Istituto per gli Studi di Politica Internazionale (ISPI), Società per l'Organizzazione Internazionale (SIOI), Centro Studi Politica Internazionale (CESPI), Centro Studi Investimenti Sociali (CENSIS), Fondazione Rosselli, et deux autres (Centro Einaudi e Istituto di Ricerca Cattaneo) dont une petite partie des activités portent sur l'Europe. Quatre sont situés à Rome, deux à Turin, un à Milan et un à Bologne. Les questions européennes sont une part de plus en plus importante de leur travail, et ils ont tous été très influencés par le processus d'élargissement. Cependant, comme mentionné précédemment, aucun d'eux ne se concentre exclusivement sur l'Europe.

Certains sont établis en tant qu'organisations à but non lucratif (SIOI ou CESPI), d'autres sont des instituts privés (CENSIS, ISPI). Tous sont reconnus sur le plan juridique comme « personne juridique » (y compris l'IAI et la Fondazione Rosselli). Presque tous, hormis CENSIS, bénéficient d'un financement de l'Etat, notamment du Ministère des Affaires étrangères, bien que la taille des subventions allouées varie assez considérablement d'un institut à l'autre. Ils ont tous souligné le fait que cette part de leur financement diminue petit à petit, et qu'ils dépendent de plus en plus de contrats de recherche privés ou d'autres



formes de financement. L'ISPI, CeSpi et SIOI organisent par exemple une variété de cours et de stages réputés, qui préparent les étudiants à des examens publics ou à des carrières administratives. L'IAI propose le même service avec des séminaires ou des ateliers d'un jour ou deux. CENSIS est le seul à avoir établi ses ressources sur ses propres forces et sa capacité à répondre à la demande sur le marché. A cet égard, ils sont tous préoccupés par une tendance récente ; ils ont souligné que si d'un côté, moins de dépendance du financement de l'Etat peut accroître l'indépendance des instituts de recherche, la limitation des sources publiques implique aussi qu'ils soient forcés de dépendre davantage des contrats privés, qu'ils considèrent comme une contrainte pour leur indépendance et leur liberté de recherche.

L'Italie ne compte aucun *think tank* eurosceptique, tous acceptent volontiers le développement de l'UE, soutiennent plus d'intégration et se réjouissent des perspectives d'avenir que ce processus leur offre : une plus grande diffusion de leur travail et plus d'occasions de collaborer avec d'autres organisations, universités et centres de recherche. L'IAI, par exemple, mène actuellement un projet avec d'autres instituts de recherche sur les conséquences possibles de la non-ratification du traité constitutionnel par certains Etats membres.

Plusieurs caractéristiques communes aux centres de recherche italiens méritent d'être mentionnées. La première, comme l'ont indiqué auparavant plusieurs études, est la quasi absence d'engagement politique (Lucarelli, Radaelli, in Stone, Denham, Garnett, 2003). Aucun des instituts interviewés ne semble avoir de parti pris politique ni souhaiter être considéré comme tel. En fait, ils se méfient d'être perçus comme soutenant un parti ou une coalition politiques précis. Il est intéressant de constater que deux des entités les plus récentes et réputées de la communauté politique européenne (qu'on appelle « clubs politiques »), qui se consacrent plus à promouvoir le débat et le dialogue politiques qu'à produire de la recherche de façon régulière (Fondazione Italianeuropei e Fondazione Liberal), sont très ouvertement de parti pris sur le plan politique. Un troisième club, Limes, est considéré comme plus neutre d'un point de vue idéologique.<sup>79</sup> Reste à voir, cependant, s'ils deviendront de véritables *think tanks*, et, si oui, s'ils garderont une position idéologique marquée.

La deuxième caractéristique commune est l'importance que les *think tanks* italiens accordent au prestige de leurs fondateurs et au charisme personnel de leurs directeurs actuels. Traditionnellement, les liens entre le monde universitaire ont été lourds. Aujourd'hui encore, avoir un fondateur renommé ou un directeur connu a une importance vitale et est presque placé au même niveau que la qualité de leur recherche et l'organisation de leurs activités.

Malgré la publicité et le débat sur des questions européennes créés récemment par les « clubs politiques », la situation des Euro-*think tanks* en Italie est aujourd'hui un peu morose, notamment en comparaison avec des pays comme le Royaume-Uni ou l'Allemagne, et étant donné l'absence d'un seul institut se consacrant aux questions stratégiques sur l'Europe (même si certains comme l'IAI ont des programmes de recherche conséquents sur l'UE). Malgré la déclaration d'un important journaliste italien selon laquelle « le problème n'est pas le manque de *think tanks* mais le manque d'intérêt de la population et le caractère nombriliste de beaucoup de gouvernements, » nous considérons que la présence de groupes de « têtes chercheuses » facilement identifiables, qui soutiendraient les décisions gouvernementales et

l'opposition, améliorerait la qualité de l'élaboration des politiques italiennes et donnerait plus de légitimité au débat politique.

En fait, ces institutions ne sont pas très en vue dans le pays. Par conséquent, leur rôle en tant que promoteurs du débat public doit être accru par plus de couverture médiatique. Dans ce but, certaines organisations aspireront peut-être à l'avenir à un rôle plus clair et plus institutionnalisé dans le processus d'élaboration des politiques. Certaines pourraient même reconsidérer leur neutralité idéologique traditionnelle par des positions plus tranchantes sur des questions importantes.

D'autres institutions, comme la Fondazione Agnelli, Centro di Ricerca Einaudi, Il Mulino (avec son Istituto di Studi e Ricerche Carlo Cattaneo), et l'Istituto per la Ricerca Sociale, ont quelques activités de *think tanks*, mais ne se penchent que légèrement sur des questions européennes au sein de domaines de recherche plus larges (l'économie politique internationale, les politiques publiques italiennes, la culture et les communautés italiennes, le commerce italien, etc.).

## MALTE

### TOUT RESTE À FAIRE

Il n'existe à Malte aucun *think tank* à proprement parler qui s'intéresse spécifiquement aux questions européennes. D'ailleurs, un seul *think tank*, créé relativement récemment (entre 1990 et 1997) avait été recensé en 1997 (McGann, Weaver, 2000). Les seuls organismes dont les activités se rapprocheraient le plus de celles d'un *think tank* au sens de notre définition sont deux instituts de recherche universitaire sans étudiant, intégrés à l'Université de Malte : le "European Documentation and Research Center- EDRC" et la "Foundation for International Studies". Le premier abrite également la "Malta European Studies Association - MESA," qui serait l'équivalent de son organe de recherche sur l'UE. Réouvert en 2001, le MESA souffre d'un manque de reconnaissance officielle à Bruxelles, ce qui a menacé un temps son existence. Cependant, il s'est vu accorder par la Commission européenne la bourse du Projet Jean Monnet 2003, en association avec le EDRC, pour mettre sur pied un groupe de recherche régional et transnational ayant pour but d'étudier le processus d'intégration et les perspectives d'avenir de la région Méditerranée au sein de l'Union élargie. Le projet s'étend sur deux ans, de décembre 2002 à 2004.

Il ne s'agit pas d'un manque d'intérêt pour les questions européennes (en témoignent les programmes de recherche de ces instituts universitaires), mais peut-être l'absence de *think tanks* à Malte reflète-t-elle la controverse qui a divisé la population et le gouvernement sur la question de l'intégration de Malte à l'Union européenne (l'opposition à l'adhésion européenne avait totalisé 47,6 pour cent des voix, soit 31 sièges au Parlement, contre 51,7 pour cent soit 34 sièges pour le parti pro-européen). Comme nous l'a expliqué un journaliste maltais du Times, la faible population de l'île (403 342 habitants) est peu propice au développement des *think tanks* à Malte : le marché des idées, trop petit, ne dispose d'aucune personnalité désireuse et capable de fonder et de financer de tels organismes. Enfin, le contexte politique

actuel, très conservateur, ne laisse que peu de place à la recherche réellement indépendante, la plupart des centres de recherche étant affiliés à des partis politiques.

## POLOGNE

### UN NOUVEAU CENTRE LIMITE PAR DES CONTRAINTES FINANCIERES

Dans ce nouvel Etat membre, qui peut prétendre «à la communauté de *think tanks* la plus avancée, indépendante et variée de la région, » (Kimball, dans McGann & Weaver, 2000), six *think tanks* ont un intérêt prononcé pour des questions européennes. Cependant, aucun ne travaille exclusivement sur des questions stratégiques sur l'Europe. Deux d'entre eux sont des centres de recherche généralistes, les quatre autres sont spécialistes des questions économiques.

Il existe deux types principaux de *think tanks* en Pologne : les anciens, plus « traditionnels » (ex : le Foreign Trade Research Institute, 1928) et ceux créés après les évolutions du système en 1989 : l'Adam Smith Research Centre, le Centre for Social and Economic Research, le Centre for International Relations, le Gdansk Institute for Market Economics (le seul *think tank* en Pologne à avoir son bureau en-dehors de Varsovie) et l'Institute of Public Affairs.

Les instituts de recherche étudiés se concentrent sur des aspects généraux de l'intégration européenne. L'adhésion à l'UE et ses conséquences ont naturellement dominé leur programme ces dernières années. De façon logique, leur taille est liée à leur ancienneté. Les institutions les plus anciennes sont, dans la plupart des cas, beaucoup plus grandes : leurs équipes de recherche dépassent 20 à 30 chercheurs, alors que les instituts plus récents sont beaucoup plus petits, avec un effectif ne dépassant pas 20 personnes, et souvent moins de 10 employés permanents. Ils peuvent tous être classés comme "*advocacy*" tanks, même si certains ont les caractéristiques d'instituts de recherche sous contrat.

Dans la plupart des cas, les autorités publiques nationales constituent le principal groupe visé des *think tanks* polonais. Cependant, nous avons constaté qu'il y a souvent peu de contacts directs entre les *think tanks* et les autorités nationales, fait qui est attribué au manque de volonté des décideurs pour collaborer. Certains *think tanks* accueillent cependant d'anciens responsables, comme le Centre for Social and Economic Research qui travaille souvent avec le gouvernement polonais grâce à sa relation étroite avec le Professeur Leszek Balcerowicz, ancien ministre des Finances, vice-Premier ministre et actuellement directeur de la Banque centrale (Przybylski, 2004). Plusieurs *think tanks* visent aussi les journalistes et la société polonaise en général, pour tenter d'influencer leurs groupes cibles. Ils ont généralement des contacts sereins et fréquents avec les médias, en proposant des points de vue, informations et conseils sur l'actualité. « Ils ont donc naturellement intérêt à approcher les médias et à paraître à la télévision et dans les journaux », confirme Przybylski (2004).

Les principaux problèmes auxquels sont confrontés les *think tanks* polonais sont d'ordre financier. Ils sont le plus souvent établis en tant que fondations ou associations à but non lucratif, une part importante de leurs ressources financières provenant de fondations (souvent

étrangères), ainsi que de sponsors privés, mais il semble être de plus en plus difficile d'obtenir une aide financière d'importantes fondations étrangères. Ils sont rarement financés par l'Etat, sauf quelques organisations comme le Polish Institute of International Affairs. Selon Przybylski (2004), cela explique pourquoi les *think tanks* polonais sont libres de critiquer le gouvernement. Un grand nombre d'instituts ont par conséquent développé des activités sous contrat et les contrats constituent leur principale source de revenu.<sup>80</sup> L'argent de la Communauté européenne, même s'il est, en théorie, disponible depuis l'introduction du programme Phare et accessible plus facilement depuis le 1<sup>er</sup> mai, est généralement difficile à obtenir, le processus administratif étant long et lourd. Le financement européen ne représente donc pas une part importante du budget des *think tanks* polonais.

Au-delà des centres de recherche indépendants retenus ici, plusieurs organisations proposent des services utiles, comme le Centre for Eastern Studies. Créé en 1990, il est financé par le budget de l'Etat et s'intéresse à l'intégration européenne en relation avec des problèmes dans les pays d'Europe centrale et orientale. Le Centre for Political Thought, forum de débat public, organise aussi des activités sur la politique étrangère polonaise et propose même un cours théorique sur l'intégration européenne. L'Institute of Strategic Studies travaille parfois sur des sujets européens, ainsi que la Polish Economic Society et surtout le Polish Institute of International Affairs, un organisme d'Etat.<sup>81</sup>

## PORTUGAL

### DES *THINK TANKS* PEU INFLUENTS, MAIS COMPLEMENTAIRES

Selon les résultats de notre étude, le Portugal est également caractérisé par ce qui semble être une tendance de la péninsule ibérique, c'est-à-dire l'évolution relativement faible du phénomène des *think tanks*. On constate encore un manque d'organisations correspondant à nos critères sur les *think tanks*, et le concept de « *think tank* » en lui-même est souvent peu compris. Selon Freres et al. (2000), cette situation est due à une « expérience récente de la démocratisation, » une société civile « relativement sous-développée, » et « des systèmes politiques qui sont très dominés par des gouvernements centraux » (Freres, Seabra, de Moraes, in McGann, Weaver, 2000). Cependant, un nombre croissant d'organisations présentant les caractéristiques de base des *think tanks* sont apparues dans les années 1980, d'abord grâce à la fin de la dictature et le début de la transition, en 1974 et, par la suite, grâce au processus d'intégration européenne, qui a commencé au milieu des années 1970 et a été achevé en 1986. Par conséquent, des institutions de style universitaire dominant la scène actuelle des *think tanks* dans la péninsule ibérique, avec un manque relatif de « *advocacy* » tanks « murs » (Day, dans McGann & Weaver, 2000).

De plus, comme en Espagne, il est difficile d'identifier des *think tanks* qui se consacrent uniquement à des questions européennes. Dans la plupart des cas, le domaine de travail des centres de recherche comprend une ou plusieurs questions dans le domaine des relations internationales, dont généralement la sécurité, l'environnement, la politique internationale, le droit et l'économie. Dans ce contexte, d'importantes références sont régulièrement faites aux

politiques européennes, à plus d'intégration, au processus d'élargissement et à la coopération régionale. Il est significatif que de telles références soient souvent liées, voire conditionnées, par le désir des centres d'identifier et de défendre les intérêts nationaux de leur pays en Europe, et en même temps de promouvoir et d'améliorer l'image de leur pays.

Les *think tanks* portugais viennent cependant compléter de façon particulièrement utile le paysage des autres *think tanks* de l'UE, en offrant un lien étroit avec l'Amérique latine, la zone méditerranéenne et l'Afrique. Cet intérêt géographique, clairement lié à la géographie et à l'histoire du Portugal, détermine les priorités de recherche des organisations considérées. A cet égard, les *think tanks* ibériques ne proposent pas seulement de multiples connaissances spécifiques, mais ils établissent aussi un contact concret avec des organisations internationales, culturelles et politiques dans ces régions.

Le Portugal est un pays relativement nouveau sur la scène européenne des *think tanks*. Comptant seulement deux *think tanks* internationaux avec un intérêt pour les affaires européennes, sur un total d'environ vingt-cinq centres de recherche nationaux indépendants, ce pays est aujourd'hui un acteur de taille modeste sur la scène européenne des *think tanks*.

Les deux organisations analysées ici sont l'Institute of International Strategic Studies (IEEI) et le Portuguese Institute of International Relations (IPRI). Le premier, fondé en 1980, est l'un des premiers *think tanks* portugais, tandis que le dernier est l'un des plus récents.

Les deux sont des institutions privées, indépendantes et à but non lucratif, relativement universitaires et assez semblables du point de vue de leur taille.

Ils visent surtout les décideurs portugais et européens, ainsi que les médias et les organisations de la société civile, par des publications, des conférences et des revues. Ils dépendent du financement de l'Etat et mènent parfois des projets de recherche pour les autorités publiques portugaises, surtout sur des questions liées à l'intégration européenne et à la politique étrangère. L'IEEI et l'IPRI reflètent le rôle relativement limité des *think tanks* au Portugal comparé à celui des instituts universitaires.

## REPUBLIQUE TCHEQUE

### UNE COMMUNAUTE JEUNE, EN PLEINE CROISSANCE ET MILITANTE

En République tchèque, cinq *think tanks* traitent de questions stratégiques sur l'Europe. L'Europe est le principal domaine de recherche de l'Europeum-Institute for European Policy, tandis qu'un autre institut, le Prague Institute for International Relations, travaille sur les relations internationales en général et que les trois autres traitent des questions européennes à travers des politiques sectorielles : le Center for Economics and Politics, le Civic Institute et le Policy Center for the Promotion of Democracy.

La plupart des *think tanks* tchèques sont des organisations à but non lucratif et reçoivent l'essentiel de leurs ressources financières de fondations, de sponsors et de donations et de subventions privées. Certains d'entre eux autofinancent une partie de leurs activités par des

abonnements, des livres et des activités de conseil. Deux instituts de recherche reçoivent également une partie de leur financement de l'Etat.

La plupart sont assez récents, car ils ont été créés après les évolutions politiques du début des années 1990. Le processus d'intégration étant un sujet très important en République tchèque, où l'euroscpticisme est désormais particulièrement conséquent, les activités des *think tanks* se concentrent très souvent sur la préparation de l'adhésion, ainsi que ses conséquences et l'évolution de la situation pratique et juridique du pays. De plus, ils traitent de questions européennes générales et actuelles, comme le système juridique de l'UE ou les politiques européennes, les élections européennes de juin 2004, l'élaboration du traité constitutionnel et la question de la nouvelle frontière extérieure de l'Union et de ses conséquences pour les politiques du "3<sup>ème</sup> pilier".

Les *think tanks* tchèques ont généralement moins de 10 chercheurs à plein temps, bien que le Prague Institute for International Relations en ait près de 30. En dehors des permanents, les *think tanks* collaborent également souvent avec des chercheurs extérieurs, dont le nombre dépend des projets en cours de réalisation.

L'essentiel des *think tanks* tchèques peuvent être classés comme 'advocacy' tanks. Dans la plupart des cas, les autorités publiques au niveau national constituent le principal groupe visé par les *think tanks* tchèques. Cependant, les institutions cherchent presque toutes également à collaborer avec des journalistes et à informer la société en général. Europeum, la seule institution qui puisse être classée comme *think tank* « spécialiste de l'Europe » est particulièrement intéressée par les étudiants universitaires en raison de son lien avec la Charles University.

## ROYAUME UNI

### DES THINK TANKS CONDITIONNES PAR LES TRADITIONNELLES RIVALITES POLITIQUES SUR L'EUROPE

L'étude a recensé seize euro *think tanks* actuellement en activité au Royaume-Uni. Sept d'entre eux sont spécialistes de l'Europe, les neuf autres ayant un intérêt pour l'Europe. Beaucoup d'autres *think tanks* à visée nationale (Civitas, Centre for Reform, Demos, Fabian Society) s'intéressent aussi parfois à l'Union européenne, mais ils ont été exclus car leur travaux sur l'Europe prennent généralement la forme d'une publication ou d'un projet occasionnels (comme par exemple le projet de Constitution) et ne font pas l'objet d'un traitement systématique.<sup>82</sup> Un réseau de *think tanks*, le Stockholm Network a également été inclus. Il s'agit d'un partenariat organisé de *think tanks* favorables au libre marché, qui opère depuis Londres et compte des membres au Royaume-Uni, en Scandinavie et en France (voir section 2.3).

Les *think tanks* étudiés appartiennent généralement aux trois types organisationnels suivants : association caritative, compagnie à but non lucratif limitée par garantie ou société enregistrée. Ils peuvent parfois être à la fois une association caritative et une compagnie

limitée par garantie (CLG). La majorité sont des organisations qui proposent des adhésions et comportent un large éventail de membres allant des entreprises aux particuliers.

Les *think tanks* orientés vers l'Europe sont *grosso modo* des organisations plus anciennes que les *think tanks* spécialistes de l'UE, qui représentent un phénomène relativement récent. Le Royal Institute for International Affairs (RIIA) a par exemple été fondé en 1920 et l'International Institute for Strategic Studies (IISS) en 1958. Ces *think tanks* ont été créés pour étudier respectivement les questions de politique étrangère et d'armes nucléaires, mais tous deux comportent aujourd'hui d'importants programmes sur l'Europe. L'IISS s'est, par exemple, récemment penché sur les implications stratégiques des élargissements de l'OTAN et de l'UE à l'Europe de l'Est. Un autre *think tanks* dont la raison d'être initiale n'est pas d'étudier l'UE mais qui effectue néanmoins d'importants travaux européens, est l'Overseas Development Institute (ODI, 1960).

Le développement des *think tanks* spécialistes de l'Europe au Royaume-Uni reflète par bien des aspects les différentes phases de l'histoire de l'UE. Le Federal Trust fut créé en 1945, en plein débat sur le besoin d'une nouvelle structure de gouvernance unifiée pour l'Europe d'après guerre. L'Institute for European Environmental Policy (IEEP), créé en 1980, est apparu à une époque où les questions d'environnement gagnaient en visibilité politique dans toute l'Europe. Enfin, les plus récents *think tanks* spécialistes de l'Europe comme le Centre for European Reform (de même que le Foreign Policy Centre qui lui ne consacre qu'une partie de ses travaux à l'Europe) tendent à étudier essentiellement les questions relatives aux réformes institutionnelles et économiques de l'UE (y compris l'entrée éventuelle de la Grande Bretagne dans la zone euro) qui représentent pour l'UE le principal débat politique des années 1990 et du début des années 2000.

Les *think tanks* spécialistes de l'UE sont des organisations plus petites que les autres étudiées ici, ne disposant jamais d'une équipe interne de plus de 20 personnes. Les budgets ne sont pas aussi importants que ceux des *think tanks* américains ou allemands, et l'accent est généralement mis sur le maintien d'une équipe de chercheurs peu nombreux mais dynamiques, capables de « s'attaquer à un gros morceau » et d'utiliser leurs contacts dans les médias et les cercles du gouvernement pour compenser leur petite taille. Les *think tanks* à orientation européenne sont souvent de bien plus grandes organisations : l'ODI, par exemple, possède une équipe de 80 personnes comprenant 45 chercheurs, le RIIA compte 66 employés et le personnel de l'IISS se monte à 46 personnes dont 25 chercheurs.

Pour ce qui est des structures transnationales, un seul *think tank*, l'IEEP, possède un second bureau à Bruxelles qui n'a d'ailleurs ouvert qu'en 2001. L'IISS, l'un des seuls *think tanks* de portée véritablement mondiale ayant établi des bureaux aux Etats-Unis et à Singapour, organise aussi des événements en commun avec le CEPS de Bruxelles sur les questions de défense et de sécurité européennes via son « Forum de sécurité européenne ». Cela ne signifie pas que les autres *think tanks* ne s'intéressent pas à Bruxelles : par exemple, la moitié des séminaires du Centre For European Reform (CER) a lieu dans la capitale belge. Mais des financements limités représentent une grosse contrainte pour les *think tanks* désireux d'étendre leurs activités dans cette direction.

Les activités de recherche des euro *think tanks* sont structurées par les pressions généralisées qui existent sur le marché des *think tanks* au Royaume-Uni. C'est un marché très congestionné qui n'offre qu'un espace limité à la recherche innovante et originale. En conséquence, pour faire face à cette compétition, les *think tanks* spécialistes de l'UE se tournent vers la recherche générale sur l'UE (CER, FPC, Federal Trust) ou développent un « créneau » de recherche spécifique dans lequel ils peuvent opérer. Le Centre for Economic Policy Research en est un bon exemple : il opère dans la sphère de la recherche de la politique économique. Créé en 1983, il diffère d'un *think tank* traditionnel en cela qu'il ne dispose pas de chercheurs en interne. En revanche, sa capacité de recherche s'appuie sur un ample réseau de 650 économistes basés dans des universités à travers l'Europe. En dépit d'avoir été fondé par des organes britanniques, sa perspective est néanmoins essentiellement internationale et la majeure partie de ses travaux porte sur la macroéconomie au niveau communautaire. D'autres exemples de *think tanks* « à créneau » seraient le British Institute of International Comparative Law (droit communautaire et international), le European Policy Forum (politiques réglementaires) ou l'IEEP (politique environnementale communautaire).

Le grand nombre d'instituts d'études stratégiques et de défense (au niveau national et international) a aussi probablement empêché l'émergence de *think tanks* qui s'intéresseraient exclusivement à ces questions d'un point de vue européen. Le RIIA, l'IISS et le Centre for Defence Studies du King's College (le seul *think tank* britannique de cette étude à être basé dans une université) comportent tous des programmes substantiels et/ou des projets sur les questions de défense européenne.

En ce qui concerne le financement, aucun des *think tanks* étudiés n'est majoritairement subventionné par l'État. D'autre part, nombreux sont ceux qui reçoivent des fonds de la part de certains départements gouvernementaux et de la Commission européenne pour financer des projets spécifiques. Le Federal Trust, le FPC et l'IEEP en font partie. Tous les *think tanks* de cette étude dépendent d'un mélange de fondations, d'entreprises et de donations privées pour leur financement. Quelques-unes des fondations les plus importantes qui soutiennent la recherche européenne sont le Joseph Rowntree Trust, le Cadbury Trust et le James Maddison Trust. L'Economic and Social Research Council finance aussi un *think tank* spécialiste de l'UE, au moins. Le sponsoring des entreprises provient souvent de grosses multinationales américaines, anglaises ou européennes de tendance proeuropéenne comme Unilever, BT, GlaxoSmithKline et Tesco.

Malgré une force dépendance à ce type de financement, tous les *think tanks* affirment que leur indépendance éditoriale ne s'en trouve pas affectée. Du point de vue de nombreux directeurs de *think tanks*, il suffit d'assurer la diversification des sources de financement. Comme l'un d'entre eux l'a déclaré : « Le fait que nous ayons 35 entreprises pour nous financer signifie que si l'une d'elles essaie d'interférer de quelque manière que ce soit dans nos activités, nous pouvons tout simplement la rayer de notre liste. » Cependant, même si les financeurs sont conscients de la nécessité de garder leurs distances par rapport à leurs *think tanks*, beaucoup de *think tanks* acceptent aussi des fonds d'origine privée pour des projets spécifiques. Comme il en est question plus haut, le gouvernement britannique et la



Commission européenne financent les *think tanks* britanniques uniquement dans le cadre de projets bien précis. Dans les deux cas, un *think tank* aura alors tendance à élaborer un projet pour satisfaire, partiellement au moins, aux critères d'un financeur. Cela soulève la question de l'autonomie de recherche à long terme des *think tanks* anglais. En fait, l'un des directeurs a même avoué penser que les *think tanks* se transformaient de plus en plus en agences de conseil « fournissant des conseils ou des conclusions désagréables, ce qui évite au gouvernement d'avoir à le faire ».

L'influence qu'exercent ces *think tanks* varie en fonction de nombreux facteurs, l'un d'eux étant l'apparente proximité d'un *think tank* vis-à-vis du gouvernement. Par exemple, les vision de l'Europe du CER (proeuropéen, mais aussi favorable à la réforme communautaire) et celle du FPC (proeuropéen, mais essentiellement dans une perspective de coopération intergouvernementale) sont toutes deux en accord avec celle de l'administration Blair. Les origines de ces deux centres sont aussi étroitement liées avec la montée au pouvoir de l'élite politique du Parti travailliste au milieu et jusqu'à la fin des années 1990.<sup>83</sup> Ils ont donc pu, ces dernières années, exercer leur influence de manière plus efficace que le Federal Trust dont les vues sur l'Europe ne cadrent pas avec le courant politique actuel. Toutefois, il ne s'agit pas là de l'unique facteur permettant de déterminer l'influence. Une stratégie médiatique efficace, le pragmatisme des propositions politiques et la qualité de la recherche produite semblent être des facteurs d'influence tout aussi importants (voir l'étude de cas sur le CER).

D'autres *think tanks* du secteur, comme l'IEEP et l'ODI, peuvent également être considérés comme influents, mais leur influence s'exerce essentiellement au sein d'une communauté « épistémique » bien distincte. Dans le cas de l'IEEP, il s'agit du département britannique des affaires environnementales, alimentaires et agricoles, des législateurs « verts » à Bruxelles et du secteur des *think tanks* et des ONG de l'environnement en général.

Deux autres observations pertinentes dans le cadre de cette étude peuvent être formulées au sujet des *think tanks* britanniques. La première est la tendance, particulièrement visible chez certains grands *think tanks* de politique nationale, à une meilleure couverture des thèmes européens et internationaux. Par exemple, l'Institute for Public Policy Research est actuellement engagé dans l'élaboration d'un nouveau programme international. Cela pourrait s'expliquer par l'europanisation de plus en plus poussée du débat politique national au Royaume-Uni : de plus en plus de secteurs politiques se trouvent influencés par la législation communautaire et les *think tanks* nationaux sont probablement en train d'adapter leur travaux afin de refléter ce phénomène.

Ensuite, les *think tanks* sont aussi touchés par la polarisation du débat politique sur l'Europe en Grande Bretagne. Le débat qui agite les médias et les partis politiques suit souvent le clivage « pro/anti-UE », ce qui limite la capacité des *think tanks* à s'engager dans un débat plus nuancé sur les thèmes européens avec d'autres acteurs politiques. A cause, par exemple, de l'approche très prudente du gouvernement en public sur certaines questions sensibles comme l'euro ou le projet de Constitution, il a été difficile pour les *think tanks* de gagner le soutien du gouvernement pour une plateforme politique proeuropéenne. Néanmoins, cela n'empêchera pas les *think tanks* proeuropéens comme le Federal Trust de faire campagne en

faveur de la nouvelle Constitution dans la course au referendum prévue pour l'année prochaine.<sup>84</sup>

Les organisations eurosceptiques revendiquent aujourd'hui avoir l'initiative de ce débat, depuis la déclaration du gouvernement en 2003 de repousser toute décision relative à l'adhésion à la zone euro jusqu'après les prochaines élections. Plusieurs groupes et organisations eurosceptiques catégoriquement opposées à ce que la Grande Bretagne fasse partie de l'UE ont émergé sur la scène politique ces dernières années, souvent financés par des politiciens conservateurs ou des hommes d'affaires fortunés. Une organisation de ce type a été incluse dans notre étude car elle possède une capacité de recherche interne ; il s'agit de la European Foundation, créée par le parlementaire conservateur Bill Cash à la suite du débat sur le Traité de Maastricht.<sup>85</sup>

De plus, certains *think tanks* de droite et à visée nationale comme Civitas ont récemment profité du débat sur le projet de Constitution pour publier des articles attaquant de façon à peine voilée l'UE et la participation britannique. Le referendum sur la Constitution pourrait ainsi être un tournant décisif pour les *think tanks* proeuropéens car ils pourraient se voir sollicités pour débouter plus vigoureusement les revendications du camp anti-UE.<sup>86</sup>

## SLOVAQUIE

### UNE CONTRIBUTION NAISSANTE MAIS DETERMINEE

La Slovaquie, dont « la communauté de *think tanks* est de loin la plus politisée d'Europe centrale » (Kimball, dans McGann & Weaver, 2000) compte cinq *think tanks* portant un intérêt particulier aux questions de politique européenne. Le Centre for European Policy est spécialisé dans les affaires européennes, la Slovak Foreign Policy Association est un *think tank* pluridisciplinaire axé sur les relations internationales, tandis que les trois autres intègrent l'Europe comme une part conséquente de leurs activités générales : l'Institute for Public Affairs-IVO, le Centre for Economic Development, et le Centre for Economic and Social Analyses M.E.S.A. 10.

Comme cela est généralement le cas dans les nouveaux États membres d'Europe centrale, les *think tanks* slovaques sont des fondations à but non lucratif ou des organisations non gouvernementales. Leurs sources de financement proviennent essentiellement de fondations (très souvent la Konrad Adenauer Stiftung et la Fondation Ford) et de sponsors privés. Par ailleurs, certains sont partiellement autofinancés par leurs activités de conseil, tandis que d'autres reçoivent de l'État une partie de leurs ressources financières.

Presque tous les *think tanks* de la République de Slovaquie sont de jeunes organisations. Ils ont été créés à la suite des changements politiques survenus au début des années 1990. En conséquence du processus d'intégration de la République au sein des structures de l'Union européenne, leurs programmes de recherche et leurs autres activités sont souvent consacrés aux aspects généraux de l'intégration européenne, et plus fréquemment aux préparatifs de l'intégration et à l'évolution de la situation juridique et pratique du pays. Par ailleurs, ils

traitent aussi des affaires européennes d'actualité, comme par exemple le projet de traité constitutionnel ou les premières élections parlementaires européennes depuis l'élargissement. Les *think tanks* slovaques comptent généralement moins de dix chercheurs à temps plein. En plus des chercheurs permanents, ils coopèrent souvent avec des chercheurs extérieurs, dont le nombre dépend des projets en cours. Comme la plupart des centres de recherche indépendants des nouveaux États membres d'Europe centrale, ils sont à classer dans la catégorie des *think tanks* « militants ».

Dans la plupart des cas, les autorités publiques nationales sont la principale cible des *think tanks* slovaques. Mais ils cherchent aussi à collaborer avec les journalistes et à informer la société slovaque dans son ensemble. Ce dernier aspect rend capitale leur présence dans les médias. D'autre part, l'utilisation des médias, de même que l'organisation de conférences et de séminaires ou les publications demeurent les moyens les plus efficaces d'influencer leur cible première, dans la mesure où les contacts directs entre *think tanks* et autorités publiques sont souvent inexistantes, ou du moins peu fréquents.

Là encore une caractéristique commune aux autres États membres d'Europe centrale, la difficulté première des *think tanks* slovaques est d'ordre financier. Conséquence directe du processus d'intégration à l'Union européenne, il devient de plus en plus difficile d'obtenir l'assistance financière de la part des fondations étrangères, celles-ci déplaçant progressivement leur centre d'attention vers l'Est, en Ukraine, en Biélorussie et dans les autres républiques anciennement soviétiques ou ne faisant pas partie de l'UE. D'autre part, les procédures d'obtention des subventions européennes sont longues et complexes. Par conséquent, rechercher d'autres sources de financement génère des problèmes d'indépendance. C'est pour cette raison que certains des organismes interrogés refusent ouvertement tout financement public.

## SLOVENIE

### BIENVENUE AU CLUB

nous avons trouvé un *think tank* en Slovénie correspondant à nos critères, l'Institute of Economic Research établi en 1995 en tant qu'organisation non gouvernementale. Il s'intéresse spécifiquement à des questions d'ordre économique, et s'auto-décrit comme un « organisme de recherche autonome et non gouvernemental, faisant preuve d'une longue tradition d'analyse dans les domaines de la macro et microéconomie. » Récemment, des recherches ont été effectuées sur des questions spécifiques de politique concernant l'Europe, comme par exemple le degré de préparation de la Slovénie quant à son intégration à l'UE et l'UEM.

## SUEDE

### RELEVER LE DEFIL DU FINANCEMENT

Cinq *think tanks* suédois ont été retenus pour cette étude des «Euro-*think tanks*» : l'un d'eux, le Swedish Institute for European Policy Studies (SIEPS) est spécialiste de l'UE, et les quatre autres (le Swedish Institute of International Affairs – SIIA, le Stockholm International Peace Research Institute – SIPRI, Timbro et le Centre for Business and Policy Studies - SNS témoignent d'un intérêt pour l'UE.<sup>87</sup>

Tous les directeurs de *think tanks* interrogés au cours de cette étude ont déclaré qu'il n'existait pas de « tradition de *think tanks* » en Suède. Cependant, cinq instituts s'intéressant aux questions européennes ont été identifiés, une présence autrement plus importante que celle enregistrée chez leur voisin scandinave, le Danemark.

Le SIEPS, seul *think tank* spécialiste de l'UE, a été créé en 2002 sur une initiative du gouvernement suédois, convaincu que trop peu de recherche en politique publique était alors menée en Suède sur les questions européennes. Il a donc tenté d'y remédier en établissant une agence de recherche indépendante chargée d'examiner les politiques européennes. Le SIEPS est financé par le gouvernement et son conseil d'administration comprend des représentants du Ministère des Affaires étrangères, du Ministère des Finances et du cabinet du Premier Ministre. Il agit comme une passerelle entre le secteur universitaire et les décideurs politiques et l'une de ses fonctions est de commander aux universitaires des recherches sur certaines questions européennes (il distribue, à cette fin, des subventions). Cependant, il possède aussi sa propre équipe de chercheur en interne (voir plus bas).

Deux autres instituts de recherche, de taille plus importante et également financés par le gouvernement, sont actifs dans le secteur : le SIIA (1938) et le SIPRI (1966). Leur rôle est très différent de celui des *think tanks* « activistes » (« advocacy ») au sens britannique ou américain du terme. Par exemple, en plus de leur activité de recherche, ils remplissent également une importante fonction de service public qui inclut la diffusion d'information au grand public via les écoles, les librairies et les bibliothèques de recherche spécialisées, ainsi que l'organisation de plusieurs conférences publiques. Néanmoins, d'autres *think tanks* ont développé des liens étroits avec la société civile suédoise : par exemple, le SNS possède une base impressionnante de membres issus de la frange populaire, et ses bureaux disséminés un peu partout à travers la Suède et à l'étranger tiennent en moyenne 150 meetings par an pour ses membres.

L'histoire et les structures organisationnelles du SIIA et du SIPRI sont éloquentes en cela qu'elles illustrent les liens étroits qui ont toujours existés entre les *think tanks* et l'État suédois<sup>88</sup>. Le SIIA et le SIPRI ont tous deux été créés par Acte du Parlement. De façon caractéristique, 50 % de leur financement, voir plus, provient directement de l'État : le SIPRI, établi dans les années 1960 en partie pour « commémorer les 150 ans de paix ininterrompue en Suède », est une fondation indépendante et reçoit une subvention annuelle de la part du Parlement suédois, tandis que le SIIA tire ses ressources du Ministère des Affaires étrangères.

Le conseil d'administration et le directeur du SIPRI sont également nommés par le gouvernement. Cependant, tous deux parviennent à conserver leur indépendance intellectuelle. Suivant la loi, le SIIA doit être politiquement indépendant et dépend de la Swedish Foreign Policy Assembly, un organe non gouvernemental composé de journalistes, d'universitaires et d'autres figures de la vie publique suédoise. De plus, le SIPRI insiste sur le fait qu'en dépit des liens mentionnés ci-dessus, le gouvernement n'effectue aucune tentative d'influencer son calendrier de recherche.

Les *think tanks* à financement privé sont rares en Suède. Il en existe cependant quelques exemples : le SNS, un *think tank* relativement ancien fondé en 1948 par un groupe d'hommes d'affaires suédois qui cherchaient à améliorer la connaissance qu'a la communauté des affaires des politiques publiques ainsi que sa contribution à celles-ci, et dont les activités de recherche dépendent d'un mélange de fonds publics et privés; et Timbro (1978), un *think tank* militant prônant le libre marché, qui fait partie de la Free Enterprise Foundation, une organisation financée par la Confederation of Swedish Enterprise.

En ce qui concerne la recherche européenne, le SIEPS se penche sur des aspects à la fois internes et externes de l'Union européenne et s'intéresse aussi au projet de Constitution. Le SIPRI et le SIIA conduisent tous deux d'importants travaux sur des questions de sécurité européenne, en accordant une attention particulière aux relations UE-OTAN. Les programmes de recherche du SIIA couvrent également les relations UE-Russie, les questions de sécurité et d'élargissement dans la région de la Baltique ainsi que la politique internationale de l'environnement et du commerce. Le SNS travaille principalement sur les aspects comparatifs des politiques économiques et de l'entreprise en Suède et dans le reste de l'Europe, tandis que les travaux européens de Timbro s'attachent à promouvoir des solutions économiques libérales dans des domaines tels que le commerce international, la Politique agricole commune et l'État providence.

Pour ce qui est de l'influence que ces instituts peuvent exercer, elle varie suivant leurs différentes missions. Les principales audiences du SIPRI sont la communauté diplomatique (particulièrement dans les pays les moins développés) et la société civile internationale. Cela est illustré par le fait qu'une grande partie du personnel, 90 % de son conseil d'administration et le directeur actuel sont étrangers, et que la majorité des publications est en anglais. Le SIIA, de son côté, publie majoritairement en suédois et ses travaux sont considérablement relayés dans la presse nationale et régionale.<sup>89</sup> Il considère comme l'un de ses rôles majeurs de transmettre à l'opinion publique suédoise dans son ensemble des idées nouvelles venant de l'étranger sur certaines questions de politique extérieure. Le SIEPS est plus influent au sein de la sphère gouvernementale et du secteur universitaire ; par exemple, il prend part à des exercices de consultation avec le gouvernement et participe également aux projets de recherche du Programme Cadre VI avec des universités suédoises et étrangères. Enfin, le SNS, qui adopte des positions « raisonnables » sur le libre marché, cherche aussi à maintenir un bon dialogue avec le gouvernement au pouvoir en Suède, et ce quelle que soit son orientation politique.

Les *think tanks* interrogés pour cette étude ont déclaré devoir faire face à plusieurs défis d'envergure pour l'avenir, le premier étant la question du financement. Aujourd'hui, le gouvernement suédois a tendance à limiter les subventions accordées aux instituts de recherche établis au cours des dernières années, et il encourage également les instituts plus gros à chercher à l'avenir davantage de financements de la part des entreprises. Cependant, ces instituts rencontrent des difficultés à s'adapter, car les entreprises prêtes à financer des *think tanks* sont généralement plus disposées à financer ceux qui présentent une certaine idéologie plutôt que des organes non partisans, qui pourraient apparaître, vu de l'extérieur, comme des agences gouvernementales. Ce dilemme représente une menace potentielle pour la viabilité à long terme et la capacité organisationnelle des gros instituts comme le SIIA et le SIPRI, en particulier si le gouvernement décide de réduire significativement leurs budgets dans les années à venir.

Une deuxième difficulté à surmonter pour les euro-*think tanks* est le peu d'intérêt apparent du public suédois pour les questions européennes. Le fait que ce soit le gouvernement qui ait pris l'initiative de créer un *think tank* spécialiste de l'UE en 2002 en est la preuve. De la même façon, les médias ne soutiennent pas toujours ces *think tanks*. Ainsi, un directeur de *think tank* a déclaré que « le peu de connaissance de la plupart des journalistes implique qu'il est difficile de faire percer des visions plus nuancées ou plus subtiles sur l'Europe. »

Cela est certainement dû aux profondes dissensions qui existent en Suède entre ceux qui soutiennent massivement l'UE et ceux qui sont hostiles à une intégration plus poussée, en raison de craintes concernant une perte de souveraineté politique et économique. Comme c'est le cas au Royaume-Uni, cette situation pousse le gouvernement à adopter une position prudente sur les questions européennes, ce qui peut avoir des conséquences importantes quant à l'influence relative des euro-*think tanks*. Ainsi, le même directeur s'est plaint de ce que le débat sur les questions européennes en Suède « se structure toujours, dix ans après l'adhésion de la Suède à l'UE, autour de la même opposition oui/non surannée (...) un héritage toujours évident des deux référendum tenus en 1994 (sur l'adhésion) et en 2003 (sur l'euro). » Il a expliqué que cela résultait en une « forte tendance du gouvernement à défendre le statut quo ». La victoire de la liste eurosceptique aux élections parlementaires européennes de juin n'a fait que renforcer cette tendance.

Le troisième défi à relever vient du secteur universitaire. Il existe déjà plusieurs centres universitaires effectuant des travaux importants sur l'UE, comme par exemple les centres Jean Monnet des universités de Lund et de Gothenburg. Les universités suédoises ont toujours davantage considéré les *think tanks* comme une menace, que comme des partenaires potentiels. Un directeur de *think tank* dit espérer que cette situation change et qu'il y ait plus de collaboration entre les deux secteurs à l'avenir, par le biais d'échanges de personnel et d'expertise plus soutenus.

### 2.3. SPECIFICITES DES *THINK TANKS* DANS LES DIX NOUVEAUX ÉTATS MEMBRES

Un facteur clef spécifique à l'expansion des *think tanks* dans les nouveaux Etats membres est le manque d'institutions qui, jusqu'à récemment, auraient pu se charger de la recherche et de l'analyse politique. La majorité des *think tanks* d'Europe centrale ont été créés après 1989 avec l'aide de l'étranger.<sup>90</sup> A l'exception de Malte et Chypre, la grande majorité des instituts de recherche indépendants ont en effet été créés après le changement de régime, une poignée seulement ayant existé avant 1990 (l'Institut d'économie de l'Académie des Sciences de Lettonie, créé en 1946). Les institutions plus anciennes étaient généralement des agences gouvernementales jusqu'à ce que des réductions budgétaires les forcent à trouver des sources de financement alternatives.

Il en résulte que la majorité dispose de moins de 20 voire même 10 chercheurs, même si quelques-uns en comptent pratiquement 80. Le plus souvent, la recherche n'est même pas la seule activité des personnes qui travaillent pour les euro-*think tanks*. Les professeurs d'université, par exemple, ne consacrent qu'une attention partielle à leurs activités liées au *think tank*. Les instituts de recherche ont très rarement les moyens d'ouvrir des bureaux en dehors de la capitale de leur pays, et aucun n'est présent à Bruxelles. Les *think tanks* spécialistes de l'UE représentent aussi une proportion plus faible dans les dix nouveaux États membres dans la mesure où la plupart sont des instituts de recherche sur les affaires internationales ou sur l'économie en général, bien que certains fassent preuve d'un intérêt très marqué pour l'Union européenne et d'une influence relative dans ce domaine.

La majorité a déclaré rencontrer des difficultés dans ses contacts directs avec les autorités. Beaucoup se concentrent sur des activités indirectes, à destination du grand public. C'est peut-être là la conséquence de leur relative jeunesse, mais c'est aussi le résultat du manque de réceptivité des autorités face aux recommandations et à l'expertise venues de l'extérieur. En effet, « étant donné l'absence d'instituts de recherche indépendants sous le communisme, les *think tanks* doivent relever le formidable défi d'apprendre au gouvernement qui ils sont et à quoi ils peuvent être utiles. » (Johnson, 1996)

En plus de toutes les préoccupations financières des *think tanks* européens, certaines sources de financement caractéristiques de cette région, comme les fondations américaines ou d'autres fondations étrangères, ont commencé à se déplacer plus à l'Est vers les pays ex-soviétiques ou non membres de l'UE (voir Kimball, dans McGann, Weaver, 2000). Pourtant, les *think tanks* ne sont pas encore complètement parvenus aujourd'hui à puiser dans les ressources financières de l'UE dans la mesure où ils en sont toujours à découvrir les mécanismes et les réseaux nécessaires pour accéder à ces fonds. Il apparaît également que les financements publics sont moins disponibles que chez les quinze autres membres de l'Union et que les financements privés ne sont pas encore suffisants. Les financeurs étrangers incluent l'Union européenne, d'autres gouvernements nationaux, ainsi que des banques étrangères, des fondations et des entreprises (souvent américaines ou allemandes).<sup>91</sup> Les universités, les entreprises privées, les banques et occasionnellement des fondations

originaires du pays sont une autre source de financement importante. Beaucoup de *think tank* entreprennent alors des travaux de conseil.

Les *think tanks* de cette région tendent à se concentrer sur des questions en lien direct avec leur gouvernement ou leur pays, principalement sur l'élargissement ou sur des questions générales concernant l'intégration européenne, afin d'assister les fonctionnaires et d'augmenter le degré d'information de l'opinion publique sur ces sujets. Bien qu'encore jeunes, les *think tanks* examinés entretiennent un solide réseau de contacts avec leurs pairs à travers l'Europe et le monde, en particulier via l'organisation commune d'événements. Les *think tanks* des États baltes se montrent particulièrement proches des organisations scandinaves et finlandaises, certains recevant même un soutien matériel de la part de ces pays.

Selon Johnson (1996), « malgré le nombre de difficultés auxquelles les *think tanks* d'Europe centrale doivent faire face, leur capacité à s'adapter à l'évolution de la situation est impressionnante. » L'avenir donnera l'occasion de mettre cette flexibilité à l'épreuve, avec une pression financière croissante.

#### 2.4. CONCLUSION PROVISOIRE : UN MANQUE D'OFFRE RELATIF AUX BESOINS DE L'EUROPE ?

Il a déjà été observé que, par rapport aux États-Unis, la communauté des *think tanks* en Europe est insuffisamment développée (Gadault, 2004). Le contraste est particulièrement frappant si l'on compare cette communauté avec celles des médias et du lobbying spécialisées dans les affaires européennes (Féat, 2004). Il y a plus de journalistes accrédités à Bruxelles qu'à Washington et la communauté des groupes d'intérêts à Bruxelles est au moins aussi grande que le nombre de serviteurs civils travaillant pour la Commission européenne (Greenwood, 1997). Pourtant, si l'on rassemble la capacité totale des *think tanks* étudiés ici, on obtient un nombre approximatif de près de 3000 chercheurs à travailler de manière plus ou moins soutenue sur des questions de politique européenne.<sup>92</sup>

En outre, il est important d'insister à nouveau sur le fait que beaucoup d'organisations viennent compléter les activités des *think tanks* figurant dans notre liste : universités, réseaux de centres universitaires de recherche,<sup>93</sup> organes publics, etc. Certaines sont mentionnées dans les fiches par pays ci-dessus. Certaines n'ont pas été listées ici, comme les agences spécialisées de l'Union européenne (par ex. la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail) qui effectuent un important travail de recherche en politique. Toutes mériteraient une analyse plus détaillée que celle permise par cette étude, afin de comprendre totalement la contribution des *think tanks* à l'élaboration des politiques européennes par rapport à ces organisations similaires. Les réseaux de *think tanks* (voir l'aperçu général, annexe 2) de même que les communautés de recherche universitaire apportent souvent d'utiles compléments aux organisations décrites ici.

L'Union européenne nouvelle compte depuis le 1er mai 2004 près de 450 millions d'habitants. Les institutions communautaires sont responsables de la quasi-totalité des lois nationales qui importent aujourd'hui dans les législations nationales. Face aux enjeux communautaires, la



capacité de réflexion qu'offrent les *think tanks* européens aux processus de décision européens est-elle suffisante ? Quelles mesures prendre pour la développer ? Ce sont les deux principales questions que nous abordons dans les sections suivantes.

---

<sup>15</sup> a) Préparer un pays à l'adhésion : European Institute of Cyprus (Chypre); Institute for European Studies (Finlande); EKEME (Grèce); Center for European and Transition Studies (Lettonie) b) Initiative du gouvernement pour améliorer le niveau de l'analyse européenne : IWE-ICE (Autriche); EKEM (Grèce); SIEPS (Suède) c) Forum pour l'analyse de la position d'un pays au sein de l'UE : ELIAMEP (Grèce); IEA (Irlande); European Documentation and Research Center (Malte) d) Examen de certains domaines de la politique européenne (ex : la politique sociale ou environnementale) : IPAE (Espagne); IEEP (R-U); OSE (Bruxelles) e) Améliorer la qualité du débat : Europe 2020 (France); Friends of Europe (Bruxelles) f) Nouvelle plate-forme pour permettre à des chercheurs et des étudiants d'exprimer leurs points de vue sur l'Europe : EUROPEUM (République tchèque) g) Soutenir l'intégration européenne : IAI (Italie); Fondation Robert Schuman (France); Polish Robert Schuman Foundation (Pologne); Federal Trust (R-U); Notre Europe (France) h) S'opposer à plus d'intégration : Bruges Group (R-U) i) Réforme économique : Lisbon Council (Bruxelles) j) Intérêt du secteur privé : EPC (Bruxelles).

<sup>16</sup> Par exemple, ELIAMEP en Grèce a été créé en 1988 pour examiner la relation de la Grèce avec d'autres états de la région méditerranéenne, des Balkans et de la Mer Noire et le Center for European and Transition Studies en Lettonie a été fondé en 2000 "pour répondre aux défis de l'élargissement de l'UE."

<sup>17</sup> Fait désormais partie de l'Institut Pan-européen.

<sup>18</sup> Le nombre de *think tanks* a rapidement augmenté dans ces états, ainsi que le nombre d'autres organisations de la société civile, souvent avec le soutien de donateurs et de fondations étrangers (ex : la Polish Robert Schuman Foundation, 1991). Il était naturel pour beaucoup de ces *think tanks* de s'orienter vers des questions européennes car l'Europe était d'une importance centrale pour la sécurité et la future prospérité économique de leur pays. De plus, ces pays étant candidats à l'adhésion à l'UE depuis le milieu des années 1990, le besoin d'analyse des politiques européennes (et de comment leur pays pourrait s'y adapter) se faisait encore plus sentir.

<sup>19</sup> France : Confrontations Europe (1991); Europartenaires (1994); Europe 2020 (1992); Fondation Robert Schuman (1991); Notre Europe (1996). Angleterre : EPF (1992); Centre for European Reform (1997); Foreign Policy Centre (1998). Allemagne : ZEI (1995); Mannheimer Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung (1990)

<sup>20</sup> Bruxelles : Centre for New Europe (1993); EPC (1996); Friends of Europe (1999); Lisbon Council (2003); The Centre (2004).

<sup>21</sup> Il est clair qu'il ne s'agit pas d'une classification exhaustive, mais elle reflète aussi justement que possible la gamme complexe et variée de domaines de recherche traités par les *think tanks* étudiés (i.e. pas des produits de recherche de personnes). La liste a été établie en utilisant tous les thèmes définis comme des domaines de recherche essentiels par les *think tanks* et, par la suite, en les rassemblant dans cette gamme simplifiée d'activités. La différence entre des organisations à revendications particulières et celles à revendications multiples doit être prise en compte ici : dans le premier cas, l'identification du sujet est plus facile, alors que dans le deuxième cas, il est parfois nécessaire de ne choisir que certains sujets essentiels dans un cadre qui semble au départ couvrir le panorama politique européen dans son intégralité.

<sup>22</sup> Cette définition des "affaires constitutionnelles", dans laquelle nous avons choisi d'insérer toutes les références aux études en droit communautaire et au processus de "construction européenne" ou à "l'approfondissement" de l'Union, est très large. Il existe en effet une différence entre les études en droit communautaire classiques, qui font une distinction entre ces deux catégories, et les *think tanks* analysés qui ne font pas cette distinction.

<sup>23</sup> Nous avons créé cette catégorie car certains *think tanks* font référence au rôle de leur pays ou de leurs intérêts nationaux au sein du système communautaire. Avec une telle formule, nous voulons récapituler toutes les références faites par les *think tanks* à des mesures prises pour améliorer la position ou l'image de leur pays respectif dans l'UE. Par exemple, le Centre of European Studies and Research (EKEME) en Grèce suit constamment de près la position d'Etat membre de la Grèce dans l'Union. Le Spanish Real Instituto Elcano tente d'identifier et de promouvoir la position espagnole concernant des questions internationales essentielles; et plusieurs instituts d'Europe centrale et orientale se concentrent sur l'aide qu'ils peuvent apporter à leurs gouvernements pour leur permettre de surmonter des difficultés liés à l'élargissement.

<sup>24</sup> Avec de rares exceptions, comme le European Institute for Asian Studies à Bruxelles.

<sup>25</sup> Allemagne : IEP, SWP, DGAP, Internationales Institut für Politik und Wissenschaft, Bertelsmann Stiftung, FES, Hans-Siedel Stiftung, DIW, IfW, IFO, HWWA, CAP, ZEI, MZES, ZEW (15) – R-U : E.U. Policy Network, EPF, Federal Trust, CER, IEEP, ODI, FPC, Policy Network, RIIA, CEPR, Stockholm Network (11) - Italie : IAI, CeSPI,

.....

SIOI, ISPI, CENSIS (5) - Bruxelles : CEPS, EPC, ETUI, Friends of Europe, OSE, Lisbon Council, ISIS Europe, MEDEA, EU-Asia Institute (10).

<sup>26</sup> Peu d'organisations ont, par exemple, déclaré s'engager dans l'examen parlementaire de la législation.

<sup>27</sup> CEPS, par exemple, est fier de proposer un lieu de contact où des représentants de la Commission et du Parlement européen peuvent rencontrer des sociétés membres, des activistes d'ONG et d'autres personnes pour réfléchir dans un environnement neutre. De tels "groupes de travail" de CEPS sont destinés à permettre la création d'idées de différents domaines d'activité.

<sup>28</sup> Par exemple au Danish Centre for International Studies and Human Rights à Copenhague ou à la bibliothèque de SIPRI à Solna, près de Stockholm.

<sup>29</sup> Un fonctionnaire de la Commission prétend, par exemple, à propos des activités de débat et de recherche des *think tanks* : "Il y a toujours les mêmes, on tourne en rond. Il faut par exemple aller parler d'Europe dans les zones d'éducation prioritaire, pas pour faire gadget, mais pour écouter ce qu'ils ont à dire sur l'Europe." Un activiste populaire anglais consent que les *think tanks* en Grande Bretagne «sont influents, mais seulement dans le « village de Westminster » (Parlement britannique).

<sup>30</sup> Une exception est notamment le CEPR, qui a produit plus de 500 documents de travail par an.

<sup>31</sup> En raison de la nature de notre étude, il est difficile d'évaluer la valeur d'ensemble de la recherche de ces revues internes.

<sup>32</sup> Ex : l'IEEP au R-U propose ce service à l'Agence environnementale du R-U.

<sup>33</sup> Ex : Centre for European and Transition Studies, Lettonie.

<sup>34</sup> Des exemples de fondations sont le Joseph Rowntree Trust au R-U et en Irlande, et la Fondation Ford l'Open Society Foundation en Europe de l'Est.

<sup>35</sup> Ces activités sont particulièrement importantes pour les *think tanks* italiens.

<sup>36</sup> Au DIIS, par exemple, les chercheurs qui n'ont qu'un master sont employés pour des contrats temporaires d'une durée d'un à deux ans.

<sup>37</sup> Voir les détails dans le tableau sur le Policy Network au R-U, l'IAI en Italie et, dans les rapports par pays, Progressive Centrum au Danemark.

<sup>38</sup> Par des manifestations publiques variées. Il est également possible de trouver une minorité de *think tanks* qui sont conscients du rôle influent qu'ils peuvent avoir pour les décideurs; le Pan European Institute en Finlande déclare qu'il donne des informations "aux décideurs du gouvernement et dans le monde des affaires" sur de nouveaux phénomènes. Les *think tanks* semblent aussi dans ce cas plus orientés vers les politiques.

<sup>39</sup> C'est ce qui distingue, par exemple, l'IRRI (Institut Royal des Relations Internationales) en Belgique de son pair plus universitaire, le GEPE (Groupe d'Etude des Politiques Européennes).

<sup>40</sup> Les directeurs de *think tanks* interviewés en Suède, par exemple, considère qu'un de leurs rôles consiste à proposer certains services au grand public. Ces services peuvent comprendre l'accès public à leur bibliothèque, la publication d'une part de leur travail pour les écoliers et les étudiants en université, des stages formateurs et l'organisation de réunions d'adhérents locaux à la fois en Suède et à l'étranger.

<sup>41</sup> Un institut hollandais réputé consent qu'un *think tank* « doit être innovant, avoir de nouvelles idées et trouver du soutien pour son action. » Un autre institut, évoquant deux des *think tanks* les plus influents en Europe, déclare que "ce que nous aimons chez eux, c'est qu'ils s'engagent dans des voies inexplorées, qu'ils réfléchissent sur des problèmes qui ne sont pas encore au programme et qu'ils influencent donc les décideurs." De tels points de vue peuvent être liés au programme du premier 'advocacy' tank aux Etats-Unis, où "penser l'impensable" était un must après la Seconde guerre mondiale.

<sup>42</sup> Cet aspect est beaucoup plus apprécié par un journaliste irlandais que nous avons interviewé, car il lui donnait accès à travers le *think tank* aux informations sur les dernières évolutions politiques, ainsi qu'aux gens et organisations travaillant en politique dans différents pays. Il considérait également que les manifestations organisées par les *think tanks* donnent l'occasion aux politiciens de s'engager dans le débat avec un public renseigné d'une façon qui n'est plus possible dans les médias (par exemple, à la télévision). Selon lui, ce dialogue est important pour la démocratie. Un des directeurs de l'IEA considère que ce type de rôle d'animateur et de médiateur devient désormais de plus en plus important pour de nombreux *think tanks* européens. Par exemple, beaucoup de *think tanks* bruxellois, comme CEPS, proposent également ce service.

<sup>43</sup> Certains insistent sur la nécessité d'être indépendant "de toute organisation, mouvement ou institution publique ou privée" (le GRIP en Belgique), d'autres qu'une organisation ne devrait être "en aucun cas dépendante d'un partenaire privé ou public exclusif," qu'elle devrait mener ses activités de recherche "dans un esprit de liberté universitaire totale," (IRRI, Belgique), et enfin, que d'autres *think tanks* ne devraient pas avoir d'affiliations à un parti politique (ex : le Centre for International Relations en Pologne). Le site Internet de CEPS revendique "son indépendance totale pour établir ses propres priorités et sa liberté de toute influence extérieure."

- .....
- <sup>44</sup> De nombreux *think tanks*, comme ISIS Europe, nous ont indiqué qu'ils étaient également en train de diversifier leurs sources de financement.
- <sup>45</sup> Ce point de vue a été exprimé par l'European Union Institute for Strategic Studies à Paris (EUISS), agence européenne entièrement financée par le budget européen. Pour plusieurs *think tanks* allemands, être affilié à une université est également une garantie contre l'influence des partis. De même, le CESS, le Centre for European Security Studies aux Pays-Bas, "évite le financement des entreprises." En revanche, d'autres *think tanks*, comme le Pan-European Institute en Finlande, cherchent à protéger leur indépendance en dépendant surtout de fonds privés, ou prétendent que la recherche sous contrat leur permet de mieux gérer leur indépendance. Le Centre for European Policy en Slovaquie déclare qu'il est "un *think tank* hautement indépendant et critique," et refuse donc l'argent de l'Etat. (Il reconnaît également que le gouvernement ne voudrait de toute façon pas lui en donner).
- <sup>46</sup> C'est le cas par exemple de l'Institute of International Relations de Prague, ou de l'Institut für Friedensforschung und Sicherheitspolitik à l'Université de Hambourg.
- <sup>47</sup> Au SWP à Berlin, toutes les décisions importantes sont prises à une majorité des deux-tiers du Conseil d'administration, dont le rôle précis est de garantir l'indépendance du SWP. Les membres du Conseil comprennent d'importants scientifiques, économistes et autres personnalités ainsi que des représentants de divers ministères et partis fédéraux au Bundestag. Ceux du "côté politique" ne peuvent pas numériquement former une majorité des deux-tiers à eux seuls. Au MZES (Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung) à l'Université de Mannheim, les chercheurs soumettent des propositions, qui sont souvent évalués par un comité scientifique extérieur. Dans les instituts de recherche scandinaves, il y a souvent un comité ou conseil chargé de surveiller le travail de l'institut. Un tel organe est souvent composé d'un mélange de fonctionnaires, journalistes et autres personnalités. Même si le gouvernement est présent dans ces comités, l'implication d'autres acteurs permet généralement à l'institut d'entretenir sa relation indépendante du gouvernement.
- <sup>48</sup> L'Institut Royal des Relations Internationales à Bruxelles tente d'éviter toute pression extérieure en destinant son travail de recherche à une variété de publics et en proposant des recommandations concrètes solides "afin que même ceux qui pourraient être contre ce que nous disons voient les mérites concrets de notre recherche." "Recruter parmi les meilleurs chercheurs" fait partir de la stratégie d'ELIAMEP en Grèce.
- <sup>49</sup> L'EUISS se considère comme le seul vrai *think tank* européen grâce à son statut officiel. Au R-U, "ce que certains considèrent comme être proche du gouvernement" est souvent clairement considéré comme un moyen efficace d'être influent et efficace, et non pas comme une menace à l'indépendance et la crédibilité d'un institut. Le Hellenic Centre for European Studies nous a indiqué que l'indépendance vis-à-vis des autorités publiques était "une question de bonnes relations. Personne ne donne d'ordres, le gouvernement pose des questions, mais n'influence pas les réponses. Le gouvernement a ses priorités, mais respecte notre indépendance concernant les résultats de notre analyse."
- <sup>50</sup> Le European Trade Union Institute collabore aussi avec des acteurs ayant le point de vue des employés. Par exemple, il a travaillé sur des projets communs avec la Hans Boeckler Foundation, qui est une fondation soutenue par la Deutsche Gesellschafts Bund (le Confédération de l'Industrie allemande).
- <sup>51</sup> Le Foreign Policy Institute en Estonie nous a décrit comment il cherche à maintenir une certaine distance de l'Etat qui lui apporte une part importante de son budget et lui commande des études. L'Institut Royal des Relations Internationales en Belgique nous a déclaré que préserver son indépendance est "compliqué", d'autres que leur indépendance est "toujours fragile." Pour le Internationales Institut für Politik und Wirtschaft à Hambourg, il s'agit "d'un combat de tous les jours."
- <sup>52</sup> De façon intéressante, CEPS (Rapport annuel 2003) décrit une étude en ligne qu'il a mené sur sa page d'accueil entre juillet et décembre 2003. Cette étude a révélé qui visite son site Internet (Enseignement : 23%; professions libérales : 19%; gouvernements nationaux : 16%; recherche : 15%); leur pays d'origine (le plus grand groupe est situé en Belgique, le suivant au R-U et aux E-U); et les principaux centres d'intérêt (l'avenir de l'Europe, la politique économique, l'élargissement de l'UE et la sécurité). "Les publications sont ce qu'ils cherchent le plus, suivi des commentaires et analyses de CEPS. 13% en plus de visiteurs du site Internet de CEPS se dirigent vers la librairie en ligne de CEPS pour acheter ou télécharger des publications."
- <sup>53</sup> Des organisations comme WWF Europe qui sont parfois considérées comme des "*think tanks* européens" nous ont confirmé qu'elles ne considèrent pas leur bureau à Bruxelles comme un *think tank*, mais comme une équipe de lobbying qui fait de la recherche et donne des conseils pour le réseau WWF.
- <sup>54</sup> Il pourrait exister d'autres filiales de *think tanks* américains en Europe, mais elles n'ont pas été retenues dans notre recherche.
- <sup>55</sup> Parmi ces sept fondations, nous n'avons retenu que la Friedrich-Ebert-Stiftung, la Konrad-Adenauer-Stiftung et la Hanns-Seidel-Stiftung. En effet, les quatre autres (Friedrich-Naumann-Stiftung, Heinrich-Böll-Stiftung, Hans-Böckler-Stiftung et Rosa-Luxemburg-Stiftung) soit ne font pas de recherche sur l'Europe, soit n'ont pas d'équipe de chercheurs propre (deux critères fondamentaux pour établir nos listes de *think tanks*).

- .....
- <sup>56</sup> On peut noter également qu'en raison du caractère très décentralisé de l'Allemagne, de nombreux *think tanks* ne sont pas situés dans la capitale, mais ont leurs sièges à Hambourg, Munich, Kiel, Saarbrücken, Cologne et d'autres capitales régionales. Ce phénomène n'a pas été vu dans d'autres pays de l'Union. Cela est en partie dû au fait que leur financement ne provient pas uniquement du gouvernement fédéral mais également de celui des Länder et qu'ils souhaitent toucher une audience plus large que celle qu'ils ont à Berlin.
- <sup>57</sup> Ces deux instituts ne sont pas des *think tanks* selon nos critères, dans la mesure où ils n'ont pas de chercheurs et ne produisent pas de recherche eux-mêmes.
- <sup>58</sup> Un dernier *think tank*, le Jaan Tonisson Institute, avait initialement été recensé pour cette étude, mais il semble qu'il ait cessé toute activité depuis début juillet 2004.
- <sup>59</sup> Par exemple, le Ministère de la sécurité sociale et du travail ou le Comité Suprême pour la libération de la Lituanie, le politburo soviétique à l'origine de l'Académie des Sciences dont dépend l'IEAS en Lettonie, le ministre des Affaires étrangères en Estonie.
- <sup>60</sup> L'Institut se définit "peut-être partiellement" comme un *think tank*. Le Luxembourg abrite aussi le Centre d'Etudes et de Recherches Européennes Robert Schuman, qui se concentre surtout sur l'étude historique de l'intégration européenne. Bien qu'il mène des recherches et apporte des connaissances sur l'Europe, il n'est pas tourné vers les politiques et ne vise pas les décideurs.
- <sup>61</sup> Les *think tanks* hollandais sont tous des fondations ('stichtingen'), mais pas dans le sens traditionnel d'organisations qui se consacrent à la gestion et la répartition de fonds de dotation. Ce statut explique pourquoi les *think tanks* hollandais n'ont pas de membres, bien qu'ils disposent de diverses options pour développer un service d'adhésion *de facto*.
- <sup>62</sup> L'institut Clingendael est différent de l'IFRI en France, du DGAP en Allemagne ou du RIIA en Angleterre du fait qu'il a un programme de formation très conséquent. Il propose même un programme de Master en Relations Internationales et Diplomatie. Bien que l'un des neuf critères pour un *think tank* soit qu'il ne donne pas de diplômes, nous avons néanmoins retenu l'institut Clingendael et l'EIPA dans notre liste, car l'exclusion de la scène hollandaise des *think tanks* serait clairement perçue comme artificiellement strict.
- <sup>63</sup> Créé pour stimuler la coopération entre les administrations et les instituts de formation administrative des Etats membres, l'EIPA est soutenu par l'administration européenne et la Commission. L'institut a des activités de formation et de recherche sur l'administration publique et les politiques européennes, et propose une variété de services aux administrations des Etats membres et des pays candidats ainsi qu'aux institutions européennes, en soutien de leurs tâches et responsabilités liées à l'intégration européenne. Il se définit d'abord comme "un instrument européen pour former des fonctionnaires (...) 'pour soutenir l'Union européenne et ses Etats membres et les pays associés à l'EIPA en proposant des services pertinents et de haute qualité pour développer les compétences des fonctionnaires à traiter des affaires européennes."
- <sup>64</sup> Nous n'avons pas retenu l'ECF car son travail de recherche n'est pas permanent et qu'il n'a pas d'équipe de recherche interne. Il ne semble donc pas essentiellement être un *think tank*.
- <sup>65</sup> Le Danish Institute for Human Rights représente l'autre moitié.
- <sup>66</sup> Cf. Day, p.108, dans McGann & Weaver, 2000. La Danish National Research Foundation finance les activités de 30 centres de recherche différents dans le domaine de l'art et des sciences. Il a actuellement un budget de 250 millions de DKK mais le seul centre qu'il finance ayant des activités sur l'Europe est l'EPRU (et leurs activités ne concernent qu'un domaine étroit de politique européenne et de macroéconomie).
- <sup>67</sup> Le COPRI a été l'un des instituts à s'être le plus opposé à cette fusion. Il a organisé une coalition internationale de plus de 300 universitaires très renommés pour s'y opposer.
- <sup>68</sup> Par exemple, EPRU publie des recherches sur des institutions et sur la formation de la politique économique ; sur l'économie monétaire internationale et l'intégration économique européenne ; sur la théorie et la politique du commerce international. Désormais situé à l'Institut d'économie de l'université de Copenhague, l'EPRU est financé par une subvention de la Fondation Nationale de Recherche danoise et de deux ministères du gouvernement danois.<sup>68</sup> Il compte actuellement 24 employés. L'EPRU collabore également avec d'autres instituts étrangers dans le domaine de l'économie internationale. Ses partenaires sont entre autres le National Bureau of Economic Research aux Etats-Unis, le CEPR à Londres, CEPS à Bruxelles et l'Institut für Höhere Studien à Vienne. Il reçoit également un grand nombre d'universitaires de l'étranger en tant que visiteurs.
- <sup>69</sup> La très bonne croissance économique du pays à la fin des années 1990 après la récession de 1990-93 témoigne d'une forte volonté nationale d'accéder à l'UE; la Finlande faisait d'ailleurs partie des 11 pays européens sélectionnés en mai 1998 pour intégrer l'Union économique et monétaire.
- <sup>70</sup> Sa production en recherche est cependant hautement considérée et son statut et ses structures décisionnelles protègent son indépendance.
- <sup>71</sup> Plus généralement, les *think tanks* sont un phénomène récent en France. Ils sont apparus timidement dans les années 1980 et un nombre assez important a été créé ces dernières années : voir *Le Journal du Management*, 2004.

- .....
- <sup>72</sup> L'Institut de Relations Internationales et Stratégiques ([www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)), créé en 1990 avec le soutien de Pierre Joxe, alors ministre de la Défense, propose différents diplômes et programmes de formation, mais a aussi un programme de recherche, qui traite en partie des questions européennes (ex : 8 livres sur les 31 derniers depuis 2000); l'Institut Choiseul ([www.choiseul.info/institut/index.php](http://www.choiseul.info/institut/index.php)), qui, hormis la recherche générale et les activités de conseil stratégique, "vise aussi à favoriser l'émergence d'une vision européenne des affaires mondiales dans l'espoir de voir l'Union mener une politique étrangère efficace et cohérente." Cet institut, créé en 1999, a déjà un budget d'un demi million d'euro et une équipe de 6 chercheurs permanents et 20 temporaires. Ses recherches se concentrent sur les relations internationales et les questions économiques, et il publie quatre revues sur la géoéconomie, l'Amérique latine, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, et la Chine.
- <sup>73</sup> En 1994, six instituts grecs majeurs se sont associés avec le Cyprus Research Institute (KYKEM) et d'autres *think tanks* d'Australie, du Canada et des USA pour créer le Comité de coordination des instituts de recherche sur l'Hellenisme.
- <sup>74</sup> Parmi les organisations complémentaires, on trouve la Lajos Batthyany Foundation, dont le département de recherche mène quelques recherches sur l'intégration européenne. Le Regional Environmental Centre pour l'Europe centrale et orientale, qui travaille pour la Hongrie et des acteurs institutionnels internationaux pour "les aider à résoudre des problèmes environnementaux en Europe centrale et orientale." Il s'agit d'une "organisation internationale à but non lucratif, neutre et apolitique, qui repose juridiquement sur une charte signée par les gouvernements de 28 pays et par la Commission européenne, et sur un accord international avec le gouvernement hongrois." L'Institut d'Affaires Internationales hongrois ne semble plus exister. Son site Internet (un critère de base pour notre étude) ne fonctionnait plus au moment de cette étude. Pour des raisons semblables, l'Institute for Strategic and Defense Studies n'a pas été retenu, bien qu'il soit connu pour avoir mené des recherches sur le contexte de la sécurité européenne.
- <sup>75</sup> Bien qu'il ait toujours de nombreux projets sur des questions européennes : 20.
- <sup>76</sup> L'IEA a une filiale à Bruxelles composée de fonctionnaires irlandais travaillant dans les institutions européennes. Cette filiale organise régulièrement des manifestations pour que les fonctionnaires se tiennent informés de la politique plus générale de l'Irlande envers l'UE.
- <sup>77</sup> Cela va jusqu'à six si nous incluons le Conseil Economique et Social.
- <sup>78</sup> En fait, nous avons trouvé le Centro Europa Ricerche (CER), qui semble cependant ne pas avoir de site Internet et n'avoir été que très peu en activité.
- <sup>79</sup> [www.italianieuropei.it](http://www.italianieuropei.it), [www.liberalfondazione.it](http://www.liberalfondazione.it), [www.limesonline.it](http://www.limesonline.it). Les clubs politiques sont plus considérés comme "des forums de débat entre des politiciens et des intellectuels aux vues similaires que comme des organisations produisant de la recherche de façon régulière." (Lucarelli, Radaelli, 2003)
- <sup>80</sup> Une récente loi permet aux citoyens de donner 1% de leur impôt sur le revenu à des organisations non-gouvernementales et à but non lucratif, mais peu de gens sont au courant de cette possibilité.
- <sup>81</sup> [www.osw.waw.pl](http://www.osw.waw.pl); [www.omp.org.pl/indexang.html](http://www.omp.org.pl/indexang.html); <http://iss.krakow.pl>
- <sup>82</sup> Les autres cas limites de cette études furent : le Centre for Local Economic Strategies et l'Institute of Welsh Affairs (tous deux s'étaient intéressés par le passé aux dépenses du fonds européen de développement régional), le Labor Research Department (qui propose des services d'information aux syndicats britanniques, y compris sur la législation européenne, mais qui ne semble pas effectuer de recherche sur les politiques européennes actuellement), et les pseudo *think tanks* eurosceptiques the Bruges Group et New Frontiers Foundation.
- <sup>83</sup> Le CER a été fondé par un groupe comprenant des conseillers influents du Parti travailliste comme David Miliband, Davis Clark et Wendy Alexander (Miliband est par la suite devenu membre au Parlement et ministre du gouvernement, et Alexander membre du Parlement écossais et ministre écossais). Le FPC a été lancé sous le patronage de Tony Blair en 1998.
- <sup>84</sup> Par le passé, les médias ont préféré le point de vue d'autres *think tanks* plus « objectifs » tels que le National Institute for Economic and Social Research (NIESR) lorsqu'il était question des débats européens, comme par exemple celui sur l'euro.
- <sup>85</sup> D'autres groupes se désignent comme *think tanks*, tels que le Bruges Group et la New Frontiers Foundation, mais du fait de leur statut principal d'organisations de lobbying et parce qu'ils n'ont pas de capacité de recherche interne, ils n'ont pas été inclus dans notre liste d'euro-*think tanks*.
- <sup>86</sup> Cependant, au Royaume-Uni, les *think tanks* ayant le statut caritatif ne sont pas autorisés à entrer directement en campagne politique.
- <sup>87</sup> On a observé en Suède trois cas limites : le Research Institute of Industrial economics – IUI (qui a récemment publié des travaux couvrant des sujets tels que les flux d'investissements directs étrangers dans l'UE mais qui ne semble pas avoir de programme distinct sur l'UE ni présenter de publications en nombre important), le Stockholm Environment Institute (dont la recherche n'est pas axée sur l'UE), et le Bertil Ohlin Institute (un petit

.....

*think tank* du parti Libéral qui s'intéresse à l'occasion aux affaires européennes mais qui semble ne pas publier suffisamment régulièrement sur l'UE pour être inclus dans l'étude).

<sup>88</sup> Day (2001) fait référence à ces instituts comme *think tanks* de « l'establishment », à cause de leur longévité et de leurs liens étroits avec le gouvernement.

<sup>89</sup> En moyenne, 15 à 20 citations par mois.

<sup>90</sup> « La cause première en est peut-être l'exode de chercheurs, souvent sous-payés, issus de la sphère académique. (...) Les groupes d'opposition comme le mouvement *Solidarnosc* en Pologne a aussi préparé le terrain pour le développement de nouvelles institutions comme le Gdansk Institute for Market Economics, qui serait – c'est discutable le premier *think tank* du pays. Comme dans d'autres pays, un autre facteur ayant fortement motivé la formation de *think tanks* fut le départ de fonctionnaires frustrés ou incompetents (...). Malgré la force de leurs convictions, la plupart des *think tanks* d'Europe centrale n'auraient pas pu voir le jour sans une assistance étrangère substantielle de la part d'institutions débloquant des subventions comme le CIPE, le Pew Charitable trusts et la Fondation MacArthur aux États-Unis, les fondations de partis politiques allemandes et le British Know How Fund, » (Johnson, 1996) auxquelles on peut ajouter l'Open Society Institute qui a massivement financé des *think tanks* et rassemblé des instituts de recherche dans la région.

<sup>91</sup> Par exemple, la Fondation Bertelsman, la Fondation Ford, la Friedrich Ebert Stiftung, la Fondation Soros-Open Society, la Fondation Robert Schuman ou le German Marshall Fund des États-Unis.

<sup>92</sup> On peut comparer ces chiffres avec, par exemple, les 16 chercheurs du Center for the United States and Europe de la Brookings Institution, les 6 chercheurs sur l'Europe du programme de politique étrangère du Cato Institute, les 5 experts européens du Council on Foreign Relations ou les 56 chercheurs de la RAND Corporation basés en Europe.

<sup>93</sup> Pour ne citer qu'un exemple, l'University Association for Contemporary European Studies qui « rassemble les universitaires impliqués dans la recherche sur l'Europe et les praticiens actifs des affaires européennes. » [www.uaces.org](http://www.uaces.org)

### 3 Le point de vue des destinataires et observateurs

Même si les destinataires théoriques des travaux des *think tanks* spécialistes des questions européennes s'accordent pour souligner l'importance de principe de ceux-ci, leur perception n'en est souvent pas très positive : faible valeur ajoutée, manque d'impact de leurs services, peu utilisés, approche jugée technocratique, élitiste et peu transparente (3.1). Ce regard sévère sur le secteur n'empêche pourtant pas les destinataires d'établir un dialogue régulier sur les *think tanks* et d'en faire une utilisation variée (3.2.4).

En plus de décrire le secteur des *think tanks* s'intéressant aux questions européennes, il importe aussi de se tourner vers le « groupe utilisateur » de ces *think tanks*, c'est-à-dire vers les cibles supposées des efforts des *think tanks*, afin de comprendre ce que l'« autre côté » en pense. Plusieurs décideurs nationaux et communautaires ont été interviewés, ainsi que des journalistes, des universitaires et d'autres acteurs spécialistes des affaires européennes issus de la société civile pour mieux comprendre la contribution qu'apportent les *think tanks* de l'UE. Nous ne pouvions examiner le rôle joué par les *think tanks* au-delà de ces communautés d'experts. Les résultats que nous proposons ici sont basés sur 42 interviews qualitatives. Elles ont permis d'identifier certaines tendances générales qui exigeraient une recherche plus approfondie et plus rigoureuse pour être pleinement analysées.

#### 3.1 LES *THINK TANKS* SPECIALISTES DE L'EUROPE SONT-ILS UTILES AUX YEUX DES DECIDEURS, JOURNALISTES ET UNIVERSITAIRES ?

La réponse courte à cette question est « oui, mais non de manière uniforme ». Les observateurs du secteur des *think tanks* interviewés ont effectivement formulé quatre types de remarques. Tous ont insisté sur l'importance d'une communauté saine de *think tanks* pour le processus de décision politique de l'UE, tout en critiquant leur faiblesse relative et le peu de valeur ajoutée qu'ils parviennent à offrir, parfois leur manque d'impact et de pertinence, et enfin une approche considérée comme trop technocratique et élitiste. Leur contribution éventuelle pour aider à pallier le « déficit démocratique » de l'UE est au mieux considérée comme incertaine.

#### LES *THINK TANKS* : SOURCES DE POLITIQUES INNOVANTES ET BANCS D'ESSAI

En théorie, les décideurs politiques peuvent utiliser les *think tanks* comme sources d'options innovantes et comme bancs d'essai de nouvelles approches politiques. En réalité, les décideurs politiques interrogés considèrent leurs travaux comme potentiellement utiles et s'en servent effectivement. Parmi les rôles qu'ils identifient, les décideurs mentionnent la capacité de certains *think tanks* à s'engager dans « des réflexions aux perspectives inédites », « de nouvelles façons de voir les choses », à fournir « une pensée innovante ». Penser à moyen terme, ce que les administrations ne sont pas toujours capables de faire, est particulièrement

apprécié. Cependant, ils sont plus fréquemment perçus comme des fournisseurs d'analyse et d'information, comme des occasions d'établir des réseaux, comme médiateurs entre le monde académique et la sphère politique et comme «un filtre et un forum pour le débat.»<sup>94</sup> Ils jouent également un rôle de «socialisation» et de formation des publics et des élus nationaux, processus considérés comme particulièrement indispensables pour les domaines communautaires, surtout dans les nouveaux États membres.<sup>95</sup>

Toutefois, ces deux approches sont utilisées de manière très inégale d'une institution ou d'un pays à l'autre. Tandis que la Commission et les *think tanks* sont en contact plutôt étroit, d'autres institutions s'impliquent beaucoup moins comme, par exemple, la Banque centrale européenne ou même, dans une certaine mesure, le Parlement européen.<sup>96</sup> Dans des pays comme la France où les instituts de recherche indépendants ne forment pas encore un secteur puissant de la communauté des décisions politiques, «les gouvernements n'attendent rien des *think tanks*, sauf rares exceptions,» a déclaré une personne interrogée. Dans d'autres pays cependant, notamment au Royaume-Uni mais aussi en Allemagne (le SWP par exemple), le gouvernement a développé des liens stratégiques avec certains *think tanks* qu'il utilise à ses fins propres, principalement pour tester à distance de nouvelles idées politiques. Selon l'auteur d'une étude française officielle sur les *think tanks*, les nouveaux États membres de l'UE commencent à se rendre compte des avantages d'entretenir un dialogue avec les *think tanks*. En Pologne, en revanche, Katarzyna Skorzynska, présidente du Centre for International and Local Government Relations – un *think tank* polonais, a récemment accusé son gouvernement «de monopoliser le débat sur les questions relatives aux préparations pour l'accession de la Pologne, d'un manque d'ouverture dont témoigne [son] aversion à partager toute tâche liée à l'accession avec les ONG, les *think tanks* et les compagnies privées spécialisées (...). Prendre des initiatives et les présenter de façon convaincante au forum européen n'est pas une tâche hors de portée de la Pologne. Néanmoins, cela implique que le gouvernement abandonne son monopole sur l'Europe. Cela exige une coopération fondée sur un partenariat avec les *think tanks* indépendants, ainsi qu'une administration et une diplomatie efficaces.» (Skorzynska, 2003) De même, un centre de recherche autrichien nous a avoué : «Même les fonctionnaires des ministères ont l'impression d'être en compétition avec nous. La stratégie des *think tanks* à l'avenir devrait être de coopérer de manière plus étroite avec les administrations publiques, car ils peuvent fournir d'autres moyens d'envisager les questions politiques.»



La première vertu des *think tanks* jugés utiles et influents par les décideurs est, selon ces derniers, la qualité et l'objectivité de leurs propositions, ce qui ne signifie pas nécessairement une approche politiquement neutre. Le CER, par exemple, généralement admis comme influent et efficace, est systématiquement associé à une « approche blairiste » (voir section 4.2.1). « La créativité des

**« Prendre des initiatives et les présenter de façon convaincante...  
...implique que le gouvernement abandonne son monopole sur l'Europe. Cela exige une coopération fondée sur un partenariat avec les *think tanks***

idées proposées et la façon de les communiquer » sont également considérées comme des facteurs importants. Pour développer de telles qualités, les

décideurs et autres destinataires recherchent des personnalités réputées, « un panel de personnes diversifié, la représentation de différents points de vue, » une indépendance organisationnelle des autres partis et enfin, la capacité à travailler de façon soutenue et à long terme sur certaines questions.

Les médias demandent quelques exemplaires de leurs travaux aux représentants des *think tanks*, particulièrement sous forme de billets d'opinion, mais ne s'en servent pas comme source d'information aussi souvent qu'ils le font avec des experts d'un autre type. « Les *think tanks* ne sont pas des gens que vous appelez d'habitude, et ne sont pas des freelance qui peuvent vous écrire des papiers sur des sujets précis, » bien que « les plus incisifs peuvent écrire des articles sur un sujet particulier s'ils sont des spécialistes reconnus. » Les journalistes perçoivent aussi différemment la valeur des *think tanks*. A cause du caractère urgent du travail des médias, les journalistes nous ont dit être très intéressés par les travaux d'analyse et de recherche qui leur font gagner du temps. Dans ce contexte, « les *think tanks* sont un vrai plus. » La pensée prospective et les conférences ne sont pas toujours adaptées à la manière de travailler des mass medias, même si celles-ci recherchent des « idées inédites » ; les *think tanks* sont plus appropriés pour la presse spécialisée. Un journaliste français a commenté le fait que les meetings petits-déjeuners d'une heure permettant de vraies discussions à un petit nombre de participants, comme ceux qu'organise l'Institut de l'Europe – un quasi *think tank*, sont très utiles. Un autre a confirmé que l'occasion d'échanger et de confronter des idées en dehors du cercle d'« habitués » est très bénéfique. Tous les journalistes nous ont dit qu'ils tenaient beaucoup à mieux identifier des experts de certaines questions pour des références futures. La proximité géographique et physique est un plus, comme le prouve par exemple le dialogue étroit entre l'EPC et European Voice, tous deux basés dans le même centre médiatique à Bruxelles. Il semble que les journalistes interrogés consultent peu les experts de *think tanks* en dehors de leurs frontières.

#### « UTILES, MAIS MOYENNEMENT UTILES »

En général cependant, nos interviews indiquent qu'aujourd'hui les *think tanks* qui s'intéressent aux affaires européennes n'apportent qu'une valeur ajoutée limitée aux yeux des décideurs, leur cible première. Selon les journalistes interrogés, ils ne sont pas assez visibles. L'aspect positif est que cette perception reflète davantage la situation actuelle qu'un rejet des *think tanks* en soi. Les besoins et attentes des utilisateurs potentiels de *think tanks* ne sont pas

satisfaits : ils veulent plus de *think tanks*, plus efficaces. Comme l'a résumé un haut responsable de la Commission, « l'offre ne répond pas à la demande ». « Il y a quelques instituts de qualité, mais par rapport à la puissance économique et politique de l'Europe, la production des *think tanks* n'est pas aussi dense qu'on pourrait le souhaiter. En fait, les observateurs regrettent la pénurie relative de *think tanks*, « ils n'ont pas suffisamment de surface », « on manque de *think tanks* et de capacité de réflexion », en particulier comparé à ce qui existe aux États-Unis. De manière moins positive, les personnes interrogées sont également sceptiques sur ce que les *think tanks* ont à offrir aujourd'hui : ils allèguent le peu de valeur ajoutée, le fait que peu sont réellement bons et que quand ils le sont c'est grâce à un individu au sein du *think tank*, particulièrement les membres doués qui parviennent à proposer des idées vraiment novatrices, et pas grâce à l'organisation dans son ensemble. Un universitaire s'est aussi montré critique : « Vous savez ce qu'ils vont écrire avant même de l'avoir lu. »<sup>97</sup>

### « Vous savez ce qu'ils vont écrire avant même de l'avoir lu. »

Comme l'a résumé un responsable européen particulièrement critique, les *think tanks* sont « utiles, mais moyennement utiles. » Ce responsable a ajouté : « Ils me font perdre beaucoup de temps, ils viennent glaner des idées à la Commission (...) et produisent peu (...). Seule une poignée de gens réfléchit réellement, le reste, c'est plutôt de la compilation (...), ils devraient être plus originaux. » Un autre a confirmé qu'« il y a ceux qui répètent toujours la même chose, et ceux qui essaient de remettre en question les idées recues, mais je ne pourrais pas dire ce qui est le plus important. » Une observatrice nous a dit être en réalité « agacée » par le discours de ceux qui « prétendent aider à rapprocher l'UE de ses citoyens, » tout en recevant « tant d'argent des institutions européennes qui sert à entretenir une élite », en fait selon elle « ils manquent de créativité. » Même les *think tanks* les plus influents sont « davantage des endroits pour rencontrer des décideurs politiques que des lieux de création d'idées originales et novatrices, » a ajouté un universitaire. « Leur rôle est intéressant, mais leur production est pauvre. » Quelques-uns des organismes les plus visibles sont traités de « faux *think tanks* » qui s'occupent plus de « vulgarisation » et de « lobbying » que de produire des idées originales. Il en résulte que la Commission est perçue comme dominant la production intellectuelle sur les questions de politiques communautaires selon les mots d'un autre responsable, même si sa propre capacité est inadéquate.

D'autre part, les journalistes et les décideurs de certains États membres, surtout le Royaume - Uni et l'Irlande, tendent à considérer de façon plus positive le rôle (et le rôle potentiel) des *think tanks* dans le débat européen.<sup>98</sup>

## UN IMPACT LIMITE

Une deuxième critique majeure est le manque actuel d'impact et même de pertinence des *think tanks* au-delà d'un cercle limité de questions et de personnes. En premier lieu, nos interviews indiquent que le public des *think tanks* est sans doute plus petit qu'il ne devrait l'être. Quasiment toutes les cibles potentielles nous ont dit être des destinataires essentiellement passifs du travail des *think tanks* et chercher rarement à en obtenir

directement des informations ou des études ; pourtant, les décideurs politiques interrogés ont aussi connaissance de l'existence des *think tanks*. Des acteurs potentiellement importants au Parlement européen ont par exemple expliqué que, sans être la cible des travaux des *think tanks*, ils en entendaient occasionnellement parler dans les médias et qu'ils cherchaient à se procurer eux-mêmes des exemplaires de rapports pertinents. Plusieurs interviewés ont relevé le parti pris très « anglo-saxon » des *think tanks* les plus connus, ce qui limite leur audience. D'autres perçoivent les euro-*think tanks* d'aujourd'hui comme « ultra nationaux », avec des équipes de chercheurs déterminées suivant la nationalité d'origine de l'organisation. Enfin, les observateurs ont souligné le fait que très peu de *think tanks* dont le siège est basé dans les États membres étaient présents à Bruxelles, et *vice versa* (voir section 4.2).

De plus, peu d'entre eux sont considérés comme ayant de bonnes stratégies de communication. L'un des journalistes interrogés a résumé en termes vifs le sentiment général de ses collègues : « La plupart des gens qui travaillent dans les *think tanks* sont bons, mais certains sont trop techniques et utilisent trop de jargon interne, ce sont vraiment des ours. » Un autre a confirmé qu'« il y a matière à améliorer leur communication. » Encore une fois, le CER a été cité par plusieurs observateurs comme l'une des rares organisations qui sache s'y prendre avec les médias, tandis qu'un autre a pris Notre Europe comme exemple de centre de recherche qui « produit des papiers de grande qualité dont on n'entend pas parler. Vous avez vraiment besoin de faire un travail de relations publiques. » Un professeur a observé : « Les *think tanks* français et allemands, sans parler de ceux des autres pays, ne se remarquent pas, contrairement au CER ». Plus généralement, les décideurs et les journalistes s'accordent à dire qu'ils se mettent en rapport avec les *think tanks* et cherchent à se procurer leurs publications bien plus souvent que l'inverse. La plupart du temps, ils citent le bulletin de l'Agence Europe comme l'endroit où ils entendent parler des rapports et des événements.

**« Les compétences des membres du Parlement européen ne s'étendent pas à la politique étrangère, par exemple. Dans ce sens, la contribution des groupes d'intérêt est plus appropriée à notre travail. »**

En se plaçant à nouveau du point de vue le plus critique, quelques personnes interrogées ont attribué ce manque d'impact à un manque de

pertinence. Plusieurs d'entre elles ont observé que les centres de recherche indépendants s'occupent de questions trop souvent répétitives qui ne présentent qu'un intérêt limité pour les citoyens, en particulier les questions institutionnelles. C'est aussi dans ce domaine que les décideurs se servent plus fréquemment des instituts de recherche, plutôt que pour des questions comme l'environnement ou les transports d'où les *think tanks* sont relativement absents. Par exemple, les problèmes relatifs à la Constitution ont paradoxalement été l'objet de trop d'attention. Cette dynamique conduit à la « répétition, récemment sur les questions constitutionnelles et les relations transatlantiques. » Ce fait est peut-être encore plus marquant pour ceux qui travaillent au Parlement européen. Un analyste de là-bas nous a dit : « Je n'ai pas le sentiment que ce type de réflexion, à quelques exceptions près, soit très utile aux membres du Parlement européen car leurs compétences ne s'étendent pas à la politique étrangère, par exemple. Dans ce sens, la contribution des groupes d'intérêt est plus appropriée à notre travail. » De telles positions sont encore plus fortes au niveau national. Par

exemple, un autre responsable de l'UE a expliqué que « les *think tanks* allemands se sont dernièrement concentrés sur deux questions : la réduction de la contribution allemande [au budget communautaire] et la répartition des compétences, pour lesquelles leurs propositions ont totalement échoué lors de la Convention du fait de leur vision trop centrée sur l'Allemagne. Il est facile de s'enthousiasmer à l'excès chez soi sur une idée particulière de l'Europe, mais les concepts politiques dépendent aussi des contextes culturels et économiques (...), il faut préparer le terrain dans les autres États membres pour tester vos idées auprès de vos partenaires européens. »

#### **ACTEURS DEMOCRATIQUES OU TECHNOCRATIQUES ET ELITISTES ?**

Certains des décideurs communautaires que nous avons interrogés accusent aussi les *think tanks* d'être trop technocratiques et élitistes, et par là, de ne pas contribuer à combler le fameux « déficit démocratique » de l'UE. Même lorsqu'ils collaborent avec les instituts de recherche européens, les personnes interrogées considèrent souvent que les *think tanks* « parlent trop entre eux », fonctionnant en cercle fermé et « trop anglo-saxons », c'est-à-dire trop focalisés sur des questions définies suivant des termes anglo-centrés. « Ils font partie des classes bavardes » a dédaigneusement déclaré un journaliste, « ils ne s'intègrent pas dans les circuits de presse grand public, le public qu'ils visent est élitiste. » Cette critique est d'ailleurs récurrente parmi les journalistes.<sup>99</sup> Au fil des interviews, nous avons été confrontés à beaucoup d'opinions différentes sur cette question importante. La plupart était « contre » et certains étaient « pour » l'idée que les *think tanks* jouent un rôle dans la réduction du déficit démocratique.

**POUR :** Un politicien britannique a expliqué que les *think tanks* jouent un rôle important dans ce domaine dans la mesure où ils aident à satisfaire une demande généralisée du grand public pour plus d'information sur les questions européennes grâce à leurs publications (réduisant ainsi partiellement le « déficit d'information » des électeurs sur les institutions européennes). Selon lui, répondre à cette demande constituerait un défi d'envergure pour les *think tanks* à l'avenir : « Si les *think tanks* veulent vraiment faire une différence, ils devraient réfléchir à des façons de mieux informer le public [sur les questions européennes]. S'ils ont la capacité et la volonté de faire cela, ils peuvent devenir des acteurs majeurs de la démocratisation de l'UE. »

Un journaliste estimait également que les *think tanks* sont importants, car les réseaux qu'ils ont établis à travers l'Europe aident à mieux mettre en rapport les chercheurs et les décideurs nationaux de différents pays. Cela améliore la qualité et élargit le spectre des débats sur les thèmes paneuropéens. Les *think tanks* représentent aussi, selon lui, un « cadre de soutien intellectuel » essentiel au « projet européen », qui assure au moins une certaine dose de débat public à ce niveau malgré le sentiment généralisé d'une certaine déconnexion entre les élites politiques européennes et leurs électeurs.

**CONTRE :** D'autres sont plus sceptiques quant aux capacités des *think tanks* à combler ce déficit démocratique. Un universitaire spécialiste des politiques communautaires exprime le sentiment que dans certains cas les *think tanks* pourraient se rendre utiles en avertissant les décideurs des problèmes à même de miner la crédibilité de la construction européenne. Mais il

a en fait donné un contre-exemple en tentant d'illustrer son argument. A son sens, trop de *think tanks* se sont concentrés sur les aspects économiques du pacte de stabilité au moment de la crise entre la France, l'Allemagne et la Commission sans qu'aucune des organisations de sa connaissance ne dénonce les conséquences négatives qu'un tel flottement des politiques communes pourrait avoir sur la confiance accordée par l'opinion publique au processus de construction de l'UE dans le contexte de la Convention et des négociations de l'élargissement. Un responsable de la Commission estimait que le déficit démocratique devait se résoudre avant tout par un engagement plus marqué des parlements régionaux et nationaux et du Parlement européen, et non par les *think tanks*. Il a insisté sur le fait que leurs activités peuvent être potentiellement néfastes car elles contribuent à donner une image distante et technocratique de l'UE. Un autre universitaire estime qu'à cause d'une trop grande dépendance vis-à-vis de la recherche sur contrat, certains *think tanks* ont tendance à jouer davantage le rôle de « spin doctors ». Selon lui, ils aident à trouver et à formuler des arguments en vue de défendre certaines politiques et ce faisant, promettent parfois « monts et merveilles », ce qui risque finalement de décevoir encore plus les citoyens une fois leurs promesses ronflantes tombées à l'eau.<sup>100</sup>

#### COMPRENDRE LES CONTRAINTES QUI PESENT SUR LES *THINK TANKS*

D'autre part, les personnes que nous avons interrogées ont reconnu qu'il existe des raisons systémiques au manque relatif de poids des *think tanks* européens. Ils admettent que c'est en premier lieu une question de ressources : « pour progresser et devenir plus utiles, ils devraient attirer plus de gens aptes à réfléchir, mais on voit rarement des universitaires reconnus ou d'anciens leaders politiques s'investir dans des *think tanks* comme c'est le cas aux États-Unis, et ils manquent de ressources pour les attirer. » « Ces instituts ne sont pas assez riches et manquent de visibilité; il est alors très difficile de percevoir leur valeur ajoutée et de se rendre compte de ce qu'ils apportent, » sans dénigrer leur utilité. Le manque de fonds implique aussi que très peu de *think tanks* nationaux orientés vers les affaires européennes peuvent implanter des bureaux à Bruxelles. Par exemple, les *think tanks* français spécialistes de l'UE sont jugés peu influents à Bruxelles « même quand ils ont des idées, car ils n'ont pas les moyens d'être présents et de développer les techniques de communication appropriées. »

De plus, « beaucoup de personnes sont individuellement excellentes, mais il y a un problème fondamental : la pensée politique, stratégique et la recherche appliquée ne font pas suffisamment partie de la culture académique » par rapport aux États-Unis, a expliqué un autre universitaire, « c'est une question de culture plus que de capacité. » Résultat, certains décideurs politiques nous ont avoué qu'il leur arrivait parfois de se tourner vers des *think tanks* ou des universités américaines.<sup>101</sup>

Néanmoins, les responsables nationaux et communautaires pressentent tous que les *think tanks* ne devraient pas devenir plus dépendants des fonds publics. Selon un professeur allemand spécialiste des *think tanks*, aucune source financière ne devrait, idéalement, représenter plus de 5 % du budget total d'un centre de recherche indépendant.<sup>102</sup>

Pour être honnête, les critiques exprimées ont également, dans certains cas, dénoté un manque de connaissance de ce que les centres de recherches indépendants font réellement. Il y a eu trois exemples précis où des responsables reconnus de la Commission, censés être bien informés, nous ont dit que rien n'avait été produit par les *think tanks* sur un sujet bien précis, alors qu'un article avait récemment été publié sur cette question spécifique par des *think tanks* importants. Les décideurs politiques de l'UE négligeraient-ils les *think tanks* spécialistes de l'Europe comme source d'analyse, d'information et d'idées nouvelles ? Où estiment-ils qu'ils n'accomplissent pas leur mission ? Nous ne tenterons pas ici de répondre à ces questions délicates. Des études plus approfondies seraient nécessaires pour dépasser ces visions anecdotiques d'une portion assez représentative mais limitée des décideurs communautaires. Néanmoins, aux lecteurs pour qui les critiques d'élitisme, de manque de pertinence et de transparence rappelleraient l'hôpital se moquant de la charité, nous répondons qu'une recherche plus poussée confirmerait probablement l'ébauche des attentes insatisfaites qui se dessine ici.

### **UN INTERET CROISSANT POUR LES *THINK TANKS* ?**

Finalement, les décideurs de certains pays deviennent sensibles à l'importance du rôle des *think tanks*, tant au sein des institutions que dans les organisations de la société civile en général. Le président d'un important centre de recherche européen de relations internationales estime que « ce qui est nouveau, c'est le désir des décideurs de prendre part au débat. » Bien entendu, la situation varie considérablement d'un pays à l'autre. Un fonctionnaire de la Commission nous a par exemple dit à quel point les responsables allemands et britanniques à Bruxelles étaient plus enclins à partager les documents politiques avec les *think tanks* que leurs homologues français. Toutefois, même les autorités françaises, que l'on considère généralement moins ouvertes aux *think tanks* du secteur que d'autres gouvernements de l'UE, rejoignent peu à peu la mouvance. Dans cette perspective, le rapport français récent de la représentation permanente française sur l'influence des *think tanks* français qui s'occupent des affaires européennes (Féat, 2004) est encourageant. Le problème, commente un observateur qui connaît bien la situation dans l'Union européenne et aux Etats-Unis, serait que cet intérêt ne soit pas suivi pas les leaders politiques âgés qui sont au gouvernement depuis trop longtemps. En France et ailleurs, où le dialogue entre les *think tanks* et les politiques est insuffisant, cette personne explique : « Nous avons besoin de renouveler complètement les élites politiques. Aux États-Unis, les décideurs circulent bien plus vite qu'en France où vous avez les mêmes politiciens depuis quarante ans. Nous devons avancer plus vite. »

A quelles organisations de politique indépendantes les décideurs, journalistes, universitaires et autres observateurs du processus de décision politique de l'UE se réfèrent-ils le plus souvent ? En général, ils citent régulièrement les mêmes instituts transnationaux et un ou deux des groupes nationaux qui leur sont les plus proches. Si l'on se fonde sur nos interviews, et donc non sur un sondage systématique, les organisations (qui ne figurent pas toutes dans notre liste) qui apparaissent le plus fréquemment sont, par ordre de fréquence décroissante : <sup>103</sup> CER (GB), CEPS (Bruxelles), EPC (Bruxelles), EUISS (Paris), IFRI (France), la Fondation

Bertelsmann (Allemagne), Brookings Institution (E.U), Chatham House (GB), Friends of Europe (Bruxelles), le SIPRI (Suède), FRS (France), TEPSA (UE), DGAP (Allemagne), Clingendael (Pays-Bas), IEP (Allemagne), IAI (Italie), et Eliamep (Grèce).<sup>104</sup>

### 3.2 CONCLUSION PROVISOIRE : COMBLER LE « DEFICIT DE LA DEMANDE » DE L'UE POUR LA RECHERCHE EN POLITIQUE INDEPENDANTE.

Il existe beaucoup de raisons possibles pour lesquelles les responsables élus ou nommés au niveau national et communautaire devraient en théorie travailler activement avec les euro-*think tanks*, comme souligné dans la section 1.3. Nous avons énuméré trois types de raisons : les *think tanks* aident à formuler des politiques publiques solides, ils peuvent contribuer à une vie démocratique saine et ils peuvent constituer une ressource pour la « soft power »<sup>105</sup> international des États membres et des institutions communautaires. Alors que nous avons vu que l'offre est quelque peu insuffisante eu égard à ces objectifs ambitieux, il est aussi perceptible que les décideurs pourraient encourager le dialogue plus activement avec les centres de recherche indépendants. Tout indique que dans les pays où la demande est faible, on considère de plus en plus que les *think tanks* ont un rôle à jouer.

Pour encourager cette tendance, nous partageons les vues d'un spécialiste des *think tanks*, Martin Thunert (interview), qui place le fardeau sur les *think tanks* et les incite à prendre les mesures suivantes pour combler le fossé entre eux et les décideurs politiques :

- Les *think tanks* devraient se poser en sources essentielles d'information pour les décideurs sur des questions clefs de leur choix, qu'il s'agisse des relations UE-Russie ou des politiques communautaires sur le changement climatique. A l'avenir, les *think tanks* devraient devenir des références « incontournables », vers lesquelles les décideurs de toute l'Europe sauront qu'ils peuvent se tourner pour obtenir des informations et des analyses mises à jour.
- Les *think tanks* doivent travailler à utiliser plus activement les médias afin de cultiver des liens indirects avec les décideurs politiques. Thunert décrit comment les médias allemands recrutent de jeunes journalistes qui manquent d'expérience sur beaucoup de questions politiques. Les journalistes devraient aussi savoir qui contacter au sein des *think tanks*.
- Idéalement, les *think tanks* devraient être présents à Bruxelles et au moins dans la capitale de leur pays d'origine (beaucoup de *think tanks* allemands sont basés hors de Berlin).
- Plus généralement, les centres de recherche indépendants ont besoin de penser stratégiquement à leur positionnement vis-à-vis des partis, des forces politiques et de leur engagement en général.

La section suivante poursuit cette discussion en examinant plus en détail les défis et dilemmes qui se posent aux euro *think tanks*, comme le danger de l'instrumentalisation par les décideurs politiques.

- .....
- <sup>94</sup> Cet intérêt est confirmé, entre autres, par le fait que la Commission européenne, d'autres acteurs communautaires ainsi que les autorités nationales apportent un soutien important, principalement sous forme de commandes d'études, de financement direct et de détachement de personnel. La Représentation permanente de la France devant l'UE a récemment mené sa propre enquête sur les *think tanks* français spécialistes de l'Union afin de savoir comment mieux collaborer avec eux. De façon anecdotique, plusieurs décideurs politiques nous ont déclaré qu'ils pourraient envisager de poursuivre leur carrière dans un *think tank* à l'avenir.
- <sup>95</sup> « Nous avons plus que jamais besoin d'une meilleure information et d'outils plus élaborés pour analyser les problèmes », nous a, par exemple, déclaré un fonctionnaire national. Les *think tanks* « mettent en rapport les gens qui doivent se rencontrer. » Un fonctionnaire du Parlement européen a décrit combien « de nombreux parlementaires européens originaires des nouveaux pays membres aimeraient probablement se joindre à ce type d'études, beaucoup se demandant 'où pourrais-je réfléchir à Bruxelles ?' Les *think tanks* ont le potentiel d'aider ces nouveaux parlementaires à s'intégrer. »
- <sup>96</sup> Certains groupes s'efforcent de contribuer à la réflexion et à la politique de la BCE, comme en témoignent les études par exemple du Centre for Economic Policy Research, un réseau d'économistes basé à Londres, qui commente régulièrement les décisions relatives aux taux d'intérêt de la banque.
- <sup>97</sup> Cet universitaire se réfère ici à l'impression de manque d'objectivité de beaucoup de *think tanks*, et spécialement de Bruxelles. D'après lui, la recherche des *think tanks* n'est pas « fine » et ils ont tendance à trop produire. C'est pour cette raison que les *think tanks* économiques comme le CEPR ont une meilleure réputation que les autres. Cette personne a également ajouté que, comme les ONG, les *think tanks* ont tendance à se focaliser plus sur le processus que sur le produit. Ils semblent souvent se contenter d'être « dans la place » aux côtés des décideurs politiques et oublier que leur rôle principal est de produire une nouvelle matière pertinente pour les politiques actuelles; là se trouverait l'influence réelle.
- <sup>98</sup> Par exemple, Lord Grenfell, Président de la Commission spéciale pour l'UE de la Chambre des Lords au Parlement britannique (le principal comité parlementaire chargé d'examiner les politiques communautaires) considère que les *think tanks* qui fournissent régulièrement des preuves à sa commission au cours des enquêtes, apportaient une contribution de valeur au travail du Comité. Cela est surtout vrai lorsqu'ils sont capables de fournir aux membres du Parlement et aux Pairs un avis d'expert sur des questions européennes précises comme l'aide au développement, la politique étrangère, les affaires économiques et financières de manière objective et complète. La collecte des preuves est une part importante du travail du Comité, dans la mesure où il donne aux parlementaires et aux Pairs l'occasion de prendre en compte la vision d'organes et d'individus extérieurs au Parlement, et où il renforce la crédibilité des rapports du Comité. De même, un journaliste irlandais voit dans les *think tanks* une force, pour diverses raisons. Il estime qu'ils permettent à un débat plus informé de s'ouvrir entre les décideurs et les experts sur des secteurs politiques précis. Selon lui, un tel débat n'était par exemple plus possible à la télévision, car il s'était progressivement « vidé de sa substance » au fil des années. Il considère aussi que les *think tanks* ont aidé à « aiguiser et recentrer la perception de certaines questions » : même s'ils n'ont pas toujours été efficaces pour développer de nouvelles politiques, les *think tanks* ont pu aider à concentrer l'attention sur un aspect spécifique d'une politique gouvernementale contemporaine, qui a pu être négligé auparavant.
- <sup>99</sup> European Voice a un jour écrit au sujet des *think tanks* : « Il se peut qu'il y ait un déficit de l'information ailleurs dans l'Union européenne, mais sa capitale unique en son genre, jouit d'une sorte de surplus. En effet, le seul dilemme qui se pose aux classes bavardes de Bruxelles est de savoir à quel débat de *think tank*, à quelle réception d'entreprise ou à quelle conférence de presse auxquels se rendre. »
- <sup>100</sup> Un journaliste a aussi estimé qu'il est difficile pour les *think tanks* à Bruxelles de développer des opinions indépendantes et utiles sur l'avenir de l'UE car ils "font partie d'un système qu'ils cherchent à analyser et à comprendre ». Selon lui, ces organisations impliquées dans le processus d'intégration (y compris les *think tanks*) sont aussi celles qui auront le plus tendance à se prononcer en faveur du processus. Le challenge est donc de trouver des organisations qui n'hésitent pas à penser différemment et à remettre en question le statu quo. Selon lui, le problème se trouve d'autant plus compliqué par le fait que l'un des principaux acteurs de l'UE, la Commission, finance aussi beaucoup de ces *think tanks*. Pour lui, il n'est pas surprenant que certains des *think tanks* les plus influents ne soient pas basés à Bruxelles mais plutôt dans les États membres, où ils ont plus de distance (et donc d'objectivité) vis-à-vis des problèmes européens.
- <sup>101</sup> Ce que confirme entre autres un haut responsable de la Commission européenne, qui a constaté, au cours des sélections que lui-même et ses services développent avec les *think tanks* américains s'intéressant aux questions européennes, qu'ils ont, de l'autre côté de l'Atlantique, « une vision qui n'est pas la nôtre, et il faut faire attention au fait que si cette vision devient dominante, elle exerce une influence sur notre façon de penser. »
- <sup>102</sup> Un universitaire souligne cet inconvénient de la recherche parrainée : « les *think tanks* sont des organisations très intéressantes, mais lorsqu'ils dépendent trop des contrats de recherche, ils risquent de devenir trop "obligés". »



.....

<sup>103</sup> Notre Europe a sciemment été exclu de ce sondage informel en raison du parti pris évident engendré par le fait que les interviewers travaillaient pour cette organisation.

<sup>104</sup> Il est évident que la notoriété, en particulier sur un échantillon aussi limité, ne devrait pas être confondue avec la crédibilité ou l'influence, d'autant plus que certaines des organisations recensées ici ont été critiquées par ceux là même qui les ont énumérées par la suite. Il est intéressant de noter cependant que les personnes interrogées ne se souviennent que de quelques organisations au-delà des organismes nationaux avec lesquels ils travaillent. Une analyse plus systématique de la réputation des *think tanks* de l'UE sera disponible dans la prochaine étude du Professeur McGann.

<sup>105</sup> NdT : Pouvoir par la persuasion, exercé via des moyens économiques ou culturels et non militaires, qui incite d'autres pays à poursuivre les mêmes objectifs par la force de l'exemple.

## 4 Défis, dilemmes et choix stratégiques

Les *think tanks* qui se concentrent sur les questions de politiques européennes au sein de l'UE opèrent, généralement parlant, sur le même marché ou dans le même champ opératoire, en évolution constante, que ce soit d'un point de vue économique ou politique. Cette section tente de comprendre les menaces et les opportunités identifiées par les *think tanks* sur le court terme (4.1) avant d'examiner les autres sources de difficultés potentielles qui sont ressorties de nos entretiens avec les instituts de recherche et les observateurs du secteur (4.2).

### 4.1 MENACES ET OPPORTUNITES

Selon les *think tanks* interviewés, le défi actuel le plus inquiétant du milieu dans lequel ils opèrent est le financement, ce qui génère des problèmes d'indépendance et de compétition. L'élargissement est généralement perçu positivement ou sans conséquence significative sur les activités, tandis que les changements dans le monde universitaire sont accueillis en général positivement. Peu d'autres défis ont été mentionnés.

#### « A QUELS DEFIS SOMMES-NOUS CONFRONTES ? L'ARGENT, L'ARGENT, L'ARGENT ! »<sup>106</sup>

Le financement est une préoccupation récurrente et majeure des *think tanks* interrogés, hormis pour une petite minorité. Il serait d'ailleurs fastidieux de citer tous ceux qui ont mis en avant cette difficulté. Si elle affecte plus nettement les nouveaux États membres, elle semble concerner tant les grands que les petits organismes dans toute l'Union européenne. En effet, selon le Österreichisches Institut für Internationale Politik, « la plupart sont en situation de crise financière. »

Les sources de financement semblent en effet insuffisantes et en diminution, qu'elles soient publiques, privées, nationales ou internationales, qu'il s'agisse de dons ou de contrats. Comme l'explique le Österreichisches Gesellschaft für Politikwissenschaft (ÖGPW) « les sources de financement sont de plus en plus limitées et concentrées. » La majorité des personnes interrogées souligne l'insuffisance et la réduction des financements publics, même en Allemagne et Italie.<sup>107</sup> Les instituts indépendants de recherche se plaignent aussi du manque de pérennité des financements publics. Les allocations peuvent parfois être remises en cause au gré des changements de majorité et de priorités politiques, comme cela se dessine actuellement en France pour certains instituts réputés.

Le problème est le même pour les financements privés. En Pologne, le Centre for International Relations nous a dit qu'« il est très difficile d'obtenir une quelconque aide financière de l'Etat » et que « les fondations étrangères (américaines) ne désiraient plus investir en Pologne désormais, puisqu'elles déplaçaient leur soutien vers l'Est. Les entreprises polonaises ne sont pas d'une très grande aide non plus » Beaucoup d'instituts de recherche ont des difficultés à couvrir une grande partie de leurs dépenses avec la recherche sur contrat et les contributions des membres.<sup>108</sup> Un autre problème essentiel lié au financement privé est qu'il est alloué pour

chaque projet et donc à court terme, tandis que les *think tanks* apprécieraient un financement "continu" à long terme via des donations ou des projets sur plusieurs années.

Les financements sont non seulement limités, mais ils sont également souvent difficiles d'accès. Nombre des organismes étudiés se plaignent en effet de la complexité des règles en matière de donations et surtout d'appels d'offre de la Commission, qui découragent nombre d'initiatives.<sup>109</sup>

Un autre problème rapporté par de nombreux *think tanks* est la tendance de plus en plus marquée des gouvernements à favoriser les financements pour des projets précis uniquement, plutôt que pour toutes les activités d'un *think tank*. Cela est potentiellement préjudiciable pour leur future viabilité sur le long terme dans la mesure où cela pourrait les empêcher d'investir dans leur capacité organisationnelle, en particulier les équipes de chercheurs. Cela pourrait aussi pousser à une relation de client-financeur où ils chercheraient à satisfaire les besoins du gouvernement plutôt qu'à établir leur propre calendrier.

Ce problème de financement affecte logiquement la capacité de recherche des instituts. Il compromet tout d'abord leur indépendance, une valeur fondamentale pour les *think tanks*, comme nous l'avons vu.<sup>110</sup> Les contraintes financières limitent aussi leur capacité à recruter et à utiliser leur personnel de manière adéquate. Plus fondamentalement, selon l'Istituto Affari Internazionali (Rome), cela affecte leur capacité à agir : « Les *think tanks* européens manquent dangereusement de dynamisme, il y a le problème d'un renouvellement trop pauvre des cadres dans ces organisations. » *European Voice* conclue même (2003) : « Dans tous les cas, la majorité de la pensée reste probablement enfermée dans une boîte politique. »<sup>111</sup>

Les contraintes financières ont un autre effet que certains jugeront positif : elles imposent à ces instituts de prouver l'efficacité de leur action et de rendre des comptes. En particulier, le recours au financement privé, selon le responsable d'un organisme qui a su en maîtriser les rouages « garde les *think tanks* en alerte en les forçant à prouver aux entreprises qui les financent qu'ils font un travail efficace. » L'un des six principaux instituts de recherche économique allemands a ainsi été encouragé récemment à fermer ses portes à la suite d'une évaluation du Science Council (Wissenschaftsrat), à laquelle ont également été soumis les autres instituts de recherche économique.<sup>112</sup>

Qu'en est-il réellement ? Cette question nécessiterait une investigation spécifique sur l'évolution de la situation budgétaire des *think tanks* et des fonds qui leur sont accordés, dans un domaine où l'information n'est pas facile d'accès. On peut toutefois observer, comme cela a déjà été fait (Gadault, 2004), que les budgets des *think tanks* européens sont effectivement faibles par rapport à ceux de leurs homologues américains. Les instituts américains ont en effet des budgets beaucoup plus importants que les organismes européens les mieux dotés tels que l'IFRI (2004 : environ €5m) : Brookings Institutions (budget 2004 : \$32m de revenus), Urban Institute (budget 2003 : \$89 m), ou même un institut plus « modeste » tel que le Center for Strategic and International Studies de Georgetown (budget 2004 : \$22m). Cette situation reflète aussi la tendance générale en termes de dépenses en R&D en pourcentage du PIB. Celles-ci étaient 50% plus élevées aux Etats Unis que la moyenne

européenne en 2002, et plus de trois fois plus haute que dans les nouveaux Etats membres.<sup>113</sup> De ce point de vue, on pourrait estimer que les instituts de recherche indépendants européens sont trop dispersés. On peut aussi constater que les dépenses de la Commission européenne sont relativement faibles, même si elles progressent.<sup>114</sup> Nous reviendrons sur cette question du financement dans la Section 5.2 concernant les mesures à prendre pour encourager le développement du secteur.

#### **L'ÉLARGISSEMENT, PLUS UNE OPPORTUNITÉ QU'UNE CONTRAINTE**

Un facteur clef de changement dans le milieu opérationnel des *think tanks* a récemment été l'accession à l'UE de dix nouveaux États membres. De façon quelque peu surprenante cependant, il semble selon nos interviews, que cela n'ait pas radicalement affecté la situation des euro-*think tanks*, que ce soit dans les nouveaux ou les anciens pays membres, et cela pour trois raisons.

1. En premier lieu, les préparatifs de l'élargissement, ainsi que le processus d'élargissement en lui-même et ses conséquences ont été inscrits il y a longtemps dans les agendas des *think tanks*. Le dirigeant d'un institut de recherche de l'un des nouveaux pays adhérents a même déclaré que « la question n'était plus aussi urgente qu'au début des années 1990. » Dans les nouveaux États membres, la majeure partie du travail des *think tanks* a été consacrée à l'élargissement. Maintenant que l'accession est une réalité, on s'attend dans le secteur à ce que l'attention accordée à ces questions se focalise désormais davantage sur les problèmes pratiques de l'intégration au sein de l'UE.
2. La coopération entre anciens et nouveaux États membres existait aussi avant le 1er mai 2004. Des réseaux comme TEPSA par exemple, ainsi que des organisations individuelles, avaient développé de nombreux liens avec des organisations similaires de pays candidats dès le début des années 1990.<sup>115</sup>
3. A ce jour, l'accession n'a pas non plus fondamentalement changé la situation financière des *think tanks* dans les nouveaux États membres, dans la mesure où ils bénéficiaient de l'assistance financière de l'UE avant l'élargissement (via le programme PHARE, par exemple). Par ailleurs, les nouvelles possibilités de financement communautaire rendues possibles par l'accession impliquent généralement des procédures longues et compliquées. Elles ne sont donc pas considérées aujourd'hui comme une source de financement importante par les *think tanks* des nouveaux pays membres. D'un autre côté, d'autres ont le sentiment que les possibilités accrues d'accéder aux sources de financement de l'UE pour les organisations de recherche indépendantes des dix nouveaux membres « augmenteront la compétition sur le marché du financement de la Commission européenne, contrairement aux États-Unis où les sommes d'argent disponibles sont énormes et en hausse. »

## LES MUTATIONS ENTREPRENEURIALES DU MONDE ACADEMIQUE

L'une des raisons du succès des *think tanks* dans les pays anglo-américains, qu'ont soulignée beaucoup des personnes interrogées, est la relative autonomie dans laquelle y évolue le monde universitaire, son indépendance vis-à-vis des financements publics, sa capacité à travailler avec des acteurs du secteur privé, la circulation des personnes entre universités, administration et *think tanks*, et plus généralement une plus forte propension à investir dans la recherche appliquée. Le manager d'un *think tank* français a par exemple observé : « Les anglo-saxons sont meilleurs pour ce qui est de produire de nouvelles idées. Pourquoi ? Parce qu'aux Etats Unis et en Grande Bretagne, il y a une forte interaction entre le monde des décideurs politiques et le monde universitaire, ce qui n'existe pas en Europe continentale. » Cependant, les choses évoluent. Au cours de cette étude, plusieurs observateurs ont en effet remarqué que le secteur s'aligne sur la tendance anglo-américaine, à savoir que les universitaires qui s'intéressent aux questions européennes s'impliquent davantage dans des travaux de politique publique, leur recherche est plus déterminée par l'actualité, et ils cherchent plus à obtenir des partenariats et des financements d'organisations extérieures, un peu à la manière du secteur privé. Cette évolution est particulièrement visible en France qui a peut-être le plus de chemin à rattraper,<sup>116</sup> mais on observe la même tendance chez les autres États membres européens. Partout en Europe, les instituts universitaires de recherche tendent à travailler de plus en plus comme des instituts indépendants sur les questions relatives à l'UE, cherchent des partenariats, lancent des appels de fonds, et jouent en général sur même terrain pour les contrats et la reconnaissance.

Cela représente-t-il une opportunité ou une menace pour les organisations de recherche indépendantes ? Selon les universitaires interrogés, cela peut être une opportunité pour les deux camps à condition que chacun garde sa spécificité. De telles synergies seront possibles si l'on donne à la recherche publique les moyens d'être indépendante par le biais d'une combinaison appropriée de financements publics à long terme doublés de compétition et de coopération avec les *think tanks* et d'autres organisations sur les projets de recherche. D'autre part, les *think tanks* sont confrontés à une compétition accrue face aux universités pour le financement par l'UE des "réseaux d'excellence" et d'autres projets de recherche dépendant du 6ème Programme-cadre (FP6) car ils ne disposent pas souvent du nombre critique de chercheurs ou, précisément, de financements dont jouissent les universités. Les instituts de recherche indépendants éprouvent donc de grandes difficultés à remporter les subventions du FP6. Effectivement, un coup d'œil à la liste des projets FP6 en cours montre que très peu de *think tanks* y participant actuellement.<sup>117</sup>

## AUTRES CHANGEMENTS PERÇUS : LE RENFORCEMENT DE LA COMPETITION, LE RECRUTEMENT, LA MONDIALISATION

Quelques *think tanks* ont mentionné d'autres menaces : une compétition accrue, des difficultés à recruter (conséquence directe des problèmes financiers), et des contextes politiques en mutation.

Le renforcement de la compétition entre les *think tanks*, du fait de l'arrivée de nouveaux entrants, a en fait été mentionné par plusieurs des personnes interrogées. Ces nouveaux *think tanks* sont décrits comme étant « plus petits », « plus flexibles », comme ayant « une

meilleure spécialisation sur certaines questions » et travaillant principalement sur des « projets à court terme ». On s'attend à ce que la compétition augmente dans la mesure où les instituts de recherche indépendants nationaux, au calendrier généraliste et qui n'examinent pas encore les questions européennes en profondeur, vont sans doute le faire de plus en plus dans les années à venir. Un défi spécifique à l'échelle européenne est la difficulté de se procurer les ressources suffisantes qui permettent de rester pertinent dans un contexte d'expansion constante de l'Union européenne. Pour un institut allemand, ce facteur, ajouté aux problèmes financiers, est le signe d'un déclin possible au profit des réseaux de centres de recherche.<sup>118</sup>

La compétition provenant de nouveaux substituts n'appartenant pas au secteur des *think tanks* est également en augmentation. Un autre centre de recherche allemand voit à la fois une menace et une opportunité pour les *think tanks* dans le fait que « la prise de décision politique est de plus en plus influencée par des avis extérieurs, issus non pas des ministères mais d'expertises privées. » La compétition vient d'organes comme les *think tanks* institutionnels, surtout en Allemagne. Une organisation estonienne nous a par exemple déclaré : « La réduction des financements publics conduit à une plus forte compétition pour la recherche sur contrat proposée par les agences gouvernementales. Les décideurs préfèrent des études plus courtes, qui ne sont pas financées non plus, et ils créent souvent des commissions pour conduire des études plutôt que de les confier à un *think tank*. » Car le désavantage est que, dans certains cas, les *think tanks* indépendants sont impopulaires car « trop critiques vis-à-vis des institutions bureaucratiques. » Les centres de recherche universitaires sont aussi plus actifs dans les secteurs de la recherche sur contrat et de la recherche appliquée en politique. Les instituts universitaires nationaux se développent au niveau communautaire, en recrutant des étudiants et des professeurs européens et en s'organisant en réseaux. Le CEPII en France a par exemple produit plusieurs articles qui se sont révélés influents à l'échelle européenne.

En général, il flotte le sentiment que le milieu de la construction politique, dans certains domaines et dans certains pays, est en quelque sorte surpeuplé. De toute évidence, cet accroissement du nombre d'acteurs et de l'exposition des *think tanks* existants à d'autres participants est accentué par le fait que « les réseaux de *think tanks* s'étendent au-delà des frontières des nations et des régions. » La mondialisation, l'élargissement et l'usage de plus en plus fréquent des technologies de l'information renforcent cette tendance en permettant aux acteurs d'atteindre des publics à travers les frontières comme en témoignent l'augmentation des projets communs entre les instituts de différents États membres et la présence de départements européens actifs au sein de grands *think tanks* américains.<sup>119</sup> « La compétition s'internationalise de plus en plus », résume un *think tank* autrichien. Cette compétition est une lutte pour des ressources limitées (en termes de fonds, chercheurs, etc.), d'audience et d'idées tout la fois.<sup>120</sup>

Une poignée d'instituts de recherche indépendants a aussi mentionné les difficultés à attirer des chercheurs compétents du fait de leurs limites budgétaires. La situation semble changer d'un pays – et probablement d'un sujet – à l'autre. Le même *think tank* autrichien nous a dit

que son « principal défi est d'établir un groupe très solide de jeunes chercheurs très bien formés. » En Lettonie, par manque de fonds suffisants, « les chercheurs se fatiguent et ne peuvent pas s'adjoindre beaucoup d'assistants. » Même avec suffisamment de fonds, l'incapacité de recruter et d'offrir de bons salaires a été soulignée par l'un des *think tanks* les plus gros, qui déplore que les meilleurs et plus brillants candidats préfèrent se tourner vers le secteur privé ou émigrer aux États-Unis. De plus, certains pays souffrent d'un manque d'intérêt pour les affaires européennes.<sup>121</sup>

Enfin, certains *think tanks* déplorent le fait que le calendrier politique de l'UE affecte leur capacité de recherche. Les questions de sécurité par exemple sont prédominantes en ce moment et sont relativement plus financées, tandis que d'autres, comme les questions plus techniques, sont quelque peu négligées. De la même façon, les relations transatlantiques ont fait l'objet d'une attention plus soutenue ces derniers temps, au bénéfice des *think tanks* spécialisés dans les relations internationales.

## 4.2 DILEMMES ET CHOIX STRATEGIQUES

Comment les *think tanks* s'adaptent-ils à l'évolution de leur contexte opérationnel ? Au sein de l'Union européenne, peut-être plus que dans d'autres régions, les *think tanks* européens font face à certains choix stratégiques sensibles qui conditionnent leur efficacité et leur crédibilité. Nous en avons recensé essentiellement trois :

- La préservation de leur indépendance et de leur crédibilité intellectuelle face à la prééminence possible de l'*'advocacy'* et face aux impératifs croissants de communication et d'influence.
- L'ambition de communiquer à la fois auprès des pouvoirs publics et du grand public, à l'heure où le 'déficit démocratique' européen est dénoncé.
- Les enjeux et modalités d'une éventuelle collaboration entre *think tanks* dans le contexte de concurrence croissante noté précédemment.

### 4.2.1 INDEPENDANCE, RIGUEUR ACADEMIQUE ET IMPERATIFS CROISSANTS D'INFLUENCE POLITIQUE

Il nous est impossible de déterminer le degré d'indépendance avec lequel les euro-*think tanks* étudiés poursuivent leur recherche, mais il n'y a aucune raison de douter du fait que les *think tanks* se préoccupent réellement de leur indépendance. L'importance qu'ils y attachent soulève cependant plusieurs questions conditionnant leur crédibilité future ; certaines sont exacerbées par les tendances européennes actuelles, tandis que d'autres sont valables pour les *think tanks* du monde entier. En effet, plusieurs pressions viennent contrecarrer l'aspiration légitime des *think tanks* à la rigueur scientifique et à l'indépendance au niveau européen, en particulier :

- Une tension semble-t-il croissante entre techniques d'influence et '*advocacy*' d'une part, et rigueur intellectuelle et crédibilité d'autre part.

- Les contraintes pratiques qui limitent leur marge de manœuvre, notamment la course constante aux subsides et contrats notée précédemment.
- La nécessité de cultiver une certaine proximité avec les cercles de pouvoir.

En premier lieu, parce que le nombre d'*advocacy tanks* croît et que le contexte dans lequel ils opèrent requiert une capacité toujours plus grande de communication et d'influence, les cercles de réflexion européens d'aujourd'hui doivent apprendre à gérer rigueur académique d'une part et '*advocacy*' et techniques de persuasion d'autre part. Sur un plan général, la notion d'un respect strict des critères académiques, auquel tiennent la plupart des instituts de recherche indépendants européens (voir Section 2.1) contraste en effet à première vue avec l'impératif d'influence qui les distingue de leurs pairs strictement académiques.<sup>122</sup> '*Advocacy*' et rigueur scientifique sont-ils inconciliables ? A quelle indépendance les *think tanks* européens peuvent-ils légitimement aspirer aujourd'hui ?<sup>123</sup>

Les différences de positionnement des *think tanks* européens actuels illustrent à quel point les *think tanks* hésitent entre un modèle académique traditionnel de recherche et les réalités d'un secteur où '*advocacy*' semble gagner du terrain. L'encadré ci-dessous sur le Centre for European Reform illustre comment un '*advocacy tank*' peut à la fois être crédible et influent et représenter aux yeux de nombreux observateurs—au sein comme à l'extérieur de l'industrie—un modèle de synthèse entre ces différentes aspirations.<sup>124</sup>

**« Qu'un *think tank* ait des convictions et des valeurs politiques et qu'il adopte une position identifiable est une bonne chose, cela stimule le débat. »**

La primauté donnée à l'indépendance n'est pas perçue de manière identique par les destinataires des travaux des *think tanks*. Plusieurs observateurs du

secteur ont relevé qu'il n'est pas indispensable d'être neutre idéologiquement ou académiquement orthodoxe pour être crédible. Un journaliste européen affirme qu'une indépendance absolue n'est pas cruciale : « Cela ne doit pas être un problème tant que l'on sait d'où viennent les gens (...) en général, ils sont raisonnablement explicites, » ajoutant qu'il ne disposait « d'aucune preuve que quiconque ne se soit vendu pour des raisons financières. » Son sentiment est partagé par ses confrères. Dans le cadre de cette enquête, certains journalistes ont même exprimé le souhait que les *think tanks* deviennent plus partisans. L'un d'entre eux insiste : "Qu'un *think tank* ait des convictions et des valeurs politiques et qu'il adopte une position identifiable est une bonne chose, cela stimule le débat. »<sup>125</sup>

Plus généralement, de nombreux destinataires des travaux des *think tanks* affirment qu'il est bénéfique que ceux-ci soient clairement identifiés à un thème ou à une cause et qu'ils sachent communiquer efficacement auprès des médias.<sup>126</sup> Cette constance du message est également soulignée dans le milieu universitaire. L'un des professeurs rencontrés estime notamment que l'influence doit être conçue sur le long terme. Selon lui, les gestionnaires de centres de recherches doivent devenir de véritables entrepreneurs politiques ('policy entrepreneurs'), dont les efforts doivent être déclinés selon les thèmes et l'agenda politique, et mesurés sur la durée. Un bon *think tank* doit donc assurer le "service après vente" de ses propositions antérieures et les mettre à jour selon les opportunités du moment.



Peut-être l'apparente contradiction entre influence et '*advocacy*' d'une part et indépendance d'autre part est-elle à rapprocher de l'histoire d'un secteur dominé au départ par les organismes de type académique et qui ne reflète peut-être plus la réalité du secteur aujourd'hui ? Peut-être correspond-elle aussi à une vision idéalisée du rôle des sciences sociales en politique, qui auraient entre autre pour mission de contribuer à rationaliser les affaires publiques ?<sup>127</sup> Cette quête d'indépendance est en tout état de cause compliquée par les contraintes matérielles auxquelles font face les cercles de réflexion, source de tension soulignée quasi-systématiquement par les responsables du secteur. Nous avons mesuré à quel point la diversité et l'équilibre des sources de financement sont gage d'indépendance dans leur esprit et comment pencher pour une approche plus politique, plus '*advocacy*' pourrait compromettre les contacts avec d'éventuels financiers.<sup>128</sup>

Il en résulte qu'« ils sont tous partiaux, jusqu'à un certain point, » selon un journaliste. Sans données fiables pour le confirmer, cette personne avait le sentiment qu'« une forme d'auto-censure ne serait peut-être pas à exclure, une réticence à critiquer l'ordre établi dans l'institution » parmi les *think tanks* financés par la Commission européenne. Effectivement, peu d'entre eux disposent de sources de financement suffisamment diversifiées pour se permettre d'ignorer les désirs de leurs donateurs, et rien ne garantit que tous les donateurs sont également magnanimes et équitables pour ce qui est d'accorder aux *think tanks* une complète autonomie. En réalité, les décideurs s'intéressent aux activités des *think tanks* en tant que cibles de leur influence. Dans bien des cas, on peut voir une corrélation évidente entre les sources publiques de financement des *think tanks* et les cibles principales sur lesquelles ils tentent d'exercer leur influence. Nous ne remettons pas en question le désir des *think tanks* de conserver leur indépendance, pas plus que nous n'insinuons que les autorités publiques se servent du financement pour influencer les *think tanks*, mais nous confrontons simplement l'accent mis sur l'indépendance avec les réalités d'activisme et de financement du marché européen des *think tanks* d'aujourd'hui.<sup>129</sup>

Une troisième source de tension pour les *think tanks* est la nécessité de cultiver des liens étroits avec les autorités publiques en place tout en préservant une distance indispensable à leur crédibilité sur le long terme. On peut ici également mentionner l'exemple du Centre for European Reform. Le CER, s'il est identifié comme proche du parti travailliste et du gouvernement de Tony Blair, semble en effet avoir su préserver sa crédibilité, contrairement par exemple à son homologue britannique Demos, "le rêve fâné de Cool Britannia" selon un journaliste français, (Le Corre, 2004) qui n'aurait pas su gérer impératifs de communication et proximité trop grande du pouvoir.<sup>130</sup> Les contrats pour le compte d'autorités publiques présentent également ce risque de "vampirisation." « Il y a beaucoup de risques à terme lorsque les études qui préparent ces décisions sont biaisées par les résultats qu'on attend. On passe d'une approche de *think tank* à celle de 'spin doctors', de massage médiatique, qui peut permettre de vendre une idée, ce qui est acceptable à court terme, mais crée beaucoup de désillusion à long terme. Il y a trop d'études complaisantes au niveau européen, » selon un professeur spécialiste des questions communautaires. Ce dilemme est classique et traité d'ordinaire de manière simple par la plupart des *think tanks*, qui ont compris, comme les groupes de pression, que la capacité d'influence à long terme requiert des contacts équilibrés

avec différentes familles politiques. D'autre part, malgré l'absence de données systématiques, on peut noter (cf. Section 2.1.9) qu'un nombre non négligeable de chercheurs évoluent entre *think tanks* et secteur public en tant que fonctionnaire ou élu. Certains sont mis à disposition par la Commission européenne ou les gouvernements nationaux, d'autres au sein des *think tanks* sont à la recherche de postes publics. Sans remettre en cause l'intégrité de ces chercheurs, il reste que les attitudes et priorités de chercheurs au sein des *euro-think tanks* sont influencées par des loyautés multiples et complexes.

Il existe enfin un danger d'instrumentalisation des *think tanks* par les dirigeants politiques. Si l'on peut souhaiter une meilleure compréhension du rôle que jouent les *think tanks*, ceux-ci sont légitimement très prudents par rapport au risque de perdre leur indépendance s'ils sont associés ou financés trop étroitement par les pouvoirs publics (cf. conclusion Section 3).<sup>131</sup> On peut noter à cet égard l'intérêt récent de la classe politique pour ces acteurs. En témoigne l'étude menée par la Représentation permanente française à Bruxelles (Féat, 2004).

Cette importante notion d'indépendance soulève à l'évidence des questions difficiles de définition et d'application. Comme nous l'a déclaré un journaliste cité précédemment : « A quel point est-ce important d'être indépendant ? Quel type d'indépendance compte ? » Face à une compréhension parfois abstraite de la notion d'indépendance, on constate l'émergence d'une vision pragmatique et équilibrée, illustrée par le CER, qui permettrait d'allier innovation et rigueur intellectuelle, ainsi qu'*advocacy* et capacité d'influence. Cette discussion esquisse certaines des conditions nécessaires à une coopération mutuellement bénéfique entre *think tanks* et autorités publiques. Dans cette optique, il est probable que d'autres instituts de recherche indépendants seront amenés à réfléchir à leur positionnement stratégique s'ils souhaitent développer leur capacité d'action dans un contexte de concurrence croissante.<sup>132</sup>

## Le Centre for European Reform, un *advocacy tank* crédible et influent

Aujourd'hui, le CER combine avec succès recherche et production d'idées politiques influentes grâce à une certaine proximité de son gouvernement national et un calendrier clair. Est-ce un exemple à suivre ? En effet, le CER a une mission, il s'agit « un *think tank* dédié à l'amélioration de la qualité du débat sur l'avenir de l'Union européenne. » Il sert de « forum à ceux qui ont des idées pour discuter des nombreux défis politiques, économiques et sociaux qui se posent à l'Europe. » Dans un pays fortement eurosceptique, le CER « est proeuropéen mais reste critique. » Ses objectifs sont, dans un sens, similaires à ceux du calendrier de Tony Blair de réformer l'Europe en s'engageant plus activement avec ses institutions et ses partenaires. Comme ce dernier, le CER a également tenté d'établir une passerelle entre l'Europe et les États-Unis. *The Economist* en a conclu qu'il « parvient à être à la fois atlantiste et europhile. » Il est en réalité décrit comme étant très proche du gouvernement travailliste. Le Corre (2004) décrit comment Charles Grant, actuel directeur du CER et "Blairiste raffiné", ambitionne d'utiliser le CER pour aider le Royaume-Uni à retrouver sa respectabilité au sein de l'UE via des conférences et des « publications de grande qualité. »

Selon Le Corre, « Le CER se caractérise par un savant dosage de spécialisation et de communication grand public, grâce à une présence régulière dans la presse. » Cela est effectivement confirmé par les journalistes et décideurs interrogés qui placent le CER parmi les rares *think tanks* qui proposent une vraie valeur ajoutée à la pensée actuelle sur les politiques européennes. Aujourd'hui, après seulement six ans d'activité, le CER est largement reconnu comme « un *think tank* jouant un rôle de plus en plus influent dans la formulation de la politique officielle. »<sup>133</sup> C'est l'unique *think tank* à avoir été cité dans presque toutes les réponses à la question : « Quels sont d'après vous les *think tanks* européens qui ont de l'influence aujourd'hui, » et ce à travers toute l'UE. Quel est le secret d'un tel succès ?

« On peut compter sur eux [les chercheurs du CER] pour dire quelque chose de propre et concis, » selon un correspondant européen. Outre les qualités du CER comme source fiable de bonnes citations pour les médias, plusieurs responsables de la Commission européenne ont cité le CER comme l'un des seuls *think tanks* qui « produit à l'occasion de très bons articles, même si [nous] ne sommes pas d'accord avec ce qu'ils disent, » grâce à une combinaison gagnante de travaux et de chercheurs de qualité pour lesquels les utilisateurs sont prêts à payer, ce qui donne au CER de meilleures ressources et plus d'indépendance organisationnelle. Un second haut fonctionnaire européen pense que cela est dû à leur habitude de tester les idées avant de les publier. Un autre responsable européen demande si ce n'est pas dans la nature de leurs propositions d'être acceptées facilement : « Au Centre for European Reform, ils sont influents, parce qu'ils sont bons, c'est incontestable, mais aussi parce qu'ils proposent des choses faciles à acheter en politique européenne ! La priorité au national, le libéralisme, éviter les ennuis avec les États Unis, et ne pas se prononcer pour plus d'Union européenne, ce n'est pas choisir la voie la plus risquée aujourd'hui. » D'autre part, un universitaire spécialiste des questions européennes explique que « ce qui caractérise un bon *think tank*, c'est sa capacité à faire passer ses idées sur le long terme. Pour ce qui est du contenu, le CER parvient à diffuser les idées principales des politiques de Blair, parce qu'il est persistant. »

Selon le personnel du CER, six facteurs se cachent derrière le succès de l'organisation : [1] le CER est indépendant des institutions européennes, ce qui lui permet d'être plus critique; [2] il tend à proposer des politiques plausibles même s'il essaie aussi de faire passer "quelques idées inédites"; [3] ses vues sur l'Europe sont proches de celles du gouvernement britannique actuel ; [4] il cherche à « rendre ses publications lisibles » et à « proposer des présentations correctes » via « un langage simple, mais aussi des couvertures brillantes ; » [5] il cultive une équipe solide qui travaille ensemble depuis plusieurs années et qui « aime le défi ; » et [6] il sait comment « travailler avec les médias » ce qui crée « une combinaison gagnante car pour les entreprises qui financent, cela compte autant que l'influence et elles veulent vous financer encore plus. »

Le CER est l'illustration intéressante d'une tendance vers des *think tanks* plus petits au financement privé. Cela peut faire espérer que la présence à Bruxelles n'est pas un pré-requis pour être entendu sur les questions européennes. Les observateurs du secteur voudront sans doute vérifier sa capacité à maintenir le même niveau d'audience le jour où il ne sera plus admis dans le cercle du gouvernement britannique en place.

#### 4.2.2 LES THINK TANKS ET LE DEFICIT DEMOCRATIQUE : ENTRE OPINION PUBLIQUE ET ELITES POLITIQUES

Tout au long de ce rapport, nous avons examiné les publics que les *think tanks* cherchent à viser en général (section 2.1.5) et nous avons fourni des éléments d'information et d'analyse quant au rôle joué par les *think tanks* européens pour les politiques de l'UE. Au-delà des éléments factuels d'information proposés jusqu'à présent se pose la question de savoir comment eux et les autres parties perçoivent ce rôle, en considérant tout particulièrement l'existence de la notion du « déficit démocratique » entre les institutions de l'UE et ses citoyens. Comme nous l'avons demandé dans la Section 1.3, les *think tanks* spécialistes de l'Union et les décideurs politiques estiment-ils qu'ils ont un rôle à jouer pour combler ce « déficit démocratique » ?

Cette question préoccupe effectivement ces derniers, ce qui se reflète dans leur manière de se présenter. Beaucoup, tant à Bruxelles que dans les capitales nationales, et pas seulement les

proeuropéens avérés, revendiquent qu'ils ont un rôle à jouer auquel ils se réfèrent spontanément dans les interviews.<sup>134</sup>

Généralement, les *think tanks* cherchent à rassembler non seulement des experts et des décideurs, mais aussi le grand public. Certains aspirent à offrir aux citoyens, aux décideurs et aux experts des lieux de dialogue. Olivier Duhamel, membre du Parlement européen et fondateur du *think tank* Europhilia dont l'ouverture prochaine est prévue à Paris pour l'automne 2004, veut délibérément utiliser les médias pour atteindre un public populaire et collecter des visions populaires de l'Europe, y compris celles de milieux moins favorisés.<sup>135</sup>

Cette tendance se retrouve également dans le large pourcentage de *think tanks* qui déclarent cibler l'opinion publique, la société civile, les décideurs politiques et les médias tout à la fois. Cette revendication est parfaitement valide concernant les acteurs du « troisième secteur » où la coopération par le biais de publications, conférences communes et autres événements avec des ONG, des syndicats, des représentants de

l'industrie, des universités, etc. est considérable. En revanche, il est bien moins évident que la recherche et les efforts de diffusion des *think tanks* impliquent, ou soient dirigés vers le grand public. Contrairement à des organisations comme le Mouvement européen ou Friends of

##### ETUDE DE CAS

##### **Friends of Europe, un quasi-*think tank* comblant le déficit démocratique par satellite ?**

Friends of Europe est un forum politique européen dont l'objectif est de « stimuler une pensée nouvelle sur l'avenir de l'Europe et d'élargir le débat européen. » Bien qu'exclu de notre étude pour absence de capacité de recherche interne, FoE cherche à proposer de nouvelles idées et approches des politiques européennes. De façon intéressante, FoE a expérimenté entre le 23 et le 27 juin 2004 « le premier débat à échelle européenne sur la réforme et la rationalisation des institutions de l'Union et ses mécanisme de décision politique, » via un forum en ligne par satellite. FoE a connecté des citoyens de 28 pays participants à la Convention par une série de sept vidéoconférences à travers le continent, en partenariat avec des *think tanks* de tête de file.

Le site web de FoE rapporte : « Cet événement, organisé en partenariat avec la Commission européenne et T-Systems a bénéficié du soutien total du Secrétariat à la Convention (...). Son président Valéry Giscard d'Estaing et l'administrateur de Friends of Europe et Vice-président de la Convention Jean-Luc Dehaene, ont tous deux pris part aux débats et ont répondu aux questions des membres de l'auditoire de toute l'Europe. La haute technologie par satellite a permis à des groupes de quatre pays de prendre part au débat à tout moment. Les images TV de qualité ont été diffusées quotidiennement par Europe by Satellite (EbS) et tous les débats étaient visibles en direct sur Internet. » Le Secrétaire général de FoE, Giles Merritt : « Le résultat était assez remarquable, une personne à Lisbonne pouvait répondre à une autre d'Helsinki. Cela nous a mis en appétit. Nous avons ensuite lancé des débats transatlantiques mensuels par satellite. Ils seront sûrement relayés par la télévision nationale. »

Europe (voir encadré) qui cherchent à impliquer le grand public dans les affaires européennes, peu de *think tanks* organisent des événements ouverts à tous. Ils sont encore moins nombreux à inclure à au produit de leur recherche des contributions faites par des membres du grand public, comme l'a récemment fait Europe 2020.<sup>136</sup> Enfin, la mobilisation des *think tanks* pendant les élections parlementaires européennes de juin 2004 ont démontré l'intérêt qu'ils portent à la participation démocratique au niveau européen.

En réalité, beaucoup de *think tanks* concentrent, par nature, leurs efforts et leurs ressources limitées à communiquer avec les décideurs politiques. Dans cette perspective, les décideurs représentent, de façon assez légitime, leur objectif premier (section 2.1.5). Pour la grande majorité des centres de recherche, changer, ou à plus forte raison refléter la perception des gens est, et c'est compréhensible, un objectif secondaire, quoique important pour certains, ou une stratégie pour influencer leur cible principale : les décideurs politiques. En réalité, on pourrait discuter le fait que les critiques des observateurs extérieurs suivant lesquelles les *think tanks* de l'UE sont "élitistes" et "se parlent principalement à eux-mêmes" reflètent l'écart entre la réalité où les *think tanks* ont des ressources limitées et focalisent sur une petite communauté des décideurs européens et la vision abstraite et plus ambitieuse de leur travail que cultivent certains acteurs du milieu. Il y a en effet un contraste entre la perception que certains *think tanks* ont, ou souhaitent avoir d'eux-mêmes et de leur contribution aux politiques européennes dans le débat sur le "déficit démocratique" de l'UE d'une part, et leurs objectifs effectifs et la réalité de leur travail d'autre part. Leur utilisation des médias aide à illustrer ce contraste. Prenez par exemple un *think tank* basé à Bruxelles qui nous a dit que sa "cible principale était les médias, afin de former l'opinion publique et du calendrier politique," en insistant sur le fait que sa première cible est "l'électorat, les citoyens." Cette organisation a effectivement publié un nombre important d'articles et de billets d'opinion, mais dans des journaux s'adressant, a priori, à une petite portion bien informée des 453 millions de citoyens de l'UE : le Financial Times, Bloomberg, the Wall Street Journal Europe, Reuters, Handelsblatt, et d'autres titres semblables.

Les *think tanks* de l'UE essaient-ils vraiment de s'adresser aux masses ? Pourquoi un tel contraste entre leurs ambitions proclamées et ce qu'ils accomplissent réellement ? Dans quelle mesure les activités et les idées des *think tanks* touchent-elles le grand public ? Quel impact ont réellement les *think tanks* sur la promotion du dialogue sur les questions européennes ? Il est très difficile de répondre à ces questions, même si l'exemple du *think tank* lituanien dans l'étude de cas ci-dessous et notre polémique de mesure de la performance fournissent quelques éléments d'information.<sup>137</sup>

De l'autre côté du miroir de la prise de décision politique, nous avons souligné dans la section 3.1 comment les décideurs et les autres observateurs que nous avons interrogés sont, au mieux, sceptiques quant à la capacité des euro-*think tank* à contribuer au défi démocratique des institutions de l'UE. En général, savoir si les « boîtes à penser » européennes ont un rôle à jouer pour pallier au « déficit démocratique » de l'UE reste obscur. Quelle est leur circonscription ou « sphère d'utilisateurs » naturelle : uniquement les décideurs, ou les décideurs et les électeurs ? Leur revendication d'aider à élargir le débat sur l'UE et de

représenter les citoyens est-elle valide ? Devrait-on les encourager à jouer un rôle plus actif dans la connexion des citoyens de l'UE, au sein et au travers des frontières nationales ? Nous avons le sentiment que cette question pourrait détourner la contribution centrale des *think tanks* au processus de décision politique de l'UE, et qu'une réponse plus complète nécessiterait une recherche plus approfondie.

ETUDE DE CAS

### Le Lithuanian Free Market Institute mesure sa notoriété auprès du grand public

Si l'Estonie est souvent considérée comme le plus européen des États baltes, la Lituanie est sans doute le plus audacieux,<sup>138</sup> comme le démontre une expérience récente de consultation du public du Lithuanian Free Market Institute (LFMI).

Le LFMI a été créé en 1990 afin de promouvoir les idées du libéralisme classique, basé sur les principes de liberté et de responsabilité individuelles, le marché libre et le désengagement de l'État, à l'époque où la Lituanie n'était pas encore officiellement indépendante mais sous domination soviétique. Dynamique et novateur, le LFMI travaille en étroite collaboration avec le monde de l'entreprise, les institutions financières internationales, les leaders d'opinion et les journalistes. Grâce à ses propositions innovantes souvent saluées, les médias portent à l'institut une attention croissante. Si l'on en croit son site Internet, ses travaux ont permis que les idées de liberté individuelle et de marché libre deviennent une réalité et un mode de vie effectif pour beaucoup de Lituaniens. Un célèbre journaliste lituanien aurait un jour dit de l'équipe du LFMI : « Vous êtes comme une unité de débarquement, toujours prêts à sauter, chaque membre de l'équipe, du général au cuisinier. » Cette citation en dit long sur la mentalité et le dynamisme de ses membres.

L'une des pratiques intéressantes du LFMI a été le lancement d'une étude destinée à mieux évaluer sa notoriété véritable et l'impact de ses travaux auprès de la société lituanienne. A notre connaissance, ce moyen d'estimer la notoriété et l'impact d'un *think tank* n'avait encore jamais été observé en Europe. L'étude, initiée par le conseil d'administration du LFMI, a été réalisée par TNS Gallup en octobre 2003 sous forme d'un sondage Omnibus (518 personnes âgées de 15 à 74 ans réparties sur tout le pays). Il en est ressorti que plus d'un tiers des citoyens lituaniens connaissent ou ont entendu parler du LFMI. Le LFMI et ses activités sont surtout connus d'un nombre important de personnes, notamment, comme l'on pouvait s'y attendre, parmi les plus directement concernées : universitaires (80%), actifs (48%), personnes à revenus élevés (62%), et résidents de la capitale Vilnius ou de Kaunas, la deuxième ville du pays (49%).

De manière plus surprenante, cette étude a permis d'évaluer ce que le LFMI représente aux yeux du public. Outre la réponse attendue que le LFMI représente les idées du marché libre, environ un tiers des sondés connaissant ou ayant entendu parler du LFMI pensent qu'il représente les intérêts des consommateurs, de tous les citoyens lituaniens et des entreprises lituaniennes (plusieurs réponses étaient possibles). Deux tiers (69 %) de ceux qui connaissent ou ont entendu parler du LFMI ont totalement ou partiellement confiance en cette organisation, pour ce qui est d'informer la société sur des questions clés d'économie. Une proportion similaire (70%) fait plus confiance aux organisations sociétales apolitiques en général, qu'aux autres acteurs politiques. La plupart de ceux qui connaissent ou ont entendu parler du LFMI ont su répondre que le LFMI est une organisation non gouvernementale à but non lucratif. Il est intéressant de noter qu'aucun des sondés n'a considéré que le LFMI était une organisation politique.

Ce type d'étude offre des pistes intéressantes pour étudier la notoriété, la crédibilité et l'influence d'un *think tank* auprès du grand public, et permet de cerner ses attentes par rapport à la mission que s'est donné un *think tank*, tout en gardant à l'esprit que la fiabilité des questions et réponses fournies dépend d'une méthodologie rigoureuse.

#### 4.2.3 DEVELOPPER LES SYNERGIES EN CONTEXTE DE COMPETITION ACCRUE

Comme nous l'avons observé précédemment (Sections 2.1 et 2.3), le nombre des *think tanks* se spécialisant dans l'UE ainsi que de nouveaux substituts croît. Parce qu'il s'agit, pour la plupart, d'organisations à but non lucratif opérant souvent dans des milieux différents mais sur des questions similaires, parfois avec un calendrier idéologique semblable (Section 2.1), les *think tanks* européens consacrés aux problèmes de l'UE doivent simultanément faire face à la question de la compétition et de la collaboration avec leurs pairs. Oster (1995) explique : « Dans le secteur non lucratif (...), en plus de l'analyse structurelle du nombre et du type

d'organisations qui composent le secteur, dans les marchés de type non lucratif, nous souhaiterons également connaître la nature des relations qui existent entre ces organisations. » Il est fort possible en effet que cette tension entre coopération et compétition définisse les activités des *think tanks* à l'avenir. Cette section tente de répondre plus particulièrement à deux questions :

- Les euro-*think tanks* analysés se considèrent-ils comme collègues ou adversaires et quel est le niveau de compétition réel aujourd'hui ?
- Quelles stratégies pourraient-ils adopter à l'avenir ?

« PLUS IL Y EN A, MIEUX C'EST... » <sup>139</sup>

La diminution régulière des financements publics et l'augmentation du nombre de *think tanks* d'autre part entraînent une compétition accrue aux niveaux national et communautaire : les *think tanks* de l'UE se disputent *grosso modo* les mêmes publics, dont la capacité à absorber leur production n'est pas sans limite ; ils postulent aux mêmes sources de financement nationales et européennes, au moins pour celles issues du secteur public ; ils rencontrent les mêmes problèmes pour attirer l'attention des media sur des questions européennes d'ordinaire difficilement médiatisables. Il n'est donc pas surprenant que la compétition soit perçue comme un problème par la majorité des *think tanks*, comme nous l'avons noté dans la section 4.1. Le sentiment général est que « tout le monde n'y survivra pas, de réels changements vont s'opérer, » comme nous l'a résumé le dirigeant d'une grande 'cellule pensante' française. Pourtant, la coopération est elle aussi à l'ordre du jour. Nous avons ainsi vu dans la section 2.4 que des réseaux de *think tanks* ont récemment vu le jour et la façon dont les *think tanks* organisent des partenariats institutionnels ou, à l'occasion, des initiatives communes.<sup>140</sup>

Sans données plus précises à ce sujet, il est difficile d'identifier une tendance claire vers une coopération plus poussée ou une compétition plus intense ; nous pouvons seulement confirmer la présence de ces deux dynamiques. A ce stade, il est également impossible de déterminer si le milieu de la décision politique est surpeuplé ou non pour les *think tanks* européens. Beaucoup se plaignent de ce que leur base de financement est trop étroite, que les nouveaux entrants représentent donc logiquement une menace pour la plupart d'entre eux, tandis que de nombreux observateurs estiment qu'au contraire la communauté est sous développée. Ce rapport se range à l'avis d'un universitaire interrogé selon lequel « la responsabilité du changement incombe fondamentalement aux *think tanks* », et qui estime plus précisément que :

- La couverture des questions européennes est limitée, comme nous l'avons déjà indiqué. L'émergence du *think tank* de Jean Pisani-Ferry, consacré aux questions de politique macroéconomique et capable de développer avec succès une base de financement solide jusqu'à présent, ne témoigne pas seulement des qualités personnelles de son fondateur mais aussi du fait qu'il existe la place suffisante pour développer le secteur.

- Les *think tanks* doivent apprendre à développer leur base de financement. Dépendant pour la plupart des subventions publiques, peu sont ceux à avoir activement cherché des partenariats au-delà du cercle des financeurs traditionnels. Certains des *think tanks* étudiés sont en tête de file à cet égard, et découvrent que les obstacles au financement privé ne sont pas tant une question de contraintes fiscales et réglementaires comme ils l'avaient d'abord cru, mais plus de culture, et ce de part et d'autres des *think tanks* et des financeurs.
- Si les *think tanks* devaient être mieux financés, ils devraient aussi répondre aux nombreuses critiques formulées à leur encontre aujourd'hui. La section 3 a montré comment les observateurs extérieurs considèrent les *think tanks* comme généralement faibles en termes de communication de leurs travaux et de production de nouvelles idées pour lesquelles ils seraient prêts à payer plus. Un journaliste a suggéré qu'une chose simple que les centres de recherche devraient faire est d'envoyer régulièrement une liste remise à jour des experts oeuvrant au sein des *think tanks* et de leurs domaines d'expertise. Ceci permettrait aux journalistes de savoir qui appeler lors d'une enquête sur une question particulière.<sup>141</sup> On peut prévoir que les *think tanks* qui prospéreront à l'avenir seront ceux qui parviendront à combiner astucieusement travail de qualité, recrutement des meilleurs chercheurs, stratégies médiatiques qui promeuvent leur travail, et influence transnationale.
- Malgré les défis posés par la compétition et les limites de la coopération, les euro-*think tanks* peuvent initier une coopération plus soutenue. Dans nos interviews, la plupart des managers accueillaient positivement la venue de nouveaux acteurs sur le marché pour ses effets positifs sur la qualité, parce qu'elle « maintient les *think tanks* actifs » et parce qu'« avec plus de *think tanks*, vous accélérez la dynamique générale et pouvez alors vous attaquer au problème du financement, et les entreprises voient qu'il est dans leur intérêt d'aider. » Cependant beaucoup sont ceux, même parmi les mieux établis, qui apparaissent méfiants vis-à-vis des *think tanks* récemment créés.<sup>142</sup> Cette attitude négative à l'égard de la concurrence, si elle ne se vérifie certainement pas pour tous les *think tanks*, nous a néanmoins été confirmée par les représentants d'une nouvelle organisation qui dénoncent l'attitude de certains de leurs aînés qui font la promotion de politiques d'innovation dans leurs écrits, mais n'encouragent pas celle-ci dans leur propre secteur. Ce type d'attitude existerait ailleurs (Gadault, 2004), puisque certains sont soupçonnés de « vouloir la mort de [leurs] concurrents », d'être des libéraux "qui aiment le monopole. » D'aucuns dénoncent aussi en France - attitude qui existe probablement ailleurs - un « état d'esprit peu confraternel » et « l'absence de volonté des *think tanks* français de travailler ensemble pour faire reconnaître leurs mérites. Quitte à voir se poursuivre et s'approfondir la crise dans laquelle ils se débattent. » (Gadault, 2004)

Selon nous, la perception actuelle de la compétition est donc en partie biaisée, malgré une hausse récente du nombre d'instituts de recherche indépendants et de la difficulté très réelle d'accéder aux fonds aujourd'hui.



## STRATEGIES POSSIBLES FACE A UNE COMPETITION CROISSANTE

Dans la lignée des commentaires précédents, certains euro-*think tanks* envisagent aujourd'hui cinq types principaux de stratégies afin de préparer leur avenir. Les *think tanks* :

6. Cultivent activement et de façon stratégique des sources de financement.
7. Développent des outils pour mesurer leurs performances.
8. Accueillent les nouveaux entrants et développent des synergies par le biais de réseaux et de la coopération.
9. Envisagent de préciser leurs domaines d'intérêt et éventuellement de se spécialiser davantage.
10. Développent une meilleure connaissance de leurs publics potentiels.

### RECHERCHE DE FONDS DELIBEREE

Il est avant tout urgent pour les *think tanks* de développer leur base de financement au-delà des sources traditionnelles, par le biais d'une stratégie proactive. Tandis que cela est évidemment « plus facile à dire qu'à faire », peu des acteurs du marché étudié ici ont surmonté leur réticence culturelle à s'engager dans ce genre d'activité et ont en réalité amorcé le processus, en nommant une personne issue du secteur privé et responsable du développement et de la recherche de fonds, en développant une stratégie de marketing et en approchant systématiquement le secteur privé, qu'il s'agisse d'entreprises ou de donateurs individuels, pour des donations plutôt que des subventions par projet. Ceci est dans l'intérêt du secteur dans son ensemble, qui est relativement peu connu en dehors des petites communautés de la formulation des décisions politiques. Dans cette perspective, l'intérêt actuel des grands media pour ce secteur est une opportunité.

### DEVELOPPEMENT D'OUTILS DE MESURE DES PERFORMANCES

Les tendances du secteur des organisations à but non lucratif aux États-Unis montrent clairement que les organisations à but non lucratif, dans leur tentative d'obtenir plus de subventions privées, doivent prouver qu'elles disposent de mécanismes opérationnels de mesure des performances afin de justifier les fonds qu'elles reçoivent, et plus généralement, de contrôler leurs activités. Là encore, une réponse simple serait « plus facile à dire qu'à faire. » Comme nous l'avons observé plus haut, il est effectivement très difficile de mesurer l'influence politique. Certaines organisations peuvent même être – légitimement - réticentes à se positionner comme cherchant à influencer, d'une manière ou d'une autre, les politiques ou l'opinion. Cependant, mesurer les performances n'implique pas de changer l'éthique d'une organisation. Des raisons pratiques et philosophiques ne devraient pas empêcher les euro *think tanks* de développer des outils concrets et simples pour contrôler et améliorer la valeur de leurs activités par rapport à leur propre mission. Même si cette question mérite une étude plus approfondie et plus détaillée, on peut néanmoins noter que les *think tanks* peuvent tenter de mesurer leur impact.

Récemment, un institut estonien a présenté sur son site Internet ses efforts d'autoévaluation.<sup>143</sup> Son cas n'est pas unique. Le Centre de recherche pour le développement international, société d'État canadienne qui soutient les efforts des chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés « plus saines, plus équitables et plus prospères, » procède fréquemment à des évaluations stratégiques de l'influence de ses recherches sur les politiques publiques (Lindquist, 2001).<sup>144</sup>

L'ACCUEIL DE NOUVEAUX ENTRANTS ET LE DEVELOPPEMENT DE SYNERGIES VIA LES RESEAUX ET LA COOPERATION, MALGRE LES DEFIS POSES PAR LA COMPETITION

Les auteurs de ce rapport sont de l'avis du Research & Development Center de l'Intercollege de Chypre que « plus il y en a, mieux c'est. » Il existe sur le marché européen des idées et des *think tanks* un créneau d'une envergure considérable pour les nouveaux entrants, pour une meilleure coopération et pour une coopération plus poussée afin de développer des synergies les sujets de recherche qui intéressent le plus les *think tanks*. Cela ressort clairement de l'analyse des sujets de recherche des euro *think tanks*, mais aussi de nombreuses interviews.

De plus, tous les euro-*think tanks* étudiés, et plus spécifiquement les instituts spécialistes de l'UE sont face au même dilemme, en théorie tout du moins : ils ont besoin de rester proches de leurs publics cibles (principalement les décideurs politiques nationaux), des spécialistes et des journalistes locaux ainsi que de leurs sources de financement, tout en prenant une part active aux débats européens, en accédant aux sources d'information propres aux politiques communautaires et en partageant le produit de leur recherche avec les décideurs de l'UE.<sup>145</sup> Les récentes préoccupations concernant l'absence d'euro-*think tanks* français à Bruxelles prouvent l'importance de cette question. En réalité, contrairement aux *think tanks* fédéraux américains, les organisations analysées ici opèrent simultanément sur deux marchés, national et communautaire, qui se superposent de manière plus complexe que les niveaux étatique et fédéral des États-Unis. Plus précisément, la question que beaucoup se posent est de savoir s'il faut s'établir à Bruxelles, et *vice versa* pour ceux basés à Bruxelles, afin d'être pertinent chez soi et au-delà du public national. En dépit de la facilité de voyager à travers l'UE, cela reste une solution onéreuse que peu d'entre eux peuvent se permettre. Seulement dix des organisations étudiées (approximativement) disposent en fait d'un ou plusieurs bureaux internationaux. Très peu, comme la Friedrich Ebert Stiftung, ont des bureaux tout autour du globe (90 pays !).

Le directeur de l'un des trois *think tanks* européens ayant le plus de succès repousse une telle coopération selon lui « totalement dénuée de bon sens. » Un autre voit les réseaux de *think*

#### ETUDE DE CAS

#### **Le Centre for Economic Policy Research, premier « réseau de pensée » européen**

Fondé en 1983, le CEPR est un réseau paneuropéen de 650 économistes, basés dans leurs universités d'origine et conduisant des recherches que le CEPR publie par la suite. Il est géré comme un *think tank*, depuis Londres. Le personnel se monte à une vingtaine; tous sont des administrateurs et il n'y a pas de chercheur interne.

Le directeur du CEPR distingue des avantages certains à adopter ce type de structure organisationnelle, par rapport à celle d'un *think tank* traditionnel. Les idées ne « moisissent » pas comme cela peut arriver dans un *think tank* ordinaire. Les nouveaux apports viennent de gens situés à l'avant-garde de leur domaine de recherche académique. Le CEPR puise dans ce savoir d'experts et est capable de s'assurer les services de chercheurs qui jouissent déjà d'une forte crédibilité académique. Le calendrier de recherche du CEPR est largement déterminé par les chercheurs eux-mêmes, bien qu'il existe des administrateurs de programme s'efforçant de faire en sorte que la recherche soit aussi pertinente que possible du point de vue politique. Cette relation bénéficie aussi aux universitaires du qui y participent. Cela leur donne l'opportunité de faire lire leurs travaux à un public nouveau et plus vaste (décideurs politiques et grand public, par le biais des médias). Être affilié au CEPR peut aussi renforcer leur réputation au sein du monde universitaire. Le seul désavantage de ce modèle, que le directeur reconnaît également, est qu'il est plus difficile d'assurer un suivi et de répondre au développement des politiques comme on pourrait le faire dans un *think tank* traditionnel, car bien sûr, les contributeurs sont aussi employés ailleurs.

Le CEPR diffuse sa recherche de plusieurs façons : il publie tous les ans plusieurs centaines d'articles polémiques et six rapports de recherche plus conséquents, ainsi qu'un bulletin bimensuel. Il organise des ateliers de recherche et des conférences à audience restreinte (50 par an en moyenne), et des déjeuners meetings, ouverts au public et aux médias (environ 20 par an).

L'influence du CEPR était probablement à son apogée à la fin des années 80 et dans les années 90, à l'époque où beaucoup des thèmes centraux qu'il traitait comme le marché et la monnaie uniques occupaient une place importante du calendrier politique à Bruxelles. Maintenant que beaucoup de ces thèmes sont « dépassés », il cherche d'autres voies aussi pertinentes à explorer.

*tanks* comme « une perte de temps (...) dont tout ce qu'il y a à espérer est un peu de publicité mutuelle. » En fait, les réseaux comme les partenariats peuvent trop facilement faire perdre du temps et imposer un fardeau administratif supplémentaire aux retombées limitées. Toutefois, la plupart des personnes interrogées se sont déclarées favorables à la collaboration. Personnellement, nous défendons le fait que des synergies, par le biais de partenariats formels et de projets ponctuels, et des réseaux comme ceux mentionnés dans l'annexe 2 sont en réalité des voies d'avenir, en particulier pour de petites organisations qui disposeront de moins de ressources dans la course aux financements privés. Cela leur permettra de puiser dans le savoir local, de proposer des recommandations qui seront plus facilement applicables à travers les États membres, et donc d'être plus influents. Si l'on se rappelle comment la majorité des *think tanks* insistent sur la 'valeur ajoutée' qu'ils souhaitent apporter, cela aidera peut-être certains instituts et chercheurs de se spécialiser sur des sujets précis pour fournir une telle valeur ajoutée. Le CEPR (voir encadré) estime même qu'un 'réseau de pensée', comme type de structure différent, offre plusieurs avantages distincts. Les outils

de technologie de l'information peuvent aider cette tendance.<sup>146</sup>

Ce rapport vise à promouvoir une telle coopération. Cependant, ces réseaux exigeront un degré de soutien institutionnel plus important pour fonctionner. Très peu de gouvernements des États membres les financent directement aujourd'hui. Beaucoup de *think tanks* n'ont pas les moyens de s'investir dans ces réseaux et la collaboration avec d'autres se réduit souvent à des projets *ad hoc*.

#### PRECISER LEURS DOMAINES D'INTERET ET SE SPECIALISER DAVANTAGE

Une question liée à celle de la compétition est de savoir si les *think tanks* devraient se spécialiser et ce dans quelle mesure. Au niveau de l'UE, nous avons souligné le fait que les domaines d'investigation des euro-*think tanks* sont en partie redondants (section 2.1.4). La perception générale est que la spécialisation est une stratégie logique et, pour certains, même une approche constructive. Les difficultés de financement en font déjà une réalité. « Trouver le bon créneau » est une question de priorité pour beaucoup, et chaque *think tank* développe sa propre spécificité. Selon un institut allemand, dans un contexte de compétition, « vous devez définir le marché dans lequel vous opérez, afin de vous y placer en position dominante. »

De façon intéressante, tant les journalistes que les décideurs préfèrent les *think tanks* qui ont un calendrier bien défini et une réelle spécialisation (ce qui ne les empêche pas de classer des organisations généralistes comme le Centre for European Reform ou le Centre for European Policy Studies parmi les plus efficaces). Un haut responsable de la Commission a par exemple expliqué : « Un *think tank* ne peut être spécialiste en tout. Il y aurait intérêt à ce que les *think tanks* se spécialisent plus, ils ont tendance à trop se disperser. Un *think tank* doit être un peu spécialisé pour être crédible, et pour être, à la longue, un peu original. »

Face à ces vues apparemment contradictoires, une personne originaire d'Italie nous a répondu : « Les décideurs ont tendance à changer leur calendrier très rapidement, modifiant ainsi leurs demandes en termes d'analyse. Cela implique que les *think tanks* aient un éventail de compétences très large s'ils veulent jouer un rôle et influencer les politiques. D'autres craignent le danger d'une sur-spécialisation qui rendrait les organisations encore plus dépendantes du milieu dans lequel elles opèrent et les rendrait moins susceptibles de contribuer à l'élaboration des politiques en combinant différentes perspectives issues de différents domaines de recherche. Une expertise spécialisée met aussi les *think tanks* en concurrence avec les groupes d'intérêt. Malheureusement, ils sont souvent incapables de maintenir une telle structure. » Tandis qu'il y a, à l'évidence, de l'avenir pour les centres de recherche pluridisciplinaires, les euro-*think tanks* pourraient avoir besoin de cultiver leurs centres d'intérêt et leurs atouts supposés. Quoi qu'il en soit, l'enjeu d'une meilleure spécialisation ne sera sans doute pas pour beaucoup de se ménager un créneau confortable, mais bien plutôt de survivre en contexte de compétition croissante.

#### DEVELOPPER UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DES PUBLICS POTENTIELS

Voici un autre domaine où les *think tanks* s'efforcent de progresser. Notre étude a montré que bien souvent, les *think tanks* n'utilisent pas au mieux les occasions de renforcer leurs liens avec le public, les médias nationaux et ceux basés à Bruxelles et avec les parlements nationaux. Naturellement, il ne leur sera pas toujours possible d'atteindre ces cibles, les ressources des *think tanks* étant limitées, mais il sera important d'y tendre.

- .....
- <sup>106</sup> Internationales Institut für Politik und Wirtschaft, Hambourg
- <sup>107</sup> Presque tous les *think tanks* se sont plaints que les autorités françaises leur accordant trop peu de soutien. La fondation Friedrich Ebert en Allemagne affirme être « très dépendante des fonds publics, qui diminuent tous les jours. » L'Istituto per gli Studi di Politica Internazionale confirme qu'en Italie aussi « il y a une diminution lente mais régulière des financements publics. »
- <sup>108</sup> L'Institute of Economics de l'Académie des Sciences en Lettonie lutte par exemple avec « des projets peu payés et à court terme qu'ils doivent collectionner pour survivre. »
- <sup>109</sup> Les procédures d'allocation des contrats de recherche de la Commission sont perçus comme inutilement complexes. Le responsable d'un *think tank* important basé à Bruxelles, qui ne participe plus aux appels d'offre, s'est plaint auprès de nous du fait que « la méthode qu'emploie la Commission pour aider les *think tanks* et de nombreux autres organismes à but non-lucratif, est, pour parler franchement, complètement folle, parce que ce qui se passe, c'est qu'on écroule les organisations sous la paperasse. Le coût de candidature à des financements de la Commission est élevé et de leur côté, ils dépensent plus d'argent à gérer ces fonds que ce qu'ils accordent. »
- <sup>110</sup> En Slovaquie, le Centre for European Policy a attiré l'attention sur « les compromis entre la recherche de financement et l'indépendance ». En Pologne, le Foreign Trade Research Institute déplore sa « dépendance des sponsors privés » comme l'une de ses principales difficultés actuelles.
- <sup>111</sup> Un *think tank* allemande reconnu explique qu'une sur-dépendance des fonds publics en baisse « empêche la virtuosité intellectuelle et les idées provocatrices d'émerger. » L'IAI dénonce le fait que les coupes effectuées dans les financements publics lors de ces dernières années impliquent que « les instituts doivent gérer des recherches contingentes commandées par des clients et ont moins d'espace pour des projets de recherche généraux. »
- <sup>112</sup> A Chypre, Civilitas nous a expliqué que la recherche de fonds impose aux *think tanks* de prouver leur pertinence pour le processus d'élaboration des politiques publiques.
- <sup>113</sup> Selon Eurostat (2004) "en 2001 les dépenses de R&D en pourcentage du PNB au sein de l'UE était de 1,98% et est estimée à 1,99% en 2002, une hausse par rapport à 1,95% en 2000. Toutefois, l'écart avec les dépenses en R&D du Japon (2,98% en 2000) et des USA (2,80%) reste important. Le niveau atteint par les pays candidats en 2001 était de 0,84%."
- <sup>114</sup> Elles sont passées de €2.759.593 à €3.505.000 de 2002 à 2004, Budget de la Commission, JOCE 23.2.2004
- <sup>115</sup> Un *think tank* irlandais a également rapporté avoir conseillé à des décideurs politiques et chercheurs d'Europe orientale, qui leur avaient rendu visite avant l'accession de leur pays à l'UE, de se renseigner sur la façon dont l'Irlande s'était adaptée aux conditions d'adhésion à l'UE.
- <sup>116</sup> On distingue toujours le CERI et le CEPRI, de type purement universitaire à l'origine, de leurs *think tanks* pairs comme l'IFRI et l'IRIS. Les universitaires français commencent à réaliser que "Le modèle du statut de chercheur intouchable par son indépendance et le financement public sans obligation de résultat n'est plus possible. La raison pour laquelle les anglo-saxons ont des *think tanks* et pas nous, c'est la fonctionnarisation de la recherche, qui a disparue même en Europe de l'Est. Ce modèle est totalement incompatible avec celui des *think tanks*." Des universitaires français nous ont dit s'engager de plus en plus dans les débats politiques contemporains et que les mécanismes financiers étaient en train de changer, forçant les centres universitaires à effectuer plus de travaux à caractère politique, en particulier pour l'État. « Le financement de l'État change pour la simple raison que le Ministère français de l'éducation a moins d'argent pour la recherche et n'alloue plus de fonds sur une base multi-annuelle, mais année par année et sujet par sujet. »
- <sup>117</sup> Voir par exemple [www.cordis.lu](http://www.cordis.lu). Une partie du problème peut venir du fait que ces projets exigent des capacités de recherche très spécialisées, que les *think tanks* possèdent rarement. Généralement, pour avoir une chance de remporter un contrat, les *think tanks* ont besoin de s'associer avec d'autres *think tanks*. Néanmoins, cela ne suffit pas toujours : le manager d'un *think tank* assez influent à Bruxelles a déclaré que son réseau avait décidé de ne pas entrer dans la dernière course au financement, car ils n'en avaient tout simplement pas la capacité..
- <sup>118</sup> Cette vision est partagée par l'un de ses homologues nationaux : « Nous mettons un accent plus fort sur le développement de réseaux de chercheurs coordonnés par le *think tank*. Il y a de plus en plus de coopération internationale et européenne pour des études communes. »
- <sup>119</sup> Voir Annexe 2 pour plus de détails sur les réseaux de *think tanks*.
- <sup>120</sup> Cependant, un haut responsable de la Commission a contredit ce point de vue en défendant le fait qu'il existe très peu de compétition au niveau des idées, alléguant que les *think tanks* « écrivent les mêmes choses. »
- <sup>121</sup> Une organisation autrichienne similaire (IWE) estime que les étudiants manifestent un intérêt décroissant pour les affaires européennes, peut-être spécifique à l'Autriche. » D'autre part, le fondateur de l'un des plus gros *think tanks* de l'UE à Bruxelles explique : « si vous avez de l'argent, trouver des gens est le cadet de vos soucis. Trouver de jeunes gens brillants à Bruxelles n'est pas un problème. » Ce directeur a cependant

.....

disqualifié sa déclaration en ajoutant : «En Belgique, le système des impôts rend le recrutement des quarantenaires plus difficile, les salaires que proposent les institutions communautaires nous les prennent. »

<sup>122</sup> Les "*advocacy tanks*," nés après la deuxième guerre mondiale aux Etats Unis, "sont liés à un groupe d'intérêt idéologique particulier. (...) Ils ont tendance à voir leur rôle dans le processus d'élaboration des politiques publiques comme celui d'une guerre des idées plus que d'une recherche désintéressée pour les meilleures politiques ". Ils se distinguent des *think tanks* précédents par leur relative indépendance vis-à-vis du monde universitaire. Ils sont généralement composés par des non-universitaires, leurs sources de revenus proviennent essentiellement de groupes d'intérêts et leur production a plutôt tendance à se rapprocher de courtes notes partisans que de longs exposés scientifiques. (Abelson, 2002)

<sup>123</sup> Intuitivement, indépendance et rigueur intellectuelles d'une part, et action politique d'autre part paraissent contradictoires. La perception ordinaire est que l'engagement politique d'un institut de recherche risque au minimum de nuire à son image de neutralité et d'objectivité intellectuelle. Sans indépendance intellectuelle, on peut aussi penser que la portée des messages d'un *think tank* ne dépassera pas un cercle étroit de convertis. Tout le monde craint que l'exactitude des faits ne fasse bon ménage avec la réalité politique. L'influence politique, comme les autres formes de persuasion, impose en effet d'adapter son message à son audience (décideurs politiques, journalistes, spécialistes et parfois le grand public). Le calendrier politique n'est pas non plus toujours compatible avec le rythme de la recherche scientifique. Une des différences fondamentales entre les instituts de recherche académiques et les 'réservoirs de réflexion' est en effet la capacité de ces derniers à réagir et à contribuer rapidement à l'agenda politique. L'efficacité politique, l'adhésion à un thème et une vision et l'adaptation des messages à différents publics et contraintes d'agenda politiques sont-ils contraires aux principes et pratiques garantissant la crédibilité intellectuelle du travail des *think tanks* ? Pas selon Blockstein (2002) qui exhorte "ses collègues à partager les fruits de leur connaissance avec les décideurs, et, ce faisant, à surmonter leur réserve et crainte naturelle de compromettre la vérité. » Il propose lui même six critères pour aider les scientifiques à donner des conseils crédibles aux décideurs politiques. Plusieurs responsables de *think tanks* de type académique nous ont affirmé qu'il était possible d'après leur expérience de mener une recherche orientée vers l'action politique respectant les critères de recherche repris par Blockstein. 'Advocacy' et rigueur académique ne seraient donc pas inconciliables.

<sup>124</sup> La Fondation Robert Schuman en France, comme d'autres, s'efforce de faire cette synthèse. Elle œuvre pour la réunification du continent européen et s'identifie, de manière flexible, à une ligne politique de centre droit, dans la continuité de la pensée de Robert Schuman tout en menant une action de recherche significative, destinée avant tout aux responsables politiques, qu'elle s'efforce de mener indépendamment d'influences extérieures. Une certaine population de *think tanks* s'efforce donc de réconcilier en pratique les deux approches.

<sup>125</sup> Au moment où M. José Barroso a promis de diriger la Commission européenne "en tant qu'homme politique et non comme un technocrate" (Financial Times, 14 July 2004) et alors que le député européen français Alain Lamassoure s'est réjoui que "pour la première fois, le Conseil a tenu compte des résultats des élections européennes, en choisissant une personnalité qui appartient à la famille politique arrivée en tête", certains veulent croire en une politisation croissante des questions et des institutions européennes, à laquelle les *think tanks* participeraient, qui permettrait de rendre les débats et l'action européenne plus lisibles aux citoyens européens (vision néanmoins contestée par d'autres observateurs).

<sup>126</sup> L'expérience de Initiative & Referendum Europe (Amsterdam) et du Lisbon Council for Economic Competitiveness (Bruxelles) est peut-être le reflet de cette attente. Tous les deux ont eu un écho dans les médias et auprès des décideurs politiques jusqu'à présent supérieur à celui que l'on peut observer pour des *think tanks* disposant de moyens équivalents. Cela est attribué à leur identification à des problématiques circonscrites et à la constance de leur message, décliné selon différents thèmes d'actualité et registres d'action.

<sup>127</sup> Cette tension entre '*advocacy*' et indépendance intellectuelle n'est pas spécifique à l'Europe, mais se retrouve aux Etats Unis, comme le souligne Park (2004), qui montre comment ce dilemme s'est accru avec la montée en puissance des '*advocacy tanks*' qui ont délibérément choisi de renoncer aux idéaux académiques pour être plus influents.

<sup>128</sup> De fait, ceux qui dépendent d'un nombre limité de sources de financement, ou qui travaillent surtout sur contrat, sont souvent confrontés à des contraintes. On peut noter le risque pour certains *think tanks*, qu'illustre le parcours de l'Institute for Public Policy Research au Royaume-Uni, de voir leur quête de contrats privés ternir leur image de neutralité.

<sup>129</sup> Évidemment, les mêmes dilemmes existent pour les *think tanks* financés par le secteur des entreprises. Un grand nombre de financiers commerciaux rend plus facile pour un *think tank* de préserver son indépendance académique : par exemple, le directeur d'un *think tank* britannique vivant de fonds privés a déclaré que le fait que son organisation dispose de plus de 30 entreprises sponsors signifiait que si l'une d'entre elles essayait d'interférer de quelque manière que soit dans leur recherche, il la rayerait tout simplement de sa liste. Cependant, un *think tank* financé uniquement par des fonds privés court aussi le risque de voir ses activités et

... ..  
sa production finir par refléter les intérêts du secteur plutôt que ceux du grand public. En fait, la plupart des *think tanks* de cette étude entièrement financés par des fonds commerciaux sont aussi ceux qui font la promotion du marché libre.

<sup>130</sup> Ce problème s'est présenté en partie au European Policy Forum au RU (un *think tank* qui se spécialise dans les questions réglementaires). Il était en effet proche du gouvernement conservateur, et est maintenant beaucoup moins influent avec le gouvernement Labour. L'inverse pourrait naturellement se produire pour les organismes actuellement proches du gouvernement.

<sup>131</sup> Le Hungarian Centre for Economics and Politics affirme que, malgré ses liens avec Vaclav Klaus, l'institut n'est pas considéré comme dépendant de son parti, qu'ils n'hésitent d'ailleurs pas à critiquer. Le Centre admet toutefois que M. Klaus, en tant que Président du Centre, peut influencer les priorités de recherche.

<sup>132</sup> On peut prétendre qu'il n'existe aucun modèle que les *think tanks* peuvent suivre pour s'assurer une indépendance totale. Les *think tanks* qui dépendent complètement des financements publics afin d'échapper à l'influence des entreprises sera perçu comme trop proche de l'État (surtout que le financement public implique un certain contrôle sur la façon dont l'argent est dépensé par le *think tank*, comme par exemple la nomination de serviteurs civils au conseil d'établissement). De plus, les *think tanks*, comme ceux du Royaume-Uni, qui évitent les subventions de l'État au profit d'un soutien intégral du secteur privé seront accusés d'être trop proches des intérêts commerciaux. Ainsi, le meilleur équilibre serait celui que beaucoup de *think tanks* à succès ont déjà adopté : diversifier les sources de financement pour inclure à la fois les fonds publics et privés (jamais une source unique), et aussi chercher du soutien sur le long terme auprès des fondations.

<sup>133</sup> Selon le Financial Times, cité par le CER sur son site Internet.

<sup>134</sup> Le Lisbon Council créé récemment annonce par exemple dans le manifeste de sa mission qu'il cherche à « aider les citoyens individuels à comprendre le rôle qu'ils jouent personnellement dans la construction d'une meilleure Europe, plus compétitive. » De la même façon, la préoccupation centrale d'Europe 2020, basé en France, est de « promouvoir la démocratisation de l'Union européenne. » Tandis que ce discours semble présent majoritairement dans la littérature des *think tanks* européens multidisciplinaires, il est également valable pour certains plus spécialisés. ISIS Europe, dans le domaine de la sécurité, revendique par exemple qu'il « travaille pour plus de transparence, pour stimuler l'engagement parlementaire et élargie la participation au processus de décision politique de l'UE et de l'OTAN. »

<sup>135</sup> Confrontations Europe, basé à Paris déclare en fait « être devenue une interface entre la société et les institutions communautaires, » contrairement au Portuguese Institute of International Relations dont l'objectif clef est de « relier la recherche académique, les décideurs et la société civile. »

<sup>136</sup> Ce *think tank* basé à Paris a récemment publié un rapport qui compile « des milliers de commentaires, critiques et propositions exprimées par les citoyens ayant pris part au 'New Europeans Democracy Marathon,' une série de cent « débats-conférences » organisés dans cent villes de 25 pays européens. Fifteen Fundamental Principles and Reform Proposals for a Democratised Europe in the Coming Decades, janvier 2004, disponible sur <<http://www.europe2020.org/en/partnership/NFELTCP.htm>>.

<sup>137</sup> D'autres *think tanks* ont effectué des sondages de ce type par le passé, comme par exemple le Adam Smith Research Centre de Varsovie qui a demandé à l'Institute of Opinion et au Market Survey Estimator d'analyser sa notoriété en avril 1998 (basé sur un échantillon de quelques milliers de Polonais à travers le pays). Le sondage a indiqué que l'ASRC est reconnu par presque 10 % de la population polonaise (cité par NIRA, <<http://www.nira.go.jp/ice/nwdtt/dat/1178.html>>).

<sup>138</sup> De par sa position géographique, menacée et conquise tout au long de son histoire, la Lituanie a toujours dû s'efforcer de faire valoir sa spécificité. C'est notamment le pays balte qui a le plus activement et avec le plus de succès résisté à la domination soviétique. Ce sera le seul État balte à s'autoproclamer indépendant, en mars 1990. La répression qui suivra n'empêchera pas les Lituanais de résister et de continuer à manifester, pour finalement obtenir leur indépendance officielle en 1991. La Lituanie est également le premier pays balte à avoir fait évacuer les troupes soviétiques de son territoire. Cet héritage historique explique en partie la forte politisation de la population lituanienne, et son active participation dans toutes les questions touchant à l'intérêt national. La Lituanie est d'ailleurs le pays balte qui comptait le plus de *think tanks* (10) en 1997, toutes catégories confondues (Jonathan D. Kimball, in McGann, Weaver, 2000).

<sup>139</sup> Research & Development Center-Intercollege, Cyprus

<sup>140</sup> ELIAMEP en Grèce identifie en fait une tendance actuelle vers plus de coopération et de réseautage entre *think tanks* à travers l'UE. La Friedrich Ebert Stiftung considère aussi que « le développement des *think tanks* signifie plus de coopération et de rencontres pour voir quels sont les projets à soutenir pour créer une base commune. »

<sup>141</sup> « Recevoir, par exemple une fois par an, une liste de ce type qui me donnerait une réserve de personnes à contacter pour des réponses sur des thèmes précis sur l'Europe. »

.....

<sup>142</sup> Les commentaires de l'un des *think tanks* les plus importants de la place bruxelloise nous ont montré par exemple à quel point certains organismes, qui comptent parmi ceux qui sont les mieux établis et ont le moins à craindre a priori de la concurrence, peuvent être critiques vis-à-vis des nouvelles initiatives et exagérément sceptiques, comme s'ils voulaient d'avance décourager les velléités de création de nouveaux centres de recherche indépendants. Il existe cependant des différences régionales. Tous les *think tanks* italiens interrogés estiment que la compétition n'est "pas un problème" étant donné le fort degré de collaboration qui existe entre eux, tandis que les centres de recherche allemands ont souligné la forte compétitivité des relations avec leurs pairs, la densité de *think tanks* spécialistes de l'UE étant plus forte en Allemagne.

<sup>143</sup> Pour plus d'informations, consulter le site de l'Institute for European Studies : <http://www.ies.ee>.

<sup>144</sup> S'efforçant de surmonter les difficultés conceptuelles que présente la mesure de l'influence des idées issues de la recherche appliquée en politique, le CRDI a travaillé avec Evert Lindquist, spécialiste des processus de décision politiques pour faire le point sur l'état des connaissances et des théories concernant les relations entre la recherche et son influence (Lindquist, 2001). Sur cette base, Lindquist conclut, sans surprise : « Nous devrions formuler des attentes réalistes quant au potentiel d'influence. En dernier lieu, définir si soutenir un esprit critique en politique, dans les pays développés ou en voie de développement, représente ou non un acte de foi : nous édifions la capacité politique non parce que nous croyons que cela aura des conséquences mesurables et sans équivoque sur la politique gouvernementale, mais plutôt parce que nous pensons que mieux vaut trop que pas assez d'esprit critique en politique pour approfondir le dialogue, le débat et le partage d'idées venant d'ailleurs. La majorité des idées et des innovations générées ne deviendront jamais des politiques ou seront classées « hors compétition », quelle que soit la raison, par d'autres idées et impératifs. Évaluer l'influence politique est alors typiquement une question de discerner les influences intermédiaires comme la capacité d'expansion des acteurs choisis et l'élargissement des horizons de ceux qui comportent des réseaux politiques. » Son analyse décrit les types d'influence politique que peut s'efforcer d'atteindre la recherche et les différentes approches qui permettent d'étudier cette influence. Sur cette base, il propose un cadre pour l'évaluation stratégique menée par l'unité d'évaluation du CDRI, qui, malgré la complexité de la tâche, ne doit pas forcément déboucher sur une méthode de mesure compliquée. Le CDRI est notamment arrivé à la conclusion que l'évaluation ex-post n'est pas possible, dans la mesure, entre autres, où les décideurs ne révèlent pas en général d'où ils ont puisé leurs idées. Seule l'analyse ex ante peut offrir des résultats. En suivant toutes les interactions entre un *think tank* et les décideurs (réunions, conversations téléphoniques, etc.) et ensuite en essayant d'analyser dans quelle mesure un fonctionnaire ou un élu a changé d'opinion, on peut essayer de saisir les progrès accomplis au regard d'objectifs prédéfinis.

<sup>145</sup> Un petit nombre d'instituts de recherche indépendants nous ont dit ne pas souhaiter travailler hors de leur capitale nationale.

<sup>146</sup> Une organisation chypriote a par exemple décidé de « ne pas s'accroître indéfiniment », mais « de rester réduite et d'en faire un maximum sur Internet et depuis Chypre. »



## 5 Pistes de réflexion et de recherche

Cette section souligne trois types de question qui émergent naturellement de cet aperçu général du secteur des *think tanks* : Y a-t-il des leçons à tirer des récents développements observés aux États-Unis pour l'avenir de cette communauté en Europe (5.1) ? Que peut-on entreprendre pour encourager le développement des euro *think tanks* (5.2) ? Quelles sont les questions qui mériteraient une étude plus approfondie (5.3) ?

### 5.1 LEÇONS POSSIBLES A TIRER DES ÉTATS-UNIS

Prévoir l'avenir des euro *think tanks* n'est pas tâche aisée et nous ne tenterons pas de le faire ici, surtout dans la mesure où la ratification du Traité constitutionnel n'est pas garantie dans plusieurs États et où la construction européenne demeure, à bien des égards, un processus en cours. Cependant, il y aurait peut-être des leçons à tirer de la situation aux États-Unis. Nous faisons ici référence à deux caractéristiques importantes en particulier, propres à la communauté de recherche américaine : son système politique et fiscal et le développement des *advocacy tanks*.

#### LA CROISSANCE DES *THINK TANKS* AMÉRICAINS ET EUROPÉENS

La croissance des *think tanks* aux États-Unis a essentiellement été rendue possible par la structure institutionnelle particulière du pays et par son régime fiscal. Du fait de « la nature fragmentée et décentralisée du système politique américain », (Abelson, 1998)<sup>147</sup> il existe de nombreux centres du pouvoir nécessitant le recours au conseil en politique. De plus, les partis politiques « n'ont pas joué (en Amérique) de rôle prédominant dans le développement des politiques comme c'est le cas dans d'autres pays. » (Stone, 2000). Pourquoi ? Parce que, comme l'expliquent McGann et Weaver (2000), « aux États-Unis, les parties politiques fonctionnent principalement comme des véhicules de campagne électorale (...), les programmes des partis varient souvent considérablement au fil du temps, suivant la position adoptée par leurs candidats à la présidence. » En conséquence, la discipline de parti est faible, « les objectifs philosophiques des parties politiques ne sont pas une contrainte pour les politiciens », (Abelson, 1998) et « les membres du Congrès formulent beaucoup de leurs priorités politiques personnelles et suivent leurs calendriers avec une indépendance considérable. » (Stone, 1996) Il semble qu'il y ait une grande marge de manoeuvre pour le décideur isolé de chercher son propre conseiller politique et sa propre légitimité idéologique qui se trouvent souvent venir des *think tanks*. Enfin, aux États-Unis, les parties politiques ne représentent pas le premier moyen de recruter les élites pour les postes de l'administration. « Les partis sont trop faibles pour remplir cette fonction vu qu'ils ne sont quasiment que des coalitions électorales » : les *think tanks* peuvent relativement facilement s'infiltrer dans la brèche en tant qu'institutions « de type parti » et stations de filtrage pour les nominations politiques et administratives. (Gellner, cité par Stone, 1998) En général, la structure

particulière du système politique américain, fragmenté et décentralisé avec des partis politiques faibles, a créé un nombre élevé de forums politiques, allant des commissions et sous-commissions variées des branches du législatif et de l'exécutif aux nombreux politiciens travaillant indépendamment de toute idéologie de parti, ce qui ouvre des opportunités à l'analyse et à la recherche en politique. « Les *think tanks*, » explique Abelson, « disposent de canaux multiples pour diffuser leurs idées à plusieurs centaines de décideurs politiques. » La combinaison d'une demande importante en recommandation politique et l'existence de canaux d'influence multiples, expliquent dans une large mesure la prédominance des *think tanks* américains.

Selon Stone (2000a) « aux États-Unis, ce ne sont pas seulement les facteurs politiques (...) mais aussi une forte culture philanthropique et des systèmes fiscaux généreux qui encouragent la prolifération des *think tanks*. » Abelson (dans Stone, Denham, Garnett, 1998) et Weiss (1992) considèrent que « la nature (décentralisée et fragmentée) du système politique américain » et la présence d' « une solide tradition de philanthropie de la part des entreprises et des individus » font clairement partie des facteurs principaux qui caractérisent les *think tanks* américains. Le système fiscal est également un important facteur qui explique le rôle prédominant joué par les *think tanks* dans le processus de décision politique aux États-Unis.<sup>148</sup>

Hormis ces deux facteurs, il est clair que l'Europe offre de nombreux moyens permettant à la recherche des *think tanks* de s'épanouir, moyens qui vont sans doute se multiplier au fur et à mesure des progrès de l'intégration européenne. Comme il en a été question dans la section 2.1.8, les systèmes de financement traversent une phase de changements majeurs qui pourraient les rapprocher du fonctionnement américain et aider à promouvoir la recherche indépendante en politique à l'avenir. On peut distinguer des signes possibles de cette tendance dans l'avènement récent de ce qui pourrait s'appeler des 'start-up tanks', c'est-à-dire des centres de recherche indépendants créés avec des fonds privés par de jeunes entrepreneurs en politique, comme le Lisbon council à Bruxelles. *The Economist* (2004) a récemment remarqué cette nouvelle tendance en Allemagne, où « des jeunes gens délurés » ont lancé leurs propres circuits, comme le BerlinPolis et le Global Public Policy Institute.

#### **LA MONTEE DES "ADVOCACY TANKS"**

Aux États-Unis, les *advocacy tanks* ont gagné en importance depuis la seconde guerre mondiale. Abelson (1998) explique : « Dans un environnement où les *think tanks* doivent se défendre et promouvoir leur idées avec combativité, leurs priorités ont commencé à changer : une nouvelle génération de *think tanks* a émergé. » En d'autres termes, les facteurs de la croissance des centres de recherche indépendants américains étaient une pré-condition à la naissance de beaucoup d'instituts ; leur grand nombre impliquait un haut niveau de compétition et signifiait qu'ils devaient se distinguer les uns des autres. Afin d'y parvenir, « ils se sont rendus compte que développer des techniques marketing efficaces pour renforcer leur statut au sein de la communauté des décideurs politiques était devenu leur priorité, » avant même de proposer des recommandations solides et impartiales aux décideurs politiques. (Abelson, 1998) Cela a donné lieu à une forte polarisation de leurs positions politiques et

idéologiques. En effet, le besoin d'être aisément reconnu et, finalement, d'obtenir des contrats de recherche les a forcés à radicaliser leurs positions pour devenir, au fil du temps, uniques. Du point de vue d'Abelson, le fait que la loi de la compétition dirige le marché exige aussi des techniques marketing spécifiques.

Comme nous l'avons remarqué dans la section 4.2.1, beaucoup d'euro-*think tanks* pourraient bien se trouver confrontés à une dynamique semblable qui encouragerait une tendance vers les 'advocacy tanks', en particulier la réduction des financements gouvernementaux, et donc la nécessité pour les *think tanks* de se tourner de plus en plus vers des sources de financement privées et des contrats de recherche, et de se concentrer davantage sur des domaines de recherche et des courants idéologiques précis.

#### **DES MENACES – ET QUELQUES OPPORTUNITÉS- A L'HORIZON**

Au-delà d'une plus forte croissance et de la montée des *think tanks* activistes, de récents changements du milieu opératoire des *think tanks* américains appellent également à la vigilance, dans la mesure où ils annoncent des menaces majeures, mais aussi des opportunités, pour la communauté des *think tanks* européens. Ils mettent aussi en perspective les stratégies possibles avec la compétition croissante dont il est question plus haut (section 4.2.3). McGann (2004), dans une étude récente de 23 des principaux *think tanks* américains, a trouvé que « les tendances qui affectent les *think tanks* sont attribuables à six modifications du milieu (...) : la façon dont les *think tanks* sont financés ; une augmentation de la politique partisane ; les avancées technologiques et la dominance d'Internet ; l'émergence de media omniprésents ; la prolifération du nombre de *think tanks* ; et l'impact de la mondialisation. »

Les personnes interrogées ont souligné des menaces importantes dans de nombreux domaines, en particulier la manière de gérer le financement : « Le financement se fait de plus en plus sur le court terme et pour des projets spécifiques plutôt que par un soutien institutionnel général sur le long terme, ce qui a altéré la concentration et diminué la capacité de beaucoup de *think tanks*. Les fonds à courts termes menacent l'indépendance et la capacité d'innovation des *think tanks* (...) » de même, « l'omniprésence des media et leur recherche du scoop plutôt que de l'analyse de fond font que les *think tanks* répondent à ces paramètres de temps et de contenu en produisant des analyses rapides et faiblardes qui sont accessibles et faciles à citer. L'augmentation du recours à Internet a exacerbé les problèmes de financement puisque les *think tanks* publient de plus en plus leurs résultats de recherche et leurs recommandations politiques en ligne, fournissant un libre accès au public, aux media et aux financiers potentiels. L'indépendance et l'objectivité des *think tanks* sont menacées par une augmentation de la politique partisane, d'où une augmentation parallèle d'organisations et d'institutions partisans produisant une analyse suivant des orientations partisans. »

McGann a également trouvé que des changements récents « offrent aussi la possibilité aux *think tanks* de valoriser leurs missions. L'avènement des media 24h/24 et d'Internet ont aidé à faire sortir les *think tanks* de l'obscurité, leur permettant d'atteindre une audience bien plus large et diversifiée et de diffuser leur publications à moindre coût. La prolifération des organismes a facilité une meilleure coopération entre *think tanks* et autres ONG aux niveaux

local, national et international. Cette mise en réseau permet l'utilisation de nouveaux mécanismes pour influencer les politiques efficacement et atteindre un public plus large. De plus, les conséquences de la mondialisation et des événements transnationaux inattendus comme le 11 septembre ou le SRAS ont réveillé un intérêt plus fort pour les affaires internationales, la politique étrangère et les questions de sécurité nationale, permettant aux *think tanks* de se concentrer davantage sur ces domaines. Toutes ces tendances ont été placées sur les devants de la scène au cours de la campagne présidentielle de 2004. »

Il est certain que les menaces quant à « la viabilité des *think tanks* comme organes indépendants et sources fiables de recommandations solides pour les politiques publiques du futur », les opportunités de valoriser le rôle des *think tanks* dans la décision politique, ainsi que les recommandations de cette étude - sur le point d'être publiée - sont à lire avec attention.

## 5.2 ENCOURAGER LE DEVELOPPEMENT DES « EURO-THINK TANKS »

Le nombre et la pertinence des *think tanks* en Europe sont voués à se développer à l'avenir. Cette tendance peut-elle être encouragée ? Les euro *think tanks* interrogés indiquent eux-mêmes deux voies principales pour promouvoir leur développement.

Tout d'abord, beaucoup ont exprimé l'espoir que les autorités publiques et autres décideurs politiques aient une meilleure compréhension de leur rôle dans le processus de décision politique. Comme l'a très simplement déclaré un *think tank* chypriote, « il est important que l'UE comprenne que les *think tanks* ont un rôle à jouer. » Pour les uns, comme certains gouvernements nationaux et la Commission européenne, ce sera une question d'améliorer les pratiques existantes ; pour d'autres, ce sera plutôt une révolution. Jacques Delors, ancien Président de la Commission européenne invite par exemple la Banque centrale européenne, et même le Parlement européen, à s'engager plus activement avec les *think tanks*. La majorité des *think tanks* appellent aussi logiquement à un soutien financier public et privé plus important, surtout au niveau paneuropéen. Les managers des euro *think tanks* interrogés s'accordent à dire que « dans les pays où cela est encore impossible, les donations faites aux *think tanks* devraient pouvoir être déduites des impôts, » et que les procédures de financement communautaires devraient être simplifiées. « Vous devriez donner une somme d'argent aux *think tanks* qui semblent faire du bon travail, puis effectuer des vérifications régulières pour s'assurer qu'ils dépensent cet argent correctement, au lieu de perdre du temps à vérifier si les 243 conditions ont bien été remplies, » exhorte le dirigeant d'une organisation basée à Bruxelles. Dans cette perspective, le nouveau règlement financier, qui exige qu'à partir de 2006 toutes les organisations désireuses d'obtenir des subventions de la ligne budgétaire 15 06 (« Dialogue avec les citoyens ») devront passer par un appel officiel pour les propositions de procédures est préoccupant, vu la complexité de ces dernières.

Par contraste, un autre directeur de *think tank* français est convaincu qu'il est sain de forcer les *think tanks* à se libérer du financement public, et qu'il ne tient qu'à ceux-ci de mûrir et de rechercher des fonds privés, comme suggéré ci-dessus. Le même directeur estime que le régime fiscal, en France tout du moins, est aujourd'hui satisfaisant et que les *think tanks* et

les financeurs éventuels n'ont pas encore exploité tout son potentiel. Il appelle à un changement radical de culture chez les *think tanks* et les donateurs potentiels.

**“Le régime fiscal, en France tout du moins, n'est pas satisfaisant mais les *think tanks* et les financeurs éventuels n'ont pas encore exploité tout son potentiel. Ce qu'il faut, c'est un changement radical de culture**

Pour ce qui est du financement privé, beaucoup de dirigeants de *think tanks* demandent une simplification des régimes fiscaux et des la

réglementation des dons, afin d'aider le secteur privé à fournir aux *think tanks* un soutien financier. La promotion des fondations est une aspiration prédominante. Le directeur d'un *think tank* balte explique : « La plupart des pays européens ont un besoin croissant de fondations privées qui pourraient lever des fonds à échelle nationale et en allouer une partie (entre autres organisations) aux *think tanks* politiques. » Cependant, il existe de grosses différences entre les États membres. Un *think tank* français, l'Institut Montaigne (2002; voir aussi Archambault, 2001) a montré qu'il existait à peine 2000 fondations en France en 2002, contre 8300 en Allemagne et près de 9000 en Grande Bretagne. La Fondation Hippocrène (2001), dans une étude similaire, a formulé plusieurs recommandations pour les autorités françaises qui sont vraisemblablement applicables ailleurs.<sup>149</sup> En général, les deux parties s'accordent à dire que, bien que le financement public soit nécessaire et doive même être augmenté dans certains pays, une dépendance trop grande envers les fonds publics est néfaste. Le financement privé, s'il est instauré, peut aider à améliorer la qualité de la recherche des *think tanks*, pourvu qu'il soit diversifié et fiable afin d'assurer une totale indépendance de recherche aux *think tanks*.

La création d'un statut européen pour les fondations et les associations serait également considérée comme une étape utile pour encourager les travaux paneuropéens, dans la mesure où les sources de financement, qu'elles soient publiques ou privées, sont encore largement nationales. Cette question est actuellement à l'étude à la Commission européenne. Un cadre juridique de ce type pourrait probablement résoudre une partie des problèmes auxquels sont régulièrement confrontées les fondations européennes dans leurs activités transnationales et leurs contacts avec des partenaires internationaux. Cela aiderait à « améliorer les opérations transfrontalières pour les fondations et leurs donateurs » ; cela générerait de nouveaux instruments de coopération entre les fondations elles-mêmes ; et cela établirait, pour ce type d'organisations, des droits égaux à ceux dont jouissent celles qui bénéficient déjà de la tutelle communautaire.<sup>150</sup>

Nous avons vu également les difficultés que rencontrent les *think tanks* pour conserver leur indépendance, ou surtout une impression d'indépendance, lorsqu'ils sont financés majoritairement par le secteur privé ou public. Naturellement, il est très difficile pour un *think tank* d'être totalement libre de toute influence extérieure. Cependant, une solution à ce problème pourrait être une plus grande ouverture des *think tanks* concernant leurs sources de financement. Beaucoup des *think tanks* étudiés ici publient des rapports annuels mentionnant leurs revenus et la liste de leurs principaux financeurs. Toutefois, cela est loin d'être le cas pour tous. Rendre leurs sources de financement plus transparentes pourrait être, à terme,

bénéfique au secteur. Cela permettrait aux gens de savoir plus clairement d'où vient l'argent d'un *think tank* et ainsi de se faire une opinion sur son indépendance réelle. Le public ferait aussi probablement plus confiance, et aux *think tanks* en tant qu'acteurs politiques, et aux conclusions de leurs recherches. La confiance est un élément important de l'attitude du public envers les organes politiques, et les *think tanks* doivent en prendre conscience s'ils veulent dissiper un certain sentiment général selon lequel ils seraient des organisations élitistes et non démocratiques, voire des lobbies. Si une évolution vers plus de transparence s'accompagnait d'un contrôle indépendant et à niveau égal du travail des *think tanks*, cela créerait aussi un climat dans lequel la qualité de recherche du secteur se trouverait largement renforcée.

Enfin, nous avons vu au cours de l'étude qu'on attend des euro-*think tanks* qu'ils créent de plus en plus d'alliances transfrontalières, entre eux et avec d'autres acteurs. Il a été indiqué que cela renforce à la fois leur stature national et international et que cela constitue effectivement une condition pour les *think tanks* désireux de remporter des subventions de l'Union européenne. On a également beaucoup œuvré récemment pour la création d'une « aire de recherche européenne » afin de permettre aux « ressources scientifiques [d']être mieux déployées pour créer plus d'emplois et améliorer la compétitivité de l'Europe. »<sup>151</sup> Cependant, les réseaux de *think tanks* qui ont été établis au sein de l'UE pour faciliter cet aspect du travail des *think tanks* (voir annexe 2) souffrent actuellement d'une crise de financement majeure. La plupart des financements de ces réseaux sont alloués à court terme et cela limite de façon drastique la capacité de ces réseaux à avoir un impact dans le domaine de la recherche en science sociale. Ainsi, nous pensons qu'une révision des arrangements financiers actuels pour ces réseaux est nécessaire, et que les États membres, autant que la Commission, devrait être prêts à leur fournir un soutien financier plus conséquent.

### 5.3 PISTES DE RECHERCHE

Nous espérons que cette étude exploratoire et les nombreuses questions qu'elle soulève fourniront une bonne base de départ pour de futures recherches. En raison de certaines contraintes, nous n'avons pu pleinement explorer le rôle joué par les *think tanks* s'intéressant aux affaires européennes dans les processus de décision nationaux et communautaires. Tandis que nous concluons cette étude, plusieurs questions se posent comme sujets qui mériteraient d'être approfondis.

Tout d'abord, pour des raisons pratiques, le spectre de cette étude a été limité aux *think tanks* dont le siège est basé dans l'un des 25 États membres de l'UE. D'importantes organisations situées dans les pays candidats (Roumanie, Bulgarie, Croatie et Turquie), ainsi que certains départements européens d'instituts américains ont été écartés.<sup>152</sup>

Pour des raisons similaires, nous n'étions pas en position d'examiner autant qu'il aurait convenu les instituts de recherche indépendants orientés vers les affaires européennes qui ont aujourd'hui disparu. Une étude plus précise et plus complète aurait inclus de telles organisations. Il serait particulièrement intéressant de comprendre quels *think tanks* ont disparu et quelles leçons tirer de leur histoire.

Les relations entre les *think tanks* et les structures de décision politique méritent une étude supplémentaire, doublée d'une analyse comparative plus systématique et plus approfondie de leurs environnements institutionnels et politiques. Un domaine que nous n'avons pas exploré est par exemple la circulation des décideurs entre les *think tanks* et d'autres cercles de décision politique. La formation des élites pour la formulation des politiques communautaires et le rôle que jouent les *think tanks* dans ce processus est un facteur structurel important qui n'a été que rapidement mentionné dans ce rapport. Une analyse comparative des États membres individuels et des tendances concernant certaines questions, comme le phénomène de circulation et d'échange de personnel entre la sphère de la recherche et la sphère politique, serait intéressante.

Cette étude ne visait pas non plus à analyser la contribution des euro-*think tanks* au processus de décision politique. Au-delà de leur identification et de leur description, il serait donc intéressant de se pencher sur leur pertinence et leur impact effectifs : quelles idées véhiculent-ils réellement ?

Plus précisément, il y aurait grand intérêt à examiner les outils de mesure des performances adaptés aux complexités des opérations des *think tanks*. On pourrait notamment utiliser les bases de données électroniques afin d'analyser la couverture médiatique des *think tanks* prédominants en relation avec certaines des questions soulevées ici (comme l'a fait Park, 2004, pour le cas américain).

Une question à laquelle cette étude ne répond pas est : « Comment les *think tanks* européens pourraient-ils mieux penser ? » Tandis que la plupart des dirigeants de *think tanks* considèrent que de nouvelles idées et la 'valeur ajoutée' sont des critères qui définissent un vrai *think tank*, peu étaient en mesure de nous décrire les méthodologies utilisées pour permettre aux « *think tankers* » de produire des politiques innovantes.

Plus généralement, toutes les questions considérées dans ce rapport méritent une recherche plus détaillée. Le financement, comme nous l'avons vu, est une question clef pour l'avenir des *think tanks* européens. Afin de drainer davantage de fonds vers les centres de recherche partout en Europe, un examen plus détaillé de leur situation, des pratiques les plus efficaces et des mesures à prendre pour permettre un développement plus poussé, serait utile. D'autres sujets qui mériteraient plus ample recherche incluent les stratégies d'influence des *think tanks* (stade d'intervention dans le processus de décision politique, publics, relation avec les médias, etc.) et les meilleures pratiques en terme de transparence et de gestion des conflits d'intérêts.

Enfin, il est évident que le portrait proposé ici aura rapidement besoin d'être remis à jour. Les évolutions à surveiller incluent la possible politisation de la connaissance de l'UE et la tendance vers plus d'*advocacy* ; plus d'interactions avec de 'nouvelles' institutions comme la Banque centrale européenne ; une collaboration transnationale entre les différents instituts européens et la restructuration du marché en général ainsi que son impact éventuel sur la transformation des élites intellectuelles ; la formation des concepts politiques et la fertilisation croisée des calendriers politiques nationaux ; les changements au sein du monde universitaire et leur impact sur les instituts de recherche indépendants.

.....

<sup>147</sup> En particulier la séparation singulière des pouvoirs entre le législatif et l'exécutif "qui permet et au Congrès et au Président d'initier la législation"; les nombreuses divisions au sein des départements divers de l'exécutif lui-même ; et encore, la fragmentation au sein du Congrès où le Sénat et la Chambre des Représentants opèrent indépendamment quand il s'agit de formuler la législation.

<sup>148</sup> « La structure fiscale américaine encourage la formation des fondations; les donations individuelles créent une source massive de financement pour les *think tanks* et les autres organisations à but non lucratif." (Stone, 1998) Abelson (1998) accorde que "le financement par les entreprises et les exemptions d'impôts pour les organisations à but non lucratif donnent une certaine impulsion aux entrepreneurs en politique, aux leaders politiques et aux aspirants responsables pour créer des *think tanks*. » En d'autres termes, il existe aux États-Unis une forte tradition de sources privées, octroyées par des financements d'entreprises ou d'individus qui, doublée de la classification favorable des *think tanks* sous le Code national du revenu, donne aux centres de recherche indépendants américains une meilleur accès aux fonds privés.

<sup>149</sup> La Fondation Hippocrène recommandait pour la France un certain nombre de mesures d'incitation fiscale inspirées de la situation allemande, britannique et italienne qui, à n'en pas douter, sont probablement valables dans leur ensemble ou en partie dans d'autres États membres : l'exonération des revenus du patrimoine des fondations ; l'abattement au profit des fondations nouvelles créées basé sur le modèle allemand ; la révision, voire la suppression de la limite de déductibilité des donations faites à des fondations; l'exonération des droits de mutation à titre gratuit sur les libéralités au profit des fondations. La Fondation recommandait également la simplification du dispositif juridique relatif aux fondations. Enfin, elle insistait sur la nécessité "d'une réflexion à l'échelle européenne sur le droit des fondations : décider une fois pour toutes d'un statut européen des fondations. A noter que la Commission européenne avait publié une communication en juin 1997 consacré à cette question et que le dossier n'a pas progressé depuis. L'Institut Montaigne (2002) a également proposé 25 propositions pour développer les fondations en France, articulées autour de la modernisation de leur cadre juridique, du développement de moyens financiers suffisants et autonomes. L'Institut Montaigne concluait : "l'État devra opérer une vraie mutation psychologique et accepter de soutenir le développement d'autres acteurs que lui peuvent agir à ses côtés avec un même objectif d'intérêt général." A n'en pas douter, ces analyses, même si elles restent à approfondir dans une perspective plus européenne, dépassent le seul cas français.

<sup>150</sup> En 2002, la Commission européenne a établi un groupe d'experts issus de compagnies juridiques européennes afin d'évaluer cette question. A la fin de la même année, le groupe a conclu que l'instauration d'un statut juridique européen pour les fondations n'était pas une priorité à court terme. Néanmoins, en mai 2003, la Commission a lancé un plan d'action « visant à évaluer en profondeur la faisabilité d'un tel statut » (COM (2003) 284 final). Le plan prévoit de compléter une étude de faisabilité pour un statut européen de ce type pour juin 2006. En juin 2004, le European Foundation Centre a rendu publique une nouvelle proposition faisant référence à la constitution d'un Statut européen des associations au cours de son Assemblée générale annuelle tenue à Athènes. Selon le EFC ([www.efc.be](http://www.efc.be)), un nouveau règlement communautaire serait particulièrement bienvenu en ce moment, surtout après l'élargissement qui a entraîné une forte augmentation du nombre de fondations et d'associations dotées de liens de coopération internationale et d'activités transfrontalières. Pour être reconnue en tant que fondation/association européenne, une organisation devrait présenter les caractéristiques d'une institution à but non lucratif aux objectifs consacrés à la cause publique. De plus, elle devrait « exercer des activités dans deux États membres au moins et disposer d'un capital de départ de 50 000 euros minimum. » La fondation européenne serait enregistrée à l'échelon communautaire et le statut européen serait complémentaire de la loi nationale. Pour ce qui est du régime financier, le nouveau statut devrait garantir des règles "claires et faciles à suivre" en ce qui concerne les exemptions d'impôts et les motivations fiscales pour les donateurs. L'EFC organisera une conférence du 4 au 6 juin 2005 sur les fondations en Europe.

<sup>151</sup> DG Research Communication Towards a European research area, COM (2000)6 <http://europa.eu.int/scadplus/leg/en/lvb/i23010.htm>

<sup>152</sup> Pour être encore plus complet, on peut être tenté d'examiner les programmes américains sur l'Europe d'autres instituts de recherche en politique, par exemple le Brookings Institution's Center on the United States and Europe.



## Conclusion

Les Euro-*think tanks* sont utiles au processus d'intégration européenne et aux décideurs politiques européens en général. Nous avons vu tout au long de ce rapport comment ils remplissent plusieurs des rôles présentés dans la Section 1, comme leurs pairs ailleurs dans le monde. En effet, à divers échelons, ils mènent « des recherches de base sur des problèmes et des solutions de politique » ; ils fournissent « des recommandations pour les problèmes de politique immédiats dont débattent les responsables des gouvernements » ; ils évaluent les programmes gouvernementaux et « servent à faciliter la création de réseaux et l'échange d'idées » ; ils « servent de fournisseurs de personnel au gouvernement et de lieux où les politiciens et les décideurs hors circuit peuvent recharger leurs batteries » ; et ils aident à interpréter « les politiques et les événements de l'actualité pour les médias écrits et électroniques. » Ils contribuent à faire de la démocratie européenne une réalité, en agissant comme incubateurs et facilitateurs d'idées.

Nous avons vu aussi comment le secteur dans son ensemble est important en termes absolus (3000 chercheurs représentant près d'un cinquième du nombre total d'employés de la Commission européenne!) mais également relativement fragmenté et isolé. Tous ses membres ne parviennent pas toujours à diffuser leurs recherches autant qu'ils le devraient. Les acteurs existants sont face à une compétition croissante venant de leurs propres rangs et de nouveaux entrants, puisqu'il existe relativement peu d'obstacles à la pénétration du « marché des idées ». Certaines questions font l'objet d'une recherche parfois redondante. Les financements publics diminuent, et ceux du privé ne sont pas encore bien en place. Les entreprises financières et les fondations rencontrent des obstacles pour financer la recherche en politique indépendante au niveau européen et le secteur lui-même est devenu trop dépendant des fonds publics.

Entre temps, les *think tanks* font face à de nouveaux dilemmes, tandis que leurs activités et la politique communautaire deviennent plus partisans, et qu'ils doivent lutter pour capter l'attention des media. Les utilisateurs potentiels de leurs travaux, les décideurs, les journalistes, les universitaires, ne perçoivent pas pleinement la valeur que les *think tanks* existants apportent aux politiques publiques. Dans beaucoup de pays, il leur reste même à apprendre ce qu'une communauté de *think tanks* saine peut apporter à la décision politique et à la démocratie.

Tandis que nous avons rencontré beaucoup de pessimistes au sein et en dehors de la communauté, nous pensons qu'il y a des signes encourageants indiquant que les euro *think tanks* expérimentent en fait le début d'une nouvelle ère. Les décideurs, tant du secteur public que privé, se montrent de plus en plus intéressés à la fois par l'Europe et par la recherche en politique indépendante, même en France, pourtant si centralisée. La baisse des financements publics peut à l'avenir encourager l'innovation et une meilleure qualité de recherche, pourvu que les entreprises comprennent qu'elles aussi doivent soutenir la mission de service public que proposent les *think tanks*, et que les *think tanks* soit à leur tour disposés à s'ouvrir à une plus grande transparence financière. Cela pourrait à terme déboucher sur plus de flux de

capitaux privés. Les universitaires s'impliquent aussi davantage avec leurs collègues des *think tanks* et dans d'autres domaines de recherche appliquée. La coopération ainsi que d'autres formes d'échange entre *think tanks* s'accroissent au niveau européen. La maîtrise des techniques de communication des Anglo-américains se répand.

Certains euro *think tanks* seront les victimes dans les années à venir des mutations en cours dans leur environnement opérationnel, mais beaucoup restent persuadés que le secteur en ressortira renforcé. Après tout, ne s'agit-ils pas d'organismes spécialisés dans l'analyse des tendances et des leçons à tirer pour l'avenir ?

## ANNEXE 1 – LISTE DES *THINK TANKS* ETUDIÉS

Il était matériellement impossible de présenter la totalité des données collectées et utilisées pour l'analyse fournie ici sous sa forme imprimée. Nous présentons donc ici uniquement la liste des organisations étudiées et renvoyons les lecteurs vers le site Internet de Notre Europe pour une présentation des principales données collectées : coordonnées, mission, activités et publications principales, équipes, budgets, et thèmes de recherche :

<http://www.notre-europe.asso.fr>

Les données présentées dans ce tableau ont été collectées tout au long de l'été 2004, par téléphone, par email, et via les sites Internet des organisations. L'opportunité, que beaucoup ont saisie, a été donnée à tous les *think tanks* étudiés de vérifier les données fournies.

### LISTE DES *THINK TANKS*

#### UE-BRUXELLES :

Center for European Policy Studies (CEPS)  
Centre for the New Europe (CNE)  
European Centre for International Economics (provisional name)  
European Policy Centre (EPC)  
European Trade Union Institute (Institut Syndical Européen) (ETUI)  
Lisbon Council for Economic Competitiveness  
Observatoire Social Européen  
European Institute for Asian Studies (EIAS)  
International Security Information Service, Europe - ISIS Europe  
Institut Européen de Recherche sur la Coopération Méditerranéenne et Euro-Arabe (MEDEA)

#### ALLEMAGNE

Institut für Europäische Politik (IEP)  
Zentrum für Europäische Integrationsforschung (ZEI) an der Universität Bonn  
Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung (MZES) an der Universität Mannheim  
Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung (ZEW) an der Universität Mannheim  
Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) - Deutsches Institut für Internationale Politik und Sicherheit  
Forschungsinstitut der deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP)  
Centrum für angewandte Politikforschung (CAP) an der Universität München  
Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung  
Institut für Friedensforschung und Sicherheitspolitik (IFSH) and der Universität Hamburg  
HAUS RISSEN-Internationales Institut für Politik und Wirtschaft (Hamburg)

Bertelsmann Stiftung

Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW Berlin)

Institut für Weltwirtschaft an der Universität Kiel (IfW)

IFO-Institut

Hamburgische Welt-Wirtschafts-Archiv (HWWA) - - Hamburg Institute of International Economics

Institut für Wirtschaftsforschung Halle (IWH)

Institut für Wirtschaft und Gesellschaft (IWG Bonn)

Max-Planck-Institut für Gesellschaftsforschung

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

Konrad-Adenauer-Stiftung

Hanns-Seidel-Stiftung

ASKO-EUROPA-STIFTUNG

Stiftung Entwicklung und Frieden (SEF)

#### **AUTRICHE**

Institut für Europäische Integrationsforschung (EIF)

Österreichisches Institut für Europäische Sicherheitspolitik (ÖIES)

Europainstitut der WU Wien (Jean Monnet Centre of Excellence)

The interdisciplinary Centre for Comparative Research in the Social Sciences (ICCR)

Institut für Höhere Studien (IHS) Institute for Advanced Studies

Europäisches Zentrum für Wohlfahrtspolitik und Sozialforschung

Österreichisches Institut für internationale Politik (OIIP)

Wiener Institut für Internationale Wirtschaftsvergleiche (WIIW)

Zentrum für angewandte Politikforschung (ZAP)

Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung (WIFO)

Austria Perspektiv (ein Institut der Österreichischen Wirtschaft)

#### **BELGIQUE**

Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP)

Royal Institute for International Relations (IRRI-KIIB)

#### **CHYPRE**

European Institute of Cyprus

The Research and Development Center – Intercollege

Civilitas Research

#### **DANEMARK**

Danish Institute for International Studies (DIIS)

## **ESPAGNE**

Asociación de Investigación y Especialización sobre Temas Iberoamericanos (AIETI)

Centro de relaciones internacionales y cooperación internacional (CIDOB)

Fundación Pablo Iglesias

Fundación para el análisis y el estudio social (FAES)

Instituto de Cuestiones Internacionales y Política Exterior (INCIPE)

Institut europeu de la mediterrània (IEMed)

Real Instituto Elcano

## **ESTONIE**

Institute for European Studies

Estonian Foreign Policy Institute (EVI)

Praxis Center for Policy Studies

The Estonian Institute for Futures Studies (ETI)

## **FINLANDE**

The Finnish Institute of International Affairs

ETLA, Research Institute of the Finnish Economy

Pan-European Institute

Finnish Business and Policy Forum (EVA)

Pellervo Economic Research Institute (PTT)

Labour Institute for Economic Research

## **FRANCE**

Confrontations Europe

Europe 2020

Fondation Robert Schuman

Notre Europe

European Union Institute for Security Studies (EUISS)

Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)

Institut Français des Relations Internationales (IFRI)

## **GRÈCE**

ELIAMEP, Hellenic Foundation for European and Foreign Policy

EKEM, Hellenic Center for European Studies

EKEME, Greek Center of European Studies and Research

Institute for International and European Economic Relations

Research Institute for European and American Studies

Centre of European Constitutional Law, Themistocles and Dimitris Tsatsos Foundation

Center for International and European Economic Law  
Society for Social and Economic Studies (EKOME)

#### **HONGRIE**

Foundation for Market Economy  
Institute for World Economics of the Hungarian Academy of Sciences  
Institute of Economics of Hungarian Academy of Sciences (IEHAS)  
Policy Research Centre of the Századvég Foundation  
International Center for Economic Growth (ICEG) European Center

#### **IRLANDE**

Institute of European Affairs (IEA)  
Economic and Social Research Institute (ESRI)

#### **ITALIE**

Istituto Affari Internazionali (IAI)  
Centro Studi Investimenti Sociali CENSIS  
Centro Studi Politica Internazionale (CeSPI)  
Istituto per gli Studi di Politica Internazionale (ISPI)  
Societa' Italiana per l'Organizzazione Internazionale (SIOI)  
Fondazione di ricerca Istituto Carlo Cattaneo  
Centro di Ricerca e Documentazione Luigi Einaudi

#### **LETTONIE**

Centre for European and Transition  
Latvian Institute of International Affairs  
Institute of Economics, Academy of Science (IEAS)  
Baltic International Center for Economic Policy Studies (BICEPS)  
Centre for Public Policy (PROVIDUS)

#### **LITHUANIE**

Institute for International Relations and Political Science  
Lithuanian Free Market Institute  
Lithuanian Regional Research Institute  
Institute of Labour and Social Research

#### **PAYS-BAS**

The Cicero Foundation (CF)  
Centre for European Security Studies (CESS)  
Initiative Referendum Institute Europe (IRI Europe)  
Netherlands Institute of International Relations Clingendael

## **POLOGNE**

Adam Smith Research Centre  
Center for International Relations  
Center for Social and Economic Research  
Institute of Public Affairs  
Foreign Trade Research Institute  
Gdansk Institute for Market Economics

## **PORTUGAL**

Instituto de Estudos Estratégicos e Internacionais (Institute of International Strategic Studies) - IEEI  
Instituto Português de Relações Internacionais (Portuguese Institute of International Relations) – IPRI

## **REPUBLIQUE TCHEQUE**

EUROPEUM Institute for European Policy  
Policy Center for the Promotion of Democracy  
Prague Institute of International Relations  
Center for Economics and Politics  
Civic Institute

## **ROYAUME-UNI**

Centre for Economic Policy Research (CEPR)  
Centre for European Reform (CER)  
EU Policy Network (EPN)  
European Foundation  
Federal Trust for Education and Research  
Institute for European Environmental Policy (IEEP)  
The Policy Network  
British Institute of International Comparative Law (BIICL)  
Centre for Defence Studies (CDS), King's College London  
European Policy Forum (EPF)  
Foreign Policy Centre (FPC)  
International Institute for Strategic Studies (IISS)  
Institute of Economic Affairs (IEA)  
Overseas Development Institute (ODI)  
Royal Institute of International Affairs/Chatham House  
Royal United Services Institute (RUSI)

## **SLOVAQUIE**

Centre for European Policy

Institute for Economic and Social Reforms

Institute for Public Affairs IVO

M.E.S.A. 10 - Center for Economic and Social Analyses

Slovak Foreign Policy Association

#### **SLOVENIE**

Institute for Economic Research

#### **SUÈDE**

Swedish Institute for European Policy Studies (SIEPS)

Swedish Institute of International Affairs (UI)

Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

Timbro

Center for Business and Policy Studies (SNS)



## ANNEXE 2 – PRINCIPAUX RESEAUX DE *THINK TANKS* EUROPEENS RENCONTRES

Les *think tanks* n'opèrent pas dans le vide, surtout dans le domaine des affaires européennes. Ils forment des réseaux et sont entourés d'organisations qui ont des activités similaires. L'une des particularités marquantes des *think tanks* que nous avons étudiés est le nombre impressionnant de liens qu'ils peuvent avoir avec des *think tanks* ou d'autres organisations tant à travers l'Europe que dans d'autres parties du globe.<sup>153</sup> Ces liens varient énormément tant par le type que par la profondeur (cf. section 1.2 pour l'exposé des causes de l'« internationalisation » des *think tanks*).

### LIENS DES *THINK TANK* LINKS COMPRIS DANS L'ETUDE

Les différents types de relations rencontrés dans l'étude incluent :

- Le contact avec un autre *think tank*, par le biais par exemple de meetings ou discussions. Cela permet dans certains cas de partager les pratiques les plus efficaces.<sup>154</sup>
- L'accueil en commun d'un événement : cela a permis à un *think tank* d'accéder à un nouveau public, hors de son pays d'origine. Le *think tank* "partenaire" local, avec sa meilleure connaissance de la scène politique nationale, peut aider à l'organisation d'un événement à l'étranger. Puis, le premier *think tank* rendra la pareille pour tout événement organisé dans son propre pays.
- Le partenariat avec un (d') autre(s) *think tank*(s) pour un projet de recherche unique : ce type de collaboration ad hoc est celui que préfèrent de nombreux *think tanks* de l'étude. Cela offre l'opportunité d'intégrer à la recherche un spectre plus large de perspectives tout en permettant aux *think tanks* de conserver leur indépendance vis-à-vis d'autres organismes.
- La participation à des projets de recherche et à des réseaux aux partenaires et aux secteurs multiples : ils rassemblent généralement un éventail de participants qui comprend des universités, des experts scientifiques et d'autres organes de recherche nationaux en plus des *think tanks*. Les meilleurs exemples sont les "Réseaux d'excellence" fondés par l'UE sous le 6ème Programme-cadre pour la recherche, bien qu'il en existe beaucoup d'autres. Les interviews avec les *think tanks* n'ont pas permis de déterminer clairement leur activité effective au sein de ces réseaux. Le contenu de recherche de chaque projet en réseau est en général assez spécialisé et il semble que les universités, qui disposent d'un plus grand nombre de chercheurs spécialisés, parviennent plus facilement à obtenir des fonds.<sup>155</sup> Une recherche plus approfondie aiderait sûrement à mieux comprendre la participation des *think tanks* à de tels réseaux. Il y a un ou deux exemples de *think tanks* qui prennent part à d'autres réseaux n'étant pas directement liés au 6ème Programme-cadre. Par exemple, FORNET est un nouveau réseau qui fait partager des idées entre universitaires et praticiens sur différents aspects de la politique étrangère européenne.<sup>156</sup> Il existe aussi

un grand nombre de réseaux de *think tanks* opérant au niveau européen. Struyk (2002) a fourni un cadre conceptuel pour l'examen pour ces réseaux, mais ils émergent essentiellement lorsqu'un groupe de *think tanks* qui partagent des intérêts communs décide d'établir un réseau formel. L'organisation d'un réseau peut avoir ou non des structures institutionnalisées existant en dehors des *think tanks* individuels.

- Le partage d'un forum commun avec un autre *think tank* pour promouvoir un domaine politique particulier : cela peut impliquer un certain degré de financement commun ainsi qu'un partage de personnel. L'un des exemples que nous avons trouvé est le "European Security Forum" récemment établi par le CEPS et l'IISS à Bruxelles afin de pouvoir accueillir des événements communs et d'écrire des articles communs sur les problèmes de sécurité et de défense européennes.<sup>157</sup> Un autre exemple serait la conférence biannuelle des directeurs et représentants d'instituts d'affaires internationales (fort heureusement rebaptisée CDRILA).
- Le financement direct d'un *think tank* par un autre : ce n'est pas une pratique courante entre euro-*think tanks*, bien qu'il en existe quelques exemples.<sup>158</sup>

#### RESEAUX DE *THINK TANKS* EN EUROPE

Le tableau ci-dessous dresse une liste des principaux réseaux de *think tanks* rencontrés au cours de notre étude. D'autres semblaient également importants, comme par exemple le réseau des instituts européens de politique environnementale (dont les membres sont l'IEEP, l'IPAE et Ecologic); le réseau des directeurs d'instituts nordiques et baltes, et les meetings biannuels des instituts d'affaires internationales. Toutefois, aucun d'entre eux ne possède de site Internet. Cette liste ne prétend donc pas être exhaustive, mais fournir un aperçu général de départ.

Les réseaux sont habituellement de deux types : soit ils rassemblent simplement différents *think tanks* sans avoir de point de vue indépendant (ex. EPIN; TEPSA, fondé en 1974 et l'un des premiers réseaux de ce type à être établi en Europe); soit il s'agit de réseaux "épistémiques" qui regroupent des instituts aux orientations politiques similaires et qui sont généralement plus tournés vers l'activisme. Le meilleur exemple de notre étude de ce dernier type est le Stockholm Network, un réseau relativement nouveau de *think tanks* favorables au marché libre comptant des membres en Grande Bretagne, en Scandinavie et en France et dont le siège est à Londres.

Ceux qui jouissent d'une meilleure cohésion sont essentiellement ceux qui sont administrés et financés par un seul *think tank*, ou par un financeur extérieur (Struyk, 2002). Des exemples des réseaux les plus cohésifs seraient TEPSA, qui reçoit des financements de l'UE et créé à l'initiative du Federal Trust; EPIN, créé au moment de la Convention et dirigé par le CEPS qui l'accueille aussi dans ses bâtiments (le CEPS sert de siège aux secrétariats de nombreux réseaux<sup>159</sup>); et le réseau Policy Centers en Europe de l'Est relié à l'OSI, fondé par l'Open Society Institute et dirigé depuis son bureau à Budapest. Les *think tanks* européens peuvent aussi appartenir à un réseau mondial d'instituts de recherche dont un exemple est le Global

ThinkNet, qui organise des meetings de dialogue politiques entre les *think tanks* et les politiciens et qui est administré par le Japan Centre for International Exchange.

Plusieurs facteurs limitent discutablement l'impact que peuvent avoir les réseaux.<sup>160</sup> Une autre stratégie qu'utilisent alors les *think tanks* pour avoir de l'impact à l'étranger est de développer des réseaux de chercheurs bases dans différents pays et de gérer ce « *think tank* » depuis un siège unique.<sup>161</sup> C'est la forme organisationnelle utilisée par le Centre for Economic Policy Research (CEPR) (Voir l'étude de cas). Ce type d'opération a été facilité par l'expansion des technologies de l'information. Quelques autres *think tanks* sont même allés plus loin en s'établissant eux-mêmes comme des *think tanks* « uniquement en ligne », comme l'a fait le E.U. Policy Network récemment formé, bien que le développement d'un tel phénomène demeure incertain.<sup>162</sup>

**PRINCIPAUX RESEAUX D'EURO-THINK TANKS RENCONTRES \***

Nom/site Internet	Date de fondation	Description	Couverture géographique	Nombre d'instituts membres	Secrétariat
Association of European Conjuncture Institutes (AIECE) URL : <a href="http://www.econ.ucl.ac.be/CONJ/aiece2002/index.html">www.econ.ucl.ac.be/CONJ/aiece2002/index.html</a>	1957	Promotion de l'échange de statistiques et d'informations institutionnelles et encourage le développement économique	17 pays de l'UE, Suisse, Norvège et Yougoslavie	43 (dont certains sont des agences gouvernementales)	Belgique (IRES)
TEPSA (Trans-national European Policy Studies Association) URL : <a href="http://www.tepsa.be">www.tepsa.be</a>	1974	Promotion de la recherche internationale sur l'intégration européenne	EU	22	Bruxelles (TEPSA)
Euro-Mediterranean Study Commission (EuroMeSCo) URL : <a href="http://www.euromesco.net">www.euromesco.net</a>	1996	Recherche en politique étrangère et analyse des questions de sécurité	35 pays membres du Partenariat Euro-Med (UE et États nord-africains)	45 (y compris des instituts universitaires)	Lisbonne (IEEI)
Centres de recherche liés à l'OSI URL : <a href="http://lgi.osi.hu/ppi/">lgi.osi.hu/ppi/</a>	1997	Édification de la capacité des <i>think tanks</i> d'Europe orientale	Europe de l'Est	18	Open Society Institute, Budapest
European Forecasting Research Association for the Macroeconomy (EUROFRAME) <a href="http://www.euroframe.org">www.euroframe.org</a>	1998	Modélisation économique et analyse débouchant sur des recommandations de politiques européennes	Pays-Bas, Allemagne, Irlande, Grande Bretagne, France, Italie, Autriche, Finlande	9	Berlin (DIW)
ENEPRI URL : <a href="http://www.enepri.org">www.enepri.org</a>	2000	Diffusion internationale de la recherche, recherche commune et information de l'opinion publique sur la dimension européenne des questions de politique économique nationales	Europe, y compris les pays candidats	23	Bruxelles (CEPS)
European Policy Institutes Network (EPIN) URL : <a href="http://www.epin.org">www.epin.org</a>	2002	Promotion du dialogue et de la recherche en politiques paneuropéennes	28 pays européens, tous les États membres et candidats à l'UE compris	37	Bruxelles (CEPS)
Stockholm Network URL : <a href="http://www.stockholm-network.org">www.stockholm-network.org</a>	2004 (bien que l'initiative date de 1997)	Réseau de <i>think tanks</i> favorables au marché libre	Royaume-Uni, France, Suède, Bruxelles	120	Londres

\* Réseaux dont les membres sont principalement des *think tanks*, basés en Europe et pourvus d'un site Internet.

- . . . . .
- <sup>153</sup> D'autre part, nous étudions les *think tanks* travaillant sur des thèmes internationaux qui étaient sans doute plus à même de présenter des liens internationaux que les *think tanks* qui se concentrent sur des questions nationales.
- <sup>154</sup> Si par exemple un nouveau directeur de *think tank* souhaite apprendre le mode de fonctionnement d'un *think tank* déjà existant. Ou simplement pour échanger des idées. Dans ce cas-ci, cela s'effectue souvent entre *think tanks* ayant les mêmes intérêts et/ou orientations de recherche, comme les instituts d'affaires internationales ou les *think tanks* favorables au marché libre.
- <sup>155</sup> Cf. par exemple la liste des projets en cours sur [www.cordis.lu](http://www.cordis.lu)
- <sup>156</sup> Il a été créé en janvier 2003 et est financé par la Commission. Il est administré depuis la London School of Economics et implique aussi d'autres universités ; l'un de ses principaux partenaires est TEPSA et de nombreux *think tanks* des affaires étrangères européennes comptent parmi ses membres. [www.fornet.info](http://www.fornet.info)
- <sup>157</sup> Cf. [www.eusec.org](http://www.eusec.org)
- <sup>158</sup> Plusieurs fondations allemandes aux finances solides, y compris la Fondation Bertelsmann et la Friedrich Ebert Stiftung, apportent un soutien financier aux nouveaux *think tanks* d'Europe de l'Est. La Fondation Robert Schuman porte aussi assistance à des instituts similaires des PECO.
- <sup>159</sup> ENEPRI (European Network of Economic Policy Research Institutes), [www.enepri.org](http://www.enepri.org); ENARPRI (European Network of Agricultural and rural Policy Research Institutes), [www.enarpri.org](http://www.enarpri.org); ELISE (European Liberty and Security), [www.eliseconsortium.org](http://www.eliseconsortium.org); EPIN (European Policy Institutes Network), [www.epin.org](http://www.epin.org); CS (Climate Strategies), [www.climate-strategies.org](http://www.climate-strategies.org); ESF (European Security Forum) – administré communément avec l'IISS, Londres, [www.eusec.org](http://www.eusec.org); ECRI (European Credit Research Institute), [www.ecri.be](http://www.ecri.be).
- <sup>160</sup> Ils créent un fardeau administratif supplémentaire pour les *think tanks* qui y participent, ce qui peut les distraire de leur travail initial. Par exemple, on exige des *think tanks* appartenant à l'EPIN d'organiser au moins un événement EPIN par an et aussi de produire une publication portant le nom du réseau. Cela peut décourager certains *think tanks* de participer, surtout ceux aux ressources limitées. Deuxièmement, si tous les membres d'un réseau adoptent des points de vue idéologiques différents et que le réseau n'a pas d'orientation politique ferme, son impact sur les décideurs sera sans doute moindre que celui d'un *think tank* normal. De plus, de tels réseaux subsistent généralement sur une base financière bien moins solide que les *think tanks* ordinaires. A moins qu'ils ne soient parvenus à trouver un financeur à long terme. Cela peut imposer des pressions aux réseaux pour qu'ils se réorganisent tôt ou tard en *think tank* traditionnel.
- <sup>161</sup> Les *think tanks* adoptent d'autres stratégies pour atteindre un public international plus large. Le peu d'entre eux qui ont les moyens de le faire établissent des filiales à l'étranger, surtout à Bruxelles. Cela leur permet de tisser plus de liens à l'étranger avec de nouveaux organismes centraux comme les institutions européennes tout en conservant leur base nationale. A cet égard, les seuls *think tanks* européens vraiment «transnationaux» que nous ayons trouvés dans notre étude sont : les fondations allemandes de partis politiques comme FES et KAS qui ont ouvert des bureaux dans le monde entier ; l'IISS qui a des bureaux à Londres, à Washington et à Singapour, a des membres dans plus de 100 pays à travers le monde et est présent de façon significative en Asie ; et l'IEEP, *think tank* de l'environnement basé au Royaume-Uni qui a ouvert un bureau à Bruxelles en 2001. Plusieurs *think tanks* non européens ont aussi des ramifications à Bruxelles, y compris certains instituts américains.
- <sup>162</sup> Il existe aujourd'hui plusieurs forums de discussion en ligne comportant de nombreuses similarités avec les *think tanks*. Un exemple est Open Democracy, une organisation en ligne qui promeut le débat sur diverses questions de politique. Strictement parlant cependant, il ne s'agit pas de *think tanks*, car la recherche en politique n'est pas leur principale activité.

### ANNEXE 3 – QUESTIONS METHODOLOGIQUES

#### COMMENT RECONNAITRE UN *THINK TANK* : L'IDENTIFICATION DE NOS NEUFS CRITERES

Définir les *think tanks* n'est pas tâche aisée, si l'on considère la diversité des organisations potentiellement pertinentes. Nous sommes de l'avis de Sherrington (2000) qui estime qu'« en ce qui concerne l'UE, il est futile d'espérer une signification unique, une définition exclusive ne peut tout simplement pas s'appliquer aux *think tanks* orientés vers l'UE étant donné les contextes variés dans lesquels les politiques européennes sont formulées. » Effectivement, nous pensons qu'aucune définition unique ne convient à tous les groupes impliqués dans la production et la diffusion d'information en politique. Wallace et Garnett (1998), cités par Sherrington (2000), considèrent également qu'« il est peu pertinent de définir un '*think tank*' avec trop de précision. Les fonctions que remplissent les *think tanks*, recherche pertinente quant aux politiques publiques, promotion du débat public, remise en question de la sagesse conventionnelle, la formulation et la dissémination de concepts alternatifs et de calendriers politiques, peuvent être remplies de façons très différentes, sous différentes contraintes. »

Pourtant, trouver et appliquer une définition claire est crucial pour une analyse rigoureuse. Tandis que le monde des *think tanks* s'enrichit et se diversifie, il devient également sujet à des études et des discussions plus fréquentes. Le terme est employé de manière encore plus vague par les médias. Il est donc utile de rechercher une compréhension plus affinée de ce qui singularise les *think tanks* dans le monde de la formation des politiques.

La définition utilisée pour la présente étude est dérivée de six critères flexibles, proposés initialement par Weiss (1992, viii), pour ce qu'elle appelle les « organisations d'analyse politique. » elle déclare que les *think tanks* 1) sont des organisations permanentes, 2) ne sont pas responsables des opérations du gouvernement, 3) dispose d'un personnel spécialisé et expert, 4) sont orienté vers la politique, 5) produisent des analyses et des recommandations, 6) et mettent l'accent sur la communication de leur recherche aux décideurs politiques.

A la lumière de notre recherche et d'autres contributions académiques, le premier critère est la démarcation claire entre, par exemple, les équipes de recherche temporaires et les organisations qui tendent à durer (ex. les comités d'experts établis par la Commission européenne).

Le second est plus délicat cependant. L'objectif de Weiss qui déclare que les *think tanks* ne sont pas responsables des opérations du gouvernement, est dans certains cas plus difficile à appliquer. Les organisations désignées par les responsables publics pour entreprendre des recherches gouvernées par les besoins de l'État, comme les agences de recherche gouvernementales sont néanmoins exclues. La question de l'autonomie des *think tanks* va au-delà de leurs relations avec les autorités. D'une part, Stone, Denham et Garnett (1998) considèrent à juste titre que « la notion selon laquelle un *think tank* exige l'indépendance ou l'autonomie vis-à-vis de l'État pour jouir d'une parfaite "liberté de penser" est une notion singulièrement anglo-américaine qui ne s'exporte pas bien dans les autres cultures » et que, par exemple, « parler d'indépendance comme d'une caractéristique primordiale pour les *think tanks* ne signifie pas grand-chose dans le contexte culturel français. » Que dire des '*advocacy*' tanks, par exemple, dont la recherche et les

recommandations sont gouvernées par une vision prédéterminée du monde ? Ils peuvent ne pas appliquer des méthodes scientifiquement irréprochables et reçoivent généralement davantage de fonds provenant de sources favorables à leur calendrier. La recherche de la grande majorité des *think tanks* spécialisés dans l'UE est en réalité gouvernée par l'idée de la nécessité d'une intégration plus poussée et de l'élargissement de l'Union européenne. En tant que tels, ils servent aussi les intérêts d'acteurs variés, y compris la Commission européenne et certains partis qui les financent dans une large mesure. D'autre part, Stone *et al.* estiment, tout comme nous, que les *think tanks* devraient être capables de définir leur calendrier de recherche indépendamment des missions gouvernementales aussi bien que d'autres acteurs, qu'il s'agisse d'intérêts commerciaux ou de partis politiques. Comme ils l'expliquent, cela peut être une autonomie « relative » dans la mesure où « ces organisations peuvent opérer au sein du gouvernement (...) ou être attachées à des entités à but lucratif. » Essentiellement cependant, « ces instituts tentent de conserver leur liberté de recherche et revendiquent au moins de n'être tenu par aucun intérêt particulier. » L'idée d'indépendance, quoique nécessaire, demeure difficile à cerner.

Comme Stone l'a expliqué (2000, p.156) par exemple, « la distinction entre un *think tank* indépendant et un *think tank* officiel ou financé par l'État n'est pas nette. En réalité, l'autonomie et l'indépendance complètes pour les *think tanks* sont illusoire. Des calendriers de recherche auto générés, une autonomie financière, une perspective universitaire impartiale et la conservation d'une certaine distance organisationnelle vis-à-vis des forums officiels peut renforcer l'intégrité intellectuelle mais nuit aussi au potentiel de pertinence et de contribution politique. » Comme elle l'explique, tous les *think tanks* sont, dans une certaine mesure, conditionnés par leur environnement politique, que ce soit par leur statut fiscal, par les fonds publics qu'ils reçoivent, parce qu'ils ont été créés par leur gouvernement ou cooptés par des organisations officielles, ou parce qu'ils sont liés à des partis politiques, etc. McGann and Weaver (2000, p.5) sont partisans de suivre "une ligne intermédiaire", en restreignant leur étude aux organisations qui jouissent d'une « autonomie significative vis-à-vis du gouvernement et des intérêts sociétaux tels que les entreprises, les groupes d'intérêt et les partis politiques », tout en reconnaissant que « l'autonomie est un terme relatif plutôt qu'absolu, et que la définition opérationnelle d'un *think tank* doit différer suivant les régions. » Dans la pratique, nous avons essayé de déterminer comment ils préservent leur capacité à élaborer leur propre calendrier de recherche en posant exactement cette question, en examinant les statuts et les origines du personnel et des financements, et généralement en évaluant la capacité des organisations à travailler de façon autonome.

Être « orienté vers la politique », produire « des analyses et des recommandations » et communiquer leur recherche sont aussi des caractéristiques centrales des *think tanks*. Comme l'ont souligné McGann et Weaver (2000), c'est « la transformation de problèmes politiques en solutions de politiques publiques appropriées » qui justifie leur existence. Sherrington (2000) déclare avec raison que « l'objectif premier [des *think tanks*] est de diffuser leur recherche aussi largement que possible dans l'intention d'influencer les processus de décision politique, » contrairement au groupes d'intérêt ou aux ONG d'intérêt public qui analysent les politiques et proposent des alternatives au cas par cas, mais dont ce n'est pas l'activité principale. En fait, Stone (2000) voit cela comme l'essence même des *think tanks* : « Les *think tanks* ont une chose en commun : les individus qui les composent tentent de rendre des théories académiques et

des paradigmes scientifiques pertinents d'un point de vue politique. » cela permet de faire une différence, quoique parfois ténue, entre les *think tanks* et les institutions qui essaient simplement de diffuser des idées sans avoir une capacité de recherche qui leur permette de contribuer à la formulation des politiques (comme Forum Europe, A gauche en Europe, The Bruges Group, et Friends of Europe). Nous avons aussi exclu les organisations qui ne publient pas ou qui n'ont pas de site Internet (ex. Centro Europa Ricerche in Italy). Les centres de recherche académique qui étudient des questions liées aux politiques sans chercher à conditionner les débats politiques ni les processus de décision ont également été écartés (il y a par exemple de nombreux cas litigieux au Portugal qui n'apparaissent pas pour cette raison).

Dans cette perspective, et bien que Weiss considère uniquement les décideurs politiques comme cible valable pour les *think tanks*, plusieurs auteurs (Stone, 2000; Sherrington, 2000) incluent à la fois les décideurs et l'opinion publique. Pour Stone (2000), « le terme '*think tank*' désigne des instituts de recherche en politique indépendants (et souvent privés) (...) cherchant activement à éduquer ou à conseiller les décideurs et le public en empruntant différents circuits. » Denham et Garnett (1998) expliquent aussi que les *think tanks* essaient d'influencer l'opinion ambiante et de contribuer aux décisions de politiques publiques. A notre avis, cela est important dans la mesure où les *think tanks* produisent des idées et les mettent sur le marché. En d'autres termes, ils ne cherchent pas seulement à produire une certaine expertise, mais aussi à propager leurs idées. Même si leur objectif ultime est de voir appliquer leurs idées, le grand public devenant dès lors une cible stratégique quoique secondaire, nous estimons que ces deux aspects des *think tanks* sont d'importance égale.

Nous pensons aussi qu'une distinction qu'il peut être utile d'ajouter à la liste initiale de Weiss est que les *think tanks*, comme l'ont entre autres suggéré Stone, Denham et Garnett (p.4) ne décernent pas de diplômes. Cela permet de distinguer les formations de recherche purement ou principalement académiques (par ex. l'EUI à Florence) et les instituts de formation (par ex. EIPA aux Pays-Bas) d'une part, et les *think tanks* qui peuvent inclure différents types de formations dans leur activités comme faisant partie de leurs objectifs plus larges d'autre part (par ex. le Clingendael Institute lui aussi aux Pays-Bas). En ce qui concerne les cabinets de conseil qui offrent des services semblables à ceux des *think tanks*, le facteur distinctif, à notre avis, est que ces organismes opèrent uniquement à des fins commerciales, quel que soit le niveau scientifique de leurs pratiques de recherche, tandis que les *think tanks* opèrent en vue d'un certain intérêt public. Think tanks académiques ou partisans, ils proposent essentiellement un service public.

Par souci d'être complets, nous avons choisi de ne pas restreindre notre recherche aux seules organisations à but non lucratif comme le proposent McGann et Weaver (2000), car cela risquerait d'éliminer un grand nombre d'organisations pertinentes dans un contexte européen. En fait, ce critère est dérivé d'un contexte nord-américain et s'y est montré plus facilement applicable qu'en Europe comme ces auteurs en ont fait l'expérience, si l'on considère que tous les États membres de l'UE ne permettent pas ce type d'organisations. Nous ne nous sommes pas limités non plus aux organisations pluridisciplinaires, mais nous avons inclus les organismes spécialisés (ex. IRI Europe aux Pays-Bas).



## LISTE DES ENTRETIENS QUALITATIFS

Les interviews qualitatives ont été menées en personne ou par téléphone. Dans un petit nombre de cas par email (indiqué).

### DECIDEURS POLITIQUES

1. Christine Verger, Secrétaire générale du groupe socialiste, Parlement européen, 14.07.2004
2. Maïté Abram, Directrice, Mouvement Européen Belgique, 14.07.2004
3. Sylvie Goulard, Groupe des Conseillers Politiques, Commission européenne, 14.07.2004
4. Aivar Roop, Directeur, European movement, Estonie, 14.07.2004
5. Marina Féat, Chargée de mission, Représentation Permanente de la France auprès des institutions européennes, 15.07.2004
6. Odile Chenal, Directrice adjointe, European Cultural Foundation, 16.07.2004
7. Eneko Landaburu, Directeur général, DG Relations Extérieures, Commission européenne, 19.07.2004
8. Nicole Gnesotto, Directrice, EUISS, 19.07.2004
9. Jacques Delors, Président, Notre Europe, 26.07.2004
10. Helle Thorning Schmidt, ancien Membre du Parlement européen (Danemark), fondateur du *think tank* Progressivt Centrum, 27.07.04
11. Joachim Bitterlich, ancien Conseiller de Helmut Kohl, 11.08.2004
12. Lucy Powell, Directeur de campagnes, Britain in Europe, 13.08.04
13. François Lamoureux, Directeur général, DG transports et énergie, Commission européenne, 18.08.2004
14. Lykke Friis, Dansk Industri, 18.08.04
15. Henrik Krøner, Secrétaire Général, European Movement International, 19.08.2004
16. Grégoire Verdeaux, Conseiller, Cabinet Michel Barnier, Ministre des Affaires étrangères (France), 2.09.2004
17. Hubert Heiss, Chef de section à la Chancellerie (RFA), 2.09.2004
18. Pierre Jonckheer, Membre du Parlement européen (Belgique), 3.09.2004
19. Juan Ignacio Morro, Ministère des Affaires étrangères, Secrétariat d'État aux Affaires Européennes, Espagne, 7.9.2004
20. Androula Vassiliou, Membre du Parlement Européen (Chypre), 27.08 et 8.09.2004
21. Amaya Bloch-Lainé, Directrice, German Marshall Fund of the U.S., Paris, 9.09.2004
22. Lord Grenfell, Chairman, House of Lords EU Select Committee, UK Parliament, 13.09.2004

### MEDIAS

1. David Cronin, Correspondant politique, European Voice, 15.07.2004
2. Françoise Crouigneau, Rédactrice en chef international, Les Echos, 27.08.2004

3. Ana Alonso Montes, journaliste espagnol, membre du comité de rédaction international, El Mundo, 30.8.2004
4. Quentin Dickinson, Directeur délégué de Radio France à Bruxelles, chargé des affaires européennes, 31.08.2004
5. Martine Dubuisson, journaliste, Le Soir, 3.09.2004
6. Anthony Manduca, Rédacteur en chef adjoint, The Times, (Malte), Expert en relations internationales et Affaires européennes 3.09.2004
7. Aija Lulle, journaliste, Neatkariga (Lettonie), 3.09.2004
8. Erkki Bahovski, journaliste, Rédacteur en chef des actualités européennes, Postimees, (Estonie), 6.09.2004
9. Paul Gillespie, Rédacteur en chef pour la politique étrangère, Irish Times, 08.09.04
10. Ian Black, ancien Correspondant à Bruxelles, The Guardian, 13.09.04

#### UNIVERSITAIRES

1. Iga Krasnowska, Center for International Relations (Pologne), 14.07.2004
2. Jean Pisani-Ferry, économiste, fondateur du European Centre for International Economics, 19.07.2004
3. Renaud Dehousse, Professeur Jean Monnet et directeur du Centre Européen à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 28.07.2004
4. Franklin Dehousse, Professeur, Université de Liège, assesseur du département « études européennes » de l'Institut Royal des Relations Internationales, IRRI (Belgique), 5.08.2004
5. Jacques Rupnik, Centre d'Etude et de Recherches Internationales, 19.08.2004
6. Yves Mény, Président du European University Institute, Florence, 21.08.2004
7. Simon Hix, Professeur de Politique européenne et comparée, Département du Gouvernement, LSE, 24.08.04
8. Martin Thunert, Professeur, Université de Munich, auteur de plusieurs ouvrages sur les *think tanks*,<sup>163</sup> 30.08.2004
9. Roderick Pace, Directeur du Centre européen de documentation et de recherche, Université de Malte, 1.09.2004
10. Diane Stone, Lectrice en Politique et études internationales, Université de Warwick, 3.09.04
11. Josef Braml, Chercheur au SWP,<sup>164</sup> 7.09.2004

#### THINK TANKS

1. Abraamides Lysandros, Directeur adjoint, Research & Development Center-Intercollege, Chypre, 08.07.2004
2. Radek Spok, EUROPEUM Institute for European Policy, République Tchèque, 09.07.2004
3. Barbara Lippert, Stellvertrete Direktorin, Institut für europäische Politik (IEP), 9.07.2004

4. Monica Cauchi, Responsable communication, European Documentation and Research Center, Malte 09.07.2004
5. Ludger Kühnhardt, Directeur, Center for European Integration Studies (ZEI), Bonn Universität, 9.07.2004
6. Mr. Hutter, Responsable pour les projets européens, Hanns-Seidel-Stiftung, 12.07.2004
7. Judas Vorrath, Coordinateur des programmes et de la recherche, Stiftung Entwicklung und Frieden (SEF), 12.07.2004
8. Jürgen Turek, Directeur administratif, Centrum für angewandte Politikforschung (CAP) an der Universität München, 12.07.2004
9. Andreas Theophanous, Directeur, Research & Development Center-Intercollege, Chypre 12.07.2004
10. Aksel Kirch, Directeur, Institute for European Studies, Estonie, 12.07.2004
11. James Ker-Lindsay, Directeur, Civilitas Research, Chypre, 12.07.2004 and 01.09.2004
12. Erik Terk, Directeur, Estonian Institute for Futures Studies, 13.07.2004
13. Giles Merritt, Secrétaire Général, Friends of Europe, 13.07.2004
14. Rolf Langhammer, Vice-président, IfW, Kiel Institute for World Economics, 13.07.2004
15. Hans-Georg Ehrhart, Institut für Friedensforschung und Sicherheitspolitik an der Universität Hamburg, 13.07.2004
16. Silvia Stiller, Chef du programme de recherche 'European Integration and Spatial Development', HWWA, 13.07.2004
17. Andres Kasekamp, Directeur, Estonian Foreign Policy Institute, 14.07.2004
18. Marlène Arany, Secrétaire Générale, TEPSA, 14.07.2004
19. Karel Lannoo, Chef de la direction, Staffan Jerneck, Directeur adjoint, Centre for European Policy Studies, 14.07.2004
20. Ann Metter, Directrice exécutive et co-fondatrice, Paul Hofheinz, Président et co-fondateur, Lisbon Council, 15.07.2004
21. Daniela Manca, Chercheur, International Security Information Service, Europe, 15.07.2004
22. Graham Mather, Directeur, European Policy Forum, 15.07.2004
23. Michael Landesmann, Directeur de la recherche, Wiener Institut für Internationale Wirtschaftsvergleiche (WIIW), 15.07.2004
24. Raita Karnite, Directeur, Institute of Economics in Latvia
25. Henrietta Riegler, Chercheur émérite - Europe sud-orientale, Österreichisches Institut für internationale Politik (OIIP), 16.07.2004

26. Mr. Schmidt, Directeur administratif, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW Berlin), 16.07.2004
27. Joseph Melchior, Professeur assistant, Österreichisches Gesellschaft für Politikwissenschaft (ÖGPW), 16.07.2004
28. Elizabeth Phocas, Directrice adjointe, ELIAMEP, 16.07.2004
29. Charles Grant, Directeur, Centre for European Reform, 16.07.2004
30. Brendan Donnelly, Directeur, Federal Trust, 16.07.2004
31. Thomas Fischer, Responsable de projet, Bertelsmann Stiftung, 19.07.2004 (mail)
32. Michael Paul, Président, Secrétariat de la recherche, Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), 19.07.2004 (mail)
33. Tanja Gewis, Management, Institut für Höhere Studien (IHS), 19.07.2004
34. Otmar Höll, Directeur, OIIP Österreichisches Institut für internationale Politik (OIIP), 19.07.2004
35. Leslie Agius, Directeur, Foundation of International Studies, 19.07.2004
36. Hynek Opolecky, Policy Center for the Promotion of Democracy, République Tchèque, 20.07.2004
37. Thanos Veremis, Directeur, EKEME, 20.07.2004
38. Hermann Schmitt – Projektleiter, Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung (MZES), 20.07.2004
39. Mrs Bapuly, Researcher-lawyer, Institut für Europäische Integrationsforschung (IEF), Wien, 20.07.2004
40. Marek Jakoby, M.E.S.A. 10 - Center for Economic and Social Analyses, 20.07.2004 67.
41. Peter Zsapka, Centre for European Policy, Slovaquie, 20.07.2004
42. Anders Mellbourn, Directeur, Swedish Institute of International Affairs, 21.07.2004
43. Annita Kishi-Manentzou, Assistante de direction, European Institute of Cyprus, 21.07.2004
44. Eckard Bolsinger, Wissenschaftlicher Mitarbeiter, Internationales Institut für Politik und Wirtschaft (Hausrissen), 21.07.2004
45. Helga Haftendorn, Vice-Président de l'institut de recherche, Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), 21.07.2004
46. Kristina Meskova, Institute for Economic and Social Reforms, Slovaquie, 21.07.2004
47. Jens Rasmussen, Personnel Department, Danish Institute for International Studies, 21.07.2004
48. Harri Lorentz, Chercheur adjoint, Pan-European Institute, Finland, 22.07.2004

49. Jan Hrich, The Institute of International Relations-IIR, République Tchèque, 22.07.2004
50. Egle Baroniunaite, Responsable de projet, Lithuanian Regional Research Institute, 23.07.2004
51. Stephen Yeo, Responsable exécutif en chef, CEPR, 23.07.2004
52. Robert Dover, Directeur, EU Policy Network, 25.07.2004
53. Ana Pinto, Instituto Português de Relações Internacionais, 26.07.2004
54. Pedro Courela, Instituto de Estudos Estratégicos Internacionais, 27.07.2004
55. Pascale Joannin, Directeur, Fondation Robert Schuman, 27.07.2004
56. Richard Whitman, Directeur du programme européen, RIIA, 27.07.2004
57. Tatiana Muravska, Directeur of the Centre for European and Transition Studies, 28.07.2004
58. Jean Nestor, ancien Secrétaire Général, Notre Europe, 28.07.2004
59. Pilar Tena, Directeur des relations institutionnelles, Real Instituto Elcano, 29.07.2004
60. Stanley Crossick, Fondateur, European Policy Centre, 29.07.2004
61. Brona Pinterova, Institute for Public Affairs, Slovaquie, 30.07.2004
62. Michael Meier, Responsable du bureau des pays occidentaux industrialisés, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2.08.2004
63. Hans-Werner Sinn, Président, CESifo Group, IFO -Institut, 2.08.2004
64. Margriet Drent, Directrice exécutive, Centre for European Security Studies, 3.08.2004
65. Peter van Ham, Dr., Président adjoint des études, Clingendael Institute, 3.08.2004
66. Sacha Godeschalk, Rand Europe, Leiden, 3.08.2004
67. Bruno Kaufman, Initiative & Referendum Institute Europe, 4.08.2004
68. Vita Terauda, Directrice, Centre for Public Policy PROVIDUS in Latvia, 05.08.2004
69. Sonja Puntscher-Riekmann, Directrice, Institut für Europäische Integrationsforschung (IEF), Wien, 10.08.2004
70. A.D. Papayannides, Membre du Conseil d'administration, EKEME, 10.08.2004 (email)
71. Carolina Ma teu, Responsable communication, IEMED, Espagne, 11.8.2004
72. Maria Palsson, Directrice communications, Timbro, 12.08.2004
73. Ronald J Pohoryles, Président & Directeur, Interdisciplinary Centre for Comparative Research (ICCR), 13.08.2004
74. Atis Lejins, Directeur, Latvian Institute of International Affairs, 17.08.2004
75. Inga Kanasta, Assistante de Direction, Latvian Institute of International Affairs, 17.08.2004

76. Richard Gowan, Président, European Research, FPC, 18.08.2004
77. Tomas Dahlman, Directeur, SIEPS, 18.08.2004
78. Erich Hochleitner, Directeur, Österreichische Institut für Europäische Sicherheitspolitik, 20.08.2004
79. Pierre Lepetit, Directeur Exécutif, Institut Français des Relations Internationales, 25.08.2004
80. Ulrika Stuart, Responsable information, SNS, 27.08.2004
81. Francois Lafond, Directeur adjoint, Policy Network, 2.09.2004
82. Ms Buggel-Asmus, Responsable information, ETUI, 3.09.2004
83. Roderick Pace, Directeur, European Documentation and Research Center, Malte, 01.09.2004
84. Pete Glennon, Administrateur, Institute of European Affairs, Dublin, 3.09.2004
85. Jill Donoghue, Research Director, and Pete Glennon, Administrator
86. Philippe Pochet, Directeur, Observatoire Social Europeen, 10.09.2004
87. Marco Incerti, EPIN/CEPS, 13.09.2004

---

<sup>163</sup> Notamment : "Think Tanks in Germany" in Stone, Denham, Garnett, 2003. "Conservative Think Tanks in the United States and Canada" in : Rainer-Olaf Schultze, Roland Sturm and Dagmar Eberle (eds.) : *Conservative Parties and Right-Wing Politics in North America*, Opladen (Germany) : Leske&Budrich, 2003, 229-254. "Players Beyond Borders ? German Think Tanks as Catalysts of Transnationalisation" in : *Global Society*, No.2, April 2000, 191-212.

<sup>164</sup> Auteur de *Think Tanks vs. "Denkfabriken" ? US and German Policy Research Institutes Coping with and Influencing Their Environments*

## QUESTIONNAIRES

Les trois questionnaires suivants ont servi à interviewer des directeurs de *think tanks*, des décideurs et des journalistes, et des universitaires. D'autres questions ont été posées quand les interviews justifiaient d'aller au-delà de ces questions initiales.

### DIRECTEURS DE *THINK TANK*

1. Quelle est la raison de création de votre *think tank* ?
2. Comment déterminez-vous vos priorités de recherche ?
3. A quel stade du processus décisionnel intervenez-vous généralement ? Avant : quand les politiques officielles sont créées ; ou après, en réaction aux propositions qui sont examinées ?
4. Comment cherchez-vous à préserver votre indépendance ?
5. Quelle serait votre définition d'un *think tank* en Europe ?
6. Selon vous, quels sont les facteurs clés d'influence d'un *think tank* ? De crédibilité ?
7. Quels *think tanks* considérez-vous comme les plus influents ?
8. Quelles tendances observez-vous actuellement dans le développement des *think tanks* en Europe ?
9. Quels sont les principaux défis auxquels sont confrontés les *think tanks* aujourd'hui ? (concurrence, financement...)
10. Quelles conséquences a l'élargissement de l'UE sur vos activités ? Et pour les autres *think tanks* travaillant sur les affaires européennes ?
11. Quels autres *think tanks* s'intéressent aux affaires européennes dans votre pays ?
12. Pouvez-vous évaluer votre couverture médiatique : interviews, TV, presse articles/éditoriaux, citations, etc. ?
13. Quels bénéfices tirez-vous de vos liens avec d'autres *think tanks* européens ?

### DECIDEURS

14. Utilisez-vous souvent les *think tanks* comme sources d'information ?
15. Les contactez-vous de votre propre initiative, ou cherchent-ils à vous contacter ?
16. Quelle est votre opinion sur de tels contacts : utiles / pas très utiles, pourquoi ?
17. Qu'attendez-vous des *think tanks* ? Quel rôle peuvent-ils jouer dans la construction européenne et le processus d'intégration ?
18. Quels *think tanks* considérez-vous comme les plus influents ?
19. Selon vous, quels sont les facteurs clés d'influence d'un *think tank* ? De crédibilité ?

20. Diriez-vous que l'indépendance d'autres intérêts (politiques, idéologiques, etc.) est un facteur de crédibilité important pour un *think tank* ?
21. Quelles tendances observez-vous actuellement dans le développement des *think tanks* en Europe ?
22. Iriez-vous travailler pour un *think tank* vous-même ? Pourquoi ?

#### UNIVERSITAIRES

23. Les *think tanks* sont-ils d'importants acteurs de la construction européenne et des processus décisionnels ?
24. Quel rôle jouent-ils selon vous ?
25. Contribuent-ils de façon adéquate à l'élaboration des politiques en Europe ?
26. Quelque chose pourrait / devrait-il être fait dans (l'Etat membre en question) / l'Union européenne pour encourager le développement des *think tanks* ?
27. Quelles sont les caractéristiques essentielles d'un *think tank* influent ? crédible ?
28. Quels sont les *think tanks* les plus influents ? Pourquoi ?
29. Quelles tendances observez-vous actuellement dans le développement des *think tanks* (dans le pays en question) / dans d'autres pays ?
30. Quelle est votre opinion sur la nature et le travail des *think tanks* (du pays en question), comparé, par exemple, à la nature et au travail des *think tanks* américains ?
31. Connaissez-vous d'autres études ou enquêtes qui traitent de ce sujet ?



#### ANNEXE 4 – REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Archambault, Edith, "Foundations in France", in *Foundations in Europe, Society, Management and Law, The Directory of Social Change*, Berlin : Bertelsmann Foundation, 2001
- Barnier, Michel, discours aux ambassadeurs, 26 août 2004, consultable sur <http://www.diplomatie.gouv.fr>
- Baun, Michael J., *An Imperfect Union : The Maastricht Treaty and the New Politics of European Integration*, Westview Press, 1996
- Blockstein, David, *How to Lose Your Political Virginity While Keeping Your Scientific Credibility*, in *BioScience*, 52 :1 (2002) : pp.91-96
- CDRI (Centre de recherche pour le développement international), Evaluation stratégique de l'influence politique du CRDI, consultable à [http://web.idrc.ca/en/ev-12182-201-1-DO\\_TOPIC.html](http://web.idrc.ca/en/ev-12182-201-1-DO_TOPIC.html), 2001.
- Denham, Andrew, et Mark Garnett, *British Think Tanks and the Climate of Opinion*, London : UCL Press, 1998
- Dickson, Paul, *Think Tanks*, New York, NY : Atheneum, 1971
- Dinan, Desmond, *Ever Closer Union ?*, 2<sup>nde</sup> ed., London : Palgrave Macmillan, 1999
- *Economist* (The), "Pennies for their thoughts", 2 septembre 2004
- EFC (European Foundation Centre), *Recommendations on a European statute for foundations*, (2001) consultable sur <http://www.efc.be>
- *European Voice*, Thomas Klau, "Stiftungen Provide a Useful Link", 9 juillet 1998 (1998a)
- *European Voice*, Rory Watson, "Crossing the Business and Political Divide", 9 juillet 1998 (1998b)
- *European Voice*, Craig Winneker, "Guaranteeing your *think tank* is the '...ing thing'", 15 octobre 2003
- *European Voice*, Gareth Harding, "Why Think Tanks are More than just a Chance for Schmooze and Free Drinks", 24 janvier 2004
- Eurostat, *Research and Development Expenditure*, News Release, 25 février 2004
- Féat, Marina, *L'influence française dans les think tanks traitant des questions européennes*, étude réalisée pour la Représentation Permanente de la France auprès de l'Union européenne, juillet 2004
- Floch, Jacques, *Rapport N°1594 d'Information sur la Présence et l'Influence de la France dans les Institutions Européennes*, Assemblée Nationale, 2004 (12 mai), <http://www.assemblee-nationale.fr/12/Europe/rap-info/i1594.asp>

- Fondation Hippocrène, *Développer les Fondations en France, un Impératif Européen*, étude réalisée par HEC Junior Conseil, juillet 2001
- Gadault, Thierry, "La Grande Misère des Think Tanks Français", in *Le Nouvel Economiste*, 26 mars - 1 avril 2004
- Greenwood, Justin, *Representing Interests in the European Union*, London : St. Martin's Press, 1997
- Greenwood, Justin, *Interest Representation in the European Union*, London : Palgrave Macmillan, 2003
- Harvey, B. "Does Ireland Need More Think Tanks?", *Administration*, Vol.49, no.4, hiver 2001-02, pp.89 – 100
- Institut Montaigne, *25 propositions pour développer les fondations en France*, novembre 2002
- Johnson, Erik C., *Central Europe's Think Tanks : A Voice for Reform*, in *Economic Reform Today*, N°3, 1996 : [www.cipe.org](http://www.cipe.org)
- Journal du Management, Le, *Annuaire, Les Think Tanks les Plus Influentes*, <http://management.journaldunet.com/dossiers/040435thinktanks/annuaire/index.shtml>, 2004
- Kingdon, John W., *Agendas, Alternatives, and Public Policies*, New York : Harper Collins, 1984
- Le Corre, Philippe, *Tony Blair, Les Rendez-Vous Manqués*, Paris : Autrement, 2004
- Lindquist, Evert A., *Discerning Policy Influence : Framework for a Strategic Evaluation of IDRC-Supported Research*, University of Victoria, 1 septembre 2001 : [http://web.idrc.ca/en/ev-12177-201-1-DO\\_TOPIC.html](http://web.idrc.ca/en/ev-12177-201-1-DO_TOPIC.html)
- McCormick, John, *Understanding the European Union : A Concise Introduction*, London : Palgrave Macmillan, 2<sup>nd</sup> ed., 2002
- McGann, James G., R. Kent Weaver, ed., *Think Tanks and Civil Societies, Catalysts for Ideas and Action*, New Brunswick : Transaction Publishers, 2000
- McGann, James G., *Scholars, Dollars, and Policy Advice*, Foreign Policy Research Institute, Philadelphia, 2004
- Nielsen, Stephanie, *IDRC-Supported Research And Its Influence On Public Policy : Knowledge Utilisation and Public Policy Processes : A Literature Review*, IDRC, décembre 2001
- Nye, Joseph, John D. Donahue (ed.), *Governance in a Globalizing World*, Brookings, 2000
- Oster, Sharon M., *Strategic Management for Non-profit Organizations, Theory and Cases*, New York : Oxford University Press, 1995

- Park, Sarah S., *Idea-Factories or Ideologues? Think Tanks and the Paradox of Credibility and Influence*, essai présenté à la Commission des Diplômes en Etudes Sociales, Harvard College, mars 2004
- Przybylski, Wojciech, *Think Tanks in Austria and their Polish Counterparts*, Vienne : Académie politique, 2004
- Sherrington, Philippa, "Shaping the Policy Agenda : Think Tank Activity in the European Union", in *Global Society*, Vol.14, No.2, 2000
- Skorzynska, Katarzyna, "Monopoly for Europe - Poland Should Fight to Defend the Principles of Solidarity and Cohesion", in *Polish News Bulletin*, 13 nov. 2003
- Smith, James Allen, *The Idea Brokers : Think Tanks and the Rise of the New Policy Elite*, New York : The Free Press, 1991
- Stone, Diane, *Capturing the Political Imagination, Think Tanks and the Policy Process*, London : Frank Cass, 1996
- Stone, Diane, Andrew Denham, Mark Garnett (eds.), *Think Tanks Across Nations. A Comparative Approach*, Manchester : Manchester University Press, 1998
- Stone, Diane, "Think Tanks Transnationalisation and Non-Profit Analysis, Advice, and Advocacy", in *Global Society*, Vol.14, No.2, 2000a
- Stone, Diane, "The Changing Think Tank Landscape", in *Global Society*, Vol.14, No.2, 2000
- Stone, Diane, Andrew Denham (eds.), *Think Tank Traditions : Policy Analysis Across Nations; Policy Research and the Politics of Ideas*, Manchester : Manchester University Press, 2004
- Struyk, Raymond J., "Management of Transnational Think Tank Networks", in *International Journal of Politics, Culture and Society*, Vol.15, No.4, été 2002
- Sunstein, Cass R., *Why Societies Need Dissent*, Cambridge : Harvard University Press, 2003
- Vaisse, Justin, « Guide du lecteur des revues de politique étrangère américaines; Guide des *think tanks* et instituts de recherche aux Etats Unis », Numéro Spécial, Ministère des Affaires Etrangères, in *Bulletin du Centre d'Analyse et de Prévision*, N°70, printemps-été 1998
- Wallace, William, "Ideas and Influence", in Stone, Denham, Garnett (eds.), op. cit.
- Weiss, Carol, "Helping Government Think", in *Organizations for Policy Analysis : Helping Government Think*, ed. Carol Weiss, Newbury Park : Sage, 1992

# Liste des Etudes et Recherches déjà parues

Disponibles sur le site Internet de Notre Europe

- Le regard des autres : le couple franco-allemand vu par ses partenaires  
Matt Browne, Carlos Closa, Søren Dosenrode, Franciszek Draus, Philippe de Schoutheete, Jeremy Shapiro - Disponible en français et anglais (avril 2004).
- L'Europe élargie peut-elle être un acteur international influent ?  
Franciszek Draus - Disponible en français uniquement (février 2004).
- Le Royaume -Uni et le traité constitutionnel européen : le pilotage par l'arrière  
Anand Menon - Disponible en français et anglais (janvier 2004).
- L'Irlande et l'Europe : continuité et changement, la présidence 2004  
Brigid Laffan - Disponible en français et anglais (décembre 2003).
- L'attitude des Etats-Unis envers l'Europe : un changement de paradigme ?  
Timo Behr - Disponible en français et anglais (novembre 2003).
- Dynamiser l'esprit de coopération euro-méditerranéen  
Bénédicte Suzan - Disponible en français uniquement (octobre 2003).
- L'Italie, l'Union européenne et la présidence 2003  
Roberto Di Quirico - Disponible en français, anglais et italien (juillet 2003).
- Les attitudes des européens et les relations transatlantiques entre 2000 et 2003 : une vision analytique  
Anand Menon et Jonathan Lipkin - Disponible en français et anglais (mai 2003).
- Grands et petits Etats dans l'Union européenne : réinventer l'équilibre  
Kalypso Nicolaidis et Paul Magnette - Disponible en français et anglais (mai 2003).
- L'investissement direct vers les nouveaux Etats adhérents d'Europe centrale et orientale : ce que l'élargissement pourrait changer  
Bérénice Picciotto - Disponible en français et anglais (mai 2003).
- La nouvelle architecture de l'Union européenne : une troisième voie franco-allemande ?  
Renaud Dehousse, Andreas Maurer, Jean Nestor, Jean-Louis Quermonne et Joachim Schild  
Disponible en français et anglais (avril 2003).
- Un nouveau mécanisme de coopération renforcée pour l'Union européenne élargie  
Eric Philippart - Disponible en français et anglais (mars 2003).

- La Grèce, l'Union européenne et la présidence 2003  
George Pagoulatos - Disponible en français et anglais (décembre 2002).
- La question du gouvernement européen  
Jean-Louis Quermonne - Disponible en français et anglais (décembre 2002).
- Le Conseil européen  
Philippe de Schoutheete et Helen Wallace - Disponible en français et anglais (septembre 2002).
- Les Danois, l'Union européenne et la prochaine présidence  
Søren Dosenrode - Disponible en français et anglais (juin 2002)
- Réformes sur la voie de la décentralisation pour trois pays d'Europe Centrale et Orientale candidats à l'adhésion, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque (1999-2001)  
Michal Illner - Disponible en français et en anglais (juin 2002).
- Les racines internes de la politique européenne de l'Espagne et la présidence espagnole en 2002  
Carlos Closa - Disponible en français, anglais et espagnol (décembre 2001).
- La Convention pour l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux : une méthode d'avenir ?  
Florence Deloche-Gaudez - Disponible en français et anglais (décembre 2001).
- L'approche fédérative de l'Union européenne ou la quête d'un fédéralisme européen inédit  
Dusan Sidjanski - Disponible en français, anglais et allemand. (juillet 2001).
- La présidence belge 2001  
Lieven de Winter et Huri Türsan - Disponible en français et anglais (juin 2001).
- Le débat suédois sur l'Europe  
Olof Petersson - Disponible en français, anglais et suédois (décembre 2000).
- Un élargissement pas comme les autres ... Réflexions sur les spécificités des pays candidats d'Europe Centrale et Orientale  
Franciszek Draus - Disponible en français, anglais et allemand (novembre 2000)
- Les Français et l'Europe, l'état du débat européen en France à l'ouverture de la présidence française  
Jean-Louis Arnaud - Disponible en français, anglais et allemand (juillet 2000).

- Portugal 2000 : la voie européenne  
Alvaro de Vasconcelos - Disponible en français, anglais et portugais (janvier 2000).
- Le débat intellectuel finlandais sur l'Union européenne  
Esa Stenberg - Disponible en français, anglais et finlandais (août 1999).
- Le système de la réserve fédérale américaine : fonctionnement et accountability  
Axel Krause - Disponible en français, anglais et allemand (avril 1999).
- Réussir l'Union Economique et Monétaire  
Partenariat Notre Europe - Centro Europa Ricerche - Disponible en français, anglais, allemand et italien (mars 1999).
- Le débat intellectuel sur l'Europe au Royaume-Uni  
Stephen George - Disponible en français, anglais et allemand (octobre 1998).
- Le Royaume-Uni dans l'Europe de demain  
Centre for European Reform, Lionel Barber - Disponible en français, anglais et allemand (avril 1998).
- L'Europe sociale. Historique et état des lieux  
Jean-Louis. Arnaud - Disponible en français et anglais (juillet 1997).
- Les coopérations renforcées : une fausse bonne idée ?  
Françoise de la Serre et Helen Wallace - Disponible en français et en anglais (septembre 97).
- Déficit de croissance et chômage : le coût de la non-coopération  
Pierre-Alain Muet - Disponible en français, anglais et allemand (avril 1997).